

Numéro 567



mai 1975

LA VERITE

organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la 4^e Internationale)

VIETNAM :

Défaite de l'impérialisme

Une victoire de la révolution mondiale

Une année de lutte politique de l'OCI

PORTUGAL - ALLEMAGNE

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

« Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 25 F - 2 ans (10 numéros) :
45 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER : **Pli non clos** : 1 an : 35 F - **Pli clos** : demander à
l'administration.

CCP Michel Renaudie, n° 30 040 74 - 45 La Source

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT

Imprimerie ABEXPRESS - PARIS

Au Vietnam : retentissante défaite de l'impérialisme , une victoire de la révolution mondiale

par Stéphane JUST

Défaite de l'impérialisme... Le GRP à Saigon

Au moment où cet article est écrit, les troupes du Nord-Vietnam et du GRP entrent à Saigon. La présidence du général Minh, représentant de la soi-disant « troisième composante », n'aura été que très provisoire. Il a accepté la capitulation militaire sans conditions que le gouvernement de Hanoi et le GRP ont finalement exigée. Visiblement, il a assuré l'intérim de « l'autorité » entre le départ de Thieu et l'arrivée du GRP. Il y a eu transmission de pouvoir afin d'éviter au maximum le vide politique.

Cette guerre, révolutionnaire et juste du côté des masses du Vietnam et d'Indochine, se termine par une très dure défaite de l'impérialisme, de l'impérialisme américain en particulier. Les gouvernements compradores du Cambodge et du Sud-Vietnam ont été écrasés, liquidés. Leurs armées, leurs administrations, leurs « Etats » se sont

totallement désagrégés. Rien n'a pu les sauver. Sous une forme déterminée, la révolution prolétarienne mondiale a remporté une victoire au Vietnam et en Indochine.

Mais à l'heure actuelle, tout n'est pas encore dit à Saigon. Le gouvernement de Hanoi et le GRP, après avoir exigé la transmission du pouvoir et la capitulation militaire va-t-il s'ouvrir à des ministres représentant la soi-disant « troisième composante » ? Malgré le désastre total des gouvernements compradores, la pression de l'impérialisme américain se manifeste encore par la présence de la VII^e flotte au large des côtes sud-vietnamiennes, et surtout la pression du Kremlin et de Pékin continue à s'exercer sur le GRP et le gouvernement de Hanoi.

Le programme du FNL n'a pas été déclaré caduc. Or il garantit la propriété privée des moyens de production et, de ce seul fait, la division du Vietnam en deux. Déjà, sous la pression du Kremlin et de Pékin et au nom de la politique de coexistence pacifi-

que, d'union nationale, furent signés en 1954 les accords de Genève et, il y a deux ans, les accords de Paris. Le peuple vietnamien et les peuples d'Indochine ont payé d'un prix effroyable la signature des accords de Genève en 1954 et ceux de Paris en janvier 1973, comme ils avaient déjà payé terriblement cher les accords de Fontainebleau d'août 1946 et la politique d'intégration à l'Union française que Ho Chi Minh et le Vietnam pratiquèrent jusqu'en 1947-1949.

Les millions de morts de cette guerre de trente ans, les incommensurables sacrifices des peuples du Vietnam et d'Indochine, les terribles destructions, les plaies et innombrables séquelles exigent impérieusement que le principe des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes soit pleinement et totalement appliqué au Vietnam et en Indochine. Les masses de ces pays reconnaissent dans le GRP, le gouvernement de Hanoi, le FNL et le Parti des travailleurs vietnamiens leur direction politique, mais elles veulent en finir avec la bourgeoisie compradore, les propriétaires fonciers, elles veulent l'unité du Vietnam et de l'Indochine.

Les régimes bourgeois compradores du Sud-Vietnam et du Cambodge se sont effondrés. Les classes exploiteuses de toutes ces régions d'Indochine sont socialement et politiquement décomposées. Un vide politique et social béant est ouvert, quelle que soit la précaution prise de la transmission du pouvoir à Saigon. Les masses, au Cambodge et au Vietnam du Sud respecteront-elles la propriété privée des moyens de production et de la terre ? Sera-t-il possible de leur imposer la présence politique, au gouvernement et dans le pays, de leurs bourgeois d'hier, et de maintenir la division du pays ? Au niveau le plus élevé du FNL, du Parti des travailleurs vietnamiens, du gouvernement de Saigon et du GRP, ces aspirations des masses trouveront une expression parmi les cadres dirigeants. Il est impossible

qu'elles puissent être étouffées. Les dirigeants du FNL et du Parti des travailleurs vietnamiens ont déjà été contraints, à de nombreuses reprises, d'aller plus loin qu'ils ne le voulaient sur la voie de la rupture avec l'impérialisme et la bourgeoisie. Ils ont dû, notamment, passer finalement outre aux « accords de Paris ». Le GRP et le FNL sont entrés à Saigon et y assurent le pouvoir. Ils seront obligés, compte tenu de la situation, d'abandonner en pratique le programme du FNL et de s'engager politiquement beaucoup plus loin que celui-ci ne le prévoyait. A cela se mesure la victoire de la révolution prolétarienne.

« D'excellents accords »... ils n'en moururent pas tous

En dernière analyse, les accords de Paris de 1973 n'ont pu empêcher l'irréversible défaite du gouvernement compradore de l'impérialisme américain. Certains, pablistes, staliniens et autres, ont affirmé qu'il était donc juste et nécessaire de soutenir la conclusion de ces accords. Encore ces dernières semaines, le spécialiste maison, Pierre Rousset, écrivait dans **Rouge** qu'il fallait exiger l'application des accords de Paris. Ce raisonnement revient à tout confondre, la maladie et sa guérison. A ce compte, il faudrait dire que les accords de Fontainebleau d'août 1946, qui subordonnaient le Vietnam à « l'Union française » ont été une bonne chose puisqu'en fin de compte ils n'ont pu empêcher Dien Bien Phu et que, d'une certaine mesure, ils y ont même abouti. Les accords de Genève auraient été également une bonne chose. Ils organisaient la partition du Vietnam, à la hauteur du 17^e parallèle, le retrait du Vietminh au Nord de cette ligne, retrait militaire et politique. Mais à l'issue d'une nouvelle guerre révolutionnaire, les troupes du GRP et de la RDVN sont entrées, le 30 avril 1975, à Saigon. Donc, la conclusion étant impliquée dans les prémisses : c'est

grâce aux accords de Genève.

Que les dirigeants du peuple vietnamien aient été contraints de signer de semblables accords, s'ils n'avaient pas les moyens politiques et militaires de s'y opposer, se discute et peut se justifier. Lénine et Trotsky ont bien été contraints de signer, en 1918, le traité de Brest-Litovsk qui cédait l'Ukraine à l'Allemagne. Il faut pourtant se rappeler que Ho Chi Minh acceptait, en 1945-1946, le cadre de l'Union française, conformément à la politique du Kremlin ; que lui, Ho Chi Minh, acceptait le partage du monde en zones d'influence et la défense du système impérialiste mondial. C'est l'impérialisme français qui a contraint le Vietnam et Ho Chi Minh au combat, en prenant l'offensive politiquement et militairement, en bombardant Haiphong le 19 décembre 1946 et en occupant ensuite à Hanoi le siège du gouvernement de la république du Vietnam.

Le Vietnam dirigeait alors la guerre révolutionnaire du peuple vietnamien. A partir de 1949, sous l'effet de la révolution chinoise victorieuse, le Vietnam reprenait l'initiative politique et militaire. En 1954, c'était Dien Bien Phu. Ensuite, le gouvernement de la RDVN et le Parti des travailleurs vietnamiens se sont pour le moins accommodés de la partition du Vietnam. La décomposition sociale et politique des classes possédantes au Sud, du gouvernement de Ngo Dinh Diem, ont suscité et nourri sur place les premiers mouvements de la nouvelle guerre révolutionnaire. La situation politique qui se créait et l'intervention directe des troupes américaines ont amené Hanoi à s'engager et à commencer à intervenir militairement en 1960. Il n'y a pas lieu, pour autant, de célébrer ainsi qu'une grande victoire, les accords de Genève qui frustraient les masses vietnamiennes de leur victoire de 1954 et leur imposaient une nouvelle guerre révolutionnaire de plus de quinze ans.

Les défenseurs des accords de

Genève affirment : Ces accords prévoyaient des « élections libres dans les deux ans » ; si cette clause avait été appliquée, tout se serait passé différemment. Dès 1954, chacun savait que c'était là une pure et simple fioriture diplomatique. Le fait essentiel, déterminant, était : la partition du Vietnam, le retrait du Vietnam du Nord, la concentration de l'armée française au Sud, l'établissement au Sud d'une structure gouvernementale et étatique compradore entièrement sous le contrôle de l'impérialisme américain relayant l'impérialisme français.

Les accords de Paris en échec

Les accords de Paris de 1973 doivent être considérés sous le même angle. Ils consacraient la renonciation de l'impérialisme américain à sa stratégie antérieure des années soixante qui conjugait l'intervention américaine au Vietnam, plus de 550 000 soldats au Sud et la guerre aérienne au Nord, à la préparation de la guerre contre la Chine. A ce propos, il faut détruire une légende, car elle a de redoutables et multiples implications politiques : il est faux que l'impérialisme US ait été battu militairement au Vietnam. Après l'offensive du Têt de 1968, les forces américaines ont contrôlé militairement l'ensemble du Sud ; les troupes US étaient pour ainsi dire plaquées sans racines sur le sol vietnamien, bien que le FNL ait subi une terrible saignée.

Mais la situation politique mondiale et celle aux USA étaient telles que, politiquement, préparer la guerre contre la Chine devenait une folie. Il aurait fallu que le prolétariat des principaux pays capitalistes d'Europe soit écrasé, que le régime du talon de fer soit institué aux USA, que la bourgeoisie américaine et toutes les bourgeoisies des grandes puissances impérialistes soient étroitement soumises et disciplinées.

Avant la grève générale de mai-juin

1968 en France et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, ces conditions étaient à établir. L'impérialisme US pouvait peut-être espérer qu'elles le seraient au cours de la préparation de cette guerre. Tout au contraire, en 1968, une nouvelle période révolutionnaire s'est ouverte en Europe. La coalition impérialiste était déchirée de contradictions. Les rapports sociaux et politiques aux USA étaient extrêmement instables. On était loin de l'Etat et du gouvernement forts. Dès lors, l'impérialisme américain a dû réorienter sa stratégie mondiale. Il a noué une nouvelle Sainte Alliance contre-révolutionnaire pour faire face à la révolution montante en Europe et dans le monde. La bureaucratie du Kremlin est toujours disponible pour ce genre d'accord. Celle de Pékin se révélera tout aussi disponible. Ce sera le voyage de Nixon à Pékin et ensuite à Moscou. Nixon ne pouvait plus maintenir d'importants contingents au Vietnam. Il s'orientera vers la « vietnamisation ».

L'impérialisme US pouvait compter sur Pékin et Moscou pour imposer au gouvernement de Hanoi et du FNL une « solution » qui respecte ses intérêts. Le programme du FNL permet les ouvertures politiques allant dans ce sens. Ce furent les accords de Paris de janvier 1973.

Tout comme pour les accords de Genève, on peut trouver dans ces accords tel ou tel paragraphe qui, isolé du contexte, peut faire prendre des vessies pour des lanternes. La réalité politique concrète était que l'armée américaine se retirait du Vietnam mais que le gouvernement et l'administration de Thieu étaient reconnus ainsi que ceux du Vietnam du Sud. Les centaines de milliers de prisonniers politiques restaient dans leurs geôles. La constitution d'un gouvernement à « trois composantes » cher au GRP était renvoyée aux calendes.

Le cessez-le-feu intervenait alors que le FNL n'occupait aucune ville importante (pas un chef-lieu de province)

et qu'il était repoussé dans des campagnes plus ou moins désertiques. Les USA fournissaient à l'armée du Sud-Vietnam un fantastique arsenal. Des milliers de « conseillers » américains restaient. La puissance de feu de l'armée sud-vietnamienne était une des plus fortes du monde, son aviation la quatrième du monde.

En réalité, les accords de Paris ont mis en place un dispositif politico-militaire qui n'avait d'autre but que de broyer le FNL et le GRP. Les accords de Paris à peine signés, Thieu s'est employé à réaliser le plan que contenait en pratique ces accords. Partout, l'armée sud-vietnamienne a attaqué les partisans du FNL, en même temps que la terreur policière s'étendait et se renforçait. Seul le soutien du Nord au FNL lui a permis de tenir au cours de la première année qui a suivi la conclusion des accords de Paris. Le prix sanglant des accords de Paris, ce sont des centaines de milliers de morts supplémentaires au cours des deux années qui ont suivi leur signature, un nouveau cortège de souffrances inouïes que subirent les Vietnamiens du Sud, et aussi du Nord au cours des bombardements US. De quoi « réjouir » Pierre Rousset... Et puis c'est l'effondrement.

Effondrement de l'appareil comprador

Toute la presse en convient : il n'y a pas eu d'offensive d'importance comparable, par exemple, à celle du Têt en 1968 ou à celle du printemps de 1972. La RDVN n'a pas envoyé d'importantes troupes puissamment armées au Sud en ce début d'année 1975. Ainsi la presse a rapporté que le premier chef-lieu de province occupé sur les hauts plateaux l'a été par 1 500 maquisards descendus des montagnes, très mal armés, qui ont mis en fuite 15 000 soldats de l'armée de Thieu, armés jusqu'aux dents. Thieu a donné l'ordre, alors, d'abandonner

les hauts plateaux pour regrouper ses forces. Ce fut la débandade pratiquement sans combat.

Le régime Thieu (ainsi que celui de Lon Nol au Cambodge) s'est littéralement effondré sur lui-même, pourri de l'intérieur. Cela rappelle, en pire, l'effondrement de Tchang Kaï Tcheck en Chine, en 1947-1949. Les troupes, les officiers, ont abandonné sur place, sans combat, armes et bagages. L'administration, l'armée, se sont dissoutes. L'armée du Nord et du GRP a récupéré des centaines de millions de dollars d'armes, d'équipements militaires les plus modernes intacts et jusqu'à des centaines d'avions en état de vol, abandonnés sur les champs d'aviation. Désormais, l'armée du Nord-Vietnam et du GRP dispose d'un armement considérable et moderne qu'elle n'a jamais eu auparavant.

Manifestement, le gouvernement de la RDVN, le FNL, le GRP ont été surpris de cette victoire, sans offensive réelle, sans combats d'envergure, et cela leur pose des problèmes qui les embarrassent. Alors que les troupes du Nord et du FNL étaient à quelques portées de canon de Saigon, ils affirmaient encore qu'ils voulaient l'application des accords de Paris. Au nom de ces accords, ils demandaient à Saigon de réaliser les conditions de la constitution « d'un gouvernement à trois composantes », dernière formule qui pouvait sauver ce qui n'était plus déjà qu'un tragique souvenir : le maintien d'un pouvoir et d'un gouvernement faisant place aux représentants de la bourgeoisie compradore. Tout s'effondrait, ce n'était déjà plus possible. Et alors que Pierre Rousset, toujours au nom des accords de Paris, réclamait encore la constitution « d'un gouvernement à trois composantes », l'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradores aboutissait à la réalisation des aspirations des masses : le GRP à Saigon, à la victoire sous une forme donnée de la révolution prolétarienne.

C'est une terrible défaite de l'impérialisme américain, de l'impérialisme en général, et, au-delà, de la politique de coexistence pacifique, de la Sainte Alliance contre-révolutionnaire. L'impérialisme américain, obligé de modifier sa stratégie et de se retirer militairement du Vietnam, subissait déjà un dur échec. Mais la politique de coexistence pacifique le limitait, en imposant au peuple vietnamien les accords de Paris. L'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradores du Sud-Vietnam, et de ceux du Cambodge, est une catastrophe. Pendant vingt-cinq ans, l'impérialisme américain s'est acharné à maintenir sa présence en Indochine : il a fait de son maintien au Vietnam une question centrale de sa politique mondiale. Depuis plus de vingt ans, il s'est engagé directement, et il est balayé. La plus grande puissance impérialiste du monde est défaite sur un terrain qu'elle considérait déterminant. Plus encore, la Sainte Alliance contre-révolutionnaire n'est par parvenue à le garantir, à empêcher cette défaite et la victoire des ouvriers et des paysans du Vietnam et d'Indochine.

La façon dont cette défaite s'est produite et les raisons profondes qui en sont la cause sont tout aussi importantes. Jamais l'impérialisme n'est parvenu à structurer un Etat réel, implanté dans le sol national du Vietnam (et dans les pays d'Indochine). L'impérialisme français n'y est pas parvenu. Le gouvernement et l'administration de Bao Daï n'étaient que des fantômes. Après les accords de Genève de 1954, au Sud, le gouvernement et l'Etat de Ngo Dhin Diem ont eu raison, grâce au soutien des Américains, des bandes pillardes de Hao-Hao, des Bixuens, des Caodaïstes, des bouddhistes ; mais l'armée, la police, l'administration de Diem ne formaient pas un Etat. Elles ne le cédaient en rien aux bandes de pillards qu'elles éliminaient.

Ce qu'a tenté l'impérialisme américain

Les coups d'Etat des années 1963 à 1965, au cours desquels Diem a été renversé et où Thieu a accédé au pouvoir, la nécessité de l'intervention américaine étant donné la décomposition des forces de Diem et de Thieu confrontées à une guerre révolutionnaire qui se rallumait, mais que les combattants du FNL menaient avec des moyens dérisoires, démontraient qu'il n'y avait pas d'Etat sud-vietnamien. Par contre, lorsque les armées américaines eurent pris le contrôle militaire du Vietnam en 1968, constitué et armé une armée sud-vietnamienne apparemment puissante, l'illusion de la constitution d'un Etat sud-vietnamien fort naîtra. Pourtant, des signes importants démontraient le peu d'efficacité et de solidité de l'administration, de l'armée, de l'Etat et du gouvernement compradores de Thieu.

Tout en procédant à la réduction des forces armées américaines, après avoir cessé les bombardements du Nord et engagé des négociations, ayant le contrôle militaire du Sud-Vietnam, Nixon a voulu acculer le Nord. La CIA a organisé au mois de mars 1970 un coup d'Etat au Cambodge. Il s'agissait d'attaquer et de chasser du Cambodge les troupes du Nord-Vietnam qui y stationnaient et y circulaient en direction du Sud-Vietnam. Une opération militaire conjointe, armée américaine, armée sud-vietnamienne, fut montée. Les résultats furent médiocres, bien que la voie fluviale du Mékong ait été dégagée. Après que les troupes américaines aient été retirées du Cambodge en juin 1970, les opérations sud-vietnamiennes échouèrent. Poursuivant toujours le même but, l'impérialisme US lança les troupes d'élite du Sud-Vietnam, en février 1970, au Laos et au Cambodge, dans le but de couper la « piste Ho Chi Minh ». Aux premiers engagements sérieux, les « troupes

d'élite » étaient mises en déroute et ne durent leur salut qu'à l'intervention de l'aviation américaine.

En mars 1972, après le voyage de Nixon à Pékin et avant son voyage à Moscou, le FNL et l'armée du Nord ont déclenché leur première offensive puissante depuis celle du Têt en 1968. L'armée de terre américaine n'intervenant plus dans les combats, les troupes au sol sud-vietnamiennes ont eu à faire face toutes seules. Une fois encore, elles ont été mises en déroute. L'aviation américaine intervint alors avec une telle puissance qu'elle obligea les troupes du Nord et du FNL à renoncer à atteindre les objectifs de leur offensive : Hué, Kontum, Pleiku, An Loc. Elles durent reculer et évacuer Quang Tri, seule ville qu'elles avaient réussi à prendre. « **La Vérité** » écrivait en septembre 1973, en commentant les accords de Paris :

« Bien que le FNL et le GRP soient dans une situation très difficile, rien n'est encore stabilisé sérieusement. Le gouvernement Thieu est corrompu, son administration et son armée sont pourries et incapables. Les masses tout entières lui sont hostiles. Il n'est pas impossible qu'il se désagrège purement et simplement. »

Le FNL, la RDVN ne pouvaient abandonner le Sud-Vietnam purement et simplement à Thieu. Ils n'ont pourtant mené aucune grande offensive. Ils ont seulement résisté aux attaques de Thieu. La haine des masses n'a cessé de grandir contre Thieu. Thieu et son gouvernement n'aboutissaient pas. La situation économique devenait catastrophique. La corruption, la démoralisation, l'incompétence gagnaient... gagnaient sans cesse plus profondément. Cela a suffi pour que se décompose l'administration et la « formidable » (sur le papier) armée de Thieu.

Après quatre-vingts ans de colonialisme, trente ans de guerre révolutionnaire, il a été impossible, malgré les énormes moyens que l'impérialisme américain a mis en œuvre, de construire un Etat bourgeois au Sud ayant

des fondations sur le sol national. La simple présence de l'Etat ouvrier du Nord-Vietnam, si déformé soit-il, minait toute base déjà extrêmement faible. L'appareil constitué à grands renforts de dollars a pourri sur lui-même et s'est effondré subitement ainsi qu'une vieille bâtisse, sous son propre poids, sous l'impact d'une très faible secousse. La Sainte Alliance contre-révolutionnaire n'a pu le sauver.

D'énormes conséquences en résultent. Au Vietnam et en Indochine, les limites du programme du FNL, du FUNK ne peuvent plus être respectées. Les gouvernements du Nord et du Sud-Vietnam seront amenés à exproprier le capital, les propriétaires fonciers, à unifier le Vietnam, à constituer la Fédération indochinoise, à estimer à dire à réaliser certaines tâches qu'un gouvernement ouvrier et paysan doit réaliser, à instituer un Etat ouvrier extrêmement déformé, tout en faisant barrage à la constitution d'une authentique dictature du prolétariat.

Ils s'efforceront cependant de maintenir, en la rajustant, en Asie du Sud-Est et dans le monde, la politique dite de « coexistence pacifique ». De toute façon, cette terrible défaite que l'impérialisme américain vient de subir, cette extraordinaire victoire que viennent de remporter les masses exploitées d'Indochine, même si le prolétariat de ces pays ne peut saisir et exercer directement le pouvoir politique, donneront une nouvelle et puissante impulsion à la lutte de classe du prolétariat mondial. Tous les peuples d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique soumis à l'impérialisme, à commencer par ceux du Sud-Est asiatique et de l'Inde, seront poussés à engager la lutte. La victoire des ouvriers et paysans d'Indochine annonce et prépare un nouveau bond en avant de la révolution en Asie évidemment, mais aussi en Amérique latine, au Moyen-Orient.

Echecs de la Sainte Alliance

La victoire des ouvriers et paysans d'Indochine ne peut être séparée de tous les développements de la lutte des classes mondiale depuis 1943 notamment. Elle est le produit de la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires et de la nouvelle période révolutionnaire ouverte en 1968. Elle démontre et souligne les limites de la Sainte Alliance contre-révolutionnaire qui se révèlent également sur d'autres terrains.

Conjointement à la faillite des accords de Paris, la triomphale politique étrangère de Kissinger d'il y a deux ans se désagrège. Au Moyen-Orient, elle est un échec. Au lendemain de la guerre des Six-jours, il semblait que la politique des « petits pas » aboutirait à la reconnaissance par l'Egypte et la Syrie de l'Etat d'Israël, à la formation d'un Etat croupion palestinien, en échange de quoi Israël aurait évacué les territoires occupés en 1967 au cours de la guerre des Six-jours.

La bureaucratie du Kremlin a vigoureusement appuyé l'impérialisme américain. La Sainte Alliance contre-révolutionnaire a joué à plein contre le peuple palestinien. Elle s'est même exercée à l'encontre du peuple kurde. Le régime « progressiste » d'Irak et le satrape oriental d'Iran se sont entendus pour liquider la lutte du peuple kurde pour ses droits nationaux. Mais ce genre de solution est beaucoup plus difficile à appliquer au peuple palestinien dont la cause a une grande résonance parmi les peuples arabes. La grande presse et Kissinger ont rejeté sur Israël la responsabilité de l'échec des dernières discussions. Certes, Israël répugne à abandonner ses conquêtes et une telle éventualité ne peut se concrétiser sans déclencher en Israël même une crise profonde. Il n'en reste pas moins que c'est aux masses arabes que la reconnaissance de l'Etat d'Israël et la création d'un Etat croupion est le plus difficile à faire accepter. Cet

hiver, de grandes grèves ont témoigné de la vitalité du prolétariat égyptien. Sadate et les gouvernements des pays arabes représentent des régimes chancelants et craignent la réaction des masses, les contradictions à l'intérieur des classes et du système politique dominant. Ils ne peuvent, sans prendre des risques considérables, aller trop loin. A cela, la Sainte Alliance ne peut rien.

Certains milieux capitalistes nourrissaient l'espoir que la nouvelle Sainte Alliance contre-révolutionnaire permettrait l'ouverture d'immenses débouchés et des champs d'investissements de capitaux en URSS, en Europe de l'Est, en Chine, voire au Vietnam. Alors que la crise économique se précise, que le besoin d'exporter massivement marchandises et capitaux se fait plus pressant et plus urgent, la bonne volonté des bureaucraties parasitaires n'a pas suffi. C'est l'échec. Les accords déjà signés entre le Kremlin et Washington ont été vidés de tout contenu, la bureaucratie du Kremlin y a renoncé. Il semblerait pourtant que la coopération économique soit facile à réaliser : la bureaucratie du Kremlin et les autres bureaucraties ont besoin de quantités énormes de marchandises et de capitaux. Il n'en est rien car les rapports sociaux de production sont antagonistes. L'économie de l'URSS, de l'Europe de l'Est, de la Chine, du Vietnam, a besoin d'être réintégrée à la division internationale du travail, mais sur le plan d'une coopération véritable, qui organise, afin de satisfaire les besoins humains, le développement des forces productives, ce qui est totalement contradictoire à la rentabilité capitaliste.

Pour cela, le prolétariat des pays capitalistes doit prendre le pouvoir politique et exproprier le capital ; et celui des pays où le capital a déjà été exproprié et où une bureaucratie parasitaire monopolise le pouvoir politique, prendre ou reprendre le pouvoir et balayer la bureaucratie. Alors une nouvelle

division du travail se constituera, répondant aux exigences d'une véritable coopération. En Europe notamment, l'Allemagne doit être réunifiée et les Etats-Unis socialistes d'Europe constitués. L'ouverture des frontières de l'URSS et des pays où le capital a été exproprié, une nouvelle et massive pénétration du capital, remettraient en cause les rapports de production fondés sur la propriété étatique des moyens de production, et signifierait le chômage et la famine de dizaines de millions de prolétaires. Par contre, la libre pénétration des capitaux et des marchandises dans ces pays serait source d'énormes profits pour les capitalistes. C'est cela qui intéresse l'impérialisme et non une « coopération » n'apportant que peu, ou presque pas de profits.

Les bureaucraties parasitaires ne peuvent accepter la pénétration du capital, la libre circulation des marchandises dans les pays qu'elles dominent sans déclencher une crise sociale et politique explosive qui les déchirent elles-mêmes. Les premiers, et encore timides pas qu'elles ont faits sur cette voie ont provoqué de profonds déchirements internes de la couche sociale dirigeante.

Récemment encore, à la fin de 1974 et au début de 1975, une importante crise politique a eu lieu au Kremlin, consécutive à la politique de soumission de plus en plus accentuée à l'impérialisme américain que mène Brejnev (bien que Brejnev ne puisse aller jusqu'au bout). Brejnev et sa politique ont été mis en cause. Il semble que l'élimination de Chélepine signifie que Brejnev a repris la situation en main. L'impérialisme américain n'en estime pas moins insuffisant l'appui politique que lui apporte le Kremlin dans le monde et sans intérêt les rapports économiques Washington-Moscou sur la base actuelle. C'est ainsi qu'il a réduit à rien les accords économiques passés et que le Kremlin y a renoncé. En ce qui concerne la

Chine, il ne semble pas que les résultats soient meilleurs.

A la suite des accords de Paris, une entrevue entre Le Duc Tho et Kissinger avait lieu le 14 juin 1973 ; le communiqué publié se référait à une coopération économique entre Washington et Hanoi. Apparemment, la « coopération » en est restée au stade du communiqué. Les exigences politiques et économiques qu'en échange de leur « aide » les USA formulaient, étaient sans doute inacceptables pour Hanoi. De son côté, le Vietnam du Nord ne pouvait accepter jusqu'au bout les conséquences des accords de Paris qui, finalement, le menaçaient sérieusement ; ultérieurement, il a continué à apporter un soutien minimum au FNL, avant l'effondrement de Thieu. Décidément, la Sainte Alliance contre-révolutionnaire ne peut pas tout.

Le Vietnam et la lutte des classes mondiale

La gravité de la défaite de l'impérialisme américain s'éclaire à la lumière de la révolution portugaise qui a commencé le 25 avril 1974 et qui marque le début de la révolution européenne.

Il est utile de rappeler, sans y revenir en détail, que tous les événements décisifs qui ont eu lieu au Vietnam étaient intégrés à des événements mondiaux non moins décisifs de la lutte des classes. La République du Vietnam a été proclamée à la fin de la seconde guerre mondiale, alors que s'étaient effondrées les vieilles puissances impérialistes et disloqués les vieux empires coloniaux, que le Japon venait de s'effondrer, qu'une puissante vague révolutionnaire ébranlait l'Europe. La guerre révolutionnaire contre l'impérialisme français reprenait un nouveau souffle au moment où la révolution chinoise triomphait. Dien Bien Phu a été une bataille au cours de laquelle les forces armées françaises s'élevaient seulement à quel-

ques milliers d'hommes et ne disposaient que d'un matériel limité. Mais la défaite des troupes françaises intervenait quelques mois après la grève générale française d'août 1953, quelques mois avant que la révolution n'éclate en Algérie, au moment où, en Afrique du Nord, l'agitation des masses s'accroissait, alors qu'une crise politique profonde déchirait la bourgeoisie française.

En Europe, un tournant politique commençait : la mort de Staline coïncidait avec une crise de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites qui réorientaient leur politique ; en juin 1953, le mouvement révolutionnaire du prolétariat de l'Allemagne de l'Est ouvrait la période de la révolution politique ; bientôt c'était le mouvement révolutionnaire de Pologne d'octobre 1956 et la révolution des conseils ouvriers hongrois de novembre 1956. Dien Bien Phu, dans ces circonstances, était un événement militaire et politique capital qui approfondissait la crise politique en France. La situation politique interdisait à la bourgeoisie française de réagir, d'envoyer de nouvelles troupes, de poursuivre la guerre, y compris en bénéficiant du soutien massif en matériel de l'impérialisme américain. Elle n'avait plus qu'une solution : abandonner le Vietnam et l'Indochine.

En 1968, bien qu'il contrôlât militairement le Sud-Vietnam (sans le contrôler pour autant politiquement), l'ouverture d'une nouvelle période révolutionnaire en Europe obligeait l'impérialisme américain à modifier toute sa stratégie mondiale. Cette fois, la victoire des masses opprimées d'Indochine, cette victoire de la révolution prolétarienne, la terrible défaite de l'impérialisme américain, s'enchaînent à l'éclatement et au développement de la révolution portugaise, qui ouvre la révolution prolétarienne en Europe. C'est infiniment plus grave pour l'impérialisme américain, les bourgeoisies de tous les pays et les bureaucraties

parasitaires, que tous les développements antérieurs.

La révolution portugaise a montré la décomposition de la bourgeoisie portugaise et les limites de la Sainte Alliance contre-révolutionnaire. Le coup d'Etat du 25 avril 1974 a résulté de la crise politique de la bourgeoisie portugaise engagée dans une guerre coloniale sans espoir, inquiète de l'éveil et de la montée des masses. Mais le coup d'Etat militaire a contribué à lézarder l'Etat bourgeois. Par les brèches ouvertes, les masses se sont précipitées et ont disloqué l'Etat bourgeois. La politique du PSP et surtout du PCP vise à contenir les masses, à reconstruire l'Etat bourgeois, à redonner à la bourgeoisie le contrôle de la situation politique et l'initiative. Trois fois de suite en fomentant des coups d'Etat, préparés sous la couverture de la politique du PSP et du PCP, elle a tenté de reprendre le contrôle de la situation et d'engager le processus de la contre-révolution. Trois fois l'initiative des masses a fait échouer les tentatives de coup d'Etat et le processus révolutionnaire s'est au contraire approfondi. La bourgeoisie portugaise est, politiquement, complètement démoralisée. A partir de là, un processus de décomposition sociale et politique des classes dominantes ne peut que se manifester et s'amplifier. La victoire définitive du prolétariat n'est pas pour autant assurée, mais pour l'instant, l'impérialisme américain, la coopération de la Sainte Alliance voient les événements échapper à leur contrôle. On peut toujours, évidemment, envisager un débarquement de troupes américaines au Portugal. C'est assez peu probable. Autant jeter une torche sur un baril de poudre (le baril de poudre, c'est l'ensemble de l'Europe, sans compter les réactions aux USA).

Et maintenant, l'Europe

L'extension de la révolution portugaise à l'Europe, en passant par l'Es-

pagne, la France, l'Italie, voilà la perspective que les bourgeoisies d'Europe et du monde, les bureaucraties parasitaires ont devant elles. L'avenir de l'Europe, toutes les forces de la contre-révolution l'aperçoivent ainsi qu'au travers d'une boule de cristal, dans les événements du Portugal et de l'Indochine.

Répétons-le : l'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradores de Thieu a des raisons qui tiennent à l'histoire propre du Vietnam et de l'Indochine depuis la colonisation française, et plus encore depuis trente ans. Il ne s'agit donc pas de confondre. Cependant, sans le pourrissement de l'ensemble du système impérialiste mondial, jamais la décomposition au Sud-Vietnam n'aurait atteint ce degré extrême. C'est qu'en vérité depuis plus de trente ans, sous les apparences « de la prospérité », le parasitisme n'a cessé de progresser en profondeur, de ronger l'ensemble du système qui est miné jusqu'en ses fondements.

Les positions qu'au lendemain de la guerre le prolétariat a conquises ou reconquises sont insupportables aux bourgeoisies décadentes. Depuis trente ans, elles n'ont pas été capables de les remettre sérieusement en question. En outre, les rapports de production nés de l'expropriation de la bourgeoisie en URSS, à l'Est de l'Europe, en Chine et au Vietnam exigent d'être étendus au reste de l'Europe et du monde, que le prolétariat les prenne ou les reprenne en main, c'est-à-dire qu'il balaie les bureaucraties parasitaires liées au maintien du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale, ce que traduit la politique de « coexistence pacifique » et la « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul pays » qui sont à la base de la Sainte Alliance contre-révolutionnaire.

Tout l'édifice européen peut brutalement s'effondrer, se disloquer, sous l'effet des crises politiques des différentes bourgeoisies, de la montée révolutionnaire et de la crise écono-

mique qui s'affirme de plus en plus et qui peut prendre d'un seul coup un tour catastrophique et plus certainement encore de la combinaison de ces facteurs. En ce sens, l'effondrement de Thieu au Vietnam est significatif pour l'Europe. L'impérialisme américain, les bourgeoisies européennes, les bureaucraties parasitaires, en sont conscientes. C'est à plus ou moins longue échéance la perspective la plus probable.

Pas de victoire définitive automatique

En conclure à la victoire automatique de la révolution prolétarienne serait néanmoins une grave erreur. La défaite de l'impérialisme américain en Indochine est une victoire extraordinaire des masses, c'est une victoire de la révolution prolétarienne, ce n'est pas encore la victoire définitive de la révolution prolétarienne. D'abord, y compris au Vietnam et en Indochine, le prolétariat n'a pas le pouvoir. Ensuite, les destructions sont immenses, les séquelles de la guerre se feront sentir de longues années, et de toute façon le socialisme ne peut être construit dans la seule Indochine. Enfin le sort de l'Indochine continue à dépendre du cours de la lutte des classes mondiale. L'exigence de construire le parti de la révolution socialiste au Vietnam, parti de la IV^e Internationale, demeure, tout comme en Chine et en URSS.

En Europe, l'effondrement du système impérialiste, de l'ordre européen tel que l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin l'ont établi pour faire face à la révolution montante au lendemain de la deuxième guerre mondiale et la contenir, signifient encore bien moins la victoire automatique du prolétariat.

Au Vietnam, au Cambodge, alors même qu'ils prennent le pouvoir sur les décombres de l'Etat compradore de l'impérialisme, les dirigeants du

GRP, du gouvernement d'Hanoi, du GRUNC, veulent éviter à tout prix que se constituent des organismes de type soviétique, des comités d'ouvriers, de paysans, de quartiers. L'évacuation de Phnom Penh n'avait pas d'autre but que d'empêcher la formation de comités (comités de libération ou autres). Le maintien au pouvoir de Thieu jusqu'à ce qu'il le cède au GRP avait comme objectif d'éviter la formation de comités et d'un pouvoir plus ou moins embryonnaire émanant des masses.

Au Portugal, le PCP, le gouvernement que dirige le MFA et auquel participe le PSP et le PCP aux côtés du PPD, a un objectif pressant : détruire les commissions de délégués ouvriers. En Pologne, à la fin de 1970 et au début de 1971, l'ennemi que la bureaucratie devait liquider, c'était les conseils ouvriers, tout comme en Hongrie en 1956. En Bolivie, il fallait abattre l'Assemblée populaire, au Chili, empêcher les « cordons » de se développer. C'est que les organismes de type soviétique sont ceux qui organisent le prolétariat et les masses exploitées, ce sont ceux qui, centralisés, dressent le pouvoir des masses, ceux qui sont indispensables à la réalisation de la dictature du prolétariat. Par eux, octobre 1917 revit dans toute sa signification le commencement de la révolution prolétarienne mondiale, contre laquelle, en fin de compte, tous font bloc.

Tout en soulignant la décomposition interne de chaque bourgeoisie d'Europe, la crise politique de chacune d'elle, il convient de prendre en considération qu'alors qu'au Vietnam la bourgeoisie était essentiellement une bourgeoisie compradore, en Europe les bourgeoisies ont de profondes racines, produit de tout un développement historique, social et politique ; les Etats bourgeois ne sont pas des constructions artificielles, ils ont aussi de profondes fondations. Même pourrissantes, décomposées, leurs Etats même disloqués, les bourgeoisies eu-

ropéennes ne disparaîtront pas. Elles combattront. En outre, les puissants appareils bureaucratiques des organisations et partis ouvriers les étayent tandis qu'ils s'efforcent de dévoyer le mouvement du prolétariat. Contrairement aux apparences, les bureaucraties parasitaires sont beaucoup plus fragiles. Elles ne constituent pas une classe ayant un rôle social nécessaire, une fonction nécessaire dans un mode de production social.

En tout état de cause, le cours et les formes de la lutte de classe en Europe ne peuvent pas être identiques à ceux qu'ils ont eus au Vietnam et l'effondrement du système social bourgeois ; la dislocation des systèmes politiques de domination de classe des bourgeoisies, n'est pas égale à leur défaite définitive. Il faut que le prolétariat soit en mesure de conclure. Le Portugal démontre que, si loin qu'il aille, si importantes et nombreuses que soient ses victoires, il n'aboutit pas, en l'absence du parti révolutionnaire dirigeant. Une lutte des classes, chaotique, confuse, faite d'alternances, et de très longue durée, au cours de laquelle devra se contruire le parti dirigeant, résultera de l'effondrement du système impérialiste et de l'ordre établi au lendemain de la seconde guerre mondiale en Europe. Telle est la perspective que les événements d'Indochine et l'ouverture de la révolution prolétarienne au Portugal annoncent à l'Europe.

L'impérialisme US ne restera pas les bras ballants

L'impérialisme américain en est conscient. Il apprécie sa défaite au Vietnam, ses échecs au Moyen-Orient, l'impossibilité d'ouvrir de nouveaux marchés à ses marchandises et à ses capitaux, l'insuffisance à tout point de vue de la Sainte Alliance contre-révolutionnaire, à cette mesure. Les bourgeoisies européennes le critiquaient,

elles lui décochent leurs flèches qui ne sont que piqûres de mouche. A la vérité, elles le supplient de faire un miracle qui les sauve et elles expriment leur amertume qu'il ne puisse le faire.

Mais l'impérialisme américain n'est pas « un tigre de papier ». Ces échecs, ces défaites, l'avenir sombre et menaçant ne le mettent pas à genoux. Il est actuellement contraint de réapprécier entièrement sa politique mondiale. Il doit tout réévaluer, y compris le fonctionnement et l'efficacité de la Sainte Alliance contre-révolutionnaire. L'appui du Kremlin et de Pékin lui est tout acquis face à la révolution montante, aux menaces d'effondrement en Europe, de développement de la révolution prolétarienne. Si l'aiguillon de la contre-révolution est quelquefois nécessaire à la marche à la révolution, l'aiguillon de la révolution agira sur la contre-révolution.

Une des causes de la défaite, subie au Vietnam, ce sont les rapports sociaux et politiques aux USA qui entravent la mobilisation des forces potentielles de l'impérialisme américain et limitent sa capacité d'action. L'administration Ford est l'expression de cette relative impuissance de l'Exécutif, c'est-à-dire de l'Etat, aux USA. Comment l'impérialisme va-t-il tenter de réagir, à la fois aux USA et à l'échelle du monde ? Il est trop tôt pour le dire. Mais il réagira, et puissamment.

Déjà, Schlesinger a prononcé, début avril, un discours en apparence surprenant. Il a expliqué que l'armée américaine était pratiquement surclassée sur terre, sur mer, dans l'air, en ce qui concerne les armements, par l'URSS. Selon lui, l'armée US est pratiquement désarmée. Or le budget de guerre américain s'est élevé officiellement à 85 milliards de dollars ; en réalité, il a dépassé les 100 milliards de dollars. Schlesinger prépare le lancement d'un nouveau et fantastique programme d'armement. Le but immédiat est clair : il s'agit de tenter

d'entraver la marche à la crise, de « relancer l'économie », selon la bonne vieille méthode. Bien sûr, il en résultera une nouvelle poussée inflationniste.

C'est un aspect, ce n'est pas le seul. Il va falloir « justifier » ce nouveau programme d'armement, développer une politique qui vise à mobiliser le peuple américain pour défendre « l'Amérique menacée », et l'on sait, depuis Pearl Harbor, combien les dirigeants américains sont experts à monter ce genre de « justification ». Pour l'instant, les USA cherchent encore une nouvelle politique. Ils trouveront. Qu'elle réussisse est une autre affaire. Il faut seulement être pleinement conscient que l'impérialisme américain confronté à l'effondrement du système impérialiste, à la révolution

montante en Europe et dans le monde ne restera pas les bras ballants.

**

La défaite retentissante de l'impérialisme américain, la victoire des ouvriers et paysans au Vietnam, est une victoire du prolétariat mondial. Elle participe de la marche en avant de la révolution prolétarienne qui, en Europe, a commencé au Portugal. Rien n'est encore réglé. La route reste longue et difficile. La victoire définitive au Vietnam, en Europe et dans le monde, dépend de la construction de partis de la IV^e Internationale dans chaque pays, de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Le 3 mai 1975
Stéphane JUST.

SOUTENEZ LE COMBAT D' « INFORMATIONS OUVRIÈRES »

EN SOUSCRIVANT (avant le 20 juin 1975, dernier délai) UN ABONNEMENT DE SOUTIEN A « I.O. » (numéros 711 à 720, du 1^{er} juillet au 1^{er} octobre 1975).

Faire parvenir avant le 20 juin 1975 les abonnements à « Informations ouvrières », 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. CCP 21 831 73 : 10 numéros, 30 francs.

On peut se procurer les formulaires d'abonnements auprès des diffuseurs de « La Vérité ».

Une année de lutte politique de l'OCI

par Marc LACAZE

Un an de gouvernement Giscard-Chirac

Ce numéro de *La Vérité* paraît à la fin de l'année politique. Il est donc juste de faire le bilan de l'activité de l'OCI. Ainsi que nous l'avons bien des fois dit et écrit, toute notre activité a comme point de départ l'OCI et comme aboutissant l'OCI. Nous n'analysons pas pour analyser la situation politique, les développements de la lutte des classes, mais pour intervenir, combattre, agir. Et tous nos combats, notre action, se concentrent sur l'objectif central : construire le parti révolutionnaire. Notre programme, le programme de fondation de la IV^e Internationale, que Léon Trotsky élaborait, affirme : « *La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire* » ; c'est-à-

dire qu'il n'existe pas de tâche plus importante et plus urgente que de construire le parti révolutionnaire. C'est ce que traduisait la formule que l'OCI a mise en avant au début de cette année politique : l'OCI prépare la révolution, l'OCI se prépare à la révolution.

Cette année politique est également la première année du gouvernement Giscard-Chirac. Il y a un an, Giscard d'Estaing était élu président de la V^e République. Mais quelle élection ! A quelques centaines de milliers de voix près, il était battu par François Mitterrand, premier secrétaire du Parti Socialiste. Cela veut dire que les forces vives du pays, sur le terrain des élections, terrain défavorable, et de plus, d'élections présidentielles, dans un cadre que de Gaulle avait constitué afin que le « peuple » plébiscite, « par-dessus les

partis », le chef de l'Etat, infligeaient une défaite à la V^e République. L'UDR, fille aînée du gaullisme et de la V^e République, en la personne de son candidat Chaban-Delmas, était écrasée. Pourtant, la campagne des partis ouvriers et particulièrement celle du PCF n'avait rien qui pousse à la mobilisation des masses : les masses voulaient le front unique de leurs partis pour en finir avec les gouvernements de la V^e République et la V^e République elle-même ; les dirigeants des partis ouvriers déclaraient ne pas mettre en cause les institutions de la V^e République, la V^e République elle-même. Au second tour, tentant de couper tout élan à la classe ouvrière, à la jeunesse, aux militants, d'empêcher qu'ils se mobilisent et combattent pour l'élection du premier secrétaire du PS, Georges Marchais et la direction du PCF en appelaient à l'UDR, à ceux qui avaient voté pour Chaban-Delmas, et les invitaient à rejoindre « l'Union du peuple de France », extension de « l'Union de la gauche » que l'OCI avait justement caractérisée comme sans rivage à droite. C'était bien évidemment affirmer la pérennité de la V^e République et de ses institutions. C'était dire : rien ne doit changer. Dès lors, pourquoi voter Mitterrand ?

Au lendemain des élections présidentielles, Giscard d'Estaing appelait Chirac à la direction du gouvernement. Le traître de mélodrame qui avait contribué à torpiller la candidature de son « parti » l'UDR, au profit de celle de Giscard, recevait ainsi sa prime à la trahison. Mais il s'agissait aussi de recoudre ce que l'élection avait déchiré : une majorité parlementaire. Eviter à tout prix de nouvelles élections à l'Assemblée

Nationale était (et est toujours) un souci majeur de Giscard d'Estaing, mais aussi des députés UDR qui ne peuvent sortir que laminés d'un nouveau scrutin. Les élections législatives partielles l'ont démontré, ce souci est parfaitement justifié de leur point de vue. De leur côté, le PS et le PCF se sont bien gardés de poser la question de la dissolution de l'Assemblée nationale. Pourtant, leurs professions de foi parlementaristes leur en font un devoir. N'affirment-ils pas qu'ils sont pour la solution des problèmes dans le respect de la démocratie parlementaire ? Or c'est un défi au parlementarisme que la simple existence de la V^e République, et plus encore le maintien d'une Assemblée nationale dont la majorité UDR a été désavouée par le suffrage universel. Tout au contraire, en appelant constamment à cette Assemblée nationale, les dirigeants du PS et du PCF la confortent.

Dès son avènement, le gouvernement Giscard-Chirac était un gouvernement de crise. D'abord, parce qu'il était lui-même le produit de la crise non résolue de la V^e République et de ses institutions : après la chute de de Gaulle, la mort de Pompidou, le désaveu que la bourgeoisie infligeait à l'UDR, parti par excellence de la V^e République, et la dislocation qu'elle lui imposait en soutenant Giscard d'Estaing. Il était le gouvernement qui héritait des innombrables réformes que de Gaulle et Pompidou avaient entreprises, sans jamais les achever. En quelques mots, il était le gouvernement consécutif à l'échec de la V^e République, qui ne pouvait pourtant que rester dans son cadre. Face à lui, la classe ouvrière, les masses exploitées, la jeunesse, étaient fortes des défaites in-

fligées à de Gaulle, à Pompidou, du sentiment que la victoire de Mitterrand était possible, que la défaite de Giscard n'était que différée, et qui n'attendaient que l'occasion pour se dresser. Conjointement, la crise économique s'avancit progressivement et inéluctablement. A peine était-il constitué, le problème se posait aux masses : le gouvernement Giscard-Chirac est le gouvernement de la catastrophe, le gouvernement Giscard-Chirac doit disparaître.

La Vérité, Informations Ouvrières ont, tout au long de cette année politique, suivi pas à pas les développements de la situation politique, les luttes de classe du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées, et mené le combat pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac ; il n'est pas nécessaire de revenir en détail sur ces développements et ces luttes. Mais dès le mois de juillet 1974, ce qui n'était alors encore que le projet de réforme de l'ORTF soulevait la nécessité du front unique des organisations syndicales et des partis ouvriers, pour affronter le gouvernement Giscard-Chirac et dénier le droit à cette Assemblée nationale de décider. Déjà, le problème était : il faut que ce gouvernement disparaisse. La lutte pour les revendications est inexorablement imbriquée à celle pour le front unique des organisations ouvrières, à celle pour que ce gouvernement disparaisse. Mais évidemment, il faut savoir quel gouvernement doit remplacer le gouvernement Giscard-Chirac. En la situation présente, il ne peut exister d'autre réponse que : un gouvernement des partis ouvriers, le PS et le PCF, dont les masses espèrent qu'il satisfera leurs revendications et qu'il s'attaquera au ré-

gime capitaliste responsable de la crise de la société, en commençant par la liquidation de la V^e République et de ses institutions, et qui par conséquent ne peut comprendre des ministres représentant des organisations ou partis bourgeois.

De l'ORTF aux PTT

Tous les développements de la situation politique, les luttes de classe du prolétariat ont confirmé que c'était nécessaire et possible. A la rentrée d'octobre, les grèves des marins du France, de chez CODER, de multiples entreprises, les nouveaux mouvements des travailleurs de l'ORTF en voie de liquidation, ont tous soulevé ces problèmes. Mais toutes ces luttes ouvrières se sont heurtées aux obstacles que les dirigeants des centrales syndicales et des partis ouvriers ont dressés contre le front unique des organisations ouvrières, et le combat pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse. La direction du PCF, celles de la CGT et de la CFDT, se sont particulièrement distinguées pour saboter les combats véritables et le front unique au nom de « l'action ». Celles du PS, de FO, de la FEN, ne faisant rien de leur côté pour réaliser le front unique et combattre effectivement le gouvernement.

La grève des PTT a concentré tous les problèmes, tous les antagonismes. C'est la puissante volonté venue de la base qui a imposé la grève. Toutes les directions syndicales ont dû reculer devant cette volonté claire et précise : elles ont accepté la grève. C'était une victoire politique en ce sens que s'ouvrait une voie devant la classe ouvrière française : la volonté d'unité afin de

combattre pour les revendications peut surmonter les obstacles que dressent les appareils ; la volonté d'affronter et de vaincre le gouvernement pour que soient satisfaites les revendications se manifeste de façon éclatante. Mais la non moins grande détermination des appareils bureaucratiques de disloquer cette grève qu'ils avaient dû concéder aux travailleurs, d'empêcher que se réalise l'unité des fédérations syndicales, de ne pas engager le combat sur la ligne : « Il faut que le gouvernement disparaisse », a empêché les postiers de vaincre. Ils ont refusé de donner ensemble l'ordre de grève générale, de former un comité central de grève des PTT. Les Fédérations CGT et CFDT se sont opposées violemment à celle de FO.

Parallèlement avaient lieu les grandes manœuvres de dislocation de la classe ouvrière : grèves tournantes, disloquées, lancées à partir de la division et pour diviser encore plus, inefficaces et sans perspectives, dans la fonction et les services publics, les corporations, les entreprises. De ces entreprises de division, destinées à perturber la classe ouvrière, à lui donner un sentiment d'impuissance, à la conduire à la prostration, la grève, soi-disant générale, de division, et la manifestation-enterrement auxquelles les dirigeants CGT et CFDT appelèrent le 19 novembre 1974, ont été le sommet.

Le mouvement Renault

Les postiers n'arrachaient pas leurs revendications les plus importantes. Ils n'étaient pas vaincus. Bien plus, leur mouvement s'inscrivait, participait d'un processus politique qui conduit la classe ouvrière à engager,

à la tête des masses exploitées, le combat pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, à imposer le front unique de ses organisations pour engager le combat. Au mois de février, les travailleurs de chez Renault reprenaient le combat politique des postiers. Le dernier numéro de *La Vérité* a analysé le mouvement Renault jusqu'à la dernière semaine de février.

Résumons : les caristes, utilisant les contradictions internes de la politique de la CGT et du PCF, ont imposé la grève de leurs corporations sur des revendications propres à leur catégorie. Rapidement, l'agitation a gagné l'ensemble des catégories des travailleurs de la Régie. Visiblement, un puissant mouvement des travailleurs de la plus grande entreprise de France, le cœur et la tête du prolétariat français, se cherchait. Les travailleurs de chez Renault voulaient imposer l'unité et engager le combat pour leurs revendications contre le gouvernement. La grève générale Renault, reprenant et portant plus loin la grève des PTT, c'était l'affrontement contre le gouvernement Giscard-Chirac, c'était l'engagement de la lutte décisive pour qu'il disparaisse. Le gouvernement ne s'y est pas trompé. Il a jeté du lest, il a satisfait d'importantes revendications, que jusqu'alors il s'était refusé à satisfaire : ainsi les 22,50 F de prime d'attente sur les classifications arrachées par les caristes et étendues à tout le personnel.

Mais il n'y a pas que le gouvernement qui ne voulait pas de l'unité et de la grève générale Renault, qui aurait donné une impulsion décisive à l'action politique pour qu'il s'en aille, les dirigeants des centrales et partis ouvriers n'en voulaient pas

non plus. Ils se sont battus afin d'imposer leur « tactique », c'est-à-dire leur politique. L'opposition de deux politiques s'est cristallisée au département 77. Dans ce département, les ouvriers ont imposé dans un premier temps la grève totale reconductible. Ils ont contraint les dirigeants des syndicats Renault à venir s'expliquer devant l'Assemblée générale du département. Pour eux, la grève totale reconductible de leur département était manifestement une position de départ vers la grève générale Renault via l'Assemblée générale des ouvriers de Billancourt. Les dirigeants ont répondu : « Ce n'est pas la bonne méthode. » Ils ont réussi à imposer « leur méthode » : division des syndicats, grèves tournantes, grèves perlées, « grèves de l'enthousiasme ». Pendant plus d'un mois, ils ont enfoncé les travailleurs Renault dans ce borborygme. Une fois de plus, ils ont réussi à dévoyer et à briser l'élan des travailleurs.

Sur tous les plans, le gouvernement était gagnant : il avait évité l'affrontement avec les travailleurs de chez Renault, la volonté d'engager le combat politique pour qu'il disparaisse étant une fois encore contenue ; la Régie Renault pouvait multiplier les lock-out et résorber aux frais des travailleurs une partie de sa surproduction, cela lui évitait d'avoir recours au chômage partiel, qui aurait dressé les travailleurs, et que de toute façon elle aurait dû indemniser au moins en partie. Cela dura, dura, des semaines. *L'Humanité* ne cessait d'affirmer que la combativité était croissante : « *Forte poussée de la combativité ouvrière ces derniers jours* », titrait *L'Humanité* du 12 avril 1975 qui écrivait : « *Les travailleurs de Renault ont*

donc consolidé, élargi un mouvement dont la diversité des formes avait été interprétée par certains comme une faiblesse. » *L'Humanité* du 14 avril 1975 titrait : « *Renault : discussions ouvertes hier au soir, après 9 semaines de louvoisements du pouvoir* » et ne parlait plus que « *des bases d'un compromis* ».

Et puis *L'Humanité* du 16 avril titrait : « *Renault victoire — Les augmentations de salaires approchent de 20 000 anciens francs. Reprise au Mans — Les travailleurs exigent l'annulation des 17 licenciements de Billancourt.* » On sait ce qu'il en est. Un tract de l'OCI tirait sur ce plan le bilan scrupuleux :

« Pour un OS catégorie B, la direction donne 140 francs. Mais dans cette somme sont compris les engagement pris unilatéralement par la direction dans l'accord salarial non signé par les syndicats CGT, FO et CFDT au début de l'année : 3,5 % d'augmentation qui devaient être versés jusqu'en juin, la prime de 120 francs (soit 40 francs par mois) environ qui était prévue au mois de mars, les 22,50 francs de prime d'attente sur les classifications arrachées par les caristes et étendues à tout le personnel. »

Tous comptes faits, l'augmentation se réduit entre 30 à 35 F par mois. De plus :

« Au début de l'année, Dreyfus avait affirmé, après quatre jours de chômage technique, qu'il devait en imposer d'autres dans le premier trimestre : ceux-ci auraient été indemnisés par le fonds de régularisation des ressources à 60 %, alors que les journées de lock-out de ces deux derniers mois ne le sont qu'à 35 % par la Régie (le reste est payé par le fonds de chômage national). »

Le cynisme des dirigeants stali-niens est sans mesure. Marchais, Kra-

sucki et les autres ont célébré la « victoire des travailleurs de chez Renault ». Les travailleurs de chez Renault mesurent qu'ils n'ont pas remporté la victoire, non seulement à la modicité de ce qu'ils ont arraché, mais en fonction des possibilités et des objectifs politiques vers lesquels leur mouvement tendait : imposer l'unité, battre le gouvernement Giscard-Chirac. Les appareils bureaucratiques, ceux de la CGT et du PCF, ont cassé le contenu unitaire du mouvement, foulé au pied la volonté unitaire des travailleurs, sauvé le gouvernement Giscard-Chirac.

Le tintamarre fait autour de « la victoire » de chez Renault a pour but de « justifier » leur politique qui conduit les travailleurs à l'échec, poursuivre et amplifier cette politique criminelle. Il faut, selon eux, agir partout de la même façon. Quant au jugement des travailleurs de chez Renault sur « la grève de l'enthousiasme », les élections de délégués aux usines du Mans ont montré ce qu'il était : la CGT perd 7 % des voix, et l'on sait combien il est difficile de déplacer les suffrages au cours d'élections syndicales.

Diviser... diviser

Toute cette politique participe de la lutte contre le front unique ouvrier que les dirigeants du PCF mènent depuis des mois et qui n'a pas cessé. Y compris les « meetings communs » sont l'occasion de la pratiquer. Le porte-parole du PS au cours du meeting tenu à la Mutualité à Paris a eu beaucoup de mal à s'exprimer. La « claque » organisée des militants du PCF l'empêchait de se faire entendre. Et il en a été de même en province. Le 1^{er} mai a été

également l'occasion du déploiement de cette politique de division. Dirigeants CGT et CFDT ont refusé d'organiser en commun avec la FEN la manifestation à Paris ; prétexte : la FEN aurait signé (ce qui de plus est faux) l'accord salarial. Mais le SNES et d'autres syndicats adhérents de la FEN que dirigent des militants du PCF ont défilé aux côtés des dirigeants CGT et CFDT. L'entreprise de division est évidente.

Une fois encore, les dirigeants staliniens tentent de faire éclater la FEN. La FEN, indépendamment de la politique de ses dirigeants, parce qu'elle a maintenu l'unité syndicale des enseignants, est la seule fédération qui regroupe des centaines de milliers d'adhérents. Elle est un obstacle majeur à la politique gouvernementale. Une fois encore, le gouvernement Giscard-Chirac a dû différer la discussion et l'application de la réforme Haby. Les luttes des lycéens y sont sans doute pour quelque chose, l'opposition des parents d'élèves également, l'obstacle décisif est cependant la FEN unissant les enseignants. C'est elle que le PCF, tant sa politique de soutien au gouvernement va loin, veut détruire.

La politique de division des dirigeants des partis et des syndicats ouvriers n'est pas sans effet. Elle barre la route à la classe ouvrière. Elle la contient. Elle l'entrave. Jusqu'à présent, elle l'a empêchée de déboucher. Et le gouvernement Giscard-Chirac se maintient, s'accroche et dure. Il ne fait que durer.

Sans illusion

Au centre du « séminaire » gouvernemental qui s'est tenu un week-end à Rambouillet, était la question de

la cohésion du gouvernement. Certains ministres ne cachent pas que Giscard d'Estaing se demande si une crise révolutionnaire ne va pas éclater à la rentrée d'octobre. Bien sûr, ne prenons pas les angoisses du chef de la V^e République en faillite pour des pronostics certains. En octobre, avant, après, qui le sait ? Des certitudes cependant : la crise politique de la bourgeoisie française est endémique et insoluble ; la défaite de l'impérialisme américain, la victoire de la révolution, au Viet-Nam et en Indochine, la poursuite de la révolution portugaise, l'Espagne à la limite de la crise révolutionnaire... la révolution s'avance ; conjointement à la dislocation politique menaçante du système impérialiste et de l'ordre établi en Europe au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'inflation continue son œuvre, la crise progresse inexorablement, le gouvernement n'exclut pas qu'il y ait deux millions de chômeurs en France à la rentrée. Au bout... la crise révolutionnaire.

Car c'est un aspect peu souvent souligné : l'extraordinaire capacité du prolétariat à surmonter les échecs qu'il subit. En d'autres temps, l'incroyable gymnastique imposée aux travailleurs de chez Renault se serait conclue par une très dure défaite. Souvenons-nous : deux ans et demi séparent, tout juste, juin 1936 et la défaite de la grève générale du 30 novembre 1938. Deux années et demi ont suffi aux dirigeants ouvriers pour conduire, au moyen de leur politique, le puissant mouvement de caractère révolutionnaire de juin 1936 à l'effondrement du 30 novembre 1938.

Les travailleurs de chez Renault ne sont pas battus, s'ils ne sont pas vainqueurs, pas plus que ne l'ont été

ceux des PTT, de la SNCF, de multiples corporations qui ont pourtant subi durement la politique des dirigeants des organisations ouvrières. Les causes profondes en sont : la décrépitude des bourgeoisies, surtout en France, la crise de l'impérialisme, les nouvelles conquêtes du prolétariat, son renforcement à l'échelle mondiale qui part de 1943, date du retournement des rapports mondiaux entre les classes et que marquait le commencement de la défaite de l'impérialisme allemand, la victoire de Stalingrad, la crise révolutionnaire de la fin et de l'après-guerre qui prenait son essor en Italie. Ainsi se marquait le retournement des rapports de force entre les classes à l'échelle mondiale. La bourgeoisie ne parvient pas à exploiter les échecs que la politique des dirigeants des syndicats et partis ouvriers coûte à la classe ouvrière. Tout au contraire, ceux-ci deviennent le point de départ d'un mûrissement politique qui prépare de nouvelles luttes de classe du prolétariat à un niveau plus élevé.

La grève des PTT, les mouvements Renault, n'ont pas été victorieux. Le gouvernement, la bourgeoisie, gagnent du temps. Ils n'en sortent pas renforcés pour autant, et le savent. Une nouvelle étape se prépare, où le prolétariat ira au-delà du point qu'il a atteint au cours de ces mouvements. Sa volonté politique se clarifiera et se manifestera beaucoup plus puissamment. Les ministres qui estiment qu'au bout il y a la crise révolutionnaire n'ont vraiment pas tort.

C'est sur ce terrain que, depuis la rentrée politique, l'OCI a combattu — selon sa formule — en préparant la révolution, en se préparant à la révolution. Mais il s'agissait de

répondre positivement et concrètement aux exigences de l'heure de la lutte de classe du prolétariat, des masses exploitées, de la jeunesse. Il s'agissait de dégager en termes appréhensibles, saisissables par les masses, la marche à la révolution. A ces masses qui se heurtent à la politique des dirigeants des centrales et des partis ouvriers, et qui pourtant ont besoin de ces organisations, de ces partis, dans leur marche à la révolution pour les dépasser ultérieurement, il fallait apporter les réponses politiques indispensables.

Un travail de masse

Pendant huit mois, l'OCI a été le moteur de la campagne politique d'agitation et d'organisation qui s'est développée dans la classe ouvrière :

— Pour la disparition du gouvernement Giscard-Chirac,

— Pour un gouvernement du PCF et du PS sans ministres des partis et organisations bourgeois,

— Pour le front unique ouvrier, partis et syndicats.

Pendant ces huit mois d'activité continue, un travail considérable a été réalisé :

— 18 948 travailleurs ont participé à l'élection de 878 délégués à l'Assemblée nationale des délégués du 15 décembre 1974, à Paris,

— 80 000 travailleurs ont repris à leur compte en la signant, l'adresse aux dirigeants du PS et du PCF, adoptée le 15 décembre,

— Le 27 avril dernier, 13 000 travailleurs et jeunes ont répondu à l'appel lancé par le Comité national unitaire, le 16 mars, et participaient à Paris (Le Bourget), Lyon et Nantes, à trois rassemblements de masse

que 40 000 travailleurs ont soutenus et financés.

Un immense écho

C'est indiscutable, lorsqu'en deux mois à peine, 80 000 travailleurs s'adressent aux dirigeants du PCF et du PS pour leur dire :

« Nous sommes de professions, de corporations, de catégories et d'âges différents, nous avons tous la même revendication, qui est celle du peuple travailleur et de la jeunesse : il faut que disparaisse le gouvernement Giscard-Chirac qui mène le pays à la catastrophe. C'est là la condition première pour permettre la satisfaction durable de nos revendications et aspirations.

« C'est nécessaire, c'est possible.

« C'est pourquoi nous estimons, avec les travailleurs et la jeunesse, que vous, dirigeants du Parti Socialiste, et du Parti Communiste Français, vous devez réaliser l'unité sur cet objectif commun, correspondant aux intérêts les plus immédiats de la population laborieuse ainsi qu'à la volonté de la majorité du pays. »

Indiscutable, lorsqu'on voit des milliers de travailleurs, décidés à agir effectivement, se saisir de cette démarche, l'étendre aux organisations du PCF et du PS représentées au niveau de l'entreprise, se constituer en comités unitaires de base pour s'adresser aux cellules du PCF et aux sections du PS, leur proposer de réaliser l'unité du sommet à la base, de la base au sommet, pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, et d'avancer vers la constitution de comités de front unique ouvrier. Lorsque 40 000 travailleurs et jeunes, en prenant leur bon à 5, 10, 20 F, soutiennent la décision du

Comité national unitaire de faire entendre l'exigence des masses en organisant trois rassemblements à Paris, Lyon et Nantes, le 27 avril. Et enfin, lorsque 13 000 travailleurs participent une journée entière à ces rassemblements : pour la disparition du gouvernement Giscard-Chirac, pour le front unique ouvrier, pour le gouvernement du PCF et du PS sans ministres bourgeois.

Pendant huit mois, ce furent des dizaines de milliers de discussions dans toute la France, qui eurent lieu, dont des milliers et des milliers avec les militants et responsables de cellules du PCF et de sections du PS, ce furent des discussions au grand jour, soumises au jugement de tous les travailleurs sur des problèmes qui les concernent tous. Ces chiffres, ces résultats, cette activité vivante, indiquent de la manière la plus éclatante qui soit, l'immense écho de cette campagne dans les masses. Penchons-nous sur sa signification.

L'écho de la politique de l'OCI

Toute l'activité politique développée dans cette campagne a permis d'exprimer ce qui est devenu la volonté de millions d'hommes aujourd'hui, volonté qui s'élève déjà au-dessus des exigences particulières des différentes corporations, pour gagner la majorité des travailleurs de ce pays, volonté qui contient précisément la réponse à chacune des exigences particulières des différentes catégories et corporations, puisqu'elle dit : « Il faut que disparaisse le gouvernement du capital, le gouvernement Giscard-Chirac, il faut lui substituer le gouvernement des partis ouvriers, le gouvernement du PCF

et du PS dont nous attendons qu'il satisfasse nos revendications. » Cette volonté exprimée, c'est celle de franchir le premier pas sur une voie qui conduit inéluctablement la classe ouvrière à revendiquer le pouvoir pour elle-même.

L'écho de cette campagne, c'est donc l'écho d'une politique qui, en donnant forme à l'aspiration des masses d'en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, donne consciemment le contenu profond de cette aspiration : en finir avec les gouvernements du capital ; l'écho d'une politique qui donne le moyen de la réalisation de celle-ci : le front unique ouvrier, du sommet à la base et de la base au sommet, et qui organise le combat sur cet objectif dans le mouvement ouvrier. C'est l'écho d'une politique qui vise à franchir le premier pas effectif dans la voie de la révolution prolétarienne, en partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle des masses. C'est l'écho de la politique de l'OCI.

Et si, comme le dit Trotsky, « *l'agitation est aussi pour le parti un moyen de prêter l'oreille à la masse* », les résultats de cette campagne permettent de dire avec certitude : « Le mouvement de la classe ouvrière qui se dirige vers l'affrontement révolutionnaire, est largement engagé. »

La méthode du programme

Dans cette campagne, l'OCI a permis d'exprimer, de faire entendre l'exigence qui se dégage de toute l'expérience de la lutte des classes. Elle lui a donnée forme, et là où elle est intervenue, elle a fourni un axe permettant de centraliser cette volonté, donc de l'organiser. Mais, pour ce faire, elle a dû élaborer des mots

d'ordre, un plan de bataille, une politique qui corresponde exactement aux besoins des masses, et dont elles puissent se saisir.

L'OCI n'a pas simplement, en décidant cette campagne, exprimé, mis à nu, la réalité d'un processus quelconque. Il s'agit du mouvement révolutionnaire des masses, qui se dirige vers le pouvoir, pour détruire l'Etat bourgeois, abattre le régime capitaliste, instaurer le pouvoir de la classe ouvrière pour organiser la société sur de nouvelles bases. L'OCI a agi consciemment pour relier chaque problème particulier, chaque événement isolé de la lutte des classes, chaque grève, chaque manifestation, par tous les fils d'une campagne politique à la conclusion qui concentre tout l'enjeu de la lutte des classes :

« Il faut conquérir le pouvoir », et pour franchir le premier pas dans cette voie :

« Il faut que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse. »

Parce qu'elle combat pour la victoire de la révolution prolétarienne, parce qu'elle apprécie pour ce qu'il est le mouvement des masses en cours qui aspirent à se dresser contre le gouvernement et se tournent vers leurs organisations — la marche à la révolution prolétarienne —, en un mot, parce qu'elle part du programme du parti révolutionnaire, l'OCI a pu donner forme aux aspirations de la classe ouvrière. C'est en ce sens, en partant du programme, donc de l'objectif formulé du mouvement, que l'OCI peut combattre pour exprimer consciemment le processus inconscient, mais bien déterminé qui mène les masses vers l'affrontement révolutionnaire pour en finir avec le régime capitaliste.

Dans le « Programme de transition », Trotsky dit :

« La tâche stratégique de la prochaine période — période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre les revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle des larges couches de la classe ouvrière, et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

Les mots d'ordre

L'immense masse des travailleurs est pour la disparition du gouvernement Giscard-Chirac, cette volonté, c'est l'expression immédiate de tout le mouvement de la classe ouvrière qui se dresse contre le capital. L'OCI, en disant : « Le gouvernement Giscard-Chirac, gouvernement des banquiers et des capitalistes, mène le pays à la catastrophe, les masses à la ruine, *il faut que disparaisse le gouvernement Giscard-Chirac*, gouvernement du capital ! », donne consciemment exprimée la portée politique réelle du combat pour la disparition du gouvernement Giscard-Chirac, à savoir la rupture avec la bourgeoisie, avec le gouvernement du capital. En ajoutant aussitôt : « Il faut substituer à ce gouvernement le gouvernement du PS et du PCF sans ministres »,

tres des partis et organisations bourgeois », l'OCI donne la forme immédiatement concrète que les masses peuvent donner à la rupture avec la bourgeoisie.

Ne pas le faire, serait bavarder sur la disparition du gouvernement Giscard-Chirac, et laisser les appareils contre-révolutionnaires boucher toute perspective aux masses. Mais la question se pose effectivement de savoir par quoi remplacer ce gouvernement. Instruits par toute l'histoire du mouvement ouvrier, les trotskystes savent : que pour se dresser contre le gouvernement du capital, la classe ouvrière part de ce qu'elle a, de ce qui la rassemble, de ce qui la constitue en classe, des organisations qu'elle s'est construites ; que pour s'unir et se rassembler dans et avec ses organisations, elle se tournera vers les directions de celles-ci et s'adressera à elles pour qu'elles réalisent ses aspirations.

Les masses vont dire : « Il faut que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, il n'existe qu'un seul moyen de le faire disparaître : le front unique ouvrier. » Alors la question va se poser : Par quoi remplacer ce gouvernement ?

Une réponse simple découle de ce qui précède : « Le gouvernement des partis qui doivent s'unir pour rassembler la classe ouvrière dans un seul front contre le gouvernement du capital : c'est-à-dire le gouvernement du PS et du PCF sans ministres bourgeois. »

Mais cette réponse est l'enjeu d'une bataille politique acharnée, elle exige l'intervention consciente des trotskystes. Les appareils vont se liguer pour éviter cette formulation simple qui découle de toute la démarche des masses, parce qu'ils appré-

cient le fait qu'elle représente aujourd'hui le premier pas de la rupture avec la bourgeoisie, parce que ce premier pas en appelle d'autres, parce que cette réponse constituerait un appel à la mobilisation des masses sur leur propre plan, parce qu'une telle mobilisation contiendrait nécessairement en germe la formulation plus précise des objectifs de tout le mouvement de la classe ouvrière. Pour cette raison, les appareils mettent en avant l'union avec le parti bourgeois des radicaux, se déclarent, par programme commun interposé, soucieux de respecter les institutions de la V^e République. Il leur faut heurter de plein fouet les aspirations des masses qui se dressent contre le capital, obscurcir toute perspective politique.

La mise en avant du mot d'ordre de gouvernement du PCF et du PS sans ministres bourgeois, c'est le combat contre les obstacles dressés par les appareils en travers de la route du prolétariat, c'est le pont entre les aspirations immédiates des masses « partant des conditions actuelles de la conscience des larges couches de la classe ouvrière » et la marche vers la conquête du pouvoir.

Le programme de la révolution

Dans toute cette bataille pour faire prévaloir les « intérêts du mouvement dans son ensemble », pour élaborer une politique qui réponde très exactement aux besoins du mouvement des masses qui se dirige vers l'affrontement révolutionnaire, dans cette bataille contre les appareils et leur politique contre-révolutionnaire,

l'OCI part du programme, du but final, de tout le mouvement du prolétariat, qui, comme le dit Marx, « exécute le jugement que par la production du prolétariat, la propriété privée bourgeoise prononce contre elle-même ».

Mais cette bataille exige que l'on fasse appel en permanence aux ressorts les plus profonds du mouvement, elle exige que soit formulé l'objectif politique de tout le combat du prolétariat, elle exige évidemment que cette formulation parte des conditions actuelles de conscience. Aujourd'hui, en exposant avec audace les mesures révolutionnaires qu'un gouvernement ouvrier devrait prendre pour mettre les masses à l'abri de la catastrophe à laquelle les condamne la crise du système capitaliste dans son ensemble, il est possible de faire entendre avec intérêt aux larges masses, préoccupées avec raison de leur avenir prochain, le programme de la révolution socialiste.

En précisant que seule l'instauration d'un gouvernement ouvrier, s'appuyant sur la classe ouvrière et les masses exploitées, organisées dans des comités comme il s'en développe aujourd'hui au Portugal, détruisant l'Etat bourgeois, instaurant le pouvoir ouvrier, pourra exproprier le capital et réorganiser la production pour la satisfaction des besoins des masses, c'est tout ce que recèle l'aspiration à rompre avec la bourgeoisie qu'on exprime consciemment, c'est tout ce qui porte les masses à vouloir substituer à ce gouvernement un gouvernement du PS et du PCF sans ministres bourgeois, qu'on renforce. C'est la révolution qu'on prépare.

Les réunions de l'OCI, le parti

C'est l'OCI qui se renforce qui explique clairement les raisons qu'elle a de mener cette campagne, qui expose ses objectifs, son programme, qui dit ce qu'elle est, en procédant à des centaines de réunions dans les entreprises, les établissements scolaires, les localités et qui se prépare ainsi dans la totalité de son activité à la révolution, en construisant le parti révolutionnaire.

Revenons à ce que nous disions plus haut. Les masses vont se mettre en mouvement suivant des lois bien déterminées. Elles partent de ce qu'elles ont : leurs organisations ; pour se rassembler, elles se tournent vers les directions des organisations et s'adressent à elles pour qu'elles réalisent leurs aspirations. C'est dans ce mouvement-là qu'elles se heurtent aux directions contre-révolutionnaires qui, aux antipodes de leur volonté, soutiennent la bourgeoisie et ses gouvernements. C'est dans ce mouvement contradictoire que s'opérera la différenciation puis l'émancipation des masses vis-à-vis des directions, en même temps que s'organisera la lutte politique des masses pour le pouvoir. L'émancipation des masses vis-à-vis des directions ne s'opérera qu'à une étape ultérieure du développement de la révolution.

La différenciation, dont les conditions préparent dans ses formes l'émancipation des masses, s'opère dès maintenant, en permanence, dans l'intervention, sous toutes ses formes, de l'avant-garde révolutionnaire qui construit le parti nécessaire à la victoire de la révolution prolétarienne. Il existe différentes étapes

de la construction du parti révolutionnaire qui correspondent à différentes étapes du développement de la révolution, mais la construction du parti doit s'effectuer en permanence. Pour nous résumer, l'immense écho rencontré dans les masses par la politique de l'OCI, qui se mesure aux résultats des campagnes qui, du 15 décembre au 27 avril en passant par le 16 mars, les 80 000 signatures, le combat de centaines et centaines de comités unitaires, mais aussi des centaines de réunions de l'OCI, du recrutement à l'OCI qui, malgré de sérieux progrès, reste encore un point faible, ces résultats sont la conséquence d'un diagnostic : « Nous sommes au bord de l'ouverture de la crise révolutionnaire. » C'est aussi la vérification éclatante d'une méthode, la méthode scientifique de programme du parti, du programme de transition de la IV^e Internationale.

Abordons sous un autre angle la place de l'OCI dans la campagne menée au sein de la classe ouvrière pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, pour le front unique ouvrier, pour un gouvernement du PS et du PCF sans ministres bourgeois. Faisons en sorte qu'elle apparaisse plus directement, mais sachons qu'en procédant ainsi nous ne ferons que donner une expression concrète mais partielle à ce qui précède et qui est essentiel. L'OCI, disions-nous, est à l'initiative de toute cette bataille et c'est précisément parce qu'elle est pour un gouvernement ouvrier qui exproprie le capital qu'elle est *inconditionnellement* pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, qu'elle s'adresse aux travailleurs, aux militants, pour leur dire :

« Les dirigeants du PS et du PCF ne peuvent se dérober ; quelles que soient les réponses qu'ils donnent à la question du gouvernement, à celle du programme, le préalable est : **IL FAUT REALISER L'UNITE OUVRIERE, POUR EN FINIR AVEC LE GOUVERNEMENT GISCARD-CHIRAC.** C'est la volonté de millions de travailleurs de ce pays ; C'est la volonté qu'ont exprimée les 80 000 signatures de l'adresse aux dirigeants du PS et du PCF. »

C'est pourquoi elle pouvait donc appeler sans autre condition *tous ceux qui sont pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac aux rassemblements du 27 avril*. Mais, en même temps qu'elle ne met aucune condition à cette bataille, qu'elle combat pour rassembler le plus largement sur cet axe, elle ne peut, à aucun moment, cesser de s'exprimer comme organisation, sous peine de laisser étouffer la campagne par les directions contre-révolutionnaires du mouvement ouvrier. Quelles que soient ses propres positions, tout travailleur qui reconnaît la traduction de sa volonté, de ses exigences dans la bataille pour que Giscard-Chirac disparaisse, pour le front unique ouvrier et, à plus forte raison, lorsqu'il se prononce pour un gouvernement du PS et du PCF, voit se dresser contre lui, contre son activité, la totalité de la politique des appareils.

A peine un comité unitaire se forme-t-il au centre PTT Archives que la cellule du PCF écrit dans son bulletin d'entreprise :

« Certains, les gauchistes en particulier, vont partout proclamant : « Il faut que Giscard et Chirac s'en aillent ». Nous sommes bien d'accord, mais pour le remplacer par quoi ? Réponse des gauchistes :

« Par le PCF et le PS ». Pour quoi faire ? Pas de réponse sinon pour affirmer qu'il ne saurait être question de mettre en œuvre le programme commun, chargé par eux de tous les maux. Ce en quoi la bourgeoisie est bien d'accord avec eux. »

Quel est l'objectif d'un tel bulletin ? Il s'agit de fermer toute perspective aux aspirations des travailleurs, en se servant d'une question réelle qui est au centre de la réflexion de toute la classe ouvrière, à savoir par quoi remplacer Giscard-Chirac et pour quoi faire ? Pour ce faire, la cellule du PCF développe ses positions : il faut développer le Programme commun dont le PCF, le PS et les radicaux (Caillavet) font savoir à qui veut les entendre qu'il n'est pas un programme socialiste, qu'il ne met pas en cause la propriété privée des moyens de production, qu'il maintient pour l'essentiel les institutions de la V^e République... De plus, il n'y a pas de perspective immédiate, il faut développer une action pour gagner au Programme commun plus de la majorité du

« peuple de France » et par-dessus tout il existe des divergences d'appréciation entre les signataires. Bref, « il faut que Giscard-Chirac s'en aillent », mais ce n'est pas possible tout de suite, et de toute façon, il ne s'agit que de « démocratiser dans une première étape le capitalisme ». « Quant aux gauchistes qui sont pour un gouvernement PS-PCF ils ne disent pas pour quoi faire... »

Il est indispensable de répondre pour lever la chappe de plomb que tente de mettre l'appareil sur la volonté des masses. Comment le faire ? D'abord, en évitant toute polémique qui ne soit pas essentielle à la réponse. Il faut aller droit aux inquiétudes et aux questions que se posent légitimement les travailleurs et, à l'inverse de la cellule du PCF, il faut donner l'état véritable de la situation, il faut dire clairement ce que pressentent les masses et que tentent d'obscurcir les appareils, il faut donner la perspective dans laquelle, nécessairement, s'inscrira la solution. Il faut dire, comme le faisait le tract de l'OCI appelant au 27 avril :

« Comme tous les gouvernements bourgeois à l'échelle mondiale, le gouvernement Giscard-Chirac est impuissant à apporter la moindre solution à cette crise.

Pour préserver les profits capitalistes, le gouvernement tente de faire supporter aux masses les conséquences de la crise de tout le régime.

Le gouvernement Giscard-Chirac, gouvernement des banquiers, des capitalistes et de leurs partis, mène droit à la catastrophe, à la ruine.

Lorsqu'on sait qu'aux USA il y a 8 000 000 de chômeurs, qu'en Italie il y en a plus d'un million, lorsqu'on apprend qu'en Allemagne Volkswagen envisage de licencier d'un seul coup 25 000 ouvriers et lorsqu'on sait que tout ceci n'est qu'un début, on ne peut tirer qu'une conclusion : « Il faut s'attaquer aux causes de la crise, au régime capitaliste qui est responsable de cette situation. »

La position de l'OCI est nette et précise :

— Le gouvernement Giscard-Chirac mène droit à la catastrophe parce qu'il est un gouvernement bourgeois et que tout le système capitaliste va à la catastrophe.

— Aucun des problèmes posés à la classe ouvrière ne peut trouver de solution dans le cadre de ce régime.

— Seule l'expropriation du capital, l'organisation de la production suivant un plan qui corresponde à la satisfaction des besoins des masses peut apporter une solution à la crise et peut éviter la ruine.

— Seule l'instauration d'un gouvernement ouvrier, s'appuyant sur la classe ouvrière et les masses exploitées, organisées dans des comités comme il s'en développe aujourd'hui au Portugal, détruisant l'Etat bourgeois, instaurant le pouvoir ouvrier, pourra exproprier le capital et réorganiser la production pour la satisfaction des besoins des masses.

Les masses veulent

La classe ouvrière, les masses exploitées, la jeunesse, de ce pays veulent en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, parce qu'elles veulent en finir avec ce régime responsable de la hausse des prix, du chômage... et qui mène le pays à la catastrophe.

Les travailleurs des PTT voulaient que leurs organisations syndicales s'unissent, donnent ensemble l'ordre de grève générale, appellent à former le comité central de la grève générale des PTT. Les travailleurs de chez Renault voulaient l'unité des organisations syndicales Renault, la grève générale Renault.

Les travailleurs des PTT et de chez Renault savaient que, pour que leurs revendications soient satisfaites, il fallait en finir avec le gouvernement du capital, le gouvernement Giscard-Chirac.

Pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse

Les dirigeants du PS et du PCF disent qu'il faut un gouvernement de la « gauche unie », ils disent que le « Programme commun » répond aux exigences de la crise de la société.

— Peut-on résoudre la crise de la société capitaliste avec un gouvernement incluant des ministres représentant des organisations et partis bourgeois ?

— Peut-on résoudre la crise de la société bourgeoise en respectant les institutions et la constitution de la V^e République ?

— L'OCI estime que ce n'est pas possible, pas plus qu'il n'est possible de vaincre le gouvernement du capital, le gouvernement Giscard-Chirac, condition pour que soient satisfaites les revendications, dans la division, par des grèves tournantes.

— Précisément, parce que l'OCI est pour un gouvernement ouvrier qui exproprie le capital, elle est inconditionnellement pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac.

— Les dirigeants du PS et du PCF ne peuvent se dérober ; quelles que soient les réponses qu'ils donnent à la question du gouvernement, à celle du programme, le préalable est : **il faut réaliser l'unité ouvrière pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac.** C'est la volonté de millions de travailleurs de ce pays ; c'est la volonté qu'ont exprimée les 80 000 signatures de l'adresse aux dirigeants du PS et du PCF.

Pour un gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois

— Les travailleurs estiment que l'unité des partis ouvriers est nécessaire pour en finir avec Giscard-Chirac et tirent de là la conséquence qui s'impose : **Le gouvernement qui doit succéder à Giscard-Chirac est le gouvernement des partis ouvriers, sans ministres des organisations et partis bourgeois, dont ils attendent la satisfaction des revendications, la réalisation de leurs aspirations.**

— L'OCI soutient inconditionnellement la volonté des masses. »

Nous apportons une réponse on ne peut plus claire et nous réitérons nos propositions d'unité. La manœuvre de la cellule du PCF apparaît

pour ce qu'elle est, le refus de répondre à l'aspiration des travailleurs d'en finir avec Giscard-Chirac parce que la disparition de ce gouverne-

ment constituerait un appel à la mobilisation contre le régime tout entier. Car enfin, c'est de cela qu'il s'agit : faut-il, oui ou non, combattre pour détruire le régime capitaliste, dont la crise risque d'anéantir l'humanité ? Ne pas répondre clairement sur ce terrain à la cellule du PCF constituerait un facteur de confusion qui ajouterait donc aux obstacles s'opposant à la mobilisation des travailleurs : « Pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, pour le front unique ouvrier, pour un gouvernement du PS et du PCF sans ministres bourgeois. »

Quel sens pourrait avoir alors la bataille pour que Giscard-Chirac disparaisse s'il ne s'agissait pas pour les masses de combattre ainsi pour la satisfaction des revendications et la réalisation des aspirations les plus fondamentales ? Il faut répondre nettement aux travailleurs et dire quelle signification prendra la chute de ce gouvernement et ainsi faire appel à ce qui les pousse à se dresser contre lui, pour les entraîner dans la bataille. C'est en ce sens que l'intervention de l'OCI sur son orientation est indispensable à l'existence de cette campagne.

Lorsque Krasucki affirme le 16 avril 1975 que la « victoire de chez Renault » fait la démonstration retentissante « *qu'il est possible de défendre les revendications des travailleurs avec succès et notamment de préserver et d'améliorer le pouvoir d'achat des salariés malgré le chantage à la crise et au chômage* », et que « *les revendications urgentes des travailleurs ne portent pas préjudice à l'économie, mais sont, au contraire, un stimulant pour l'activité et donc l'emploi* », nous n'en sommes pas étonnés venant de la part d'un des

principaux signataires du Programme commun, programme qui ne se fixe pas pour objectif l'expropriation du capital. Mais nous devons tirer la conclusion de cette déclaration pour les travailleurs qui aspirent à la disparition du gouvernement Giscard-Chirac, pour ceux du Livre et de la Presse qui sont sacrifiés par cette belle formule, pour ceux de Renault qui ne sont pas à l'abri du chômage partiel et du chômage total...

Krasucki dit clairement : il n'est pas question de remettre en cause ce gouvernement ; il reprend à son compte le célèbre : « *Il ne s'agit pas de faire céder le gouvernement* », de Séguy, lors de la grève des Postes. Il dit : nous concevons l'avenir dans le cadre de l'économie capitaliste ; puisqu'elle peut payer, il nous faut négocier, nous concerter.

Nous avons pour tâche, nous, de dire clairement : c'est pour cette raison, parce qu'ils sont attachés au maintien du régime qu'ils refusent de répondre aux injonctions des travailleurs : « Unissez-vous pour que disparaisse le gouvernement Giscard-Chirac ! » C'est pour cette raison qu'ils mènent le mouvement ouvrier au désastre. Dans les suppléments *Informations ouvrières*, dans les réunions de l'OCI, il est indispensable que ces questions soient développées, que le rôle contre-révolutionnaire des dirigeants et de leur politique soient exposés et débattus, ces questions intéressent les travailleurs.

Il est impossible de dire : « *L'OCI a sa politique comme le PCF et le PS ont leur politique. L'OCI se prononce pour la dictature du prolétariat, pour la république des soviets. Le PCF et le PS sont en désaccord avec ces perspectives et c'est leur droit.* » Nous ne demandons pas aux

dirigeants du PS et du PCF de devenir révolutionnaires, mais nous montrons clairement que leur politique va à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière, qu'ils défendent la bourgeoisie. Nous ne demanderons à personne de nous croire sur parole, mais alors il faut répondre à la question : oui ou non est-il possible d'échapper à la catastrophe sous le régime du capital ? Toute l'histoire dit NON, toute la situation dit NON ! Les dirigeants, seuls, disent OUI.

Ces questions vont devenir, plus que par le passé, pour des années, les questions décisives dans le mouvement ouvrier ; les trotskystes s'attacheront à en faire le débat de chaque jour parce qu'elles deviennent pour les plus larges masses les questions qui décident pour le combat de chaque jour et parce que, dans cette bataille, se construit le parti, se renforce l'OCI.

L'OCI

L'OCI, dans cette période, s'est attachée à maîtriser le plan de développement qu'elle s'est donné en septembre 1974 ; elle a su élaborer les mots d'ordre, une politique d'intervention dans la lutte des classes qui lui permette de s'engager dans un travail de masse. Cette politique a rencontré un écho considérable. Les résultats de l'activité de l'OCI sont dans une mesure limitée « devenus partie constituante des conditions objectives permettant au mouvement de la classe ouvrière de se développer ». Dans une moindre mesure, mais avec des progrès par rapport au constat opéré lors du XIX^e Congrès de l'OCI, une progression numérique de l'organisation s'est effectuée dans cette

bataille, en même temps que politique, dans la mesure où l'activité de la construction du parti révolutionnaire fut placée plus correctement au centre de toute l'activité.

Trotsky écrivait en 1938 :

« ... Grâce à ces événements, les « trotskystes » ont appris à connaître le rythme de l'histoire, en d'autres termes la dialectique de la lutte des classes. Ils ont appris et, me semble-t-il, réussi à subordonner à ce rythme objectif leurs desseins subjectifs et leurs programmes. Ils ont appris à ne point désespérer parce que les lois de l'histoire ne dépendent pas de nos goûts individuels ou de nos critères moraux. Ils ont appris à subordonner leurs goûts individuels à ces lois. Ils ont appris à ne point craindre les ennemis les plus puissants si la puissance de ces ennemis est en contradiction avec les exigences du développement historique. Ils savent remonter le courant avec la conviction profonde que l'afflux historique d'une puissance nouvelle les portera jusqu'à l'autre rive. Pas tous ; beaucoup se noieront en chemin. Mais participer au mouvement les yeux ouverts, avec une volonté tendue, telle est bien la satisfaction morale par excellence qui puisse être donnée à un être pensant ! »

Nous sommes à l'aube de cette période où l'afflux historique nous portera sur l'autre rive. La chute de Phnom-Penh, de Saïgon, les développements de la révolution prolétarienne au Portugal sont de formidables victoires pour le prolétariat mondial. Mais à Lisbonne, lorsque les ouvriers et les paysans portèrent, le 25 avril, leurs suffrages nombreux sur les candidats du PS et du PCP, obtenant la majorité absolue, marquant leur volonté profonde de voir se constituer un gouvernement PS-PCP sans ministres bourgeois, les

dirigeants des partis ouvriers, notamment les dirigeants staliniens du PCP, avec la bourgeoisie internationale s'exclamèrent : « *Le PS et le PPD ont la majorité !* » Rien ne sera épargné à la révolution ; quelle que soit la force du mouvement du prolétariat, il faudra construire un parti révolutionnaire pour diriger la prise du pouvoir par les masses et l'instauration de la dictature du prolétariat, il faudra reconstruire la IV^e Internationale pour la victoire. C'est cette période qui s'ouvre, c'est une période d'années de combats acharnés.

« *Participer au mouvement les yeux ouverts, avec une volonté tendue.* » Voilà ce que nous offrons aux travailleurs, aux jeunes, en leur proposant de rejoindre l'OCI, la reconstruction de la IV^e Internationale. Nous ne leur promettons rien.

Ce dont il s'agit

Toute la portée du 27 avril et de l'activité de l'OCI peut être dégagée et comprise en référence avec l'éclatement et le développement de la révolution au Portugal. La révolution au Portugal ouvre la révolution en Europe. La puissance du prolétariat portugais et des masses laborieuses a amené le démantèlement de l'État bourgeois. Trois fois, la réaction bourgeoise, agissant sous le couvert de la politique du PSP et du PCP, a tenté de ressaisir le contrôle de la situation politique en tentant un coup d'État. Trois fois, le prolétariat a mis en déroute ces tentatives. Le cours de la révolution portugaise en a été renforcé et s'est approfondi. Les travailleurs ont constitué des organismes de type soviétique. Le PSP et le PCP ont obtenu la majorité absolue en voix et en sièges à l'As-

semblée constituante. Et pourtant, le prolétariat ne parvient pas à aller jusqu'au bout, à porter au pouvoir un gouvernement de ses partis sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois (PPD, MFA ou autres), à en finir avec l'État bourgeois, à centraliser ses comités, à instaurer le pouvoir ouvrier. Il lui manque le parti révolutionnaire. Demain, la situation du Portugal sera celle de nombreux pays européens, en Espagne, en Italie, en Grèce, en France, sera celle de l'Europe entière. La victoire définitive de la révolution prolétarienne ne sera pas acquise pour autant. Elle ne le sera que si se construit le parti révolutionnaire, se reconstruit la IV^e Internationale.

Mais au Portugal il n'y a pas eu, il ne pouvait pas y avoir avant le 25 avril 1974 ce qui vient d'être réalisé en France à l'initiative de l'OCI et sous son impulsion, et qui a permis que le 27 avril 13 000 travailleurs et jeunes se rassemblent, réalisent une première action politique et combattent pour le front unique des organisations et partis ouvriers, pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, pour porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois. L'éclatement de la révolution peut se produire sans qu'une avant-garde révolutionnaire existe. Néanmoins, l'existence d'une force politique agissant consciemment pour dégager les obstacles qui se dressent, ou qui sont dressés, sur la voie de la révolution prolétarienne, modifie les conditions de l'éclatement et du développement de la révolution prolétarienne. En France, les rassemblements du 27 avril donnent les moyens d'agir d'ores et

déjà sur les conditions de l'éclatement de la crise révolutionnaire que pronostique Giscard d'Estaing lui-même, pour tenter évidemment de l'éviter.

Cependant, toute l'importance des rassemblements du 27 avril, de l'action et du renforcement de l'OCI, n'apparaît qu'en comparaison avec le Portugal, en relation avec toute la dimension de la révolution en France et en Europe. Une force politique déjà considérable qui ouvre la voie, qui donne d'importantes bases pour la construction du parti révolutionnaire dès avant l'éclatement de la crise révolutionnaire, de la révolution. En France, grâce au combat politique de l'OCI, avant le 25 avril, il y a eu le 27 avril. A condition de poursuivre l'activité politique sur la ligne tracée, de regrouper, d'organiser, de savoir utiliser les événements et les circonstances que ne manqueront pas de faire surgir la crise de la bourgeoisie, les aspirations et les besoins politiques des masses, c'est un avantage politique décisif. Jeter de telles bases pour la construction du parti révolutionnaire en préparant la révolution, garantit qu'il s'édifiera impétueusement au cours de la révolution, qu'il influencera profondément son cours, et, fusionnant avec les masses, conduira le prolétariat à la prise du pouvoir.

Dans cette perspective, il est évident que toute l'activité de l'OCI, dont le 27 avril, est une action politique capitale pour l'éclatement, le développement, la victoire de la révolution prolétarienne en France. Mais est-ce seulement pour la

France ? Non. La reconstruction de la IV^e Internationale exige une activité spécifique. Personne ne dispensera l'avant-garde trotskyste de chaque pays, si faible soit-elle, de construire elle-même le parti révolutionnaire de son pays. Quoi qu'il en soit, chaque prolétariat devra régler lui-même les problèmes de son pays, prendre le pouvoir. Mais il est évident que le renforcement des bases de la construction du parti révolutionnaire en France, de l'action des forces organisées sur le déclenchement et le cours de la révolution, la construction du parti révolutionnaire, donneront une puissante impulsion à la reconstruction de la IV^e Internationale et à la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays, agissant sur le cours de la révolution dans chaque pays et de la révolution européenne, avant même que le prolétariat n'ait pris le pouvoir en France, à plus forte raison lorsqu'à la tête des masses il prendra le pouvoir. Sans illusions sur les alternatives, les alternances, les délais, qui conduisent à l'échéance de la victoire de la révolution en France et en Europe, c'est à la mesure de cette perspective qu'il s'agit d'apprécier l'activité de l'OCI, l'importance du 27 avril.

C'est en la dégageant, et en situant le 27 avril par rapport à elle, que le combat du 27 avril doit se poursuivre et s'amplifier, et que par centaines et centaines ses participants doivent être gagnés à l'OCI.

7 mai 1975,
Marc LACAZE.

La signification politique des élections aux CROUS

par Michel LANCRET

INTRODUCTION

Le dernier numéro de « La Vérité » rendait compte du mouvement qui, dans la deuxième quinzaine de février, se développait dans les usines Renault, et de son contenu : la recherche par la classe ouvrière d'une issue politique pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, en même temps que la bataille acharnée menée par l'appareil stalinien pour disloquer ce mouvement, préserver le gouvernement Giscard-Chirac.

Très exactement durant cette même période, du 10 février au 19 mars, se déroulaient dans toutes les villes universitaires les élections aux Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) tandis que dans les lycées et CET, une nouvelle fois, la jeunesse se mobilisait politiquement contre la réforme Haby de l'enseignement.

Ce rapprochement dans le temps ne vise pas à établir un lien mécanique entre ces trois événements, mais bien plutôt à saisir ici les connexions politiques évidentes, indépendamment de la forme d'expression des masses chez Renault, dans les facultés et dans les lycées et collèges, entre le scrutin des CROUS et les tendances fondamentales de la lutte des classes en France dans

la présente situation politique. La lutte politique passionnée, qui durant un mois a concentré l'attention des étudiants dans toutes les facultés, a eu son prologue le 11 décembre 1974 à Poitiers, où se déroulait, largement en avance, la première des élections aux 25 CROUS de France.

Petite ville universitaire où dix mille étudiants bénéficient des services des œuvres sociales (et sont donc électeurs), Poitiers détient presque le record de l'abstentionnisme aux élections aux CROUS de 1973, avec 455 votants (4 %). A l'image des nombreuses autres villes, les huit sièges s'y répartissent entre l'UNEF-Renouveau (3 sièges) qui y est la plus forte minorité et les différents courants « modérés » ou indépendants, corporatistes, dont la caractéristique essentielle est leur lien politique avec le gouvernement et les partis bourgeois, même si ce lien se camoufle en « apolitisme » : la LIDIE (3 sièges) prolonge l'existence de l'ex-courant « majo » de l'UNEF, la FNEF (1 siège) a été constituée sous de Gaulle comme agent de destruction de l'UNEF. Un dernier siège est classé « divers », c'est-à-dire relève d'un corporatisme local.

Ce 11 décembre 1974, la bataille est triangulaire : UNEF, UNEF-Renouveau, LIDIE. A midi, les étudiants affluent au restaurant universitaire où sont disposées les urnes. C'est alors que se manifeste un phénomène peu ordinaire pour qui connaît l'atmosphère habituelle d'indifférence qui entoure en général ces élections : de longues files d'attente se constituent devant les isoaloirs. Par centaines et certaines les étudiants votent. Certains discutent avant le vote avec les militants des diverses organisations. La plupart vont droit aux bulletins, sûrs de leur choix. A 14 heures, les étudiants retournent à leurs cours. Car le moment est venu de le signaler, les élections aux CROUS, à la différence des élections aux conseils d'UER qui bénéficient de toute l'attention du gouvernement et des administrations universitaires, sont organisées de telle manière qu'il est objectivement impossible à plus de 50 % ou 60 % des étudiants d'y participer : les urnes sont le plus souvent situées dans les restaurants universitaires, ce qui oblige les étudiants à une double attente, pour manger et pour voter.

Lorsque le dépouillement commence, 1 600 étudiants ont voté, 959 pour l'UNEF, 445 pour l'UNEF-Renouveau, soit 90 % des suffrages contre 10 % à la LIDIE, la répartition des sièges est : 5, 2, 1.

Particularité locale ? En aucun cas. Fin mars le bilan est définitif : dans toutes les villes universitaires, sans exception, l'UNEF (74 sièges) et l'UNEF-Renouveau (88 sièges) remportent la majorité absolue avec 80 % des suffrages.

La participation au scrutin a doublé. Les cinquante mille voix supplémentaires se portent **exclusivement** sur l'UNEF et l'UNEF-Renouveau. Dans toutes les villes où les organisations pro-bourgeoises étaient majoritaires, le résultat est totalement inversé : Besançon, 7 LIDIE contre 2 UNEF-Renouveau en 1973, 7 (5 UNEF + 2 UNEF-Renouveau) contre 2 LIDIE en 1975 ; Rouen, 5 LIDIE-FNEF contre 2 UNEF-Renouveau en 1973, 6 (4 + 2) contre 1 en 1975 ; dans chacun des 3 CROUS de Paris : 7 sièges sur 9 vont à l'UNEF et l'UNEF-Renouveau, etc.

C'est en relation avec l'ensemble des développements de la lutte des classes en France, et la place qu'y tient, qu'y tiendra la jeunesse étudiante, que ces

résultats doivent être considérés. Démonstration éclatante de la direction politique vers laquelle les masses étudiantes font mouvement, ces résultats sont la démonstration non moins éclatante de l'échec de l'opération de dislocation et de division, opération combinée de la bourgeoisie et des directions du mouvement ouvrier que fut le vote unanime de la loi Edgar Faure par le Parlement issu des élections-trahison de juin 1968.

Le combat de l'OCI dans les facultés

Le combat de l'OCI pour la construction du parti révolutionnaire intègre pleinement la lutte pour conquérir par centaines les étudiants révolutionnaires au trotskysme, à la lutte consciente et organisée pour la révolution prolétarienne. Le combat politique de l'OCI dans les facultés est en rupture totale avec toute conception d'un mouvement étudiant « autonome », qui aurait, selon les expressions en vogue peu après la grève générale, sa propre « trajectoire » et pourrait constituer une « avant-garde tactique » du prolétariat. Le marxisme, toute l'histoire de la lutte des classes enseignant que le mouvement des étudiants s'établit toujours en corrélation politique étroite avec la lutte des deux classes fondamentales, bourgeoisie et prolétariat, ce qui n'est pas contradictoire avec l'engagement par les étudiants de luttes contre la bourgeoisie sur leur propre plan.

Qu'il s'agisse de la tentative entreprise par les gouvernements et les staliniens depuis des années, de disloquer le mouvement étudiant à travers la « participation », ou de l'offensive du gauchisme décomposé en 1968 et après, pour situer dans les seules facultés l'avant-garde de la révolution, la politique des défenseurs conscients ou inconscients de l'ordre bourgeois à l'université se concentre toujours sur le même problème : nier le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution, et la place des étudiants comme partie constituante du front unique ouvrier contre la bourgeoisie.

En d'autres termes, ce sont ceux-là mêmes qui semblent encenser les étudiants comme « couche antimonopoliste » opposée au prolétariat, ou comme les

nouveaux « missionnaires » de la révolution, qui constituent le principal barrage aux développements de la mobilisation politique propre des étudiants contre la bourgeoisie, mobilisation qui ne peut se développer que dans la perspective du passage du pouvoir des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat.

Les trotskystes appuient toute lutte réelle des étudiants contre l'Etat bourgeois qui leur bouche tout avenir. Dans toutes les luttes des étudiants, ils combattent pour établir le lien politique entre ces luttes et le mouvement de la classe ouvrière vers la révolution prolétarienne. Ils combattent pour gagner les étudiants à la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de la IV^e Internationale.

Que signifiaient ces principes dans l'année 1967-1968 ? Ils signifiaient l'appréciation de la marche des étudiants à l'affrontement contre la bourgeoisie, comme l'expression la plus claire, la plus brutale, des processus en cours dans la classe ouvrière, ainsi que l'attestaient les premiers assauts du Mans, de Mulhouse, de Caen. Ils signifiaient en conséquence la lutte la plus résolue pour réunir les meilleures conditions de cet affrontement inéluctable dans les facultés, en même temps que le combat politique (constitution de la FER, **Appel à la population de l'UNEF**) pour situer cet affrontement sur le terrain de la lutte du prolétariat contre de Gaulle et l'Etat bourgeois.

Que signifient ces principes en 1975 ? Ils signifient l'appréciation de la radicalisation, de la maturation politique des étudiants comme appuyant et s'appuyant sur le mouvement de la classe ouvrière, après le tournant de mai-juin 1968, ouvrant la période de l'imminence de la révolution. C'est ce mouvement du prolétariat, nourrissant et précipitant la crise politique de domination de classe de la bourgeoisie, qui donne au mouvement des étudiants sa sève politique, qui lui indique la direction générale.

Ils signifient en conséquence que le mouvement étudiant, qui a été la « plaque sensible » de la crise de la société bourgeoise en 1967-1968, a un rôle non négligeable à jouer dans une situation politique transitant vers la crise révolutionnaire, une situation où toute lutte engagée dans un secteur de la classe

ouvrière ou de la jeunesse concentre la question gouvernementale et devient par là même « plaque sensible » de la lutte de classes.

C'est dans ce cadre politique que l'OCI appuie et impulse la construction de l'organisation des étudiants révolutionnaires, l'AER, qui lutte pour organiser les étudiants au sein de l'Alliance des jeunes pour le socialisme, pour la révolution prolétarienne.

C'est dans ce cadre politique que l'OCI a été à l'avant-garde du combat des étudiants pour disputer à la bourgeoisie et aux stalinienis la préservation de l'UNEF comme organisation syndicale étudiante, indépendante de l'Etat et des partis.

C'est dans ce cadre politique que l'OCI a appuyé, en février-mars 1975, le combat des deux syndicats étudiants UNEF et FERUF dans leur campagne pour le front unique, pour la démocratie ouvrière, lors des élections aux CROUS.

Dans ces élections, en effet, allaient s'affronter sur un secteur limité de la lutte de classes, dix mois après les élections présidentielles ouvrant la phase d'agonie de la V^e République, deux orientations fondamentalement contradictoires.

L'une, celle des dirigeants de l'UNEF-Renouveau, s'inscrivant totalement dans la politique des dirigeants du PCF, consistait à dire aux étudiants : il faut accepter le maintien en place du gouvernement Giscard-Chirac, rogner vos revendications afin qu'elles deviennent « immédiatement applicables par le gouvernement », c'est-à-dire abandonner les revendications, accepter les réformes capitalistes.

L'autre, celle de l'UNEF et la FERUF, s'inscrivant totalement dans la lutte pour l'unité des étudiants contre le gouvernement de la loi Edgar Faure, le gouvernement de numerus clausus, de l'inculture, la lutte pour l'unité des étudiants et de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, la lutte pour le front unique ouvrier.

Il n'y avait pas à balancer. A partir des élections de Poitiers se constitue contre l'UNEF et la FERUF une large coalition autour de l'UNEF-Renouveau, qui devient le champion de la loi Edgar Faure, de l'ordre bourgeois dans les facultés, du « respect du verdict » de

mai 1974. Comme nous le verrons, cette coalition, dont le centre est l'appareil stalinien du PCF, englobe des dignitaires de l'université bourgeoise, la plus grande partie de la presse, les dirigeants de la CGT, de la CFDT, du SNES, du SNESup, le CERES et certains dirigeants de la LCR, qui s'avisent soudainement que le boycott des élections aux CROUS devient le nec plus ultra de l'action révolutionnaire.

Dès les mois de décembre et janvier, s'engagent les provocations (amenant la chronique d'Informations ouvrières, « Mise au point, mise en garde »). A Nice, à Bordeaux, à Marseille, des mains « anonymes » incendient ou saccagent les locaux de l'UNEF-Renouveau ou de l'UEC. Dès le lendemain, ces provocations sont imputées à l'AJS. L'appareil stalinien a, lui aussi, saisi l'importance du front qui va s'ouvrir, ou plutôt de la nouvelle brèche qui peut s'ouvrir dans son dispositif visant à cadenasser toute remise en cause du gouvernement Giscard-Chirac. C'est au compte de toute sa politique contre-révolutionnaire et parce que cette politique lui impose de briser tout mouvement ouvrant la voie au combat pour le renversement du gouvernement, qu'il va concentrer des forces considérables sur les facultés.

Car le mouvement qui, dans les facultés, s'amorce à Poitiers le 11 décembre et se confirme à Nice, Dijon, Besançon, Lyon, Saint-Etienne, le 13 février, procède fondamentalement des mêmes aspirations que l'assemblée des travailleurs du 77 de chez Renault à la même époque, exigeant des dirigeants syndicaux qu'ils réalisent le front unique, exigeant la lutte unie pour chasser le gouvernement. Il faut cadenasser ce mouvement chez Renault. Il ne faut pas moins le cadenasser dans les facultés.

Tels sont les camps politiques en présence. Ceux qui croient ou veulent croire, lorsque s'ouvre cette bataille, qu'il s'agit d'un combat singulier entre « trotskystes et staliens » et attendent avec satisfaction « l'écrasement » de l'UNEF (Soufflot) qu'annonce dès janvier aux militants de l'UEC l'appareil stalinien, ceux-là vont voir durant deux mois, de Dijon à Strasbourg, de Nantes à Clermont-Ferrand, d'Angers à Brest, s'enfoncer autant d'épines dans leur chair. Ils ont oublié le principal acteur du drame :

les masses étudiantes qui, au contraire de ce qu'ils pensent, ne sont pas des rouleaux malleables selon le nombre de tonnes d'affiches et les décibels de « sono ».

Les masses étudiantes vont chercher dans ces élections à exprimer leurs aspirations politiques, les masses étudiantes, au plus profond desquelles, convaincus de la direction générale de la lutte de classes, les militants révolutionnaires de l'OCI et de l'AJS engagent la bataille politique pour le soutien à la campagne de front unique de l'UNEF et de la FERUF.

1968-1975

Si la grève générale française affirme magistralement le rôle dirigeant du prolétariat dans la lutte des classes, établit les rapports politiques réels entre le mouvement de la révolution prolétarienne et celui de la jeunesse qui s'y intègre, elle n'est en aucune manière le signal de la disparition de tout rôle propre de la jeunesse étudiante dans la lutte des classes. C'est précisément parce que la période de l'imminence de la révolution est celle où la lutte des classes se dirige vers les affrontements au niveau de l'Etat, la combativité et l'esprit offensif de la jeunesse s'en trouvent décuplés, qu'il devient impératif pour la bourgeoisie, pour tous les défenseurs de l'ordre bourgeois, de désemorcer tous les facteurs de crise gouvernementale. Parmi ces facteurs, un mouvement étudiant que sa mobilité politique rend prompt à se centraliser contre l'Etat bourgeois.

De ce point de vue, il serait faux de penser que la loi Edgar Faure a fait en septembre 1968 l'unanimité de la bourgeoisie. Toute une aile importante de l'UDR estime que les méandres de la loi d'orientation sont générateurs de nouvelles contradictions et qu'il est préférable de réunir les conditions pour « casser » le mouvement étudiant. Cette fronde est mise à la raison par de Gaulle (« Si le ministre de l'Education nationale était fou, cela se saurait, s'il le devenait, il serait temps d'aviser ») qui a compris le rôle irremplaçable dévolu en ce domaine aux appareils stalinien et réformiste qui viennent de briser la grève générale. C'est le lien politique qui s'est établi entre les mas-

ses étudiantes et le mouvement de la classe ouvrière qu'il faut tenter de trancher. En septembre 1968, l'appareil stalinien monte en première ligne pour rétablir « l'ordre et la sagesse » à l'université, tandis que la bourgeoisie se prête avec application aux opérations « provocation - répression - mobilisation » dans lesquelles les organisations gauchistes décomposées épuisent et disloquent le mouvement étudiant. En collaboration étroite avec la bourgeoisie, les dirigeants du PCF construisent une à une des milliers de cloisons qui s'appellent « UER autonomes », « universités autonomes ». Il s'agit de hacher, concasser, parcelliser un mouvement étudiant qui a surgi le 6 mai comme force politique centralisée contre le gouvernement capitaliste. Il s'agit surtout de « tuer le nerf » sur un plan politique : selon les staliniens, le combat des étudiants ne s'intègre pas comme composante du front unique ouvrier à la lutte révolutionnaire du prolétariat. Leurs aspirations se borneraient à occuper les strapontins aux côtés des représentants de l'Etat bourgeois, pour gérer l'université.

La politique des organisations gauchistes vient compléter efficacement l'entreprise stalinienne en s'efforçant constamment de dresser le mouvement étudiant (« avant-garde tactique du prolétariat », selon l'expression de Weber et Bensaid à l'époque) contre le mouvement ouvrier organisé et contre le front unique.

Ces offensives politiques convergent tout naturellement contre l'UNEF qui, en dépit de la politique de capitulation des dirigeants PSU, continue à incarner l'exigence d'unité des étudiants contre la bourgeoisie. Dès septembre 1968, les staliniens regroupent les rares bureaux staliniens d'associations générales qui ont survécu à leur déclaration du 6 mai (condamnation de la grève générale des étudiants), constituent l'UNEF-Renouveau, cheval de Troie de la scission. Le congrès de Marseille de décembre 1968 est une gigantesque foire d'empoigne où pablistes, maoïstes, gauchistes décomposés en tous genres appellent à la destruction de l'UNEF. Tandis que les provocations redoublent dans les facultés, les masses étudiantes sont progressivement chassées d'un syndicat exsangue. Le PSU, dont la décomposition

s'accélère, livre en 1969 la Fédération des résidences universitaires de France puis en 1970 l'Union des grandes écoles, aux staliniens qui se mettent en devoir de les transformer en appareils bureaucratiques. Comme on le sait, l'offensive stalinienne sur l'UNEF est stoppée le 10 janvier 1971 au Collectif national de l'UNEF par le vote unanime de la motion de l'AGE de Clermont présentée par Christian Neny, militant de l'OCI : « L'UNEF CONTINUE ». Les agressions physiques et la scission ouverte proclamée par les staliniens ne peuvent, comme ils le voulaient, liquider cette continuité.

Dans le même temps, la situation tend à se clarifier dans les facultés. En 1969 en médecine, en 1970 en langues, en 1972 contre les CFPM, de larges mouvements dirigés contre le gouvernement et ses mesures anti-étudiantes parviennent, en dépit de la dislocation entretenue par staliniens et gauchistes, à se centraliser, à imposer des reculs importants à la bourgeoisie.

La participation est un tel échec que la presse s'abstient bientôt d'en publier les résultats. Tandis que restent suspendus, tenus à bout de bras par les dirigeants du PCF, les conseils de gestion qui avaient vocation de verrouiller politiquement le mouvement des étudiants contre la bourgeoisie pour l'unité avec la classe ouvrière, un processus de lente maturation politique s'opère chez les étudiants. Il est stimulé par l'approfondissement de la crise politique de la bourgeoisie qui s'exprime dans l'incohérence catastrophique d'un entrelacs de réformes inachevées, qui sont venues s'échouer aussitôt après leur lancement. Il s'appuie surtout sur les différents moments du mouvement de la classe ouvrière cherchant une issue politique au niveau du gouvernement. Le mouvement des « reçus-collés » de 1973-1974, au cours duquel quelques centaines d'étudiants et de parents mènent une lutte acharnée contre le numerus clausus, écartant obstinément les obstacles politiques qui se dressent devant eux, exigeant avec l'UNEF que les dirigeants des syndicats et des partis cessent toute division, plaçant les conseils de gestion en porte-à-faux avec l'aspiration des étudiants, est indicatif, aussi partiel qu'il soit, de ces développements.

Qu'en est-il au lendemain des élections présidentielles qui ont vu la débâcle du parti UDR, pilier de la V^e République, au sein duquel ont été recrutés tous les gouvernements et ministres qui ont mené l'offensive contre les étudiants ?

Tandis que l'ex-ministre Fontanet qui a rallié Chaban dès le premier jour dégringole en septembre au rang de citoyen savoyard, son successeur reprend, après quelques retouches, la réforme capitaliste de l'enseignement. « **Je vous tends la main** », dit-il aux lycéens. « Le Figaro » du 7 avril 1975 rend compte avec consternation de la réponse des lycéens et collégiens : « **On va vous faire sauter, comme Debré et Royer !** »

Quelle est la signification, au printemps 1975, de la nouvelle mobilisation politique des lycéens pour barrer la route à la réforme capitaliste du gouvernement Giscard-Chirac ? Quel sens ont ces assemblées, ces manifestations où par centaines de milliers, avec résolution, avec enthousiasme, les lycéens, les collégiens, crient leur haine du gouvernement et des ministres bourgeois ? Quelle signification, sinon la réponse, sur son propre plan, avec ses motivations propres, de la jeunesse à l'appel politique qu'incarne la grève générale des postiers : il faut chasser le gouvernement capitaliste et tous ses ministres réactionnaires, le gouvernement Giscard-Chirac doit disparaître !

Quelle signification sinon celle-ci : la jeunesse ne veut plus des ministres capitalistes, elle ne veut plus du capitalisme lui-même, elle ne veut plus du gouvernement Giscard-Chirac !

En va-t-il autrement dans leurs facultés ? Oui, si l'on en croit le tableau idyllique dressé par « Le Monde », trois mois après les élections présidentielles, de la faculté modèle de Paris-Nord. Il s'agit de la conférence de presse tenue par M. Josefovicz, président de cette université :

« Fort de l'appui d'un conseil d'université soudé autour de lui, de l'approbation des étudiants de l'UNEF (le rédacteur du Monde ne connaît évidemment d'UNEF que celle dirigée par les stalinien, NDLR) majoritaires au conseil, de la sympathie manifestée par les habitants et les élus communistes de la région, le président Josefovicz (qui ne cache pas son appartenance

au Parti communiste) espère néanmoins que les solutions qu'il préconise pour remédier à la crise de l'université lui vaudront sous peu de la part du gouvernement les moyens minimum d'aller de l'avant. »

En quoi consistent, au mois de septembre 1974, les solutions préconisées par M. Josefovicz, président du conseil de gestion, défendant à l'université la politique des dirigeants du PCF ? Elles consistent dans la création de nouveaux diplômes, les maîtrises de sciences et techniques (MST), de « nouvelles filières » :

« Ces nouvelles filières, poursuit *Le Monde*, semblent avoir reçu un accueil favorable des milieux professionnels qui ont participé à leur élaboration. Elles sont fondées sur l'idée simple que les entreprises attendent de l'université qu'elle leur fournisse des étudiants déjà formés professionnellement. »

Cette idée simple est la version universitaire d'une idée non moins simple exprimée par les dirigeants du PCF le soir même des élections présidentielles : les travailleurs doivent « accepter le verdict », c'est-à-dire accepter que le gouvernement Giscard-Chirac perpétue l'exploitation, la vie chère, le chômage, les réformes réactionnaires de la V^e République, accepter le respect de la Constitution et de l'Assemblée nationale où l'UDR, pilier du régime et de la Constitution, vient d'être massivement désavouée par la population laborieuse.

Cette idée simple, c'est celle qu'exprime au même moment Laurent Salini dans « l'Humanité », au lendemain du discours d'Albertville de Georges Marchais, Albertville où Fontanet mord la poussière : « **Nous ne nous présentons pas les mains vides... les mesures préconisées par notre parti n'exigent aucun bouleversement.** »

Telle est l'idée simple qui, si l'on en croit « Le Monde », fait l'unanimité à l'université de Paris-Nord soudée autour de son conseil, lui-même soudé à M. Josefovicz, non moins soudé aux dirigeants du PCF.

En mars 1975, à l'annonce du projet Haby, 800 étudiants se rassemblent à Villetaneuse, le président Josefovicz et les dirigeants de l'UEC leur exposent leurs idées simples.

A l'unanimité, les étudiants de Ville-taneuse décident de manifester au ministère de l'Education nationale, sur deux mots d'ordre simples : « Non à la réforme Haby ! Non aux MST ! » Ils exigent, non moins soudés unanimement, la démission des militants UEC et de M. Josefovici lui-même du conseil d'université. Ils ne veulent pas de diplômes patronaux, ils ne veulent plus du gouvernement capitaliste !

Quinze jours auparavant se déroulaient les élections au CROUS de Saint-Etienne. Les étudiants de cette ville se voyaient remettre un luxueux tract imprimé agrémenté de photos de candidats de l'UNEF-Renouveau, « forts des appuis », comme dirait « Le Monde », de nombreuses personnalités : le président (PCF) de l'université et son vice-président, le représentant de la CGT au conseil d'université flanqué des deux secrétaires de l'UD-CGT, etc. On peut lire également une déclaration des dirigeants PCF du SNES et du SNES-Sup soutenant l'UNEF-Renouveau, qui soutient le conseil de gestion. Les élections se déroulent calmement. La participation au scrutin **sex-tuple**. Le dépouillement donne 60 % des voix à l'UNEF (Soufflot), moins de 30 % à l'UNEF-Renouveau.

A Ville-taneuse comme à Saint-Etienne, dans des circonstances et sous des formes différentes, un même mouvement s'exprime : à bas les réformes réactionnaires, démission des conseils de gestion, unité pour défaire le gouvernement capitaliste Giscard-Chirac !

Ce mouvement, dont nous allons voir qu'il s'exprime avec force dans toutes les universités, c'est celui qui porte les masses étudiantes comme les lycéens et toute la jeunesse dans la direction où conduit toute la lutte de classe : l'affrontement avec l'Etat bourgeois, la chute du gouvernement Giscard-Chirac, l'ouverture de la crise révolutionnaire.

L'examen des résultats, des enseignements des élections de 1975 aux CROUS est d'une importance politique majeure : il s'agit de rien moins que le rôle et la place du mouvement étudiant, des luttes universitaires dans l'ensemble de la lutte des classes. Elles méritent à ce titre l'attention de ceux qui se donnent pour tâche la construction du parti ouvrier révolutionnaire, la reconstruction de la IV^e Internationale.

Les résultats : effondrement des organisations pro-bourgeoises, 80 % pour l'UNEF et l'UNEF-Renouveau

Pour bien saisir la signification de ces résultats, il est indispensable de revenir en arrière dans l'histoire du mouvement étudiant. Le processus de radicalisation politique qui se déclenche en réaction contre la guerre d'Algérie se répercute avec force dans l'UNEF à la fin des années 50.

Autour des majoritaires (« majos ») favorables au gouvernement ou au mieux à un « apolitisme » qui revient à accepter les décisions de ce même gouvernement, se regroupent l'ensemble des tendances exprimant à l'université la politique des partis bourgeois. La « mino » qui combat la guerre d'Algérie rassemble toutes les tendances qui, se situant sur le terrain large des organisations ouvrières et démocratiques, entendent donner à l'UNEF un caractère syndical indépendant de l'Etat. La poussée des masses étudiantes écarte de la direction de l'UNEF les « majos » dans le mouvement qui conduit à la manifestation du 27 octobre 1960, contre la guerre d'Algérie.

Le courant « majo », progressivement expulsé du syndicat étudiant, éclate en ses différentes composantes politiques (UDR, libéraux bourgeois, corporatistes, fascistes...). Un regroupement s'opère à l'initiative du gouvernement pour constituer, face à l'UNEF, la FNEF qui prétend concurrencer la première dans la représentation « syndicale » des masses étudiantes. Un autre courant, essentiellement constitué dans les bastions des anciens « majos » de l'UNEF (médecine, pharmacie, parfois droit), se replie sur les associations corporatives et abandonne toute prétention autre que judiciaire sur l'UNEF (c'est l'Association corporative des étudiants en sciences de Paris, qui, en 1971, traduit l'UNEF en justice aux fins de dissolution).

Totalement rejetées sur la rive par le mouvement des étudiants en mai-juin 1968, ces organisations tentent de se refaire une place à l'ombre des conseils

de gestion. Elles y sont puissamment aidées par le gouvernement mais aussi par l'appareil stalinien qui a besoin de justifier la défense des conseils de gestion contre les « réactionnaires » qui veulent détruire ces « acquis de mai ». En outre, le futur secrétaire général de l'UEC, Molina, ne déclara-t-il pas au congrès du PCF que « la plus grande manifestation étudiante en mai-juin 68 a été celle des gaullistes aux Champs-Élysées » ?

C'est ainsi qu'aux élections aux CROUS de 1973, l'ensemble de ces organisations (Indépendants, FNEF, UNI, CLERU, auxquels s'ajoutent les « divers », corporatistes locaux) totalisent 95 sièges contre 92 à l'UNEF-Renouveau.

Qu'en est-il en 1975 ? La FNEF, qui a fait une campagne pour un « vrai changement » avec J.-P. Soisson, totalise 4 sièges sur 209 et 1,54 % des voix. Son président est battu à Bordeaux où l'UNEF et l'UNEF-Renouveau remportent 7 sièges sur 8, son secrétaire général est battu à Orléans (2 UNEF, 1 UNEF-Renouveau pour les 3 sièges). Voilà ce qui reste de l'organisation que l'UDR et le bonapartisme gaulliste tentèrent avec forces et moyens de constituer comme agent de destruction de l'UNEF à l'université.

L'UNI, avec 1,94 % et 4 élus sur 209, fait la démonstration de l'écho rencontré aujourd'hui dans les facultés par les appels à la croisade contre le « bolchévisme ».

Les listes ex-« majos » (Indépendants) échappent à l'écrasement complet avec 20 sièges et 10 % des voix. Dans toutes les villes (Besançon, Dijon, Lille, Angers, Rouen) où elles arrivaient en tête, elles sont distancées dans la proportion exactement inverse par l'UNEF et l'UNEF-Renouveau. Concurrentes à l'UNEF-Renouveau en 1973 (10 000 voix contre 23 000 pour celle-ci), elles conservent 11 000 voix contre 79 000 à l'UNEF et l'UNEF-Renouveau.

Quelle est la signification de cette débâcle ? Elle atteste d'abord du caractère monstrueusement truqué de la représentation « officielle » des étudiants dans le cadre des conseils de gestion de la loi E. Faure, présentés par la presse bourgeoise comme le critère politique essentiel. Elle démontre ce que l'OCI et l'AER affirment depuis des années : les conseils de gestion « autonomes » char-

gés d'appliquer les mesures gouvernementales contre les étudiants, ne restent debout que grâce à l'appareil stalinien arc-bouté dans leur défense comme partie constituante de la défense du régime bonapartiste. Ensuite et surtout, elles affirment avec éclat, au printemps 1975, la corrélation politique étroite entre l'état d'esprit des étudiants et le mouvement de la classe ouvrière qui a précipité aux élections présidentielles la déroute complète de l'UDR.

La FNEF, plus encore que les autres, a été taillée en pièces : c'est elle qui manifestait le plus ouvertement son soutien au gouvernement Giscard-Chirac.

La tendance générale est donc claire : les étudiants ont recherché dans ces élections les organisations politiques. Ils se sont en conséquence prononcés en masse pour les deux organisations qui affirment ouvertement leur lien avec le mouvement ouvrier. Les 50 000 votants supplémentaires se répartissent exclusivement entre l'UNEF et l'UNEF-Renouveau. La masse des étudiants s'est prononcée contre le gouvernement Giscard-Chirac, pour l'unité avec le prolétariat contre le capitalisme, pour le front unique ouvrier.

C'est sur ce plan de l'ensemble de la lutte de classes que ces résultats doivent être appréciés. A l'image d'un régime et d'un gouvernement aux abois, les institutions réactionnaires de la loi Edgar Faure sont posées sur un cratère de volcan. Le 19 mars l'UNEF-Renouveau obtient sur peu de votants une majorité à Villeteuse. Mais beaucoup de ces étudiants, qui ont voté UNEF-Renouveau, participaient aux assemblées de Villeteuse quelques jours plus tôt et condamnaient, dans les « nouvelles filières » de M. Josefovicz, le soutien au gouvernement Giscard-Chirac.

La direction indiquée par ce vote, c'est la maturation dans les larges masses étudiantes de la conviction qu'il n'y a d'autre solution pour les travailleurs manuels et intellectuels que la liquidation du capitalisme, de l'exploitation, de l'inculture, de la barbarie qui sont les bases de sa survie. Cette maturation, ce sont les cheminements politiques dans les masses étudiantes qui préparent, dans les facultés comme dans les

usines, le tournant vers l'ouverture de la crise révolutionnaire.

Mais ces élections n'ont pas seulement une signification politique générale. Leur signification particulière sur le plan universitaire se répercute comme élément d'approfondissement de la crise politique de la bourgeoisie.

« Trop explosif »

Au lendemain des élections présidentielles, les contradictions qui assaillent le gouvernement Giscard-Chirac n'épargnent pas sa politique universitaire. En dix ans depuis Fouchet, et dans le cadre des tentatives du gaullisme de mettre au pas la classe ouvrière, les ministres UDR ont accumulé réformes sur réformes, projets sur projets, sans jamais avancer vers l'objectif que s'était fixé le régime bonapartiste, ramener à 2 ou 300 000 le nombre d'étudiants, démanteler l'université pour la plier aux nécessités de l'impérialisme pourrissant.

A partir de 1974, près d'un million d'étudiants sont inscrits en faculté. Du point de vue des besoins « objectifs » du capitalisme, jamais la réforme de l'université n'a été aussi pressante. Du point de vue de la lutte des classes, jamais les chances de la bourgeoisie de l'imposer, d'imposer n'importe quelle défaite décisive au prolétariat et à la jeunesse n'ont été aussi nulles. Agir c'est s'exposer. Mais ne pas agir c'est aussi s'exposer. La déclaration primesautière du nouveau secrétaire d'Etat Soisson : « **Le DEUG, cela ne vaut rien !** » déclenche un tollé général chez les notables universitaires qui, bien placés pour savoir qu'il ne vaut effectivement rien, ont néanmoins appuyé de toute leur autorité (faible il est vrai) la création de ce diplôme par Fontanet un an plus tôt. Il faut reculer en bon ordre.

En désespoir de cause, le secrétaire d'Etat annonce un prudent repli : puisque tout dépend du bac et de la sélection à l'entrée à l'université, il faut attendre le succès de la réforme Haby pour entreprendre la réforme de l'université. « Après vous, je n'en ferai rien ! » Et les projets du second cycle continuent à s'empiler, s'articulant sur la réforme Haby et la liquidation qu'elle prévoit de la filière enseignement (CAPES).

Au lendemain du « séminaire » gouvernemental de Rambouillet, « Le Figaro » (7 avril 1975) commence à publier les « fuites » :

« **La réforme Haby serait encore retardée... Il n'est même pas certain qu'elle soit discutée à la session d'automne. On estime en effet dans les milieux gouvernementaux que son passage au Parlement risque d'être trop explosif et qu'il vaut mieux la réviser.** »

Mais si J.-P. Soisson a ainsi pris ses quartiers pour un long siège, il s'attaque néanmoins à un autre front : les œuvres universitaires. La grande idée : substituer à l'aide uniforme de l'Etat aux étudiants (restau-u, cités) qui existe depuis 1955 une aide sélective « **aux plus défavorisés** ». La direction PCF de l'UNEF-Renouveau « exige » à peu près au même moment (septembre 1974) une vraie réforme « **pour ceux qui en ont besoin** », et propose en ce sens à l'Assemblée nationale et à sa majorité UDR un projet de loi jugé « intéressant » au secrétariat d'Etat. Les stalinien lancent le mot d'ordre « **Pas d'augmentation des tarifs sans réforme de l'aide aux étudiants** », ce qui entraîne immédiatement l'engagement de J.-P. Soisson de mettre en œuvre sa réforme et de différer jusque-là les augmentations... que prévoit la réforme.

Pendant les élections aux CROUS, devant l'augmentation massive de la participation et les tendances du scrutin, l'appareil stalinien, comme nous le verrons, fait machine arrière à toute allure. Plus question de réforme, il faut « **empêcher Soisson d'appliquer son plan et sa réforme** ». La FNEF portera seule les couleurs du « changement » Giscard-Chirac dans les œuvres universitaires. On sait ce qu'il en advient.

La réforme des œuvres universitaires est à l'ancre. Ou plutôt elle vient s'échouer sur la radicalisation politique des masses étudiantes. Réforme Haby, réforme Soisson, toutes les mèches conduisent à la même poudre. Pour le gouvernement Giscard-Chirac, la montée des périls n'épargne pas l'université.

Les étudiants attendent une réponse, une issue politique : ils la cherchent dans la classe ouvrière. Les obstacles au front unique ouvrier sont leurs obstacles. Rien ne le démontre mieux que les débats politiques passionnés qui

animent les élections aux CROUS en février-mars 1975.

Mais une question se pose immédiatement : la seule situation objective ne peut suffire à expliquer pourquoi les étudiants se sont précisément saisis de ces élections aux CROUS comme d'un moyen d'expression de leurs aspirations. Rien, strictement rien dans la vie universitaire ne conduisait à fixer l'attention sur ces élections que tous les efforts conjugués, au contraire, aboutissaient à éclipser, au regard des élections de cogestion. Le secrétariat d'Etat avait en outre pris soin de différer toute publication de projets en cours durant la période électorale. Et il ne faut pas hésiter à dire que depuis des années, la transformation des représentants étudiants dans les CROUS en notables, étrangers, clandestins à l'égard de la masse des étudiants, avait totalement justifié l'indifférence complète des étudiants pour des élections qui ne changeaient rien à leur vie et dont, pour l'écrasante majorité, ils avaient fini par ignorer l'existence.

C'est ainsi qu'en 1973 le taux de participation ne dépasse pas 2 ou 4% dans de nombreuses villes. Un mois plus tard c'est la levée en masse des lycéens et des étudiants contre la loi Debré et les DEUG... Mais les aspirations politiques s'exprimant dans ces mouvements ne se saisissent pas des élections aux CROUS que toutes les listes en présence maintiennent dans le cadre borné de « l'apolitisme » et du corporatisme. C'est d'ailleurs dans ce cadre traditionnel que toutes les organisations se présentent aux élections de Poitiers. Toutes sauf une. La présentation pour la première fois depuis 1968 dans des élections au suffrage universel de l'UNEF (Soufflot) alliée à la FERUF va transformer cette formalité routinière de la vie universitaire en un enjeu politique majeur.

Le caractère des élections s'en trouve radicalement modifié. Chaque ville devient un nouveau champ de bataille de la plus haute importance. L'appareil stalinien ajuste le tir au lendemain des élections de Poitiers : des CN extraordinaires de l'UNEF-Renouveau sont convoqués en hâte. Une seule campagne dans les facultés au second trimestre : les élections aux CROUS. Les tracts de l'UEC préparant chez les étudiants le

festival de la jeunesse mettent au centre l'aide sociale aux étudiants qui-ne-peut-trouver-de-solutions-que-par-l'application-du-Programme-commun. Des centaines de milliers de tracts, d'affiches sont imprimés. Des cadres sont expédiés en province. La surprise, puis l'attention croissante, jour par jour, aux résultats gagnent en même temps les cercles dirigeants de la bourgeoisie à l'université. La presse bourgeoise comprend vite et se tait. Seule la presse locale, souvent, donne la mesure de l'événement. Ainsi à Dijon, après le quintuplement de la participation au scrutin :

« Les élections aux CROUS : retour aux urnes. » « Quelque chose a changé sur le campus : Forte participation aux élections des Œuvres universitaires. », titre successivement le « Bien Public » du 13 et du 17 février ; « Elections des représentants aux conseils des CROUS : participation accrue », titrent « Les Dépêches » du 13 février ; « Percée de l'UGEB » (UNEF [Soufflot]), titre « Sud-Ouest » à Bordeaux.

« Le Monde », qui a titré le 8 janvier après la conférence de presse de l'UNEF (Soufflot) : « L'UNEF AJ S veut faire la preuve de sa représentativité », se garde bien de rendre compte des résultats qui, jusqu'au 26 février, restent incertains. Et voici comment « Le Monde », rendant compte du congrès de l'UNEF-Renouveau qui a commencé le 28 février, aborde enfin ces élections, à sa manière jésuitique :

« Difficultés d'organisation et défections de délégués : les adhérents de l'UNEF pouvaient tout redouter en tenant leur congrès national pendant la période des élections aux CA des CROUS. Les résultats aidant (?) et la victoire se dessinant (toutefois avant les élections de Paris) ils y ont beaucoup gagné. »

A ce moment, les « gagnants » sont distancés dans 10 CROUS sur 21 par l'UNEF (Soufflot). Durant quinze jours, le nombre de sièges a été ou supérieur pour l'UNEF (Soufflot) ou égal. La « victoire » des stalinien s'« se dessinant », « Le Monde » peut enfin parler des CROUS. Ouf ! En conclusion de l'article :

« La plus importante (des manifestations de l'UNEF-Renouveau, NDLR) doit cependant être celle du 19 mars, à l'occasion des élections au CA du

CROUS de Paris, pour lesquelles on prévoit une bataille serrée.»

Le lecteur ne doit en aucun cas savoir pourquoi le congrès normalisé (essentiellement composé « d'élus » d'UER) de l'UNEF-Renouveau a entièrement tourné autour des élections aux CROUS. Ni pourquoi les élections de Paris qui s'annoncent « serrées » (mais pourquoi, pourquoi donc ?) exigent une mobilisation générale, selon les dirigeants PCF de l'UEC.

Du 12 au 19, du 19 au 26, du 26 février au 19 mars, la bataille devient d'autant plus acharnée que les résultats ne « décollent » pas de leur tendance première. La débâcle des candidatures bourgeoises ne cesse de se confirmer. Leurs villes bastions tombent l'une après l'autre. Au 19 février, le rapport UNEF - UNEF-Renouveau est encore de 35 à 35. Il est de 66 à 75 le 26 et les deux syndicats arrivent en tête l'un dans 10, l'autre dans 11 CROUS, l'un et l'autre dans 16 collèges.

La bataille politique fait rage. Les orateurs s'affrontent dans les amphithéâtres, dans les salles de restaurants universitaires, les cités. Souvent des amphispentiers se transforment durant une heure en meetings contradictoires. Les unions départementales de syndicats CGT et CFDT, les directions de la FEN prennent position. Toutes les organisations politiques sont contraintes de s'exprimer. Les feuilles de la LCR expliquent pourquoi les élections aux CROUS sont une « diversion des luttes »... pendant plusieurs pages, et oublient de parler des « luttes ». Les camions-sonos prêtés aux stalinien·es étudiant·es par le PCF font retentir des hurlements dans toutes les salles de cours. A Lille, une chaîne de radio est mise en place par l'UEC dans les salles de restaurants. Six mille votants à Montpellier, quatre mille à Toulouse le 26 février, exactement dix fois plus qu'en 1973 à Strasbourg le 5 mars.

Citons, pour donner au lecteur une idée de cette atmosphère, le titre du tract de panique des dirigeants stalinien·es de l'UNEF-Renouveau d'Angers (19 février) qui fait penser à la formule de Thiers : « Les barbares sont à nos portes » :

**« D'où viennent-ils ?
Qui sont-ils ?
Que font-ils ?
Où vont-ils ?**

Pourquoi toute cette agitation autour des élections aux CROUS ? »

Pourquoi ? Il importe de répondre à ces interrogations angoissées.

L'orientation et la campagne électorale de l'UNEF et de la FERUF

Le 8 janvier 1975, le bureau national de l'UNEF rend public un **Manifeste pour la défense des œuvres universitaires**. Après avoir analysé le contenu du projet de réforme de J.-P. Soisson, l'UNEF propose aux étudiants trois axes essentiels dans cette campagne :

— Une nouvelle conception de la représentation étudiante : « **Les candidats de l'UNEF se considèrent comme les mandataires des étudiants. Leur principe est donc celui de l'information et de la consultation des intéressés sur tous les votes à intervenir, sur tous les votes intervenus dans les conseils...** »

— Une proposition de front unique sur les revendications fondamentales (aide directe sur la base du SMIC, blocage des tarifs, etc.).

— Proposition d'un « contrat de démocratie » entre toutes les listes candidates, afin de permettre tout à la fois un libre choix des étudiants et la participation maximale au scrutin.

Ce sont ces propositions du syndicat étudiant et leur discussion par des centaines d'étudiant·es qui vont modifier radicalement le cadre de ces élections, en faire l'enjeu d'une âpre lutte politique, enlever la décision dans quinze villes de province sur trente-quatre, déchaîner contre l'UNEF et la FERUF, qui décide lors de son congrès de janvier la constitution de listes communes avec l'UNEF, un déluge de calomnies. Car ces propositions, bien au-delà des problèmes spécifiques aux CROUS, sont en prise directe sur les questions politiques fondamentales, non seulement du mouvement étudiant, mais de toute la lutte des classes dans la présente situation politique, une lutte des classes où le mouvement étudiant s'insère, avec ses propres motivations.

1. Une nouvelle conception de la représentation étudiante

Le 19 mars, les élections ont déjà eu lieu dans 16 villes. Près de la moitié

des sièges sont répartis : 35 vont à l'UNEF-FERUF, 35 à L'UNEF-Renouveau-FRUF. A la veille des élections du 26 février est publiée une déclaration des 35 premiers élus UNEF-FERUF. Elle sera reprise le 26, cette fois avec 66 élus sur 171 sièges.

Que dit cette déclaration :

« Des élus mandatés, contrôlés, révocables : telle est l'aspiration fondamentale de centaines de milliers d'étudiants, de lycéens, qui ont depuis 1968 engagé de nombreuses luttes contre le gouvernement bourgeois.

« Des élus mandatés, contrôlés, révocables, responsables devant l'assemblée des mandants, telle est la représentation que les travailleurs recherchent dans tous les mouvements qui les dressent, avec leurs organisations, contre le gouvernement et le patronat.

« Des délégués élus et révocables, telle est l'exigence puissante de millions de travailleurs portugais qui, après avoir mis à bas le régime salazariste fasciste, ont désigné leurs commissions élues de délégués.

« Mandat, contrôle, révocabilité, devant les mandants, c'est la démocratie authentique des travailleurs ; c'est celle que veut la masse des étudiants, ils l'ont montré dans toutes leurs luttes !

« Nous estimons que lors de ces élections aux CROUS, où les étudiants doivent reconquérir le contrôle de la gestion des œuvres sociales, c'est cette conception qui doit prévaloir. »

C'est ainsi que le syndicat étudiant, dans son propre cadre de défense des intérêts des étudiants contre la bourgeoisie, définit l'enjeu de cette bataille en liaison directe avec les aspirations des étudiants au contrôle de leurs propres représentants, telles qu'elles se sont exprimées dans toutes leurs luttes, comme dans le mouvement de la classe ouvrière depuis la grève générale.

Ce mouvement, c'est celui qui fait jaillir le 27 mai 1968 à Renault des milliers de poitrines le cri **« Ne signez pas ! »**, exigeant des dirigeants syndicaux, des dirigeants politiques de la classe ouvrière qu'ils refusent les accords de Grenelle, l'étranglement de la grève générale.

Ce mouvement se précise, se concentre, dans l'affirmation du gréviste de la RATP en 1971 aux dirigeants qui bradent la grève : **« Les syndicats à nous ; les permanents à notre service ! »**

C'est celui des travailleurs polonais de la Baltique exigeant que les dirigeants du PCP comparaissent devant leur assemblée.

Ce mouvement, c'est celui des fonctionnaires, des employés de banques, des chantiers navals au Portugal, celui des commissions de délégués élus des travailleurs qui, balayant les trois tentatives successives de coup d'Etat contre-révolutionnaire, disent aux dirigeants du PCP et du PS : **« Chassez le PPD du gouvernement ! »**

La déclaration des élus de l'UNEF, c'est non seulement la dénonciation ouverte de la représentation bourgeoise, truquée, des conseils de gestion de la loi Edgar Faure. C'est aussi, c'est surtout la continuité du lien, ce lien que les violences stalinienne n'ont pu trancher en 1971, entre le syndicat étudiant l'UNEF et le mouvement des étudiants contre le capitalisme.

2. La lutte pour l'unité

La déclaration des 66 élus poursuit :

« Etudiants, étudiantes, nous constatons que sur 86 élus, élus au suffrage universel des étudiants, 70 appartiennent à l'UNEF (Soufflot) et à l'UNEF (Renouveau), la FRUF et la FERUF. Dans toutes les villes, ces deux listes obtiennent la majorité absolue.

« Aucun étudiant, aucun militant de bonne foi ne peut le nier : quelle force, quelle représentativité aurait dans les facultés un syndicat UNEF démocratique, rassemblant toutes les tendances d'opinion, pour la défense des intérêts communs à tous les étudiants ! »

Quelle est l'orientation qu'opposent à celle-là les dirigeants du PCF ?

Le 18 novembre 1974, J.-P. Soisson, en visite à Saint-Etienne, expose les « aspects positifs » de sa réforme : **« Dès la rentrée prochaine, une allocation d'études sur douze mois, indexée sur le SMIC, sera réservée à ceux qui ont VRAIMENT besoin (souligné par nous). Pour cela il faut revoir le critère d'attribution des bourses. »**

Voilà pour « nos pauvres ». Quant aux autres : **« Enfin, les restaurants univer-**

sitaires sont appelés à se reconverter en brasseries » !

Le 5 janvier 1975, Gilles Vigoureux présente le rapport du BN de l'UNEF-Renouveau devant le collectif national et explique, à propos de l'allocation d'études :

« Aujourd'hui, avec le résultat des élections universitaires, le niveau du score obtenu par l'UNEF, la confiance accordée par les étudiants à l'UNEF, cette revendication prend force nouvelle. C'est précisément pour toutes ces raisons que Soisson aussitôt nommé secrétaire d'Etat aux universités a annoncé sa décision d'effectuer une réforme de l'aide aux étudiants... »

Ainsi tout s'éclaire. La réforme projetée par Soisson serait le résultat de la pression exercée par les étudiants puisqu'elle prévoit une allocation d'études. Elle constitue une preuve parmi d'autres que le gouvernement Giscard-Chirac peut satisfaire les revendications. Autant « d'aspects positifs » d'une réforme capitaliste de l'aide aux étudiants. Mais la réforme Soisson a un objectif bien précis : sous couvert d'une augmentation qui n'est pas « énorme », comme le reconnaît Vigoureux, pour quelques milliers d'étudiants, une ponction « énorme » est effectuée sur des centaines de milliers par l'augmentation du ticket de restaurant, la transformation des restaurants universitaires en brasseries !

Après avoir défini le contenu de la campagne des CROUS dans le cadre du maintien du gouvernement Giscard-Chirac, Vigoureux poursuit :

« Mais aussi tenir compte de nos adversaires, ne pas faire de quartier. Cette année, Soisson, conscient de l'enjeu des élections aux CROUS, en fonction de ses projets sur l'aide sociale, réalise le vœu si peu secret de Fontanet qu'il l'avait écrit à l'AJS pour leur demander de se présenter aux élections des CROUS. Soisson lance donc à l'assaut contre les CROUS l'AJS qui se présente aux élections. Il convient d'être clair devant les étudiants : l'AJS se présente pour aider Soisson, diviser les étudiants, créer la confusion. »

Ces deux parties de la politique des stalinien sont étroitement complémen-

taires : il s'agit dans un même mouvement d'empêcher, par une politique de division, la manifestation dans ces élections de l'aspiration au front unique des étudiants (opposition « sociale » entre étudiants dits « favorisés » et « défavorisés ») et d'écraser les militants de l'UNEF, dont le combat vise à rassembler les étudiants dans l'objectif de l'unité des étudiants, comme les militants de l'AJS qui luttent pour le front unique, pour la disparition du gouvernement Giscard-Chirac.

Le contenu de la campagne de l'UNEF et de la FERUF, où militent les militants révolutionnaires de l'AJS-AER, c'est celui de l'unité des deux syndicats étudiants contre toutes les réformes réactionnaires, pour la satisfaction des revendications. Cette discussion essentielle va passionner la masse des étudiants qui y voient l'expression, dans les facultés, d'un enjeu qui concerne toute la classe ouvrière, toute la jeunesse. Elle va pénétrer dans l'UEC, dans l'UNEF-Renouveau, comme en témoigne la déclaration, dès le 10 février, du président du CA UNEF-Renouveau de droit de Nice :

« J'affirme me prononcer contre l'hypocrisie qui consiste à écrire dans le manifeste de l'UNEF-Renouveau : « Blocage des tarifs JUSQU'A LA REFORME » (sic). Je me prononce contre toute augmentation (...), y compris celles prévues par la réforme. »

Face aux étudiants, face aux militants UEC, l'appareil s'efforce de « faire passer » la ligne : AJS-Soisson. Le contenu de cette campagne, c'est le contenu de la division des masses étudiantes face au gouvernement. C'est l'expression du même soutien au gouvernement Giscard-Chirac qui s'incarne dans la polémique contre l'unité engagée contre le Parti socialiste par les dirigeants du PCF.

Mais, de même que dans la classe ouvrière, cette offensive ne va pas sans difficultés. Le 11 février, au lendemain des premières élections de la rentrée, à Nice, « L'Humanité » engage, timidement, la campagne des CROUS :

« Les élections au CROUS de Nice qui se déroulaient pour la première fois hier ont donné la majorité absolue aux candidats de la liste UNEF-UGE-FRUF avec 727 voix contre 498 à une liste de division qui avait usurpé le sigle UNEF et 112 à une liste indépendante. »

Constatons en passant que, rompant avec leurs traditions patriotiques qui les amènent à revendiquer la continuité avec les grands héros de l'histoire de France, de Jeanne-d'Arc à Robespierre, les staliens font un mauvais sort à Charles Martel en rayant Poitiers (et ses résultats au CROUS) de la carte de France. Passons aussi sur la mesquinerie qui consiste à donner 498 voix à l'UNEF (qui en obtint 502) pour agrandir psychologiquement la différence.

L'important est ailleurs. Coup sur coup, le 12 et le 13 février, l'UNEF (Soufflot) et la FERUF obtiennent la majorité absolue à Dijon, Besançon, Saint-Etienne, et égalisent exactement les voix de l'UNEF-Renouveau à Lyon. Ce communiqué sera la première et la dernière information de « L'Humanité » sur la campagne. Aucune des « victoires » de l'UNEF-Renouveau ne sera annoncée. Car la seule référence aux « listes de division qui usurpent le sigle UNEF », c'est encore trop, beaucoup trop. Trop pour les étudiants qui savent à quoi s'en tenir sur le « monopole » de représentation de l'UEC. Trop surtout pour les travailleurs, dont le mieux, selon les staliens, est qu'ils ne sachent rien de cette discussion explosive sur le front unique dans les facultés, même à travers des informations tronquées et falsifiées.

La campagne pour le front unique, prise en charge par l'UNEF dans les facultés, la FERUF dans les résidences, rencontre un large écho. Les milliers et les milliers de voix qui se portent sur cette orientation syndicale sont la confirmation magistrale de l'écho rencontré au même moment par l'appel de l'Assemblée du 15 décembre aux dirigeants du PCF et du PS, contresigné par quatre vingt mille travailleurs et jeunes, dont à l'initiative de l'AER-JS, des milliers d'étudiants.

3. Le contrat de démocratie

Il n'y a pas de mystère dans le quadruplement de la participation à Poitiers. Deux jours auparavant, une assemblée de 80 à 100 étudiants, convoquée par l'UNEF, a entendu les représentants des deux syndicats, a confronté les positions. Tout comme dans l'assemblée du département 77 de chez Renault où les travailleurs ont exigé que les dirigeants s'expliquent sur l'unité, 80 à 100 étudiants ont posé des questions, sont in-

tervenus pour exiger l'unité. Ce sont eux qui alertent ensuite leurs camarades, dans les amphis, sur l'enjeu des élections. Ce sont eux aussi qui, le jour des élections, sont aux portes des restaurants universitaires.

C'est le sens des « contrats de démocratie » proposés par l'UNEF et la FERUF avant les élections. Dans plusieurs villes, les dirigeants de l'UNEF-Renouveau signent ces contrats, comme à Rouen et à Orléans, où toutes les organisations réunies signent une affiche imprimée.

Courant janvier les dirigeants PCF de l'UNEF-Renouveau ont édité un **Guide pratique pour les élections aux CROUS** préparant les provocations contre la démocratie ouvrière, de la manière la plus classique : « **Il faut prévenir la direction du CROUS des risques de bourrage d'urnes ou de cogne de l'AJ'S et lui demander de prendre les mesures nécessaires (faire venir les huissiers).** »

L'UNEF communique immédiatement aux étudiants, aux travailleurs des CROUS le 20 janvier : « **Que préparent de telles démarches de dénonciations préventives auprès des directeurs de CROUS sinon l'organisation concertée de violences contre l'UNEF, selon le fameux procédé de l'amalgame qui fait retomber sur les victimes la responsabilité des incidents ?** »

Là encore, il ne s'agit pas d'un combat proprement étudiant. Il s'agit du combat pour faire échec dans la classe ouvrière, dans la jeunesse, à la politique criminelle du stalinisme fondée sur l'écrasement de la démocratie ouvrière, incarnée dans les soviets de la révolution d'Octobre. Il s'agit de dégager les voies de la démocratie ouvrière, levier du front unique ouvrier, levier de la révolution prolétarienne.

L'offensive stalinienne contre le front unique : la campagne contre le trotskysme

Dans un premier temps, du 10 au 13 février, la confrontation s'effectue dans la campagne entre les deux orientations : celle qu'a définie Vigoureux au CN de l'UNEF-Renouveau, et celle du « Manifeste de l'UNEF ». Au soir du 13 février, le bilan est clair : la politique de sou-

tien au gouvernement Giscard-Chirac à travers l'adaptation à la réforme Soisson a été désavouée par une large majorité d'étudiants. Dans quatre villes sur cinq, les staliniens ont subi un échec (Poitiers, Dijon, Besançon, Lyon, Saint-Etienne). A Nice, ils perdent un siège sur les quatre qu'ils détenaient et l'UNEF en prend deux. Et il y a près de cinq mille votants à Lyon, la participation dépasse 30 % à Dijon, surpasse de loin la participation aux conseils de gestion... Elle triple à Besançon, sextuple à Saint-Etienne.

La direction du PCF tourne. Il faut à tout prix chasser les étudiants de ce scrutin, isoler ceux qui à la tête du syndicat UNEF impulsent, parce que militants révolutionnaires, la bataille pour l'unité des étudiants, pour la démocratie ouvrière, pour le front unique ouvrier : la campagne contre les trotskystes de l'OCI et contre l'AJS s'engage. A partir du tract national dont on va lire les extraits et qui apparaît le 17 février à Nancy, la lutte contre le trotskysme devient l'unique activité des dirigeants de l'UEC et de l'UNEF-Renouveau :

« Pas une voix aux faussaires (...)

« Ils reviennent dans les fourgons du ministère.

« Pas une voix à cette liste de division !

« C'est le ministre Fontanet qui leur a demandé de se présenter en juillet 1973,

« C'est le recteur de Poitiers qui a combiné avec eux dans le dos des étudiants une élection sur mesure en décembre,

« C'est le recteur de Toulouse qui fait retarder la date des élections pour la faire coïncider avec celle du 62^e congrès de l'UNEF et gêner la liste des étudiants. »

Des centaines de milliers de tracts vont submerger les facultés sur le même thème : « Les listes de la division — les listes Soisson » (Strasbourg) ; « A propos de l'UNEF Soufflot, soyons clairs » (Nancy) ; « Ne laissons pas souffler Soisson, ne laissons pas Soufflot Soisson » (Nantes, où la campagne UNEF serait menée par « des syndiqués FO de la SNIAS ») ; « Ne te trompe pas de bulletin » (Lille : « L'AJS et Page parlent de démocratie, mais à Dijon et Besançon ils bourrent les urnes ; dans toutes les élections ils utilisent l'intimidation et la pression physique »).

L'objectif est clair : chasser les masses étudiantes des urnes, les écœurer, préparer, par les calomnies, les provocations physiques contre l'OCI, l'AJS, isoler les militants révolutionnaires selon la méthode que le stalinisme n'a même pas inventée : déjà la contre-révolution tsariste accusait Lénine d'arriver dans les « fourgons » du kaiser.

Mais la campagne a un autre objectif : il faut briser à toute force les discussions qui s'engagent dans l'UEC, dans l'UNEF-Renouveau, où des militants, de plus en plus nombreux, parlent d'unité, refusent la calomnie contre leurs camarades d'amphi membres de l'UNEF. Témoin le tract de l'UNEF-Renouveau de Nice au lendemain d'une agression physique de l'UEC contre des militants de l'AJS :

« Face aux provocations venant de toutes parts, l'UGEN-UNEF ne peut réagir qu'en les condamnant. Par suite, il est évident que toute personne se livrant à des actes de violence ne peut être soutenue par l'UGEN-UNEF, fût-elle membre de cette organisation. »

A Rouen, le jour des élections, les étudiants peuvent prendre connaissance d'une déclaration de deux militants, l'un se présentant sur la liste UNEF, l'autre sur la liste UNEF-Renouveau, appelant « les étudiants rouennais à participer massivement aux élections du CROUS, tout en conservant leurs positions personnelles, afin de rassembler la force unitaire contre le projet Soisson ».

Le CA UNEF-Renouveau de dentaire-Paris refuse de diffuser les tracts de calomnie. Le président du CA, membre du conseil d'université de Paris-V, déclare se prononcer pour « la nécessité de l'unité d'action des deux syndicats étudiants pour faire échec à Soisson et à son gouvernement comme l'atteste la volonté des étudiants de province qui ont porté 80 % de leurs suffrages aux deux UNEF (75-66) ; l'engagement à respecter et à faire respecter la démocratie contre les calomnies ! »

La campagne de calomnies des staliniens redouble de violence. Les contradictions qui assaillent les militants sont telles que dans de nombreuses villes, on assiste à des réactions totalement incohérentes. Ainsi le tract d'Angers que nous citons s'adresse sans transition aux étudiants et aux militants de l'UNEF.

Comment les militants UEC d'Angers peuvent-ils échapper à cette incohérence ? Comment concilier l'aspiration à l'unité qu'ils constatent dans les amphithéâtres et les directives nationales qui les obligent à écrire :

« La majorité des gens de l'UNEF-Soufflot qui distribuent ses tracts aux RU et qui organisent la campagne à Angers ne sont pas d'Angers (il suffit de regarder le numéro de leurs voitures pour s'en rendre compte. Ils ont été vus ailleurs dans des circonstances semblables). Ils ressemblent à des étudiants comme nous ressemblons à des évêques »

Puis à nouveau, invinciblement, le rédacteur poursuit son dialogue, rendant le tract incompréhensible :

« Leur attitude n'est-elle pas assez bizarre pour que l'on voit clairement les problèmes. D'autant plus que l'utilité des conseils d'UER n'est plus à démontrer (que vient faire cette phrase ?) (...)

« Lors du boycott des restaurants universitaires, ils sont allés manger ce jour-là (les non-étudiants qui mènent la campagne à Angers ? Ils sont donc bien d'Angers, NDLR). C'est cela que vous appelez défendre les Œuvres universitaires ? (...) Reconnaissez que nous n'avons pas à nous laisser MUSELER par vous ! »

L'UNEF et la FERUF arrivent en tête à Angers où l'on observe une large augmentation de participation. Comme il est impossible de suspecter la capacité des étudiants de la très catholique ville d'Angers (bastion des facultés libres) de distinguer un étudiant d'un évêque, il faut donc en conclure que les étudiants ont estimé que la politique des staliens les rapprochait plus des évêques que des étudiants. Ces contradictions qui se multiplient dans les rangs de l'UNEF-Renouveau, expression déformée de l'état d'esprit unitaire des étudiants, sont un obstacle majeur pour l'offensive de provocations des dirigeants staliens du PCF.

C'est dans ces conditions critiques que se tient le congrès de l'UNEF-Renouveau, les 1^{er}, 2 et 3 mars.

Le congrès s'ouvre sur un rapport de René Maurice. Faisant constamment allusion à « la première liste de division », la « liste Soisson », la « CFT étudiante » sans jamais nommer l'UNEF (Soufflot), il affirme à nouveau le monopole de re-

présentativité de l'UNEF-Renouveau. Mais dans « l'Humanité » du 3 mars 1975, il n'est question que des élections universitaires, pas un mot des CROUS.

Il faudra attendre la sortie des facultés et les vacances de Pâques pour que soient publiés dans « l'Humanité » les résultats globaux de ces élections donnant 47 % à l'UNEF-Renouveau et 88 sièges. Echaudés par Nice, les staliens ne parlent évidemment pas des 74 sièges de la « liste de division qui usurpe le sigle UNEF ».

La bataille politique de l'AJS-AER dans les élections aux CROUS

« Les cahiers de l'AER » de janvier 1975 définissent la position des cercles étudiants de l'AJS et le motif de leur soutien complet, sur un plan politique, aux listes de l'UNEF et de la FERUF. Après avoir analysé le contenu de la réforme Soisson, l'AER pose la question :

« Doit-on s'orienter comme le proposent les dirigeants de l'UEC vers un « projet de loi » d'allocation d'études soumis au Parlement ? Le « projet de loi » qu'ils proposent prévoit pour 400 000 étudiants l'octroi d'allocations d'études sans, répétons-le, qu'il soit précisé que cette allocation d'études devrait être au moins égale au SMIC.

« Peut-on espérer du gouvernement capitaliste Giscard-Chirac qu'il satisfasse de telles revendications, qu'il accepte d'octroyer à 400 000 étudiants des allocations d'études ? Peut-on compter sur une Assemblée nationale à majorité UDR, qui se prépare à porter de nouveaux coups, avec la réforme Haby, à l'enseignement, pour adopter une telle proposition ? A-t-on oublié le démantèlement de l'ORTF voté par l'Assemblée nationale ?

« Poser ces questions c'est y répondre. Pour pouvoir garantir le droit aux études et ses implications matérielles, il faut que ce gouvernement disparaisse ! Il faut réaliser l'unité pour la dissolution de cette Assemblée réactionnaire ! »

L'AER engage donc la bataille politique pour faire de ces élections « un

moment du rassemblement en masse des étudiants contre le gouvernement capitaliste Giscard-Chirac ».

Ces questions et les réponses à ces questions vont être l'objet de discussions dans les amphithéâtres : faut-il, comme le proposent les militants de l'UEC, mettre l'accord avec le Programme commun en préalable à la lutte unie pour la disparition du gouvernement Giscard-Chirac ?

Doit-on s'en remettre au gouvernement Giscard-Chirac, à l'Assemblée nationale, à sa majorité d'où sont sortis les Fouchet, Faure, Guichard, Fontanet, Haby, Scisson, pour créer l'allocation d'études, pour améliorer l'aide aux étudiants ?

Cette discussion rebondit avec la campagne engagée, au cours même de ces élections, par l'AER-AJS en solidarité avec les 28 000 étudiants portugais rejetés des facultés. L'Alliance des étudiants révolutionnaires fait connaître le discours prononcé par le dirigeant du PCP Alvaro Cunhal aux militants de l'UEC portugaise, accusant de « parasitisme » les étudiants en lutte contre le numerus clausus.

Ainsi se trouve donnée toute la dimension politique, l'enjeu pour les étudiants, de la campagne des syndicats UNEF et FERUF « pour une nouvelle conception de la représentation étudiante ». Ainsi se trouve exprimé le lien entre la campagne de l'AER-AJS pour rassembler par milliers les étudiants dans l'adresse aux dirigeants du PCF et du PS et l'enjeu de la lutte pour le front unique des deux syndicats étudiants contre le gouvernement.

Les élections de Paris et leur signification

Comme on l'a vu, à la fin des élections de province, les dirigeants PCF de l'UNEF-Renouveau annoncent qu'ils vont frapper un grand coup à l'occasion des élections de Paris. Il s'agit de tenter d'effacer partiellement à Paris, où sont inscrits un tiers des étudiants du pays, les résultats des élections de province et leur signification politique. Il s'agit de l'ultime tentative « d'écraser définitivement l'AJS » et par là de contenir la crise au sein de l'UEC et de l'UNEF-Renouveau.

Le rapport d'orientation du secrétaire général de l'UNEF-Renouveau précise :

« Il faut faire franchir une nouvelle étape à cette lutte des étudiants. Nous le pensons en *décidant de confirmer* et de renforcer cette victoire des étudiants le 5 mars à Strasbourg et principalement le 19 mars à Paris (...). Nous le pouvons en décidant d'appeler les étudiants à une manifestation de rue en direction des rectorats. C'est possible à Toulouse, à Nancy, à Aix, à Marseille, à Lille, à Montpellier et dans bien d'autres villes. »

« L'Humanité » appelle les étudiants à participer à ces élections sans préciser qu'il s'agit de Paris, et comme s'il s'agissait, le 19 mars, d'élections nationales...

C'est la date du 19 mars qui est choisie par le PCF pour la journée d'action « dans les entreprises, les bureaux, les écoles » sur la « vérité sur les compagnies pétrolières »...

Les résultats des élections du 19 mars donnent quatre sièges à l'UNEF-Renouveau contre trois à l'UNEF à Paris (cent soixante mille électeurs). Même résultat à Versailles (quarante mille), cinq contre deux à Créteil (seize mille). Autrement dit, la tendance des élections de province se trouve confirmée.

Il n'y a pas eu de manifestations aux rectorats en province. La campagne « sur le pétrole » du PCF n'a pas été menée ce jour-là dans les facultés.

Que s'est-il donc passé ? Il faut encore une fois revenir à Villetaneuse où les dirigeants de l'UEC se sont engagés dans des propositions de pseudo-mobilisation sur 24 ou 48 heures, contre la réforme Haby et pour l'obtention de crédits permettant la mise en place des MST de M. Josefovicz. C'est alors que des assemblées de masse d'étudiants se sont engagées pour de bon dans la voie de la manifestation au ministère, avec les lycéens, contre le projet Haby... et contre les MST. Les étudiants s'engouffrent dans la voie inverse de celle qui était souhaitée.

Exactement au même moment, quatre cents travailleurs des CROUS de la région parisienne décident en assemblée générale au restaurant Bullier la grève illimitée et décident l'occupation

du CROUS. Une déclaration de l'inter-syndicale CGT-CFDT-FO des CROUS et UNEF (Soufflot) est publiée, appelant à la solidarité des étudiants et des travailleurs des CROUS que le gouvernement voudrait opposer. Quatre-vingt-douze travailleurs grévistes des CROUS apportent leur soutien à l'UNEF (Soufflot), seule présente dans ce combat de solidarité.

Faut-il commenter la décision de rapporter, devant ces expériences, la décision du congrès de l'UNEF-Renouveau de manifestations le jour des élections parisiennes devant les rectorats ? Faut-il expliquer la décision, prise sans doute la mort dans l'âme, par les dirigeants du PCF, de ne rien faire le 19 mars qui puisse cristalliser une mobilisation des masses étudiantes, au moment où, chez Renault, tous les efforts doivent être déployés pour bloquer et casser un mouvement qui pourrait ouvrir la voie de la lutte contre le gouvernement Giscard-Chirac à toute la classe ouvrière, à la jeunesse des lycées et collèges qui manifestent contre Giscard-Haby ?

Quelles conclusions ?

Que valent les résultats de ces élections, au regard de l'enjeu politique qu'elles constituaient, au regard des moyens mis en œuvre par l'appareil stalinien pour étouffer l'expression, l'approbation dans les facultés d'une politique de front unique contre le gouvernement ? Quelle signification ont les 74 sièges conquis par l'UNEF et la FERUF, sinon d'exprimer une défaite de l'appareil stalinien, en même temps que de confirmer avec certitude une radicalisation politique des étudiants contre le capitalisme, contre le gouvernement Giscard-Chirac qui l'incarne ?

Que valent les 80 % de suffrages donnés à l'UNEF et l'UNEF-Renouveau (alors même que cette dernière y obtient formellement la « majorité »), sinon que les staliniens, la bourgeoisie, les gauchistes, ont été impuissants à endiguer réellement le mouvement amorcé le 11 décembre à Poitiers ?

Que valent les résultats de ces élections, globalement, sinon qu'ils attestent qu'en dépit des sociologues à la petite semaine, et même des sociologues « révolutionnaires », les masses étudiantes

s'apprêtent, elles aussi, à s'inscrire dans la marche à la crise révolutionnaire ?

Et quels en sont, en conséquence, les enseignements politiques ?

Premièrement, la pleine justification de l'analyse de l'OCI selon laquelle, dans la lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat et l'unité de la jeunesse contre le capitalisme, s'inscrit le combat pour un syndicat étudiant, dans la continuité de l'UNEF, rassemblant en masse les étudiants pour la défense de leurs intérêts contre la bourgeoisie. Les 32 000 voix obtenues par l'UNEF dans les facultés et la FERUF dans les résidences, les milliers de voix et les sièges conquis dans des villes qui étaient prétendument « chasse gardée » des syndicats participationnistes dirigés par l'UEC, l'existence dans les villes sans exception d'un courant de milliers d'étudiants se prononçant pour un syndicat indépendant de la bourgeoisie, sont une base ferme sur laquelle peut se reconstruire un syndicat étudiant de masse.

Deuxièmement, la confirmation pour l'OCI de possibilités considérables d'intégrer à la lutte pour la construction du parti révolutionnaire et de la IV^e Internationale un grand nombre d'étudiants cherchant, dans la période de l'imminence de la révolution, à se dégager de la politique contre-révolutionnaire des directions traditionnelles du prolétariat, rejetant l'impasse du gauchisme. Ces élections, la révélation pour des centaines d'étudiants de la volonté délibérée de l'appareil stalinien de sauvegarder l'ordre bourgeois par la préservation à tout prix du gouvernement Giscard-Chirac, la compréhension qu'une lutte résolue pour défaire le capitalisme est inséparable de la lutte pour construire le parti révolutionnaire et l'internationale, ont effectivement, d'ores et déjà, amené plusieurs centaines d'étudiants de toutes les villes universitaires à demander leur adhésion à l'OCI. Beaucoup d'autres sont disponibles.

Troisièmement, si l'appareil stalinien est parvenu à contenir, par son offensive de division et de calomnies, l'expression, dans ces élections, de dizaines de milliers d'étudiants chassés par cette offensive, il n'a pu atteindre ses buts. Pas plus qu'il n'a pu convaincre les masses étudiantes de participer à

son entreprise de provocation contre « la liste Soisson », il n'a pu isoler l'AJSAER dans les amphithéâtres où elle poursuit, dans les masses étudiantes, la lutte pour la révolution prolétarienne, pour l'organisation révolutionnaire de la jeunesse. C'est à fortifier, à armer politiquement ses cercles, à diversifier sa propagande et son agitation, au plus près des préoccupations politiques des étudiants que l'Alliance des étudiants révolutionnaires doit maintenant travailler. Car c'est une certitude : les aspirations politiques des masses étudiantes les orientent vers la voie de la

révolution socialiste. A l'AER d'organiser par milliers les étudiants dans la lutte consciente pour cet objectif.

Michel LANCRET.

N. B. — Depuis que cet article a été écrit, plusieurs procès en annulation ont amené la répétition des élections dans trois villes (Caen, Marseille, Lyon), élections au lendemain desquelles les résultats définitifs s'établissent à 76 sièges à l'UNEF (Scoufflot)-FERU? contre 85 sièges à l'UNEF-Rencouveau.

Un militant ouvrier ne peut se passer chaque semaine de lire

"INFORMATIONS OUVRIERES"

Le numéro : 2 francs.

6 mois (24 numéros) 35 F

pli clos 80 F

1 an (48 numéros) 70 F

pli clos 160 F

Etranger (un an : 48 numéros) 110 F

« INFORMATIONS OUVRIERES »

Correspondance - Rédaction - Administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
CCP PARIS 21.831.73.

La marche à la révolution prolétarienne et la politique des PC européens

par César CORTE

I.- L'APPAREIL

DE LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN DEMEURE

Les directions des différents PC font toutes de grands efforts pour affirmer que chacune d'entre elles détermine de façon indépendante sa politique. Selon elles, les conditions objectives, d'une part, complexité croissante des problèmes auxquels sont confrontés les divers partis nationaux, les conditions subjectives, de l'autre — la « maturité » des différents PC — rendent nécessaire l'autonomie de chaque PC.

Ce raisonnement est tenu par chaque dirigeant national. En 1969, par exemple, au cours de la Conférence mondiale des PC tenue à Moscou, c'était sur cette ligne l'affirmation qu'il n'y avait pas de centre unique ni de centres divers, mais une libre confrontation et progression de partis majeurs et autonomes.

La tentative d'explication « théorique » d'une telle ligne est donnée clairement par Cogniot dans une brochure qu'il a consacrée à l'Internationale communiste :

« En 1919, au moment de la fondation de l'Internationale, les partis communistes des pays capitalistes étaient faibles au point de vue de

l'idéologie et de l'organisation, sans cadres expérimentés, et les membres de ces partis étaient peu nombreux. De tels partis ne pouvaient suffire à la tâche et diriger le mouvement révolutionnaire que grâce à la réunion des efforts de tous en un centre unique. En moins d'un quart de siècle, grâce à l'Internationale communiste, ces partis avaient énormément grandi à tous égards.

« D'autre part, leur activité se ramifiait, devenait de plus en plus diverse. (...) Au fur et à mesure que se compliquait la situation intérieure et extérieure des différents pays, il devenait toujours plus clair que la solution des problèmes du mouvement ouvrier par les instances d'un centre international, quel qu'il fût, se heurtait à des obstacles insurmontables. (...) C'est précisément en menant à bien son œuvre, la construction des partis majeurs, que l'Internationale communiste avait préparé les conditions de sa propre disparition. »

(Georges Cogniot,

L'Internationale communiste,
E.S., p. 152.)

Ce faisant, tout comme Staline quand il envisageait les caractères spécifiques de la lutte dans tel ou tel pays ne faisait que justifier le socialisme national, Cogniot, dans la relation intéressée qu'il donne de l'histoire de l'Internationale communiste, ne fait que justifier le « socialisme dans un seul pays » et l'adaptation des PC à la réalité nationale, à la bourgeoisie, à l'Etat bourgeois. Aussi tente-t-il, dans cet ouvrage, de faire un parallèle entre la dissolution de l'Association internationale des travailleurs et la dissolution de la III^e Internationale par Staline. Marx serait du côté de Staline. Pour l'un comme pour l'autre, d'après Cogniot, la dissolution de l'Internationale aurait été le signe de l'accomplissement de leur mission : les partis nationaux majeurs auraient été construits. Sans entrer ici dans une histoire du mouvement ouvrier mondial, disons que les falsifications, les interprétations à contresens de Cogniot ont une fonction politique précise. L'ouvrage consiste à persuader le lecteur que ce n'est pas de la révolution mondiale dont il s'agit et que, ce faisant, plus n'est besoin d'une Internationale.

La dissolution de l'IC

En effet, derrière l'argumentation de la complexité croissante, de la maturité, arguments d'ailleurs avancés en leur temps au 7^e congrès stalinien de l'Internationale communiste, il ne s'agit rien moins que de la reprise, à quelques années de distance, de ce qui a servi à couvrir la dissolution de l'IC en 1943. Cette dissolution a été un acte politique de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin, l'expression concrète, à un moment déterminé, des besoins de la bureaucratie stalinienne et de la subordination des divers PC à elle.

« Maturité », « immaturité », ces vocables moralisateurs couvrent une réalité politique autrement plus sérieuse pour le prolétariat. Car, en effet, de quoi s'agit-il et qu'a signifié la disso-

lution de l'IC ? Le déclenchement de la guerre impérialiste, ainsi que le marxisme l'avait établi dans le programme de fondation de la IV^e Internationale, devait aboutir inéluctablement à sa transformation en guerre civile, ouvrir la voie à la révolution prolétarienne. De cela, toutes les forces contre-révolutionnaires étaient bien conscientes et c'est Coulondre, ambassadeur de France en Allemagne, qui avait laissé entendre à Hitler qu'en déclenchant la guerre il libérait des forces incontrôlables qui risquaient d'ouvrir la voie à « Monsieur Trotsky », ce dont, dès 1934, Staline avait une profonde conscience, qui disait au 17^e congrès du PCUS qu'« on ne saurait douter qu'une deuxième guerre contre l'URSS aboutisse à la défaite totale des agresseurs, à la révolution dans plusieurs pays d'Europe ».

Contre cette perspective, au nom de la guerre nationale en URSS, de l'Union sacrée et de la trêve dans la lutte des classes, la guerre qui, si elle était une guerre juste en URSS par rapport à la défense des conquêtes d'Octobre, demeurait, pour ce qui était des pays « alliés », une guerre impérialiste... était transformée par les staliniens en guerre juste du côté des impérialismes « démocratiques » du fait de la présence de l'URSS dans le camp allié. Les alliés impérialistes étaient présentés comme les alliés du prolétariat, celui-ci avait pour tâche de ne pas lutter contre eux. En fait, le but des impérialistes était la préparation d'une guerre contre l'URSS, la destruction des conquêtes d'Octobre et chaque groupe impérialiste voulait y parvenir pour son propre compte. Les impérialismes anglo-saxons ne pouvaient accepter l'hégémonie allemande en Europe.

Les principes de la Charte atlantique à laquelle avait adhéré l'URSS stipulaient que devrait être discuté le sort des pays occupés entre 1939 et 1941. L'impérialisme continue la bataille en menaçant l'URSS de la poursuite de la guerre si « la Russie embrassait de nouveau l'idée trotskyste de fomenter

une révolution mondiale ». La bureaucratie stalinienne dissout l'IC le 16 mai 1943, déclarant qu'elle a « rempli son rôle historique » et que son existence « est un obstacle au renforcement des partis ouvriers nationaux ».

Cette dissolution a un contenu concret. Contre les masses, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin se mettent d'accord. Staline retirera l'appui de la bureaucratie du Kremlin à l'Union des patriotes polonais, combattra pour la reconnaissance par les partisans yougoslaves du gouvernement émigré à Londres, pour la participation des communistes français à une « unification réelle ».

En décembre 1943, la rencontre de Téhéran voit Roosevelt proposer l'établissement pour l'après-guerre de quatre gendarmes : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Russie, Chine, et définir la politique des zones d'influence, du partage du monde qui verra, en vertu des accords contre-révolutionnaires passés, les troupes britanniques reconquérir la Grèce, massacrer les partisans, etc.

Il ne faut pas qu'il y ait d'Internationale, car la seule idée de l'Internationale est une idée révolutionnaire. Pour la contre-révolution, pour le maintien de l'ordre bourgeois, Staline dissout l'IC et mène le combat pour interdire aux masses les voies de la lutte pour la destruction des Etats bourgeois. Avant comme après la dissolution de l'IC, c'est la lutte opiniâtre de Staline contre les masses yougoslaves, utilisant le chantage à la livraison ou non d'armes, etc., la dénonciation politique quand les communistes yougoslaves proclament la déchéance du roi Pierre, remettant par là en cause les accords de Téhéran.

La dissolution de l'IC, c'était en même temps l'affirmation que la bureaucratie stalinienne et ses agences lançaient toutes leurs forces dans la défense de l'ordre bourgeois, des cadres et des Etats nationaux. La dissolution de l'IC, c'était le gage et ce qui devait permettre, à la fin de la guerre, de poursuivre la « collaboration » avec les

alliés impérialistes, la subordination du mouvement ouvrier au front national anti-hitlérien.

Cogniot, dans sa brochure sur l'IC, l'explique très bien :

« Aussi la question de la dissolution de l'Internationale communiste se trouvait-elle posée le 13 mai 1943, à une séance du bureau exécutif que présidait Georges Dimitrov et où assistaient notamment Maurice Thorez et André Marty. Maurice Thorez soutint la proposition en disant, entre autres arguments, que l'effacement de l'Internationale communiste aiderait à l'élargissement du front national anti-hitlérien en France : l'idée communiste devait devenir dans notre pays plus vivante et plus attirante dans la mesure où elle se concentrerait davantage dans le cadre national. » (« Ibid », p. 153.)

Du Kominform... aux conférences mondiales et régionales

Cependant, la lutte de classe ne s'arrêtait pas et la fin de la guerre donnait naissance à une vague révolutionnaire qui nécessita la mise sur pied, au compte de la défense de la bureaucratie du Kremlin, d'un nouvel organisme international : le Kominform. Pour faire face à la montée de la révolution prolétarienne, l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne se sont partagé le monde à Téhéran, Yalta, Postdam, garantissant le maintien de l'ordre capitaliste en Italie, en France, en Grèce, coupant l'Europe et l'Allemagne en deux, scindant le prolétariat allemand. Cette coopération contre-révolutionnaire allait, dès le départ, être à l'origine de nouvelles contradictions qui verront la bureaucratie du Kremlin passer à l'offensive contre les masses et à la réorganisation de son appareil international.

En mai 1945, Gottwald, dirigeant du PC tchèque, annonce la naissance d'une « révolution démocratique et nationale », et Walter Ulbricht affirme : « Certains

amis veulent édifier le socialisme dans l'immédiat. Ce n'est pas possible. » C'est l'offensive contre les organismes autonomes de classe.

Mais la « démocratie populaire », comme une alliance des PC avec des bourgeoisies désagrégées par six ans d'occupation nazie, dans le cadre du maintien de l'Etat bourgeois, se révéla impossible. C'est dans le cadre de ces contradictions, pour tenter d'y faire face, comme pour riposter au plan Marshall, qu'en novembre 1947 la bureaucratie du Kremlin réunit en Pologne neuf PC, ce qui donnera naissance au Kominform. Il faut faire face aux tâches contre-révolutionnaires et le temps presse. Pour Jdanov, cela correspond à un « besoin (...) particulièrement pressant de consultation ou de coordination libre des activités des différents partis » (P. Broué, *Le Parti bolchevique*, p. 453).

Il faut faire face à la guerre froide et mettre au pas les PC de l'Ouest et de l'Est. L'occupation russe s'est partout accompagnée de la liquidation de tous les éléments suspectés de trotskysme. Tito rejette dans les faits la politique de démocratie populaire, critique l'opportunisme du PCF et du parti italien. Il dénonce les traités économiques inégaux que la bureaucratie du Kremlin impose à ses « alliés ». Il s'oppose à l'ingérence de la police politique dans son propre appareil. Staline rompt avec Tito et commence une épuration massive qui aboutira à des dizaines de milliers d'arrestations et d'exécutions en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, au moyen de procès ou simplement par arrestations des membres des appareils des PC qui, à un moment ou à un autre, ont soit montré une réticence aux prétentions du Kremlin, soit, dans le passé, ont été liés à la lutte clandestine ou au mouvement des masses. Les « moscovites », partout en Europe de l'Est, prennent la tête des divers PC.

Le Kominform sera, pendant la période de la guerre froide, l'instrument entre les mains de la bureaucratie du Kremlin au moyen duquel elle mènera une politique de pression sur l'impérialisme, renforçant par sa tactique même la guerre froide, conduisant le prolétariat des pays européens à de sérieux échecs. La crise titiste et plus tard la rupture avec la Chine seront parmi les manifestations les plus démonstratives de la crise de l'appareil international du stalinisme.

Au Kominform vont succéder les conférences internationales des PC par lesquelles la bureaucratie stalinienne mènera sa politique et qui verront s'exprimer la subordination des divers PC à l'appareil de Moscou. Si la crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme mène à la dislocation de l'appareil international, si les contradictions existent entre la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, les appareils des PC occidentaux se manifestant à propos de tel ou tel problème, l'assouplissement du lien qui unit chacun de ces partis à la bureaucratie du Kremlin ne signifie en rien la rupture de ce lien, bien que ces assouplissements, eux-mêmes produits de la crise, alimentent à leur tour cette crise. Ils correspondent, le plus souvent, à des contradictions qui déchirent la bureaucratie jusqu'à son sommet, au Kremlin même. C'est pour y faire face, et dans le cadre de la défense de l'ordre bourgeois au plan mondial, que sont organisées ces conférences.

La subordination à la bureaucratie du Kremlin est la ligne constante, quelle que soit son expression. En Italie, cette subordination a pris la voie de l'adaptation à la crise de l'appareil international sous la forme du « polycentrisme ». Le « polycentrisme » de Togliatti n'était pas autre chose que la reconnaissance des diverses voies menant à la soumission aux intérêts du Kremlin.

Comment s'exprime la subordination à la bureaucratie du Kremlin ?

Cette subordination s'affirme d'abord dans la référence faite au rôle irremplaçable du PC de l'URSS dans le maintien de l'ordre établi à la fin de la seconde guerre mondiale.

En 1969, lors de la conférence mondiale des PC, malgré les divergences apparues à la suite de l'invasion par les troupes du Pacte de Varsovie de la Tchécoslovaquie, cette subordination à la bureaucratie du Kremlin était clairement affirmée.

Ainsi, Waldeck Rochet, au nom du PCF, disait-il :

« En même temps, l'internationalisme prolétarien est partie intégrante de la doctrine et de l'action de tout parti communiste. Sans doute la première responsabilité internationaliste de notre parti, c'est de conduire au succès la lutte des travailleurs de France. Mais cette responsabilité ne saurait nous faire négliger de prendre en considération les intérêts généraux du mouvement révolutionnaire mondial. Notre parti qui a depuis toujours manifesté sa solidarité la plus active avec les peuples édifiant le socialisme avec l'Union soviétique, le premier Etat socialiste de l'Histoire et qui joue un rôle décisif dans la lutte pour la paix et le socialisme (...), notre parti est inébranlablement attaché à l'internationalisme prolétarien (*l'internationalisme prolétarien est un euphémisme, C.C.*) (...) En aucun cas, les divergences surgissant sur une question donnée ne doivent prendre pas sur ce qui unit nos partis. »

Santiago Carrillo, qui rapporta que l'intervention en Tchécoslovaquie posait des problèmes au sein du Parti communiste espagnol, cadrait parfaitement sa politique en disant : « **En abordant certains problèmes du système mondial socialiste qui figurent dans le projet de**

document soumis à l'examen de notre conférence, je tiens à répéter encore une fois que nous approuvons la thèse fondamentale selon laquelle le monde socialiste, et en premier lieu l'Union soviétique, constitue la force décisive dans la lutte contre l'impérialisme, le ferme rempart dans la lutte des peuples pour leur libération nationale et sociale. »

Cunhal, de son côté, sera encore plus net si besoin était et en appellera au « courage idéologique », à resserrer les rangs de la contre-révolution :

« Comprenant le rôle de l'URSS dans le mouvement révolutionnaire mondial, les forces réactionnaires ont fait de l'antisoviétisme l'orientation principale de leur lutte contre les détachements d'avant-garde de la classe ouvrière. Elles sont aidées en cela par la politique des socialistes de droite et des groupes gauchistes de tendance petite-bourgeoise radicales. Selon nous, une faute tragique serait commise par tout parti frère qui penserait pouvoir mieux résoudre ses tâches nationales ou conclure des alliances politiques en se détachant du Parti communiste de l'Union soviétique et en adoptant à son égard une attitude critique systématique. Lorsqu'on sacrifie des positions de principe conséquentes pour un succès éphémère, on paie toujours cher cette erreur. Au cours du dernier demi-siècle qui s'est écoulé après la révolution d'Octobre, les communistes de tous les pays ont été persécutés et calomniés et ils ont payé au prix de leur vie ou de longues années de prison leur amitié et leur solidarité avec l'Union soviétique. De ces longues épreuves les partis ne sont pas sortis affaiblis, mais, au contraire, ils ont renforcé leur prestige, leur autorité, leur influence. La situation actuelle, l'agressivité et la pression idéologique de l'impérialisme exigent des communistes de nouveaux efforts, un courage idéologique, le renforcement de l'unité du mouvement communiste autour de l'Union soviétique autour du système socialiste. »

C'est ce même cadre qui va être réaffirmé par Berlinguer, cinq ans plus tard, à la conférence des partis communistes d'Europe en janvier 1974. L'action « autonome » des PC est subordonnée à la politique du Kremlin, au maintien de l'ordre bourgeois qu'exige l'accord URSS-USA.

« L'Europe occidentale peut s'engager avec succès dans la poursuite de ces objectifs démocratiques (rénovation des structures économiques et sociales, détente, coexistence pacifique, etc.), non pas en s'opposant aux accords USA-URSS indispensables à la sauvegarde de la paix mondiale, mais en développant une action autonome capable de faire progresser la détente, y compris sur le plan militaire en faisant en sorte que la construction d'un système de sécurité et de coopération ouvre la voie au dépassement de la division de l'Europe en blocs politiques et militaires opposés. »

En même temps, cette subordination, c'est l'adaptation aux « réalités nationales », c'est-à-dire la défense de l'ordre bourgeois dans chaque pays.

On l'a vu à propos de la dissolution de l'Internationale communiste devant permettre à chacun des PC de présenter un visage facilitant l'alliance, c'est-à-dire la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat, avec tous les véritables anti-hitlériens. Sur cette base, PCF et PS majoritaires aux élections deviendront ministres de De Gaulle. Ce sera la célèbre phrase de Thorez : **« Un seul Etat, une seule armée, une seule police »,** le désarmement des milices patriotiques, le **« retroussez vos manches », « produire d'abord, revendiquer ensuite ».** Sur cette base, les communistes italiens « remirent à plus tard » la question de la République en Italie et devinrent ministres du gouvernement Bononi.

Cette adaptation aux réalités nationales, qui tend à subordonner les classes ouvrières à la diplomatie du Kremlin, les menant à la défaite, en

même temps qu'elle est le produit direct de la conception réactionnaire du socialisme dans un seul pays, nourrit elle-même la crise de l'appareil international du Kremlin et les tendances à la jonction directe avec la bourgeoisie tant dans la bureaucratie du Kremlin elle-même que dans les bureaucraties satellites ou les agences nationales du Kremlin que sont les PC.

Pris dans l'étau de forces sociales contraires, la bureaucratie du Kremlin qui ne tire son pouvoir que de la confiscation du pouvoir politique de la classe ouvrière et qui gère à son compte, et en les déformant, les rapports de production nés de la révolution d'Octobre, nourrit les tendances qui visent à la liaison directe avec l'impérialisme, tendances menant à l'éclatement de la bureaucratie elle-même.

Ces tendances centrifuges, produit de la crise du stalinisme, minent l'équilibre sur lequel reposait la perpétuation de la domination de la bureaucratie. La marche à la révolution socialiste remet en cause les conditions d'existence de la couche parasitaire qui depuis près de cinquante ans, par sa politique, a constitué la force contre-révolutionnaire décisive au sein du mouvement ouvrier international. Pour faire face à la menace mortelle que fait peser sur elle la révolution prolétarienne, et qui s'exprime dans l'assaut direct que les masses lui lancent depuis l'insurrection de Berlin-Est en juin 1953 jusqu'aux mouvements révolutionnaires de la Baltique de 1970-71, en passant par la révolution hongroise des conseils, la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, la bureaucratie du Kremlin est contrainte de s'appuyer plus encore sur l'impérialisme, de collaborer plus activement avec lui dans une période où l'impérialisme ne peut qu'exiger plus de concessions, une période où, inévitablement, intensifiant sa pression pour trouver une solution à sa propre crise, cela ne peut mener qu'à aggraver la crise de la bureaucratie elle-même.

II.- LES CONFERENCES DES PC EUROPEENS

C'est pour faire face à ces fissures de l'appareil, pour le discipliner plus étroitement, qu'était convoquée en 1969 la conférence mondiale des PC.

Comme le dira Cunhal (« La nouvelle revue internationale », n° 142, juin 1970, p. 157) : **« Les tendances centrifuges, l'isolement et plus encore les activités scissionnistes, autant d'éléments qui affaiblissent et désagrègent le mouvement communiste, sont en contradiction avec les principes fondamentaux de l'unité et de la solidarité internationale sans lesquelles le processus révolutionnaire serait inconcevable. »**

L'essentiel, c'est le maintien du lien avec Moscou. Non qu'il n'y ait pas de problèmes, tout au contraire. Au sein même de la bureaucratie, des hésitations, des orientations différentes se font jour quant à la manière de sortir de l'impasse. C'est cette réalité que traduisait l'opposition plus ou moins clairement formulée de certaines directions des PC au Kremlin à propos de l'invasion de la Tchécoslovaquie lors de la conférence de 1969.

Préparée par des bruits d'armes dirigés contre la Chine, visant à obtenir la condamnation de la « politique nationaliste du groupe Mao », elle eut pour fonction, plus que la préparation d'une attaque imminente contre la Chine, la justification de la répression de la révolution politique en Tchécoslovaquie, la justification du recours aux méthodes stalinienne classiques. Au nom de la lutte contre le nationalisme, le militarisme, « le chauvinisme de grande puissance » qui menacerait les valeurs occidentales, il s'agissait de justifier l'alliance avec l'impérialisme mondial pour la défense de ces valeurs, de faire un pas plus avant dans la coopération avec l'impérialisme contre les masses des pays économiquement développés.

Mise en place pour resserrer l'appareil international du Kremlin, cette conférence a souligné au contraire les cassures, les contradictions disloquant l'appareil. Ce fut Berlinguer qui s'éleva

contre ce qu'il appela le bipartisme soviéto-américain, la condamnation sans appel de la Chine, qui souleva la question tchécoslovaque. Tout cela, loin de traduire une « démocratisation » de l'appareil du stalinisme ou une rupture des liens avec Moscou, témoigne qu'au sein même de la bureaucratie du Kremlin, à Moscou, où les discours de Berlinguer furent publiés dans « La Pravda » d'une manière « objective », agissent des forces dont Berlinguer et quelques autres PC s'étaient fait les porte-parole. Effrayés par le cours politique des événements, cette aile de l'appareil international du stalinisme cherche une autre voie pour tenter de sortir de l'impasse, d'éviter tout mouvement qui ne peut conduire qu'à des déchirements plus profonds.

C'est dans ce cadre qu'il faut apprécier « l'opposition » d'un Berlinguer, les remarques d'un Carrillo à propos de la Tchécoslovaquie, et leurs limites. Si dans les brèches ouvertes dans l'appareil s'engouffrent toutes les forces de classe, si se manifestent des courants ouvertement liquidateurs qui visent à établir le lien direct avec la bourgeoisie — tel Garaudy et ses homologues en URSS même —, il ne s'agit pas là d'une social-démocratisation des PC, mais de la tendance pure et simple à l'éclatement. Les critiques faites à la conférence de Moscou sur la Tchécoslovaquie, la Chine, etc. sont dans le cadre du maintien du lien historique et politique de ces divers appareils de PC occidentaux avec la bureaucratie de Moscou, elles sont faites dans le cadre de la recherche d'une solution visant à préserver justement ce lien, à tenter l'éclatement de l'appareil international.

La nouvelle Sainte Alliance contre-révolutionnaire...

➤ Avec mai-juin 1968 en France, la révolution politique en Tchécoslovaquie, ce lien entre les appareils des PC

d'Europe et la bureaucratie du Kremlin va s'affirmer plus encore. Le cadre général de la conférence européenne des PC qui s'est tenue en janvier 1974 est donné par Berlinguer (voir citation plus haut). C'est la prise en charge par les divers PC d'Europe de la nouvelle Sainte Alliance contre-révolutionnaire, suite à la réorientation de la politique de l'impérialisme américain, à son rajustement, qui fait de l'Europe le point décisif de la lutte des classes mondiale. C'est dans le cadre général des accords Moscou-Washington, reconnaissant le rôle de leader de la contre-révolution à l'impérialisme américain, que va se situer la politique des PC d'Europe occidentale.

Face à la montée de la révolution prolétarienne, l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires se sont orientés vers la constitution d'une nouvelle Sainte Alliance contre-révolutionnaire. Nixon est allé à Moscou et à Pékin. Renonçant à préparer une guerre immédiate contre la Chine, avec l'appui du Kremlin et de la bureaucratie chinoise, Nixon a conclu un accord préservant les intérêts de l'impérialisme à propos du Vietnam. Ces accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie, ceux passés entre la RFA et la RDA sur Berlin ont marqué un tournant dans les rapports politiques en Europe depuis la fin de la guerre. En commun, avec l'accord du gouvernement de la RFA et les bureaucraties parasitaires, sont définies les voies de pénétration du capital et des marchandises allemandes en Europe de l'Est, en même temps qu'apparaît le rôle politique déterminant en Europe de l'impérialisme allemand.

Sous le prétexte de sécurité et de paix, face à la montée de la révolution prolétarienne, de la révolution sociale dans les pays capitalistes et de la révolution politique dans les pays de l'Europe de l'Est, la bureaucratie du Kremlin orientait toute sa politique vers le resserrement de l'alliance contre-révolutionnaire, de la coopération américano-soviétique, et insistait plus que jamais sur la nécessité d'une confé-

rence européenne de sécurité à laquelle participeraient les USA.

C'est ce cadre qui a été réaffirmé à Bruxelles lors de la conférence des PC d'Europe en janvier 1974. Pour les staliniens, le « tournant » de la situation politique mondiale, c'est l'accord URSS-USA qui tente de figer une situation imposée au prolétariat au sortir de l'après-guerre. A maintes reprises, la presse stalinienne internationale affirme que le tournant, c'est la progression de la détente, matérialisée par la reconnaissance de la RDA, la reconnaissance de la partition de l'Allemagne, cette plaie béante au cœur du prolétariat européen. Cette politique, c'est la reconnaissance par l'URSS du rôle de gendarme de l'impérialisme américain en Europe, non seulement en Europe capitaliste, mais en Europe de l'Est. L'impérialisme US est le garant des rapports politiques en Europe.

Les USA ont refusé d'accorder à l'URSS la clause de « la nation la plus favorisée », l'octroi de certains crédits si la bureaucratie du Kremlin n'autorisait pas la sortie de dizaines de milliers de juifs d'URSS, l'ouverture de nouveaux crédits, la cession de brevets impliquant des garanties économiques et politiques. Derrière l'affirmation de la possibilité de tenir avec succès la conférence sur la sécurité et la coopération européenne, c'est la reconnaissance par la bureaucratie du Kremlin du rôle politique majeur de l'impérialisme américain. Mais cette recherche se heurte à des limites qui exigeraient une réorientation de la politique de l'impérialisme américain. Pour le moment, quelle que soit leur volonté commune, les accords économiques restent sur le papier. C'est cependant dans ce cadre général que l'action autonome des divers PC d'Europe va pouvoir être définie et précisée à la conférence européenne en ce qui concerne la CEE. La résolution adoptée stipule :

« Des situations diverses se présentent aujourd'hui pour les pays d'Europe occidentale. Dans certains pays pour lesquels leur

appartenance à la CEE depuis quinze ans a tissé des liens économiques étroits, les partis communistes luttent contre son orientation monopoliste et ses conséquences, ainsi que pour la démocratisation. Dans d'autres pays dont l'adhésion au Marché commun est toute récente, les partis communistes agissent par contre pour le retrait total de la CEE. Dans les Etats Ouest-européens non membres ou associés, les partis communistes luttent contre les tentatives d'inclure leur pays dans la sphère d'influence des monopoles qui dominent la CEE. Tous les partis communistes se prononcent en tout état de cause contre l'adhésion ou l'association des régimes fascistes à la CEE.»

La clef de la politique des PC est donnée par Berlinguer. En aucun cas s'opposer à la politique de l'impérialisme américain définie par les accords URSS-USA. Le caractère contradictoire de la résolution n'est qu'une apparence. Ainsi le PCF, qui dénonce la «supranationalité», le Parlement de Bruxelles comme un instrument anti-démocratique, se prononce-t-il tout de même pour y participer tout de suite. Dans «France-Nouvelle» du 5 février 1974, on peut lire :

« Marchais a déclaré (après la conférence des PC européens) que notre parti était foncièrement attaché à l'indépendance de la France, à sa possibilité de garder en toute circonstance sa liberté d'action et qu'en même temps nous ne nous refusions pas à envisager certaines délégations de compétences dans le cadre de la Communauté économique européenne, dans les conditions prévues par le traité de Rome. »

Vérité de ce côté de la Manche, erreur au-delà. Le PC anglais est amené à se prononcer contre le Marché commun. Les PC français et italien se prononcent pour y participer sous couvert de lutte pour démocratiser ces institutions. En tout état de cause, tous les PC, l'anglais comme l'italien, se prononcent contre l'adhésion des pays fascistes au Marché commun. Carrillo

fait son autocritique car la profondeur de la crise de l'appareil d'Etat bourgeois nécessite de redoubler le combat contre l'aspiration des masses à en finir avec le capitalisme, d'affirmer que le capitalisme, son marché commun sont la seule réalité.

Et, après avoir affirmé que «notre vision du problème était erronée» car «il s'agit d'un processus qui s'inscrit dans les lois objectives de l'économie et de l'histoire», Carrillo estime qu'une «revendication élémentaire est que les régimes fascistes, comme celui qui subsiste en Espagne, n'aient pas de place dans les institutions européennes». Ce qui, en clair, signifie que l'objectif d'un gouvernement provisoire serait d'obtenir l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, manière de dire à la classe ouvrière que rien ne changerait pour elle. Le dénominateur commun de ce qui peut apparaître comme un salmigondis de positions contradictoires, c'est la place qu'occupent les divers PC dans les pays européens, le fait que le PCF et le PCI sont obligés de prendre en charge la politique de leur bourgeoisie pour tenter d'éviter l'inévitable effondrement.

En même temps, la prise en charge de la nouvelle Sainte Alliance contre-révolutionnaire exige une politique différenciée mais ayant un même contenu dans chaque pays d'Europe : le maintien de l'ordre bourgeois tel qu'il est aujourd'hui, dans ses formes les plus immédiates, qu'il s'agisse de pays fascistes, de pays où se survit le parlementarisme bourgeois, de pays avec des gouvernements bonapartistes.

... et sa traduction différenciée dans chaque pays d'Europe

Cette ligne est clairement affirmée dans la résolution adoptée à l'issue de la conférence des PC d'Europe en janvier 1974 :

« Il est possible aujourd'hui d'arriver à la définition d'objectifs

de rénovation démocratique dans lesquels puissent se reconnaître et coopérer à la réalisation toutes les forces qui représentent aujourd'hui la classe ouvrière, les travailleurs, les couches moyennes des pays capitalistes d'Europe. Cette politique de large alliance de toutes les forces démocratiques, progressistes et pacifiques du peuple est basée sur le respect réciproque ainsi que sur la reconnaissance de l'égalité, de la diversité et de la contribution originale de chaque force. (...) Ils (les PC) se prononcent pour des actions convergentes et unies avec les forces et mouvements représentatifs des masses populaires et chrétiennes. (...) Il en est de même pour la coopération avec toutes les forces anti-fascistes et progressistes, les organisations populaires qui reflètent les aspirations des diverses catégories sociales. »

Il ne s'agit plus même formellement d'alternative « de gauche », d'alternative « démocratique »... mais de rénovation démocratique dans le cadre du maintien des gouvernements bourgeois en place qui sont chargés de réaliser les mesures indispensables face à la crise qui vient.

Qui sont en effet ces forces démocratiques originales ? En Italie, la Démocratie chrétienne, le Vatican, corrompus, au pouvoir depuis la fin de la guerre, rejetés par les masses. En Espagne, ce sont les royalistes, l'Opus Dei, les officiers. En France, ce sont les radicaux de gauche et les gaullistes, piliers du gouvernement Giscard-Chirac.

Berlinguer insiste au cours de la conférence : la stratégie des PC, c'est la lutte contre l'indépendance de classe du prolétariat qui trouve son application actuelle dans le soutien aux gouvernements bourgeois en place, dans la lutte politique de l'appareil pour leur maintien : « C'est ici que se trouve aussi la signification — qui n'a pas un caractère tactique — de notre politique unitaire à l'égard des autres forces démocratiques et de gauche et, en premier lieu, à l'égard des partis socialistes et

social-démocrates, des organisations d'inspiration catholique. »

Cette lutte contre le front unique de classe, qui vise à interdire toute réponse et toute solution ouvrière à la question gouvernementale, se fait au nom de l'union avec les forces les plus réactionnaires, mais son application tactique combine et cette « union » subordonnant la classe ouvrière à la bourgeoisie et la « division » des rangs ouvriers. Ainsi, en France, au Portugal, c'est l'offensive de grand style contre le PS, qui divise la classe ouvrière et permet de maintenir le gouvernement Giscard d'une part, le PPD et le MFA au gouvernement de l'autre.

Ce qui est à l'ordre du jour en Europe, à l'Ouest comme à l'Est, c'est la révolution prolétarienne. La marche à la révolution est d'ores et déjà engagée. Elle a commencé au Portugal. Partout en Europe, la crise s'avance, qu'il s'agisse de l'Espagne, de la Grèce, de la France, de l'Italie, de l'Allemagne, qu'il s'agisse des pays d'Europe de l'Est, partout la marche à la révolution se poursuit, l'éclatement de la crise révolutionnaire elle-même est à l'ordre du jour.

La décomposition des rapports économiques, politiques, sociaux, dans une Europe dominée par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, impulse les luttes de classe en Europe et pose au prolétariat le problème de la solution de sa tâche historique : réaliser l'unification de l'Europe sous sa direction en prenant le pouvoir dans chaque pays, combiner la révolution sociale dans les pays capitalistes à la révolution politique dans les pays dominés par la bureaucratie, pour constituer les Etats-Unis socialistes d'Europe.

La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites et leurs organes nationaux sont fondamentalement contre-révolutionnaires. La victoire de la révolution passe par leur destruction. Ils sont le produit du sauvetage de l'ordre bourgeois en Europe et dans le monde à l'issue de la deuxième guerre mondiale, ils sont le produit

de la division de l'Europe, imposée au prolétariat par la politique traître du Kremlin. Ce sont les remparts de la défense de l'ordre bourgeois. Produits de cette histoire de la lutte des classes, ils en ont été le facteur. Construits sur la base des intérêts de la bureaucratie parasitaire du Kremlin, identifiés à la révolution d'Octobre 1917, ils sont comme le PCF ou le PC italien, profondément intégrés à la société bourgeoise, à travers les mille liens des municipalités, députations, etc., intégrés au combat de la bourgeoisie contre la révolution à travers le rôle qu'ils ont joué depuis quarante ans, ou, comme les PC d'Espagne ou du Portugal, ce sont des appareils reconstruits et contrôlés par Moscou. Liés à leur naissance

à la révolution russe, au Parti bolchevique, à la III^e Internationale, leur influence sur les masses vient de leur origine. De même que la force politique de la bureaucratie du Kremlin vis-à-vis des masses des pays capitalistes vient de l'identification entre elle et Octobre 1917. Mais précisément, les PC se sont construits, développés, pour le meilleur et pour le pire, en liaison avec le Parti bolchevique, l'IC, le Kremlin. Ils ont été subordonnés au Kremlin et toute leur histoire politique se confond avec celle de la bureaucratie usurpatrice et contre-révolutionnaire. Dans ce sens, ils sont les produits du reflux de la révolution russe, de la contre-révolution que la bureaucratie incarne.

III.- LA POLITIQUE DES DIFFERENTS PC

Politique « réformiste » ou défense de la domination de classe de la bourgeoisie ?

S'agit-il d'une politique réformiste comme le disent les pablistes ? Mais qui dit politique réformiste dit réformes, combat pour ces réformes. Nous avons, dans cette affirmation des pablistes, la reprise de la thèse selon laquelle les staliniens ne trahiraient pas toujours, mais seulement dans les grandes occasions. Pour le reste, ils défendraient la classe ouvrière dans ses revendications immédiates, « quantitatives », etc.

Or toute l'histoire de la lutte des classes est là pour prouver le contraire. La grève des PTT est là pour l'attester. Parce que l'époque que nous vivons est celle de la révolution prolétarienne, plus précisément parce que nous transitons de la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire, toute revendication sérieuse du prolétariat pose la question du pouvoir, de qui est le maître dans le pays. Et c'est au compte du maintien de l'ordre bour-

geois actuel que les staliniens conduisent les mouvements à l'échec. La grève des PTT posait le problème du gouvernement, et c'est parce qu'elle le posait que les bureaucrates staliniens se sont battus avec acharnement contre l'ordre de grève générale pour interdire la centralisation politique de la grève, pour interdire le comité central de grève qui, se tournant vers les organisations, aurait posé la question du front unique de classe, la question de savoir qui, de la classe ouvrière organisée ou de la bourgeoisie, était le maître. Les postiers sont rentrés sans avoir obtenu satisfaction.

Chez Renault, où la grève des caristes comme du département 77 posait le problème de la grève générale de Renault, les staliniens ont combattu contre la centralisation et ont fait poursuivre des semaines de grèves tournantes, de grèves perlées, pour tenter de mettre à genoux la classe ouvrière. Ils n'ont pas réussi à faire échouer le mouvement, ils n'ont pas réussi à mettre à genoux les travailleurs de chez Renault et c'est une profonde maturité politique qui se dégage dans la classe

ouvrière. Celle-ci, face à l'appareil stalinien, réfléchit. Mais dans ce cas comme dans l'autre, il est criminel de prétendre que les staliniens pratiqueraient une politique réformiste, une politique qui viserait à arracher les revendications. Il ne s'agit là de rien d'autre que l'affirmation stalinienne selon laquelle les capitalistes peuvent payer, qu'il n'y a pas de crise. En fait, cette politique stalinienne, c'est la défense de la structure immédiate de la société bourgeoise, de la forme de sa domination de classe.

L'exemple le plus clair : la politique du PCI

Au lendemain de l'écrasement sanglant des travailleurs chiliens par la junte fasciste, Berlinguer annonçait ce qui sera connu sous le nom de « compromis historique » :

« La voie démocratique au socialisme consiste en une transformation progressive de la structure économique et sociale qui en est l'expression. En Italie, cette transformation peut se réaliser dans le cadre de la Constitution antifasciste. Toutefois, l'expérience chilienne nous confirme dans l'idée que l'unité des partis ouvriers et des forces de gauche n'est pas suffisante pour défendre la démocratie et réaliser ce pas en avant, dès lors qu'à cette unité s'oppose un bloc des partis qui se situent du centre jusqu'à l'extrême-droite. Le problème politique central en Italie a toujours été et demeure plus que jamais d'éviter la formation d'un vaste front clérical-fasciste et de parvenir au contraire à déplacer les forces sociales et politiques du centre sur des positions cohérentes et démocratiques. »

« (...) Il serait totalement illusoire de s'imaginer que, à supposer même que les partis et les forces de gauche parviennent à atteindre 51 % des voix aux élections et plus de la moitié des sièges au Parlement, ce seul fait suffise à

garantir la survie d'un gouvernement qui serait l'expression de ces 51 %. (...) Voilà pourquoi nous ne parlons pas d'une "alternative de gauche", mais d'une "alternative démocratique." »

Une « alternative de gauche » en Italie est exclue car, comme la bourgeoisie italienne n'a qu'un grand parti, l'alternative de gauche, c'est le bloc du PCI et du PSI qui serait perçu comme le front de classe par les travailleurs. Après le référendum sur le divorce, après les élections sardes qui ont vu l'échec de la Démocratie chrétienne et la constitution en catastrophe de l'introuvable gouvernement Moro auquel le PSI a décidé de ne pas participer et qui immanquablement suggère que les deux grands partis ouvriers, désormais tous deux hors du gouvernement, pourraient se mettre d'accord pour constituer un gouvernement sans la Démocratie chrétienne, Pajetta, dirigeant du PCI, dans une interview à « L'Espresso », mène la lutte avec vigueur contre une telle idée.

A la question : « Mais le fait que la Démocratie chrétienne ait été abandonnée à Trente précisément par ces couches moyennes avec lesquelles vous, communistes, voulez collaborer, ce fait ne vous porte-t-il pas à considérer comme possible un nouveau bloc historique même sans et contre la Démocratie chrétienne ? »,

Pajetta répond : « Nous, communistes, nous continuons à penser que la DC est toujours dans une large mesure un parti populaire sans lequel on ne saurait, dans les circonstances actuelles, songer à gouverner. Le fait que la DC ait été partiellement abandonnée à notre avantage, précisément par ces couches qui constituent son ossature, ne peut que nous convaincre que nous avons raison. C'est à la DC de réfléchir sur les raisons de cette hémorragie et de s'ouvrir sur sa gauche. »

La lutte contre le front unique ouvrier, voilà l'alpha et l'omega de la ligne du compromis historique. La première préoccupation des staliniens.

c'est la tentative de figer la situation, de maintenir coûte que coûte la Démocratie chrétienne, discréditée auprès des masses, au pouvoir. La lutte politique engagée par le Vatican et toutes les forces bourgeoises contre la classe ouvrière à travers le référendum sur le divorce est de ce point de vue particulièrement significative. La ligne du « compromis historique », c'est, contre les libertés démocratiques élémentaires, contre les masses, dans le cadre de la constitution anti-fasciste, la recherche effrénée d'un accord avec la Démocratie chrétienne et Fanfani contre les masses, contre la loi autorisant — et pourtant dans quelles conditions — le divorce. Car, pour les staliniens, il faut éviter à tout prix une confrontation quelconque, y compris sur le plan électoral, qui pourrait mobiliser la classe ouvrière et les travailleurs derrière les partis ouvriers. La recherche éperdue par les staliniens d'un état de non-mouvement total, en même temps qu'il traduit une profonde conscience contre-révolutionnaire, est l'expression de cette impuissance totale en face des lois de l'histoire : les appareils bureaucratiques, comme le capital, ne contrôlent rien. Les lois de la lutte des classes s'imposent et la bourgeoisie, quelque dangereux que soit le jeu, ne peut pas ne pas tenter de ressouder les rangs dans une victoire contre la classe ouvrière. C'est tout cela que traduit l'ignoble politique de l'appareil présentée par Sergio Segre au lendemain de la conférence des PC européens, le 20 janvier 1974 :

« La conférence — *dit-il* — répond à une exigence largement ressentie, nécessaire prémisses à un plus ample développement d'initiatives et de luttes communes destinées à indiquer aux peuples de cette partie de l'Europe une perspective politique et les grands choix fondamentaux d'une politique de rénovation démocratique et de transformation profonde de la société en direction du socialisme.

« (...) L'Italie est peut-être le pays du monde capitaliste européen le

plus touché et le plus menacé par le bouleversement économique en acte. (...) Comme l'a souligné ces derniers jours le comité central du PCI, il y a là un complexe de raisons (...) qui font de l'Italie un des pays les plus exposés aux événements qui ébranlent le monde capitaliste. (...) L'aggravation de la situation économique peut offrir, d'autre part, un terrain plus favorable à des manœuvres anti-démocratiques, et on en voit déjà le symptôme dans le fatalisme irresponsable avec lequel certaines forces politiques, en premier lieu la Démocratie chrétienne, semblent considérer l'hypothèse d'un référendum sur le problème du divorce évitant toute initiative pour conjurer une confrontation qui se ferait sûrement âpre et diviserait profondément le pays au moment où nous sommes devant bien d'autres préoccupations. (...) Le PCI a mis l'accent sur l'exigence d'un tournant démocratique qui se fonde sur la collaboration de toutes les forces populaires et anti-fascistes (il s'agit du parti de Fanfani ! NDLR) quand il a indiqué la nécessité d'atteindre un nouveau « compromis historique ». (...) Exigence qui est, elle, pressante, de réaliser dans les rapports politiques une ample convergence d'efforts, certainement pas pour effacer la distinction entre gouvernement et opposition de gauche, mais pour permettre d'affronter les problèmes réels et urgents du pays avec le concours de l'ensemble des forces démocratiques et populaires. »

Voilà la réalité du compromis historique : surtout, que le PC ne vienne pas au pouvoir, il offre ses services dans le cadre d'une « nouvelle sorte d'opposition ». Il y a des choses pour le PCI plus importantes que la conquête du pouvoir, plus importantes que de dresser la classe ouvrière comme classe contre les capitalistes et leurs partis. Vous, DC, parti démocratique et populaire s'il en fût, parti du grand capital, apportez une solution aux problèmes réels et urgents, nous vous soutenons à fond. Hélas, le capital n'a pas de réponse, et la seule qu'il puisse tenter,

c'est de marquer des points, d'infliger une défaite à la classe ouvrière. La bourgeoisie, aussi débile et déchirée qu'elle soit, ne peut pas ne pas tenter de se battre. Il y aura référendum.

Et il y aura, contre les stalinien, ce que ceux-ci redoutaient le plus. Un raz-de-marée. Une victoire de la classe ouvrière contre le Vatican et la Démocratie chrétienne comme jamais celle-ci n'en a connue. Les paysans du Sud ne suivent plus. L'alliance de la Vierge Marie, de la mafia et de l'or du Vatican n'a mené à rien. Comme est obligé de le reconnaître A. Adler dans « France-Nouvelle » (22 mai 1974) :

« (...) Le référendum semblait pourtant pouvoir être évité. La partie la plus raisonnable de la Démocratie chrétienne, la plus attachée aux idéaux de laïcité et de démocratie, préférait amender la loi sur le divorce par initiative parlementaire plutôt que d'en recourir au référendum. (...) Le Parti communiste se battit jusqu'au bout pour éviter l'ouverture de la question religieuse, il proposa à la Démocratie chrétienne une issue politique, un "compromis historique" pour reprendre l'expression des camarades italiens. »

Las, las, la bourgeoisie ne pouvait l'entendre de cette oreille, et le référendum eut lieu, qui vit, comme l'écrivit Adler (idem) :

« Une victoire comme jamais l'histoire politique italienne n'en a connue. (...) Avec 59 % des voix, il s'agit cette fois bien plus d'un véritable glissement de terrain : pour la première fois dans l'histoire de la République, la Démocratie chrétienne n'a pas été suivie par ses électeurs. »

Au fur et à mesure de « la crise du système de pouvoir », le « compromis historique » apparaît pour ce qu'il est : la tentative désespérée de sauver la Démocratie chrétienne, son gouvernement. En pleine crise, la Démocratie chrétienne doit s'appuyer sur les éléments les plus ouvertement réactionnaires et l'extrême-droite, menant son propre jeu favorisé par la politique du PCI, va réduire encore les possibilités

de manœuvre de la Démocratie chrétienne. Tassini, à la direction du Parti social-démocrate, mène l'offensive, et cet homme, qui déclarait qu'il n'y aurait de gouvernement stable en Italie que celui qui se déciderait à affronter physiquement la classe ouvrière, celui qui déclarait qu'il n'hésiterait pas à « rougir les places du sang des travailleurs », mène l'offensive. Une nouvelle crise gouvernementale éclate, le problème de la dissolution des chambres est posé, et ce sera encore l'occasion pour le PCI de mener la bataille contre toute possibilité pour la classe d'avoir une expression politique propre. Sur-tout pas cette vacance du pouvoir, il faut tout de suite un gouvernement de la Démocratie chrétienne. C'est ce que demande le PCI. Pas de dissolution, cela risquerait d'ouvrir la crise révolutionnaire, de mener à la paralysie des institutions... C'est l'Etat qui risque d'y laisser sa peau...

« L'Italie connaît des problèmes qui ne peuvent pas attendre ; de ce point de vue, il faut rappeler que la dissolution de la Chambre et de nouvelles élections provoqueraient une paralysie totale du fonctionnement des institutions italiennes. (...) Nous demandons que la Démocratie chrétienne sorte de l'ambiguïté permanente de sa position. (...) »

Il y va de l'Etat, dit le directeur de « L'Unita » : c'est cela qu'il faut sauver et c'est le sens du compromis historique.

« Il y a entre le Parti démocrate-chrétien, le Parti socialiste et même le petit Parti républicain, une large majorité qui pourrait accomplir les pas nécessaires pour résoudre la crise, indépendamment, nous le répétons, d'un changement profond de politique. »

Nous ne voulons pas aller au gouvernement, tel est le leitmotiv de la politique du PCI. Car cela risquerait de précipiter la crise.

« Nous n'avons à aucun moment posé cette question comme étant à l'ordre du jour. (...) La solution nécessaire au problème drama-

tique que connaît l'Italie n'est pas encore mûre parmi les masses organisées tant par le Parti socialiste que par la Démocratie chrétienne. C'est la raison pour laquelle le Parti communiste, tout en restant dans l'opposition par rapport à tout gouvernement qui ne réalise pas ce tournant démocratique aux conditions que nous avons énoncées, demande un gouvernement qui prenne des mesures urgentes en vue de satisfaire les revendications des couches laborieuses, et surtout qui fasse front à la crise économique dramatique que connaît le pays. (...) Nous ne craignons pas par elle-même une épreuve électorale. Nous devrions même dire que si nous considérons seulement l'intérêt de notre parti, des élections anticipées n'apporteraient certainement pas une diminution de l'électorat communiste, bien au contraire. Mais nous considérons de façon beaucoup plus générale l'intérêt du pays. Encore une fois, l'interruption de l'activité gouvernementale et l'aggravation des problèmes que ne manquerait pas de créer une campagne électorale prématurée sont les raisons pour lesquelles nous demandons à tout gouvernement qui naîtra de l'actuelle crise ministérielle de répondre au moins à l'une des trois questions de fond que nous avons posées, au moins en partie. »

La défaite de la DC aux élections sardes allait précipiter les choses et la Démocratie chrétienne, appuyée sur le Parti social-démocrate (PSDI), formait le gouvernement sans participation des socialistes. Depuis, la décomposition du régime se poursuivant, le PCI a dû réaffirmer plus encore si c'était possible son allégeance à l'Etat bourgeois, à la Démocratie chrétienne, et l'occasion lui en a été fournie par la révolution portugaise, au cours de laquelle les masses, descendant dans la rue avec leurs comités, ont brisé les locaux du Parti démocrate-chrétien et du PPD, les partis de la tentative de coup d'Etat avortée de Spínola, soutenus et financés par la Démocratie chrétienne italienne.

A cette occasion, les staliniens ont, contre le prolétariat international, contre le prolétariat portugais et italien, réaffirmé avec force leur rôle de soutien de l'ordre bourgeois.

Ainsi, au cours du 14^e congrès du PCI, a-t-on pu entendre, répondant à la campagne anti-ouvrière de la Démocratie chrétienne, Berlinguer donner des gages :

« Nous ne sommes pas d'accord avec les décisions par lesquelles on veut à la fois (au Portugal) frapper, et c'est juste, ceux qui ont participé directement à la tentative de coup d'Etat réactionnaire, et atteindre en même temps les partis auxquels ces personnes appartiennent. (...) Nous nous engageons, en ce qui nous concerne, à assurer le plein exercice de tous leurs droits politiques à tous les partis de gauche, du centre ou de droite. »

En France

En France, cette politique de « définition d'objectifs démocratiques », cette lutte contre le front unique ouvrier, a pris une autre voie. L'accord de front populaire réalisé entre le PCF, le PS et les radicaux de gauche avait d'abord pour but de signifier à la classe ouvrière qu'il n'était pas temps d'en finir avec la bourgeoisie, et cette union avec les banquiers avait pour fonction — ainsi que le stipule le Programme commun, qui ne remet pas en cause les institutions de la V^e République — d'interdire à la classe ouvrière de réaliser son front de classe, entraînant derrière elle les petits bourgeois des villes et des campagnes, donc de maintenir Pompidou. La volonté affirmée par les partenaires de l'Union de la gauche de gouverner avec Pompidou et dans le cadre de la V^e République, c'était la réponse traître de l'appareil à l'aspiration des masses à voir un gouvernement à elles, remplaçant le gouvernement des capitalistes, c'était le combat politique des appareils pour interdire toute issue de classe aux travailleurs et pour perpétuer les gouver-

nements de Pompidou, c'était la négation du front unique, le cadre imposé par les appareils bourgeois du mouvement ouvrier pour subordonner celui-ci à la bourgeoisie, à l'Etat bourgeois. Cette affirmation cent fois renouvelée de la fidélité au président de la République, aux institutions bonapartistes se poursuit jusqu'au bout, jusqu'à la mort de Pompidou et au-delà.

Les élections présidentielles ont eu lieu. Sur un terrain des moins favorables pour elle, celui d'élections à caractère plébiscitaire, la classe ouvrière a pu se manifester comme classe en votant massivement pour le candidat du PS, Mitterrand, entraînant derrière elle les autres travailleurs. Ces élections ont vu s'effondrer le pilier du régime, l'UDR, qui n'a rassemblé que 15 % des voix. Entre les deux tours, Marchais tendait la main aux gaullistes, et c'est la même ligne de subordination à la V^e République qui se manifestait dès la rentrée scolaire dans l'adoption de la ligne : « Union du peuple de France », « les gaullistes aussi » ! Cela avait pour but de dire à la classe ouvrière qu'il n'était pas temps de mettre bas ce régime bonapartiste moribond, et le discours d'Albertville venait compléter le tableau, en « exigeant » du gouvernement Giscard-Chirac qu'il prenne des mesures urgentes. La lutte contre le front unique, tel est le fond de la politique du PCF.

Mais les travailleurs, expulsés du contrôle de leur propre mouvement au plan directement politique, cherchaient à contourner les obstacles, à manifester sur leur propre terrain, avec leurs propres méthodes de classe, leur volonté de voir disparaître le gouvernement capitaliste Giscard-Chirac, d'y voir substituer le gouvernement du PCF et du PS sans ministres bourgeois. Contre la volonté des appareils, les travailleurs des PTT déclenchaient une des plus grandes grèves de la corporation et posaient dans leur mouvement la question du gouvernement. Contre la grève générale des PTT, contre la centralisation politique de la grève par un comité central national de grève, les

appareils, et singulièrement l'appareil stalinien, combattaient. Les travailleurs des postes durent rentrer, mais aucun problème n'était réglé.

Face à cette situation, exprimée consciemment et qu'organisait l'OCI dans la lutte pour la mise en place de comités d'unité ouvrière, pour la disparition du gouvernement Giscard-Chirac, le front unique ouvrier, le gouvernement du PCF et du PS sans ministres bourgeois, l'appareil réagit par une offensive de grand style menée contre les travailleurs et les militants sur le thème : l'unité n'est pas possible avec le PS qui trahit le Programme commun. Mitterrand avait beau ne pas répondre à la polémique, réaffirmer à chaque fois son attachement au Programme commun, rien n'y faisait et tous les événements de la lutte des classes internationale et nationale étaient bons pour le PCF pour répéter inlassablement qu'il n'était pas possible d'aller au pouvoir avec un parti qui, en Angleterre, en Allemagne, au Portugal, faisait ceci et cela, était un parti de collaboration de classes, etc., qui enfin ne voulait pas revenir sur la scission de 1921, ce qui était bien la preuve de sa position d'allié objectif de Giscard.

Et, au nom du « Programme commun », le PCF engageait une campagne de « dénonciation » du gouvernement qui « peut mais ne veut pas payer ». Le pétrole servit de prétexte à cette ligne visant à démontrer qu'il n'y avait pas de crise et qu'en prenant des mesures ad hoc, ce gouvernement pouvait satisfaire les revendications, ou du moins prendre des mesures évitant la catastrophe. Le PCF, qui avait dénoncé en son temps le dépôt d'une motion de censure par le PS, déposait ensuite lui-même une motion de censure quelques mois après, légitimant par cet acte un Parlement dominé par une UDR écrasée aux élections présidentielles, légitimant dès lors le gouvernement et donnant son plein cadre à « l'unité » réalisée matériellement par les meetings communs de la gauche. Après le pétrole, les médicaments servirent de point

d'appui pour continuer cette politique et c'est sur ces grands thèmes : « Les capitalistes peuvent payer », « ce gouvernement peut faire quelque chose pour vous », que se tinrent les meetings communs de la gauche, sans que pour cela la ligne de division soit abandonnée — les dirigeants du PS y étant copieusement conspués par les militants de la JC et du PCF.

En Espagne

En Espagne, le contenu concret du « Pacte pour la liberté » qu'a précipitamment suivi, au moment où, en juillet, Franco tombait gravement malade, la proclamation de la « Junte démocratique », est parfaitement donné par Carrillo lui-même dans un entretien publié par le journal « Lui » que le dirigeant du PCE a eu avec Villalonga. A la question que ce dernier lui posait :

« Supposons donc, comme vous venez de le faire, qu'à la mort de Franco Don Juan Carlos accède réellement au pouvoir et qu'il ne soit pas question de céder la place au comte de Barcelone. Que ferez-vous ? »,

Carrillo répond : « Eh bien, comme je vous l'ai déjà dit, nous ne sommes pas en situation de force pour empêcher Juan Carlos de monter sur le trône. Et même si nous le pouvions, nous n'emploierions pas la force. Nous tenons beaucoup à ce que le passage de la dictature à la démocratie se fasse sans désordres inutiles. »

En constituant la Junte démocratique avec un personnage tel que Calvo Serrero, maître à penser de l'Opus Dei, Carrillo donne une consigne à ses militants : personne ne doit bouger parce que rien ne doit changer. Le barrage que les stalinienens veulent mettre en place contre l'inévitable effondrement du régime, l'affirmation de la continuité de l'Etat, c'est l'acceptation du régime fasciste en décomposition, et tel est le sens qu'il faut donner à la remarque : « La Junte n'est pas un aréopage honorifique. Elle assure dès

maintenant la responsabilité de coordonner, promouvoir et garantir le processus de restauration de la démocratie politique en Espagne. »

En affirmant comme un leitmotiv que la classe ouvrière espagnole est faible, qu'il n'y a de solution que dans l'alliance, aujourd'hui, avec ceux qui, depuis plus de trente ans, ont été les piliers du régime fasciste, Carrillo soutient le régime tel qu'il est. Effectivement, ce n'est pas un « aréopage honorifique », et les stalinienens combattent dès maintenant pour sauver les institutions fascistes. C'est dans ce sens qu'il faut considérer l'acharnement qu'ils mettent à sauvegarder l'appareil corporatiste d'Etat, la lutte qu'ils mènent, quoi qu'il puisse en coûter à leurs propres militants, pour les obliger à participer aux élections corporatistes.

Le sauvetage de l'Etat bourgeois, du régime de la propriété privée des moyens de production, exige que la forme actuelle de la dictature de la bourgeoisie se perpétue. La signification de la proclamation de la « Junte démocratique », c'est le combat « dès maintenant » des stalinienens et de la bourgeoisie pour le maintien de Franco. L'urgence du Pacte pour la liberté, du pacte qui tente de ligoter la classe ouvrière à la bourgeoisie, de lui interdire son organisation comme classe indépendante, est à la mesure de la crise du régime espagnol.

Les stalinienens le disent eux-mêmes :

« Le PCE (...) vient de lancer un appel pour une "authentique réconciliation nationale", pour une convergence de toutes les forces intéressées au passage de la dictature à la démocratie.

« La maturité des conditions de la crise politique qui affecte l'Espagne, à un moment où la crise économique et sociale menace l'ensemble du monde capitaliste, rend plus urgente l'élaboration d'une alternative politique entre toutes les forces de l'opposition démocratique et celles qui sont parvenues à la conviction qu'une évolution susceptible de résoudre les problèmes de l'Espagne est

impossible dans le cadre du régime actuel. »

La seule politique qui s'est offerte à l'appareil du PCE a été de peser de tout son poids pour tenter de retarder au maximum les échéances inéluctables. En 1971, comme en 1966, cette bataille va se traduire, après que les actions déclenchées par la classe ouvrière eurent scellé, à plus ou moins long terme, le sort du régime, par la lutte que vont mener les staliniens pour arracher à la classe ouvrière sa participation aux élections corporatistes dans le cadre des institutions fascistes et interdire à la classe ouvrière de boycotter ces élections, d'infliger cinq mois après Burgos un nouveau coup au régime. La maturité politique de la classe ouvrière d'Espagne va se traduire par une multitude de grèves qui ont toutes pour sens, face aux obstacles contre-révolutionnaires mis en place par les appareils, particulièrement l'appareil stalinien, de tenter de se frayer la voie à l'action de classe contre le régime.

Face à cette montée de la classe ouvrière, la tactique de l'appareil du PCE, relayé en cela par les staliniens français, sera d'expliquer qu'il s'agit de mouvements corporatifs et que la classe ouvrière n'est pas prête, ce qui nécessite une convergence immédiate avec d'autres forces sociales que l'appareil dit « intéressées » au « passage sans heurt du fascisme à la démocratie ».

Dans le style hypocrite qui est le sien, « France-Nouvelle » du 19 décembre 1973 rapporte : « La classe ouvrière espagnole aiguise davantage sa combativité. Mais nous ne devons pas oublier qu'il y a encore des secteurs de travailleurs qui ne participent pas aux luttes. D'ailleurs, il y a d'autres couches du prolétariat qui, pour le moment, ne s'engagent que dans des mouvements à caractère économique-corporatif. Quand la protestation devient politique, les travailleurs s'en écartent. »

Or, très précisément, la quasi-totalité des luttes, commencées sur le terrain de l'action revendicative, ont tendu à se durcir, se prolonger, sur le terrain

politique dès que le patronat et l'Etat tentaient de s'attaquer aux travailleurs, de licencier ou d'arrêter les militants ou les travailleurs actifs considérés comme meneurs. Le haut niveau de combativité, de conscience de classe est donné par le fait que, en dépit et contre la volonté des appareils, la classe ouvrière recourt à deux instruments lui permettant de réaliser son front de classe, préfiguration des juntes ouvrières et des comités d'usines qui ne manqueront pas de renaître : la plate-forme revendicative élaborée par la grande majorité des travailleurs d'une part, l'assemblée de l'autre, désignant et contrôlant ses délégués.

C'est dans cette situation que le Pacte pour la liberté, qui avait pour objet d'aider le système à se perpétuer et la bourgeoisie à trouver une issue, va trouver son prolongement, avec la chute du régime salazariste et la désagrégation du régime franquiste, dans le soutien à la solution Juan Carlos comme barrage à la montée des masses. C'est cela la « Junte démocratique » : le soutien à la solution imaginée par Franco dans le cadre de l'acceptation de la forme la plus rétrograde de domination de classe.

Au Portugal

Au Portugal, l'effondrement du régime salazariste, le déferlement des masses sur la scène politique, la mise en place par celles-ci d'organismes autonomes de classe, les commissions de délégués élus, véritables préfigurations des instruments du pouvoir prolétarien, ont amené le PCP à la participation directe au gouvernement bourgeois pour tenter de stopper la marche en avant de la révolution, d'éviter la destruction de l'Etat bourgeois lui-même. L'ensemble de la ligne développée par l'appareil du PCP, à travers sa participation aux divers gouvernements de type bonapartiste, issus de l'effondrement du régime Caetano, c'est la lutte constante contre les masses à travers la lutte contre la démocratie bourgeoise elle-même.

Ici, la définition des « objectifs démocratiques », ça a été la lutte acharnée contre la démocratie bourgeoise depuis la participation à un gouvernement bonapartiste jusqu'au combat contre les élections et contre la « constituante », la volonté d'institutionnaliser le MFA, au-dessus des partis, au-dessus de la constituante.

Le PCP a jeté toutes ses forces dans la lutte pour la préservation de l'Etat bourgeois, démantelé mais non détruit. Au nom de l'alliance avec le MFA, ça a d'abord été la lutte contre les grèves présentées comme des manœuvres du grand capital, la limitation du droit de grève, puis la couverture de la première tentative de porter un coup aux masses, lors des événements de juillet 1974, lorsque Palma Carlos voulut briser la classe ouvrière à travers les fonctionnaires. Puis, ce fut la couverture de la mobilisation des fascistes organisée dès la mise sur pied du deuxième gouvernement, qui devait aboutir dans la manifestation de la « majorité silencieuse ». Une nouvelle fois, les masses, les militants, avec leurs comités, avec les méthodes de la classe ouvrière, constituant des embryons de milices prolétariennes, fraternisent avec les soldats, font voler en éclats cette opération. Spinola dut démissionner. Mais la politique du PCP reste de couvrir la préparation, faciliter l'offensive de la bourgeoisie contre les masses. Dans la presse stalinienne transparaît cette vérité. Le 8 octobre 1974, un reportage de « France-Nouvelle » intitulé : « **Démocratie vigilante** » fait savoir aux militants du PCF : « **Depuis l'appel lancé par le général Spinola à cette soi-disant "majorité silencieuse", nous savions à quoi nous en tenir. (...) Il était à prévoir que les tenants de l'ancien régime n'avaient pas renoncé. Il convient même de prévoir désormais que ce nouvel échec (le 28 septembre, NDLR) ne les conduit pas à renoncer.** »

Mais le gouvernement de collaboration de classes laisse les mains libres aux Spinola, aux officiers supérieurs, à la caste contre-révolutionnaire qui

reste debout. Le cynisme des stalinien n'a pas de bornes. Spinola, toujours présenté par eux comme le garant de la bonne marche à la démocratie, est dénoncé du jour au lendemain comme un homme du grand capital... Certes, mais toute la politique contre-révolutionnaire de l'appareil est donnée dans cette remarque de « France-Nouvelle » du 8 octobre : « **La question se pose s'il sera plus dangereux désormais sans ses fonctions présidentielles.** »

Au pouvoir, le PCP va mener l'offensive contre les travailleurs, l'organisation de classe des masses ouvrières et de la paysannerie. Contre les commissions de délégués élus, c'est la mise en place de la loi syndicale qui vise à intégrer le mouvement ouvrier à l'appareil d'Etat bourgeois, à liquider les commissions, instruments de la riposte de classe contre la bourgeoisie, embryon du pouvoir prolétarien. Cunhal est très clair : le but du PCP, c'est de tenter d'empêcher la destruction, puis de reconstruire l'Etat bourgeois démantelé. Dans une interview à « France-Nouvelle », il le dit carrément : « **Le programme (adopté à l'issue du congrès extraordinaire du PCP) indique trois mesures immédiates fondamentales, qu'il faut prendre pour assurer le cours de la démocratie. Au plan politique, assurer la défense des libertés et renforcer l'appareil d'Etat. (...)** » (« France-Nouvelle », 5 novembre 1974.)

La troisième tentative de coup d'Etat, préparée à l'ombre du gouvernement, verra encore une fois les masses déferler dans la rue, désigner l'objectif en détruisant le siège des partis de la bourgeoisie, exiger qu'on fusille la réaction, qu'on en finisse avec le PPD. La Démocratie chrétienne, le parti des Champalimaud, des Spinola... Mais contre les masses, contre ses propres militants, le PCP imposera un nouveau gouvernement d'alliance avec la bourgeoisie, demandant au PPD de s'engager résolument dans la voie démocratique et le nouveau gouvernement voit se réaliser l'alliance du PS portugais, du PCP, du PPD et du MPD.

Ce n'est pas une révolution socialiste, ont commencé à dire les staliniens. C'est une révolution démocratique bourgeoise. Notre but est l'établissement de l'Etat bourgeois, contre les masses qui réclament qu'on en finisse avec les bourgeois, les latifundiaires, qui réclament la terre aux paysans...

« Une situation démocratique », voilà ce que dit Cunhal le 5 novembre 1974 à « France-Nouvelle ». C'est l'Etat bourgeois qui est en cause, et sa préservation nécessite la lutte contre la « démocratie ». L'Etat bourgeois exige qu'on en finisse avec la démocratie qui voit la classe ouvrière s'organiser sur son terrain de classe ; et après la tentative avortée de coup d'Etat de Spínola, le PCP dira à qui veut l'entendre qu'il n'y a pas au Portugal place pour la démocratie bourgeoise.

Mais des millions et des millions de travailleurs sont en marche. Loin de se stabiliser, la révolution va plus au fond des choses. Chaque tentative contre-révolutionnaire a vu la classe ouvrière, les paysans pousser plus avant la révolution, le démantèlement de l'Etat bourgeois. En votant massivement pour le PS, les masses manifestent leur mouvement à gauche, pour leur indépendance de classe. C'est clair, Cunhal est sur la voie qui mène à la politique qu'ont suivie les staliniens en Espagne durant la guerre civile. En disant qu'il n'y a pas de place pour la démocratie

bourgeoise au Portugal, il est sur la voie qui le mènera à prendre en charge, directement par la violence, la lutte contre la classe ouvrière. Il est sur la voie, mais n'y est pas encore, et la mobilisation révolutionnaire des masses lui interdit aujourd'hui d'entreprendre ce que Staline faisait à Barcelone et Madrid avec le Guépéou, où, par l'assassinat de milliers de militants poumistes, trotskystes, anarchistes, socialistes, il permit la victoire de Franco.

La révolution se poursuit, va au fond des choses, et de plus en plus clairement, dépouille les oripeaux derrière lesquels se cache la bourgeoisie. Les élections ont montré la fiction du MFA entretenue par le PCP. 8 % des voix ! A eux seuls, PSP et PCP ont la majorité absolue. Alors, inéluctablement, chemine l'idée qu'eux seuls pourraient gouverner ensemble. Le processus révolutionnaire va aller s'approfondissant.

Dans les autres pays capitalistes, la ligne stratégique est la même : en Grèce, c'est le soutien à Caramanlis ; en Allemagne, la politique des staliniens constitue un repoussoir pour les travailleurs, et le minuscule appareil combat de toutes ses forces pour interdire que se constitue un regroupement politique sur des bases de classe au sein de la social-démocratie. Telle est la tâche contre-révolutionnaire importante que l'appareil international du Kremlin lui a assignée.

IV.- POUR LA VICTOIRE DU PROLETARIAT : DETRUIRE L'APPAREIL INTERNATIONAL DU KREMLIN, RECONSTRUIRE LA IV^e INTERNATIONALE

Le pourrissement de l'impérialisme mondial contraint les appareils social-démocrates et staliniens à jouer un rôle actif dans les attaques, les coups que l'impérialisme ne peut pas ne pas tenter de porter à la classe ouvrière mondiale dans ses propres bastions et

particulièrement en Europe. La crise profonde de l'impérialisme amène ces appareils, comme remparts de l'ordre bourgeois, à prendre eux-mêmes en charge la lutte contre les offensives de la classe ouvrière et même à remettre en cause ses conquêtes. La lutte achar-

née du PCP contre la démocratie bourgeoise elle-même est là pour l'attester. Que la profondeur du mouvement révolutionnaire interdise actuellement à Cunhal de répéter trente-huit ans après ce que Staline faisait à Madrid et Barcelone, ne change rien au fait que le stalinisme reste l'épine dorsale de la contre-révolution.

Sur la question des partis ouvriers bourgeois

Les Etats bourgeois d'Europe ne se maintiennent en place que par le combat politique des appareils contre la classe ouvrière, sa volonté d'en finir avec les régimes bourgeois, de voir son unité de classe se réaliser dans la prise du pouvoir par ses organisations de classe. Ce rôle contre-révolutionnaire, les appareils ne peuvent l'assumer que par l'intermédiaire du contrôle qu'ils exercent à travers leurs partis comme partis ouvriers bourgeois, sur la classe ouvrière elle-même. C'est parce que ces partis, social-démocrates d'une part, staliniens de l'autre, demeurent des partis ouvriers, parce que la classe ouvrière les considère comme siens, qu'ils peuvent jouer ce rôle au compte de la bourgeoisie et contre les masses.

C'est parce que ces partis constituent la classe comme classe, comme sur un autre plan les organisations syndicales, que le mouvement qui porte les prolétaires et militants vers ces partis est celui-là même qui dégage les conditions de la révolution prolétarienne et de la construction du parti révolutionnaire, de la destruction révolutionnaire par les masses de ces partis ouvriers bourgeois.

C'est parce que les travailleurs y voient les instruments de leur émancipation, de leur lutte contre le capitalisme, parce qu'ils chargent ces partis de réaliser la mission historique du prolétariat, qu'il ne saurait y avoir de lutte pour la construction du parti révolutionnaire nécessaire à la victoire de

la révolution en dehors du combat pour la réalisation du front unique de classe, en dehors de la lutte pour le gouvernement des organisations ouvrières. Ce mot d'ordre épouse très précisément le fait que ces partis, passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois, demeurent des organisations de classe, des partis ouvriers la constituant comme classe pour soi. Ce qui fonde le mot d'ordre de gouvernement des organisations ouvrières, c'est précisément le fait que le mouvement qui porte les masses vers les organisations traditionnelles est le mouvement même de la révolution prolétarienne, de la destruction de l'Etat bourgeois, de la construction des soviets, de l'ordre ouvrier.

Ce n'est pas un mouvement bourgeois qui porte le prolétariat vers les organisations traditionnelles. L'exemple du Portugal nous le montre en pleine lumière. Les mêmes travailleurs, militants, qui constituent les commissions de délégués élus, qui chassent les patrons, qui détruisent la PIDE, adhèrent par milliers au PS et au PCP, donnent leur confiance au PS manifestant par là leur volonté de s'organiser d'une manière indépendante, quelle que soit par ailleurs la volonté de Soares. C'est un mouvement foncièrement opposé aux appareils bureaucratiques et au stalinisme. Même lorsque les prolétaires font confiance aux appareils, la contradiction est constante entre le mouvement qui les porte vers ces organisations et le contenu bourgeois des appareils. C'est parce qu'ils pensent être dirigés par les représentants de la révolution d'Octobre que les travailleurs acceptent d'être dirigés par l'appareil international du Kremlin. Les travailleurs croient que ces dirigeants vont les mener au socialisme. Ils acceptent encore leur direction, croyant répondre à l'appel de Lénine. C'est pour cela — mais cette même raison mènera les masses à la destruction révolutionnaire de ces partis — que l'appareil international du Kremlin a réussi à maintenir son contrôle sur les masses, à dévoyer leurs luttes, à

interdire à la classe ouvrière de mettre à bas les régimes bourgeois.

De la même manière, jamais les partis social-démocrates n'auraient conservé leur influence sur d'autres millions de travailleurs si ceux-ci n'avaient eu la conviction que ces organisations étaient des instruments de leur lutte contre le capitalisme et le stalinisme.

Des partis ouvriers bourgeois d'un type particulier

Partis ouvriers bourgeois, les partis staliens le sont, mais d'un type bien particulier. Identifiés par la classe ouvrière à la révolution d'Octobre 1917, ils se sont construits comme agences de la bureaucratie parasitaire du Kremlin et ne sont liés que par des liens indirects à l'impérialisme. Ils ne vivent que comme parties et projections de l'appareil bureaucratique qui a usurpé mais non détruit les conquêtes d'Octobre en chassant le prolétariat du pouvoir. C'est par rapport au maintien des privilèges de cette caste bureaucratique qui se nourrit comme un cancer des conquêtes d'Octobre qu'ont été construits les partis staliens, leur donnant cette double caractéristique : inféodation à la bureaucratie du Kremlin et, à ce compte, adaptation aux bourgeoisies nationales.

Parce que cette adaptation est indirecte et subordonnée au lien avec Moscou, il ne saurait y avoir « social-démocratisation » des PC, même si ceux-ci sont amenés à reprendre les thèmes mencheviks traditionnels. L'adaptation à la bourgeoisie nationale des agences de la bureaucratie du Kremlin pousse purement et simplement à l'éclatement de ces partis, comme en URSS même à l'éclatement de la bureaucratie stalinienne.

A la veille de la seconde guerre mondiale, Trotsky montrait qu'inévitablement il y aurait tendance à l'éclatement. Il écrivait dans un article intitulé « **Après Munich** » :

« Pour ce qui est de l'ex-Komintern à proprement parler, sa base sociale a un double caractère :

d'une part, il vit des subsides du Kremlin et, en ce sens, le bureaucrate ex-communiste est le frère cadet du bureaucrate soviétique. D'autre part, les différents appareils de l'ex-Komintern puisent aux mêmes sources que la social-démocratie, c'est-à-dire dans les superprofits de l'impérialisme national. La croissance des partis communistes dans les dernières années, leur pénétration dans les rangs de la petite bourgeoisie, leur installation dans l'appareil étatique, les syndicats, les parlements, les municipalités, etc., a renforcé dans une mesure extraordinaire leur dépendance envers le Kremlin. (...) Aujourd'hui, on peut prédire avec assurance la venue d'une nouvelle étape. La croissance des antagonismes impérialistes, le rapprochement manifeste du danger de guerre et l'isolement non moins manifeste de l'URSS doivent infailliblement renforcer les tendances centrifuges nationales à l'intérieur de l'ex-Komintern. Chacune de ses sections va commencer à déployer une politique patriotique à son propre compte. Staline a réconcilié les partis communistes des "démocraties" impérialistes avec leur bourgeoisie nationale. Cette étape est maintenant dépassée. A partir de maintenant, ces "communistes-chauvins" doivent se soucier de leur propre sort dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la "défense de l'URSS". »

De l'autre côté, le rapport avec la classe ouvrière qui voit dans ces partis les partis héritiers et continuateurs de la révolution d'Octobre introduit une autre contradiction explosive. C'est ce rapport qui donne sa base et toute sa signification aux mots d'ordre antagonistes aux leurs et à la subordination des PC avec le Kremlin et la bourgeoisie, au mot d'ordre du gouvernement PS-PCF en France par exemple.

La tendance récurrente des PC à se lier directement à la bourgeoisie de leurs pays, sous-produit de la subordination à l'appareil du Kremlin, mène à l'éclatement. Mais précisément parce que cette adaptation n'est pas une adap-

tation directe mais ne se fait que par le truchement des nécessités politiques contre-révolutionnaires de l'appareil de la bureaucratie stalinienne, cela donne à ces partis ouvriers bourgeois des caractéristiques particulières les amenant à des positions radicales dans la contre-révolution, pouvant aller jusqu'à leur autodestruction. Ainsi en a-t-il été en Allemagne, en Espagne, en Egypte, en Grèce, au Soudan... Dans ces pays, par centaines de milliers, la bureaucratie du Kremlin a envoyé les militants de ses propres partis à la mort pour le maintien de l'ordre international qu'elle exigeait pour la défense de ses privilèges.

Demain, ils le referont si c'est nécessaire. Le fait que le lien avec l'impérialisme ne soit pas direct, mais établi par l'intermédiaire de la subordination à la bureaucratie du Kremlin, donne à ces partis une énorme capacité d'adaptation. Hier, durant la guerre froide, pour la contre-révolution, c'était une politique ultra-gauche, les grèves et manifestations presse-bouton dont les manifestations Ridgway, le 28 mai 1952, en France ont été les derniers soubresauts. C'était cette politique de pression, qui renforçait la guerre froide, favorisait les manœuvres de l'impérialisme et amenait le prolétariat des pays d'Europe à de dures défaites. Aujourd'hui, c'est la soumission totale aux besoins de chaque bourgeoisie nationale, plus encore, à chaque système politique bourgeois en place. En tout état de cause, ce qui est décisif pour ces partis, c'est le lien avec le Kremlin.

La destruction d'un PC par les masses ne sera jamais définitive tant que subsistera la bureaucratie du Kremlin, en même temps que cette destruction précipitera la crise du Kremlin même, sera un facteur de crise mortelle pour elle.

Détruire la bureaucratie du Kremlin, reconstruire la IV^e Internationale

Le même mouvement de la révolution en Europe met en cause conjointement

l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Révolution politique en Europe de l'Est et révolution sociale dans les pays capitalistes sont conjointement à l'ordre du jour.

Tant que subsistera la bureaucratie du Kremlin, tant que la révolution prolétarienne ne l'aura pas détruite, elle sera un danger permanent pour la révolution et les révolutionnaires. De ce point de vue, le passé des partis staliens est le garant de l'avenir. Comme, sous la direction de Staline, ils ont envoyé des milliers de militants dans les camps, comme ils ont assassiné la vieille garde bolchevique, comme ils ont assassiné Andrés Nin, Léon Sedov et Trotsky, ils auront recours à ces méthodes pour sauver la contre-révolution.

Mais, comme le dit le **Programme de transition** : « **Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques.** » La révolution est plus puissante que l'appareil stalinien. Ce qui aujourd'hui apparaît d'une solidité à toute épreuve se brisera comme verre pris dans l'étau des contradictions entre la défense de l'ordre bourgeois et le mouvement des masses. L'édifice profondément lézardé de la bureaucratie du Kremlin met à l'ordre du jour la révolution politique, ainsi qu'en témoigne en URSS la lutte des intellectuels contre la bureaucratie. Chaque pas en avant de la révolution mine un peu plus l'appareil international du Kremlin, chaque victoire remportée par la classe ouvrière contre la bourgeoisie approfondit la crise du stalinisme.

Nous ne sommes plus en 1938. Il n'est plus minuit dans le siècle. La révolution prolétarienne a repris sa marche en avant. Dans ce mouvement, les trotskystes construisent l'instrument nécessaire à la victoire, le parti révolutionnaire, la IV^e Internationale.

César CORTE.

Le 3 mai 1975.

Un an de révolution prolétarienne au Portugal

par Jacques MEYRAND

Les journaux du monde entier ont mis en relief cette déclaration du premier ministre du 4ème gouvernement portugais de coalition constitué le 26 mars 1975 après l'échec du coup d'Etat de Spínola du 11 mars. Faisant prêter serment au gouvernement qui rassemble les dirigeants des partis ouvriers, PCP et PS avec une fois encore, ceux des partis bourgeois (le PPD et le MDP) sous la houlette des officiers supérieurs du MFA, le général Vasco Gonçalves prononça ces fortes paroles : **« La dure vérité est que nous vivons au-dessus de nos moyens. Une austérité totale est une nécessité impérieuse... »**

Que signifie ce langage, un an presque, après le renversement du régime de Salazar-Caetano ? C'est à des millions d'ouvriers et de paysans que le gouvernement de coalition de Lisbonne demande les plus durs sacrifices, au nom de la « consolidation de la démocratie » et avec la promesse que leurs revendications seront satisfai-

tes... mais dans un futur toujours imprécis.

Depuis le 25 avril 1974, les dirigeants des deux grands partis ouvriers, le PCP et le PS se sont refusés à rompre avec la bourgeoisie qui a fait corps, politiquement, pendant un demi-siècle, avec le régime corporatiste de Salazar. L'immense mouvement des masses ouvrières qui s'est affirmé le jour même du 25 avril s'en est pris, dès le début, à la propriété des capitalistes, à l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. En bas, en constituant, d'abord dans les plus grandes entreprises (comme à Lisnave dès les derniers jours d'avril 1974) puis dans toutes les usines du pays, leurs commissions de délégués élus qui empiètent sur le domaine jusque-là intouchable de la propriété privée, les travailleurs mettent à l'ordre du jour, depuis un an, la nécessité de procéder à l'expropriation du capital. Dès le 25 avril, leur mouvement était à ce point puissant que l'armée qui était passée

à l'action pour éviter un effondrement social et politique qu'elle savait être imminent, appela les dirigeants des partis ouvriers au gouvernement provisoire constitué le 16 mai afin que ces derniers canalisent le mouvement des masses dans le respect de l'ordre bourgeois.

Le gouvernement de coalition des partis ouvriers et bourgeois, sans cesse remanié mais à chaque fois reconstitué, a pour objectif fondamental de sauver la propriété privée des moyens de production. Alors qu'en bas, le prolétariat ne cesse d'approfondir sa lutte contre le sabotage du patronat, s'organise pour prendre en main la production, commence à exercer son contrôle, en haut, le gouvernement bourgeois appelle au calme, à l'ordre, au respect de la propriété, au nom, bien sûr, de la « démocratie » à instaurer au Portugal.

La bourgeoisie exige et obtient des dirigeants des partis ouvriers qu'ils dénoncent en juin 74, le mouvement de grève qui, parti des PTT, se généralise dans tous les secteurs. Les ouvriers acceptent, pour un temps, d'arrêter les grèves, mais ce sera pour étendre à tout le pays les commissions de délégués élus qui tendent à se substituer au patronat dans les usines. Les paysans commencent à occuper les grandes propriétés agricoles des latifundistes qui sont, comme les grands trusts et monopoles, représentés dans les différents gouvernements de coalition.

C'est donc dans une situation où la bourgeoisie reste présente au gouvernement, où, en réalité, elle impose la défense de ses intérêts aux partis ouvriers (pour les dirigeants desquels il ne s'agit pas, au Portugal, de prendre des mesures d'expropriation de tous les trusts et monopoles, ni de remettre entre les mains des paysans pauvres les immenses domaines des latifundistes) que s'inscrivent les appels de Vasco Gonçalves à « l'austérité totale ».

LE RESULTAT DES ELECTIONS DU 25 AVRIL 1975

C'était un mois avant les élections du 25 avril 1975 dont tous les partis bourgeois, ainsi que l'armée elle-même, craignaient les résultats. Or ceux-ci sont nets. La profondeur du mouvement révolutionnaire des masses s'est exprimé avec éclat, même sur le terrain défavorable des élections. En donnant la majorité absolue au PS et au PCP (en pourcentage des voix et en sièges à la Constituante), les masses ouvrières et paysannes du Portugal ont affirmé qu'elles étaient d'ores et déjà candidates à l'exercice du pouvoir. Mieux, elles ont infligé un camouflet aux dirigeants du MFA qui, jusqu'au dernier moment de la campagne électorale avaient fait campagne pour le vote blanc. Sur 92 % des électeurs qui sont allés aux urnes, 7 % à peine ont voté blanc. Le parti bourgeois CDS dont le programme se résume dans le retour au corporatisme mord la poussière avec 7,65 % des voix.

Si le PPD, autre parti bourgeois qui couvre les menées de la contre-révolution obtient 26 % des suffrages, c'est que, d'une part, derrière lui s'abritent électoralement la plupart des forces réactionnaires qui ne peuvent apparaître ouvertement, un peu à la façon dont le MRP a émergé et obtenu en France une importante audience électorale en 1944-45. De plus, il a bénéficié auprès de certaines couches de la petite-bourgeoisie, notamment de la paysannerie du nord du pays, du prestige que lui vaut sa participation au gouvernement provisoire depuis un an, aux côtés des partis ouvriers qui affirment vouloir liquider tout le passé d'oppression salazariste. Ainsi, le PPD peut encore apparaître comme un parti « démocratique » alors qu'il s'est compromis dans les trois tentatives de la réaction (10 juillet et 28 septembre 1974, 11 mars 1975).

Le résultat des élections à la Constituante a pour conséquence de renforcer la détermination des masses laborieuses qui veulent que les affaires du pays soient réglées en fonction de leurs intérêts. Pour cela, elles se tournent vers leurs partis, le PSP et le PCP afin qu'ils combattent ensemble pour former un gouvernement. Elles ont déjà prouvé leur capacité à agir par elles-mêmes et se préparent à le faire pour porter au pouvoir, dès que les circonstances leur en offriront l'opportunité, un tel gouvernement dont elles espèrent la direction des affaires du pays en leur faveur. Une nouvelle période s'ouvre où les masses vont commencer à s'affronter avec les forces (les partis bourgeois, la hiérarchie de l'armée, les dirigeants des partis ouvriers) qui font tout pour maintenir en place le statu quo social et économique.

Que le PS et le PCP aient ensemble réuni 51 % des voix, la majorité des élus à la Constituante, est significatif de la volonté des masses ouvrières et paysannes du Portugal et des véritables rapports de forces. Le terrain électoral est toujours défavorable au prolétariat; sur ce terrain, la bourgeoisie a toujours l'avantage. Combien de paysans qui veulent la terre ont voté PPD, et, dans l'action politique sur le terrain des masses se dressent contre lui ? Le MFA avait appelé à voter blanc : il n'a pas été suivi. Les résultats des élections au Portugal démontrent que le PSP et le PCP, en s'appuyant sur les masses, n'ont qu'un geste à faire pour, ensemble, s'emparer du pouvoir.

Il faut pousser plus loin l'analyse du scrutin. Le PSP a obtenu 38 % des voix. En d'autres termes, les masses ouvrières et paysannes ont voté le plus à gauche possible dans les conditions politiques du Portugal. La géographie politique classique qui situe les PC à gauche des PS donne une image fautive de la situation au Portugal. Certes, la politique du PSP ne remet pas en

cause mais défend l'ordre bourgeois. Nous y reviendrons dans la suite de cet article. Finalement, la direction du PSP (comme celle du PCP) maintient la coalition avec le PPD, soutient le MFA et s'incline devant lui.

Pourtant, il est nécessaire de distinguer et les masses distinguent : alors que le PCP semble être l'inspirateur du MFA et des mesures réactionnaires décidées par ce dernier, qu'il a pris sur lui de tenter de briser les grèves, les mouvements du prolétariat, qu'il a tenté de détruire les commissions ouvrières, le PSP apparaît beaucoup plus en retrait. Il a marqué son opposition à la loi qui prétend instituer « l'unicité syndicale » sous le contrôle du gouvernement, de l'Etat et des patrons. C'est une question essentielle. Ce qui est en cause n'est rien moins que l'indépendance de classe du prolétariat. Car au-delà de ce qu'elle stipule (lire « La Vérité » n° 566), cette loi est une machine de guerre contre les commissions ouvrières que le PCP et le MFA s'efforcent de paralyser et de détruire. Certes, le PSP s'est incliné. Il reste qu'aux yeux du prolétariat, il a défendu son indépendance de classe. En votant massivement PSP, le prolétariat a réaffirmé son indépendance de classe.

De même, le PSP a marqué son opposition à la politique du MFA et du PCP de dépouiller la Constituante de tout pouvoir réel et du pouvoir tout court. Une fois encore ses dirigeants se sont inclinés. Les masses ne peuvent admettre d'être appelées à voter, à élire des députés alors que les mêmes qui ne jurent que par la démocratie dénie à leurs représentants tout droit réel. Elles se sentent obligatoirement bafouées. Elles ont voté pour ceux qui, au moins dans une certaine mesure, ont défendu leur souveraineté.

C'est un camouflet retentissant qu'a subi le MFA. Il a appelé à voter blanc. En pratique, personne n'a suivi.

Le MFA n'a que l'autorité et la force que lui confère le soutien du PSP et du PCP. Les masses ont voté de préférence pour le parti ouvrier qui est apparu comme défendant, dans une certaine mesure, l'indépendance de classe du prolétariat, la souveraineté populaire. Il est impossible que conjointement à la question d'un gouvernement des partis ouvriers sans le PPD, du rôle et de l'organisation nationale des comités de délégués ouvriers, celle de la souveraineté de la Constituante, face au MFA, ne soit pas soulevée. Tous se réclament de la démocratie parlementaire : qu'au moins ils la respectent, qu'ils respectent la souveraineté de l'Assemblée Constituante que le peuple qu'ils ont appelé aux urnes, a élue et qui veut un gouvernement du PSP et du PCP sans ministre PPD, détenant le pouvoir sans le MFA.

VERS LA CATASTROPHE ECONOMIQUE

En effet quelle est la situation des masses laborieuses un an après le renversement du régime fasciste ? Dans tout le pays, ministres portugais et commentateurs de la presse le disent chaque jour, la situation économique se dégrade dangereusement. L'augmentation des prix a atteint 30 % en un an et, partout, le patronat lutte avec acharnement contre les hausses de salaires. Plus grave, le chômage grandit (300 000 chômeurs dans un pays de 9 millions d'habitants). Les grands capitalistes étranglent les petites et moyennes entreprises qui vont, nombreuses, à la faillite. La production industrielle et agricole est sabotée par les classes possédantes. L'anarchie commence à devenir à ce point inquiétante (alors que le patronat conserve tout entre ses mains, décidant souverainement en matière de production, de commercialisation et d'échanges sur le marché intérieur et le marché mondial) que le secrétaire d'Etat à la planifi-

cation déclarait début avril à Lisbonne :

« Après la perte de l'outre-mer, on importe, au prix du marché international, 50 % des céréales, 100 % du sucre, 20 % de la viande. Pour la pêche, la situation est même plus dramatique. Il suffit de penser que, pays de pêcheurs, nous importons 40 % de la morue que nous consommons ! Et la morue est un aliment de base de la population... Les exemples pourraient continuer. N'est-ce pas aberrant ? Surtout si l'on pense quel est le poids de ces importations sur la balance des paiements... »

Mais de quelle « planification » peut-il s'agir pour le gouvernement de coalition ? En aucun cas d'une planification qui, à partir du recensement, par et sous le contrôle de la classe ouvrière, de toutes les forces productives, s'attacherait à développer la production en fonction des besoins immédiats et à long terme des masses laborieuses. Pour cela, il faudrait que toutes les entreprises industrielles, que tous les capitaux, les latifundia, bref tous les moyens de production et d'échanges soient entre les mains de l'Etat. Et que l'Etat soit un Etat des producteurs associés, un Etat prolétarien seul capable d'opérer l'expropriation du capital et des grands domaines. Le gouvernement de coalition se refuse, et pour cause, à prendre de telles mesures exigées de plus en plus ouvertement, au niveau où elles appréhendent leurs propres problèmes, par les commissions de travailleurs. De ce fait, il ne peut rien « planifier », il ne peut que constater le fait accompli de l'anarchie croissante de la production, de la hausse des prix, du chômage. Bref, devant la catastrophe qui menace le pays, le gouvernement bourgeois de coalition n'a qu'un cri, à l'adresse des masses : austérité, ne revendiquez pas, produisez au compte des exploités !

C'est précisément ce que ne peuvent accepter les ouvriers et les

paysans portugais qui exigent la satisfaction immédiate de leurs revendications pressantes.

Prenons le problème de la vie chère. Elle est systématiquement organisée par les capitalistes et les latifundiaires. Les positions du grand commerce sont toujours intactes. La grande bourgeoisie continue à contrôler et à gérer toutes les chaînes de grands magasins. Elle fixe comme elle l'entend les prix de toutes les marchandises dans un pays où les salaires sont parmi les plus bas en Europe.

Comment combat la classe ouvrière sur ce terrain ? La déclaration du 3 avril 1975 des militants trotskystes portugais met en lumière le fait que :

« La commission des délégués élus des travailleurs a commencé à publier la comptabilité du supermarché « Pain de sucre » contrôlé par la CUF et le capital international. Elle a ainsi établi clairement les scandaleuses manœuvres du grand capital imposant sciemment la hausse des prix. Est-il tolérable de laisser une journée de plus le contrôle des supermarchés au grand capital ? Ne faut-il pas tout de suite exproprier tous les supermarchés ? »

La réponse positive à ces questions pose toutes les questions de l'armement politique du prolétariat portugais : celui-ci a commencé la révolution mais il ne dispose toujours pas de l'instrument lui permettant d'imposer une défaite décisive à son ennemi, la bourgeoisie dont les intérêts sont défendus par le gouvernement de coalition.

Prenons la question de la santé. La situation y est effrayante. Le Portugal connaît le taux le plus élevé de mortalité infantile en Europe ainsi que le plus fort taux de mortalité pour les maladies infectieuses et parasitaires. L'équipement hospitalier (un lit pour 160 habitants) est des plus faible ainsi que le nombre de médecins pour la population laborieuse.

En face, pour les classes dominantes, de luxueuses cliniques privées ont été financées par le régime fasciste. Un an après le 25 avril, cette réalité n'a pas changé. Les trusts de l'industrie pharmaceutique continuent à contrôler le marché, réalisant des profits allant de 900 % à 14 000 % du prix de quelque 15 000 médicaments !

La santé des masses n'est toujours pas protégée par une caisse nationale unique de prévoyance, c'est-à-dire un système de sécurité sociale pour lequel luttent les commissions de délégués élus et les représentants syndicaux de l'industrie pharmaceutique et des travailleurs de la santé. A l'Université, c'est toujours la même politique de sélection des étudiants en médecine (ainsi que dans les écoles d'infirmières) qui prévaut.

Aucune mesure importante, en faveur des masses, n'a encore été prise dans ce domaine. Et pourtant, tout le monde reconnaît que l'actuelle situation ne saurait durer. Pourquoi rien n'est-il fait ? Tout simplement parce qu'une véritable politique de la santé ne peut être mise sur pied que si les monopoles pharmaceutiques sont brisés, que si les cliniques sont expropriées, pour qu'un réseau national d'hôpitaux et de centres d'assistance médicale gratuite couvrant tous les besoins de la population laborieuse puisse être constitué. Là encore, tout pas en avant sérieux exige immédiatement que les positions de la bourgeoisie soient liquidées. Mais ce sont ces positions que le gouvernement de coalition entend défendre en dépit de toutes les belles paroles sur les « réformes » nécessaires.

L'Etat salazariste qui s'est identifié un demi-siècle avec l'Etat bourgeois est démantelé. Mais il n'est pas liquidé et ne le sera pas tant que la classe ouvrière n'aura pas instauré son propre pouvoir dans tout le pays. Le budget de la Santé a été fixé à trois millions de contos alors que l'armée, la Garde Nationale Républi-

caine (GNR) spinoliste et la police (PSP) toujours encadrées par des hommes tout dévoués à la PIDE recevant 20 millions de contos pour l'année 1975.

La bourgeoisie portugaise sait ce qui est prioritaire pour elle. Ce qu'il lui faut à tout prix préserver, c'est son appareil d'Etat, les forces de répression, l'armée (toujours présente aux colonies, au Mozambique et en Angola) et la police. Le gouvernement provisoire continue à reconnaître la dette publique énorme de 170 millions de contos, résultat de plus de dix années de politique coloniale. Au nom de la « démocratie », il s'agit bien, pour le PPD, le principal parti bourgeois sur le programme duquel s'alignent les partis ouvriers siégeant au gouvernement de coalition, de préserver autant que faire se peut l'ancien ordre social (1).

Tel est le bilan, examiné à partir de quelques secteurs seulement, du gouvernement provisoire. La signification est claire : en haut, les dirigeants des partis ouvriers appuient

(1) C'est d'ailleurs Cunhal lui-même qui se prononçait le 9 août 1974 sans équivoque, dans *Avante*, l'hebdomadaire du PCP, sur l'impossibilité de réaliser de « profondes réformes sociales » car, expliquait-il : « *La reconversion des ressources affectées présentement à la guerre ne sera pas immédiate. L'armée est toujours en Afrique. (...) Le processus d'indépendance absorbera de grandes ressources. D'ailleurs, naturellement, il y a les commandes de matériel de guerre en cours, qui devront être payées. Des emprunts devront être contractés pour les soldes. (...) Il est bon de garder cela présent à l'esprit de façon à ce que, avec le rétablissement de la paix, on ne crée pas de faux espoirs sur une disponibilité immédiate de milliards d'escudos. Il est possible que l'on puisse disposer de ces ressources affectées à la guerre dans deux années seulement (et qu'alors) on cesse de dépenser pour la guerre.* » De même, tous les partis de la coalition réaffirment la nécessité de maintenir le Portugal au sein de l'OTAN !

ceux de la bourgeoisie avec lesquels ils gouvernent pour que soit maintenu intact l'ordre social bourgeois. En haut, on parle de « réforme agraire », mais il n'est pas question de prendre la moindre mesure pour que soient expropriés les latifundistes et que leurs terres soient remises gratuitement à ceux qui la travaillent. Le gouvernement provisoire parle de « justice sociale » et, en même temps, d'« austérité ». La vérité, c'est qu'il défend avec becs et ongles les capitalistes qui, face au mouvement des masses, ont perdu toute autorité dans les entreprises où la classe ouvrière ne reconnaît plus que celle des commissions de travailleurs.

LA TENTATIVE DESEPEREE DE LA REACTION : LE COUP AVORTE DU 11 MARS

Le gouvernement provisoire défend certes l'ordre bourgeois mais il reste impuissant, par lui-même, à faire refluer le mouvement des masses vers des conditions « normales » d'exploitation. Comme l'écrivait avec amertume l'éditorialiste du *Monde* la veille même du 11 mars : « **Il n'est pas possible d'analyser l'évolution du mouvement du 25 avril sans tenir compte de ce fait capital : au Portugal, toutes les barrières ont sauté en dix mois.** »

Reconnaissant par là même la force de la révolution prolétarienne, la presse bourgeoise s'inquiète, dans les jours qui précèdent le coup d'Etat manqué de Spínola, de ce qu'elle appelle la « dégradation des rapports » entre les ministres bourgeois et les masses ouvrières. L'élément qualitativement nouveau, c'est que pour la première fois, au grand jour, les masses s'opposent ouvertement au parti bourgeois qui siège au gouvernement, le PPD. Le 7 mars, à Sétubal, au sud de Lisbonne (ainsi que dans deux autres villes du nord du pays), d'immenses manifestations ouvrières boycottent des meetings du PPD. La

veille, les dirigeants de Lisbonne du PCP s'étaient élevés contre le PPD qui tenait meeting dans la capitale et dont les orateurs s'étaient déchaînés contre les partis ouvriers. Des menaces de mort contre des militants ouvriers membres du PCP avaient été proférées par le PPD.

C'est dans ce contexte qu'a eu lieu la manifestation de Sétubal. Déjà, le 25 janvier à Porto, le congrès du parti bourgeois Centre Démocratique et Social (CDS) avait été dispersé par des milliers de travailleurs. Dans le N° 566 de *La Vérité*, nous en dégageons ainsi la signification :

« La classe ouvrière nie à la bourgeoisie le droit de s'organiser ainsi qu'elle l'entend. Elle prend le droit de limiter les « droits » politiques de la bourgeoisie. C'est un fait politique d'une importance difficilement mesurable. C'est la voie ouverte pour que demain la classe ouvrière dicte le droit politique. »

La manifestation ouvrière du 7 mars contre le PPD prolonge et va plus loin encore que celle du 25 janvier à Porto. Car les masses ouvrières s'en prennent à présent à un parti bourgeois qui siège au gouvernement provisoire depuis le 16 mai, un parti qui a tenté, le 10 juillet, avec Palma Carlos, de faire un coup d'Etat « à froid » puis, le 28 septembre, qui a comploté avec Spinola en organisant la fameuse manifestation de la « majorité silencieuse » que la mobilisation des masses fit avorter.

A la veille du 11 mars, le PPD est une fois de plus au centre de la nouvelle tentative de la bourgeoisie pour en finir avec le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière. Tous les meetings qu'il tient début mars sont convoqués sous la protection de la GNR spinoliste sur le thème : il faut en finir avec le « marxisme ». Le 12 mars, le *Financial Times* de Londres révèle :

« Les spinolistes pensaient sans doute pouvoir frapper avant les élec-

tions d'avril. Leur analyse était que les élections risquaient de dégager une majorité de gauche (entendez une majorité PCP-PSP) dans le pays, ce qui aurait permis à l'aile gauche du MFA d'appliquer son programme. »

Ainsi les sphères dirigeantes de la bourgeoisie portugaise n'excluaient pas qu'une majorité se dégage à l'Assemblée constituante en faveur des partis ouvriers. Ils savaient, et c'est la réalité d'aujourd'hui, qu'une formidable impulsion serait alors donnée à la révolution, la question de chasser tous les ministres bourgeois du gouvernement pour que soit formé un gouvernement des seuls partis ouvriers se posant d'une façon aiguë.

Au même moment avaient lieu des élections internes aux instances dirigeantes du MFA. Les spinolistes obtenaient la majorité à l'Assemblée générale des officiers convoquée par le MFA. Les organisateurs du coup d'Etat croyaient dès lors avoir le contrôle de l'armée et passaient à l'action. Mais en quelques heures, la tentative de coup d'Etat échouait lamentablement. Le gros de l'armée, les soldats refusaient de suivre les officiers supérieurs putschistes. Les unités elles-mêmes, telles que les troupes de parachutistes refusaient de marcher derrière Spinola. Dès que la tentative de coup d'Etat fut annoncée par le MFA (plus de deux heures seulement après son déclenchement), partout dans le pays, en quelques minutes, les masses descendaient dans la rue, fraternisaient avec les soldats, interdisant toute possibilité de succès au coup de force contre-révolutionnaire.

Le récit de ce qui s'est passé tel que l'a publié « *Informations Ouvrières* » n° 696 du 19 mars montre bien que les ressources internes du prolétariat portugais restent intactes, et cela, malgré la politique du gouvernement de coalition qui, le 11 mars, condamnait la grève des travailleurs

de l'aéroport de Lisbonne qui venait de commencer (2) :

« Enfin, à 14 heures, la radio parle de la tentative de coup d'Etat. En quelques minutes, dans tout le pays, de l'extrême nord à l'extrême sud, des masses immenses occupent les usines, forment piquets et barages sur les routes, devant les casernes, les émetteurs de radio, les bâtiments publics. Dans la zone sud du Tage, à Barreiro et à Almada, les travailleurs envahissent les locaux de la GNR et de la PSP, expulsent les policiers et prennent en main le contrôle des deux villes. Dès que la radio a parlé, à 14 h, dans toutes les casernes, les soldats se précipitent dans les rues avec leurs armes. Ils prêtent main-forte aux travailleurs qui recherchent les fascistes, souvent en les armant (...).

« A Porto, quelques minutes après 14 h, c'est la grève générale. Pendant la journée, les sièges du CDS, du parti démocratique-chrétien et du PPD sont saccagés par les masses. A Lisbonne, les sièges des trois partis bourgeois sont également saccagés ainsi que celui de la Confédération patronale, la CIP... »

La tentative de coup d'Etat fait faire un bond en avant à la révolution. Ouvriers et soldats paralysent en un instant l'appareil de l'Etat bourgeois. Ils savent, depuis le 25 avril, que la contre-révolution conserve des positions importantes au sein de la police dont ils isolent les locaux (et parfois les sacagent) et désarment les chefs. Ils savent aussi que tous les partis bourgeois (y compris le PPD qui siège au gouvernement avec les partis, qu'ils considèrent comme leurs, le PCP et le PS) sont les centres politiques qui ont préparé une fois encore la tentative qui a pour but de les écraser

(2) A la radio, le 11 mars, à 15 heures, Costa Gomes et Vasco Gonçalves parlaient de « collusion des auteurs du coup d'Etat avec la vague d'agitation sociale ».

afin que soit reconstruit un Etat bourgeois stable.

Le 11 mars s'ouvre une nouvelle phase de la révolution prolétarienne au Portugal. Le démantèlement de l'Etat bourgeois s'approfondit. Les masses ne veulent plus de la police salazariste. Ouvriers et soldats exigent l'exécution immédiate de tous les fascistes engagés dans le coup d'Etat. Les soldats du régiment d'artillerie légère n° 1, attaqué à Lisbonne par les putschistes expriment clairement la volonté des masses qui aspirent à ce que soit détruit de fond en comble l'appareil de l'Etat bourgeois dont le maintien permet à la réaction de s'organiser :

« Camarades, tandis que les PIDE continuent à être traités gentiment (quand ils ne se promènent pas librement), tandis que les partis fascistes continuent à exister légalement, tandis qu'on tire sur le peuple à Sétubal, tandis que tous les soldats et militaires qui luttent contre la répression fasciste dans les casernes sont emprisonnés, tandis que les partis bourgeois, faux défenseurs du peuple, organisent des carnivals, le peuple continue à subir la plus féroce exploitation et oppression. »

Telle est la revendication des soldats. Dans les usines, les commissions de travailleurs et les syndicats ne cessent également d'exiger que les auteurs du coup d'Etat soient immédiatement passés par les armes.

« FUSILLENZ LE PPD ! »

Jusqu'au dimanche 16 mars, les masses avancent tous les jours la même revendication à l'attention des dirigeants des deux grands partis ouvriers : en finir avec l'existence des partis bourgeois, expulser du gouvernement les ministres du PPD, compromettre dans les trois tentatives de coup de force.

Ce mouvement politique culmine dans le meeting organisé par le PCP à Lisbonne qui rassemble le 16 mars plusieurs dizaines de milliers de tra-

vailleurs au « Stade du 1^{er} mai ». Un seul cri monte de la foule : **« Une seule solution, Fusiller la réaction ! A bas le PPD ! »**

Le discours de A. Cunhal à ce meeting amène le dirigeant du PCP à s'opposer de front aux aspirations des masses, en même temps qu'il se voit contraint de louvoyer, c'est-à-dire d'attaquer durement le PPD, en paroles, pour faire accepter son maintien dans la coalition.

Comme le rapporte *Le Monde*, « depuis plus de deux heures que le meeting est commencé, la foule ne cesse de réclamer l'éviction du PPD. Le chef du PC se garde de dire les choses de façon aussi nette ». Que dit-il néanmoins ? Il diagnostique d'à bord à peu près correctement la signification de la tentative de coup d'Etat, admettant que :

« Si le coup d'Etat avait triomphé, les conspirateurs auraient été implacables. Les cadres du mouvement ouvrier et les capitaines du 25 avril n'auraient pas été, bien sûr, épargnés. »

La foule veut que les partis ouvriers désignent nommément les responsables qui sont les dirigeants de tous les partis bourgeois. Cunhal doit admettre dans son discours la complicité de :

« Sa Carneiro, secrétaire général du PPD, dans l'offensive contre-révolutionnaire lors des deux premières tentatives de coup d'Etat (juillet 1974 et 28 septembre 1974). » Et d'ajouter : **« Dernièrement, par toute son action politique, le PPD s'est lancé dans une propagande de contenu réactionnaire contre les forces démocratiques et il apparaît que cela se poursuit après le 11 mars. »**

La conclusion logique serait qu'il est nécessaire de chasser le PPD du gouvernement provisoire, de juger et condamner ses dirigeants qui ont comploté avec les putschistes qui n'auraient pas « épargné » les militants ouvriers en cas de succès. Or c'est

une orientation totalement inverse que défend Cunhal. Il s'agit de préparer les masses à la politique de coalition que les dirigeants du PCP, pas plus que ceux du PS, n'entendent remettre en question. Cunhal conclut :

« Camarades, j'entends scander « Fusillez les responsables ». Ici il apparaît que nous ne sommes pas d'accord. Nous sommes d'accord pour liquider politiquement la réaction ;.. mais il me semble que ce ne soit pas le cas de les fusillez... Nous ne voulons pas nous venger ni commettre des représailles... Nous pensons que l'exigence de fusiller les mutins ne rendrait pas facile la lutte contre la réaction et l'avancement du processus révolutionnaire. »

Certes, le 16 mars, Cunhal n'a pas les moyens de dire ouvertement qu'il faut maintenir en place le gouvernement de coalition avec le PPD. Il parle de « liquider politiquement la réaction » et, dix jours plus tard, accepte de siéger dans un gouvernement remanié où le PPD gagne un poste (avec deux ministres au lieu d'un seul). Et c'est de la façon la plus nette qu'il justifie la collaboration au gouvernement avec un parti nettement désigné par les masses comme un parti contre-révolutionnaire. L'éditorial de l'hebdomadaire du PCP *Avante*, écrit le 27 mars qu'« une solution de compromis était inévitable entre les forces politiques hétérogènes. » C'en est fini de la promesse du 16 mars de « liquider politiquement la réaction ».

Plus grave, remettre en selle le PPD conduit les dirigeants du PCP comme ceux du PSP à laisser faire le gouvernement de coalition qui, à peine constitué, s'empresse de libérer un certain nombre des auteurs du coup d'Etat du 11 mars, notamment le général fasciste Galvao de Melo (dirigeant du parti bourgeois CDS et « grand ami » de Spínola) qui complotait au grand jour depuis le 28 septembre et qui n'a jamais été inquiété.

La politique de participation gouvernementale avec le PPD est non seulement contradictoire avec les aspirations socialistes des masses, mais avec le simple respect des principes démocratiques dont se réclament les dirigeants des partis ouvriers. Tant que le gouvernement de coalition restera en place à Lisbonne, les partis bourgeois combattront avec acharnement toute mesure qui viserait à restreindre leur « liberté d'action ». La raison en est que toutes les couches de la bourgeoisie portugaise, que tous les partis bourgeois qui expriment ses intérêts savent qu'ils ne peuvent venir à bout du mouvement révolutionnaire des masses sans les affronter. Par eux-mêmes, les partis bourgeois n'ont pas de force propre, surtout depuis que l'échec du 11 mars a montré leur déroute devant la détermination du prolétariat qui, fraternisant avec les soldats, a paralysé le corps des officiers réactionnaires. C'est la politique sans cesse réaffirmée des dirigeants des partis ouvriers de maintenir à tout prix en place la coalition gouvernementale qui permet aux partis bourgeois totalement discrédités auprès des masses laborieuses de se maintenir. Utilisant les positions gouvernementales du PPD, la réaction ne cessera de préparer de nouvelles tentatives de coup de force. Même après sa déroute du 11 mars, il n'est pas exclu qu'elle fasse une nouvelle tentative, même s'il lui faut faire appel directement à l'armée de l'impérialisme américain.

Mais au lendemain du 11 mars, la seule force que possédaient les partis bourgeois, ce sont les dirigeants des partis ouvriers qui la leur ont donnée.

L'Humanité du 18 mars l'explique ouvertement. Son correspondant à Lisbonne écrit : « **Les communistes ne demandent pas l'éviction du PPD de cette coalition (gouvernementale). Ils demandent au PPD de se prononcer clairement, de cesser d'être le cheval de Troie de la réaction à l'intérieur**

du gouvernement. » Ce qui revient à demander à un parti bourgeois trois fois compromis avec la contre-révolution de renoncer à défendre les intérêts fondamentaux de la classe qu'il représente, menacés par l'approfondissement de la révolution. Le 21, **L'Humanité** fait état des « réserves du Comité central du PCP concernant la présence du PPD » au prochain gouvernement. Puis toute critique du PPD disparaît du quotidien du PCF qui dirige ses coups contre une organisation secrète fasciste portugaise, l'ELP, siégeant à Madrid, que vient fort opportunément de « découvrir » le MFA.

Ces « réserves » du CC du PCP ne remettent pas en cause la volonté de maintenir coûte que coûte la coalition. Mais un communiqué de la direction régionale du PCP de Porto, au lendemain d'une agression armée de membres du PPD contre ses locaux, déclare, le 22 mars : « **On sait aujourd'hui que le PPD est compromis dans des tentatives organisées pour liquider la révolution du 25 avril. Cette nuit, il a décidé de faire un nouveau pas dans l'escalade réactionnaire. Ceci montre la justesse de la position du PCP, qui s'est prononcé contre le maintien dans la coalition gouvernementale d'un parti qui s'oppose au processus démocratique.** »

Il est certain qu'à l'intérieur même du PCP, la discussion ne peut que se développer sur la question fondamentale de la rupture ou non des partis ouvriers avec tous les partis bourgeois. Mais rien ne permet de dire encore si la pression des militants communistes sera suffisamment forte sur leurs dirigeants pour les obliger à rompre avec le PPD et le MFA et à se prononcer pour un gouvernement PSP-PCP sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois. Bien sûr, cela ne signifierait pas que la direction du PCP (et celle du PSP) renonceraient à défendre l'ordre bourgeois, à reconstruire l'Etat bourgeois. Mais à leur corps défen-

dant, ils affirmeraient ainsi le droit du prolétariat à diriger les affaires du pays et sa force pour le faire.

Dans les faits, les militants du PCP qui participent à l'activité des commissions de délégués élus, au mouvement du prolétariat pour l'expropriation du capital, sont écartelés entre deux positions politiques contradictoires. D'une part, avec les masses, nombreux parmi eux sont ceux qui exigent l'expulsion des ministres bourgeois du gouvernement et le châtement de tous les hommes politiques de la bourgeoisie compromis avec le coup d'Etat. Mais en même temps, ces militants sont ceux qui doivent appliquer, dans les commissions de délégués, les entreprises, les syndicats, la politique contre-révolutionnaire sans cesse réaffirmée par leurs dirigeants.

A terme, cette contradiction est explosive. La crise interne du PCP ne peut que se développer tant que le mouvement des masses ira de l'avant. Et précisément, dès le lendemain du 11 mars, le mouvement anti-capitaliste de la classe ouvrière est passé à un stade supérieur.

LES MASSES IMPOSENT LA NATIONALISATION DES BANQUES

Le 14 mars, le gouvernement provisoire se voyait contraint de nationaliser toutes les banques portugaises (il ne touchait cependant pas aux filiales des banques étrangères). La presse reconnaissait que **« la veille de la nationalisation, un dirigeant communiste admettait même qu'une telle mesure pourrait ne pas être prise « avant des mois, voire des années ».** (3).

(3) Le *Wall Street Journal*, le quotidien de la Bourse de New York a parfaitement compris le rôle de défense de l'ordre bourgeois joué par les PC en Europe. Il écrivait le 20 février : *« Au Portugal, en Italie, en France et en Grèce, les communistes ne veulent ni de la révolution, ni*

Pourtant, tout avait été fait pour empêcher les employés de banque de violer le « secret bancaire ». Dès le 11 mars, le gouvernement de coalition avait déclaré que l'occupation des banques par les employés était en fait une **« action illégale qui entraine en contradiction avec la loi sur la grève** (en réalité la loi anti-grève promulguée à l'automne 1974) **laquelle interdit l'occupation des entreprises et les grèves politiques** ». Le 15, le *New York Times* rendait ainsi hommage aux efforts déployés par le gouvernement et le MFA : **« Le conseil de la révolution a donné des assurances sur le fait qu'il garantirait la sécurité de tous les étrangers et de leurs propriétés au Portugal, soulignant qu'il ne tolérerait pas de désordres dans la rue. »**

Le Premier ministre Vasco Gonçalves avait beau, au soir du 11 mars, exhorter les masses à **« retourner au travail »** sous le prétexte que **« les grèves et tout autre forme d'agitation font le jeu de la droite »**, les employés de banque occupaient les bureaux, bloquaient les comptes des capitalistes et, crime contre la propriété privée, rendaient publics tous les mouvements de fonds qui prouvaient la collusion de la grande bourgeoisie avec les putschistes. En réalité, le mouvement des travailleurs des banques avait commencé dès le lendemain du 25 avril 1974. Les syndicats et les commissions de délégués des employés de banque, au compte de toute la classe ouvrière, exerçaient un contrôle de fait sur les comptes des capitalistes. Le journal des syndicats des banques de Lisbonne du 3 janvier 1975 rappelait :

« Nous, travailleurs des banques, sachant que notre secteur est

de la violence, ni de grèves politiques... Parfois, M. Cunhal apparaît si modéré que l'on doit se souvenir de ses origines historiques afin d'être sûr qu'il n'appartient pas à un quelconque parti de la classe moyenne. »

le plus important, qu'il est le point sensible du pouvoir des monopoles, juste après le 25 avril, nous avons empêché la fuite de valeurs et avons établi une sélection du crédit.»

L'assemblée des employés de banque publie en janvier la liste des banquiers « assainis », c'est-à-dire expulsés de leurs fonctions et réclame la poursuite de cet « assainissement »... en exigeant « la nationalisation de tout le système bancaire dans une banque unique ». C'est l'élimination de tous les banquiers et administrateurs qu'exigent les employés et leur remplacement « à la direction de la Banque, par des personnes qui agissent pour l'accomplissement rigoureux du programme du MFA, quand il dit qu'il est pour une « stratégie anti-monopoliste » et une « économie au service du peuple » .»

Les employés de banque rusent lorsqu'ils font référence au « programme du MFA » lequel ne prévoyait en aucun cas la nationalisation des banques. Mais personne ne peut les empêcher de s'organiser pour faire échec aux banquiers qui désorganisent les circuits financiers, tentent de faire fuir les capitaux à l'étranger, sabotent l'économie en asphyxiant les entreprises, financent les partis bourgeois qui complotent contre la révolution. L'activité des commissions de délégués et des syndicats des employés de banque a créé un nouveau rapport de force. Les administrateurs du grand capital sont paralysés face aux employés qui n'hésitent pas à violer le « secret bancaire » et à obtenir l'éviction des banquiers et des administrateurs trop ouvertement compromis.

Après le 11 mars, la masse des employés de banque se mobilise contre les magnats de la haute finance. C'est ainsi que devant l'assemblée des employés de banque de Lisbonne, le représentant de la commission des délégués de la banque Espirito Santo déclare que celle-ci « ne s'est pas

limitée à financer tous les partis fascistes néo-nazis et tous les partis de droite qui apparaissent sur la scène politique de ce pays à commencer par le parti du progrès, le parti libéral, le CDS, mais également le PPD. Les affirmations faites ici en public sont toutes fondées sur des photocopies de documents qui seront, si nécessaires, amplement diffusés ».

C'est précisément pour éviter que toutes les transactions financières ne soient rendues publiques par les commissions et les syndicats des employés de banque et que ces derniers ne désignent leurs délégués pour remplacer les banquiers « assainis », que le gouvernement provisoire s'est vu contraint de décréter la nationalisation des banques. L'autorité de tous les banquiers et administrateurs étant réduite à néant face au puissant mouvement de contrôle des employés, le gouvernement de coalition n'avait plus que cette solution pour que l'Etat bourgeois soit à même de reprendre le contrôle de ce secteur vital, le centre nerveux de l'économie.

D'ailleurs l'annonce de la nationalisation des banques était à peine faite que le Premier ministre s'empressait de déclarer : « Nous ne voulons pas détruire l'entreprise privée. Elle aura toujours un rôle à jouer au Portugal. Si elle sert le peuple, elle sera mieux soutenue qu'auparant » (déclaration du 15 mars au soir).

En clair, Vasco Gonçalves explique que c'est pour préserver les intérêts généraux du capital du Portugal qu'il a fallu nationaliser les banques. Ce que veulent la bourgeoisie et le gouvernement de coalition, c'est que cesse le contrôle organisé des employés de banque sur toutes les opérations financières du pays, et surtout que ce contrôle n'apparaisse à toute la classe ouvrière comme un vivant appel à chasser définitivement les capitalistes des usines, et, pour les paysans pauvres et sans terres un signal pour s'emparer des grandes propriétés foncières. C'est cette aspi-

ration à reconstruire sans tarder toute la société sur des bases communistes (c'est-à-dire sur la base de l'expropriation complète de la bourgeoisie) qu'exprimaient les délégués des commissions d'employés de banque dans cette même assemblée du 15 mars à Lisbonne :

« On a assisté à la mise en circulation de 41 millions de contos de la part de la Banque du Portugal, fondamentalement à travers l'arrêt des comptes. Les responsabilités de la banque commerciale par rapport à la Banque du Portugal étaient au 25 avril de 9 millions de contos. Elles s'élèvent aujourd'hui à 50 millions de contos. Ils (les banquiers) ont ainsi mis à la disposition de cette même banque 41 millions de contos. Si ceux-ci avaient été mis, dès le 25 avril, au service de l'économie portugaise, au service des masses travailleuses de ce pays, en investissements qui pourraient être calculés sur la base de 250 contos par emploi, l'investissement capitaliste aurait permis de créer 164 000 emplois. Or il se vérifie que les emplois ont diminué d'environ 200 000. »

Quelques milliers d'employés de banque, en s'organisant et en mettant au grand jour le sabotage de l'économie opéré depuis le 25 avril par les détenteurs du capital financier portugais aboutissent à la conclusion immédiate : si toutes ces richesses étaient remises aux mains des travailleurs, alors on pourrait en finir tout de suite avec le chômage et les revendications immédiates pourraient être satisfaites. Ce que les employés de banque ont arraché par l'éviction des banquiers est un puissant appel à tout le prolétariat portugais pour en finir avec les capitalistes dans toutes les branches de la production.

C'est précisément ce que veulent empêcher tous les partis du gouvernement de coalition, les partis bourgeois certes, mais en s'appuyant sur les partis ouvriers, le PCP et le PS.

Ainsi, à la veille même de la nationalisation des banques, Mario Soarès expliquait dans un discours que « des mesures plus radicales ne sont pas nécessaires et même indésirables ». Et de déplorer « le déclin de l'autorité de l'Etat auprès des étudiants et des travailleurs ».

« L'autorité de l'Etat », la question fondamentale, décisive de toute révolution prolétarienne est là. Le contrôle, par les commissions d'employés de banque, de tous les comptes des capitalistes, le blocage de ceux-ci, la publicité donnée au sabotage de l'économie, au financement des partis bourgeois tous impliqués dans le coup d'Etat du 11 mars, voilà ce qui est intolérable à la classe dominante. Mais celle-ci ne cesse de reculer devant la classe ouvrière qui ne craint pas d'occuper, chaque fois plus avant, le terrain cédé par les capitalistes. La bourgeoisie a de moins en moins les moyens de faire respecter sa position de classe dominante. Le « respect » de la « propriété privée » des moyens de production, les masses n'en ont cure, elles qui ont mis à jour et fait échec à l'activité contre-révolutionnaire de la bourgeoisie. Expulser les banquiers, cela signifie : dans tout le pays, il faut expulser les patrons des usines, exproprier le capital et les grands propriétaires fonciers. Dans le même mouvement, les masses exigent que le PPD soit chassé du gouvernement. Demain, c'est à l'existence de tous les partis bourgeois et au MFA qu'elles s'en prendront.

« Le déclin de l'autorité de l'Etat » est le produit d'une telle situation où les masses cherchent à imposer, bien qu'à tâtons, leurs propres solutions. La bourgeoisie est sur la défensive, surtout après l'échec cinquant du coup d'Etat du 11 mars. Pour restaurer « l'autorité de l'Etat » et faire respecter à nouveau le régime de l'exploitation, la propriété privée des moyens de production, elle ne peut compter que sur les dirigeants des

partis ouvriers qui ne veulent pas du socialisme. Tel est le sens des déclarations incessantes de Soarès et de Cunhal en faveur de « l'ordre », du « calme social » au nom de la « démocratie » pour laquelle ils se prononcent niant que la révolution prolétarienne se déroule au Portugal.

APRES LES ELECTIONS A LA CONSTITUANTE (25 avril 1975)

Le fait que les deux grands partis ouvriers aient obtenu la majorité absolue au sein de l'Assemblée Constituante élue le 25 avril 1975 est gros d'une radicalisation de la révolution portugaise. Dès les premiers résultats connus, la bourgeoisie mondiale a mis en avant les résultats du PPD, additionné ceux du PS et du PPD et isolé ceux du PCP. Ainsi les masses portugaises auraient voté « modéré », l'impérialisme américain lui-même se félicitant de la relative faiblesse des résultats « communistes » (4).

Cette campagne ne peut cacher l'essentiel, à savoir que le prolétariat a bloqué ses voix sur ses deux grands partis, le PS et le PCP. Ce qu'il s'agit d'empêcher, c'est la réalisation du front unique ouvrier, c'est-à-dire que l'aspiration des masses laborieuses à chasser le parti bourgeois du PPD du gouvernement ne puisse se concrétiser alors que l'Etat bourgeois reste d'une terrible fragilité.

La hiérarchie de l'armée a d'ailleurs une conscience aiguë des rapports de forces entre les classes fondamentales. Elle sait que, face au bloc des partis ouvriers que les masses tendent à constituer, les partis bourgeois (PPD et CDS) ne peuvent pas opposer

(4) « *Un coup d'arrêt aux communistes* » disent la plupart des journaux américains. Cette campagne a pour but de défendre contre la volonté affirmée de la classe ouvrière, le gouvernement de coalition et, si possible, de suggérer à la bourgeoisie portugaise de constituer un gouvernement PS-PPD. Mais c'est ce que les masses ne peuvent accepter aujourd'hui.

un rempart efficace. Ou, plus exactement, la seule « solution » des partis bourgeois, au Portugal, contre la révolution prolétarienne en plein essor, c'est le recours à la force, au coup d'Etat contre-révolutionnaire. Mais les résultats sont là : cette « solution » est rendue impossible tant que la masse des soldats fraternisera avec la classe ouvrière contre toute tentative putschiste. Un seul problème angoissant exige d'être réglé pour la bourgeoisie portugaise, celui de la reconstruction de son appareil d'Etat capable d'imposer son autorité en faisant refluer le mouvement de millions de travailleurs qui se dirige aujourd'hui vers le pouvoir.

Reconstruire l'appareil de l'Etat signifie restaurer en premier lieu la discipline dans l'armée. Les dirigeants du MFA ont constitué le Conseil de la Révolution au lendemain du 11 mars dans le but avoué d'imposer à tout prix l'autorité des officiers sur la troupe (5). Ils n'y sont toujours pas parvenus. L'armée portugaise ne cesse d'approfondir sa crise, les soldats s'organisent sur un plan autonome, fraternisent avec la classe ouvrière, allant jusqu'à l'armer le 28 septembre et le 11 mars. Ayant échoué par des moyens violents, la bourgeoisie portugaise se tourne vers le corps des officiers du MFA afin que soit dressé un obstacle capable de dévier puis de faire refluer le mouvement des masses.

On comprend dès lors pourquoi le 9 avril, les dirigeants du MFA ont imposé à tous les partis qui se présentaient aux élections la signature d'une « plate-forme d'entente » dont le contenu nie pratiquement tout pou-

(5) C'est le général Otelo de Carvalho lui-même, l'un des principaux dirigeants du 25 avril 1974 et depuis responsable du maintien de l'ordre à l'aide de l'armée qui déclarait à la veille du 11 mars au *Figaro* : « Dans certaines unités, le laisser-aller est tel que j'évite d'avoir recours à elles pour intervenir dans la rue... »

voir à la Constituante élue le 25 avril. Le MFA obtient des partis (et particulièrement des partis ouvriers) qu'ils lui reconnaissent des pouvoirs exécutifs et législatifs étendus, le droit de définir les futures institutions de l'Etat, de réviser la Constitution. Il leur impose même d'accepter que soit reconduite la coalition gouvernementale MFA - PS - PC - PPD après les élections législatives prévues pour octobre 1975.

Après avoir manifesté quelques réticences, les dirigeants du Parti socialiste ont signé le pacte plaçant la Constituante sous l'autorité du Conseil de la révolution. Le Monde rapporte que le 5 avril, le secrétariat du PSP déclarait : « **A notre sens, ce n'est pas la dictature qui menace, c'est plutôt l'anarchie et cela dans tous les secteurs** ». De leur côté, les dirigeants du PCP continuent d'apporter leur soutien total au MFA en signant également la « plate-forme d'entente ».

«L'anarchie dans tous les secteurs» : ce diagnostic porté par la direction du PS est destiné à détourner le prolétariat, les soldats et la paysannerie pauvre de toute voie indépendante. Alors que le sabotage de l'économie est organisé par la bourgeoisie, les dirigeants du PS et du PCP se refusent à faire campagne pour que les élections dégagent une majorité ouvrière dans le pays, pour ouvrir la seule issue permettant de sortir de « l'anarchie » : la solution ouvrière que concrétiserait la venue au pouvoir d'un gouvernement des seuls partis ouvriers, le PS et le PCP. En signant la plate-forme d'entente imposée par le MFA avec le PPD et le CDS, les dirigeants du PCP et du PS se situent sur le terrain de l'Union nationale. Ils affirment être prêts à mettre toutes leurs forces dans la balance pour aider la hiérarchie de l'armée à reconstituer l'Etat bourgeois.

Mais le résultat des élections à la Constituante va dans un sens radicalement opposé. Les masses qui, au

lendemain du 15 mars exigeaient à Lisbonne l'éviction du PPD du gouvernement et allaient jusqu'à exiger : « Fusillez le PPD ! », savent aujourd'hui, même en se situant sur le terrain de la démocratie formelle, qu'elles sont majoritaires dans le pays. L'exigence de la rupture de leurs partis avec le PPD ne peut que s'affirmer à nouveau avec plus de force que jamais, ainsi que celle d'imposer, face au MFA la souveraineté de la majorité ouvrière qu'elles ont élue à la Constituante. A « l'anarchie » qui résulte de la coalition gouvernementale avec le PPD compromis avec la réaction, les masses veulent opposer leurs propres solutions de la base au sommet. Aux commissions de délégués élus qui organisent le contrôle ouvrier dans les usines et luttent pour l'expropriation du capital, doit correspondre, estiment-elles, un gouvernement des seuls partis ouvriers appuyé sur les commissions et les syndicats.

Mario Soarès, commentant les premiers résultats, devait déclarer le 26 avril : « **C'est une victoire pour le peuple portugais qui a voté dans le calme et qui n'est pas réactionnaire comme on a pu le dire, car, si je ne me trompe, 38 % + 13 % cela fait une majorité de 51 % pour le PS et pour le PC, pour les deux partis ouvriers. Les résultats sont bons, mais ils nous créent beaucoup de difficultés** ».

Ces « difficultés », communes aux dirigeants du PS et du PCP, elles tiennent à la contradiction qui va opposer de plus en plus fortement les masses qui font pression pour que soit constitué un gouvernement à elles aux dirigeants du PS et du PCP refusant de remettre en cause la présence du PPD au gouvernement et l'hégémonie du MFA sur la Constituante et le gouvernement.

Or ces « difficultés » qui ne peuvent conduire qu'à une crise interne au sein des deux grands partis ouvriers, Soarès lui-même les nourrit en déclarant au Figaro du 30 avril : « **Courtsisés d'un côté par le PC, de l'autre par le**

PPD, nous n'avons qu'un allié véritable, c'est le MFA. Et nous sommes décidés à poursuivre l'alliance avec la coalition actuelle. Nous n'avons pas à faire un choix dans un sens ou dans l'autre. C'est précisément ce choix qui ne pourra pas être éludé par les dirigeants face au mouvement des masses. Soarès a d'ailleurs « choisi » : il faut, pour lui, maintenir la coalition avec le PPD et le pacte signé avec le MFA.

Les dirigeants du PCP sont conscients des mêmes « difficultés » qui oppose leur politique à la volonté des masses. **L'Humanité** du 29 avril se fait l'écho des remous internes qui secouent le PCP lorsque, titrant : « **l'alliance peuple-MFA reste la condition des progrès de la démocratie** », son correspondant à Lisbonne écrit : « **Peut-être certains jugeront-ils arbitraires les décisions du MFA et peu démocrate son comportement.** »

Il ne s'agit en fait que d'une concession purement formelle au sentiment profond des militants ouvriers et des masses. Cunhal a clairement répondu sur le fond à l'hebdomadaire américain **Time** :

« **Il n'y a pas de pouvoir communiste au Portugal. Les communistes participent au gouvernement, mais ils n'ont pas le pouvoir... Il n'y aura pas de Portugal communiste dans un futur proche. La question peut être posée ainsi : de la même façon que l'URSS ne pouvait accepter que la Tchécoslovaquie échappe de son orbite, comment les Etats-Unis pourraient-ils accepter que le Portugal sorte de la sienne ?** »

Il n'est pas question d'ouvrir une solution ouvrière à la révolution portugaise, voilà ce que dit ouvertement Cunhal qui ajoute : « **L'Etat portugais ne devra pas diriger l'économie nationale.** »

D'ores et déjà la grande offensive est de détruire l'effet des résultats des élections à la Constituante. Cunhal et la direction du PCP ne doutent pas que le prolétariat, fort de la ma-

ajorité acquise par le PSP et le PCP, va exiger que ces partis s'unissent pour imposer un gouvernement PSP-PCP sans ministres bourgeois, que la majorité ouvrière à la Constituante soit souveraine et que le MFA s'incline devant elle. Soarès, pour sa part, le comprend si bien qu'il a, ainsi que nous l'avons noté, mis en avant le fait que le PSP et le PCP disposaient de la majorité à la Constituante. Quatre jours après les élections, la direction du PCP, par Inter-syndicale interposée, s'est livrée à une provocation scandaleuse mais très calculée, en interdisant à Mario Soarès d'accéder à la tribune du stade du 1^{er} mai où aboutissait la manifestation après avoir multiplié les provocations contre le groupe du PSP tout au long du parcours. Il s'agit délibérément de dresser militants du PSP et du PCP les uns contre les autres et de creuser un fossé infranchissable entre eux. A l'occasion, le langage ultra-gauche du début des années 30 est ressorti.

En haut, les dirigeants ouvriers se refusent catégoriquement à rompre avec la bourgeoisie. En bas, la classe ouvrière, entraînant derrière elle de larges fractions de la petite-bourgeoisie, fait bloc autour des partis ouvriers. Elle sait qu'à l'ombre du gouvernement de coalition se préparent de nouvelles tentatives de coups de force dirigés contre elle. Au lendemain du 11 mars, elle a exigé l'expulsion du PPD du gouvernement. Elle s'est heurtée à la politique des dirigeants de ses partis. Lors des élections, elle a refusé de suivre les consignes du MFA et a bloqué ses voix sur ses partis. Ces derniers se refusent toujours à rompre la coalition et confient au corps des officiers la tâche de reconstruction de l'Etat bourgeois disloqué. En bas, les masses renforcent leur organisation autonome, leurs commissions de délégués élus; dans les casernes, les soldats s'organisent, les paysans exigent la réforme agraire. Toutes les contradictions ex-

plosives d'une telle situation ne peuvent que conduire vers un nouvel affrontement entre les classes.

En dépit de la politique de collaboration de classe des dirigeants ouvriers les forces du prolétariat portugais restent intactes. L'élément radicalement nouveau, c'est que les masses ont exprimé à deux reprises depuis le coup d'Etat manqué du 11 mars, leur volonté de chasser du gouvernement les forces de la bourgeoisie. Les dirigeants des partis ouvriers auront-ils encore longtemps les moyens de contenir la révolution dans les limites du respect de l'ordre et des partis bourgeois ? A quel rythme se dégagera du sein du PCP et du PS l'avant-garde ouvrière qui saura se regrouper sur une politique indépendante et imposera le front unique aux dirigeants qui n'en veulent pas ? C'est de la réponse à ces questions pour la solution positive desquelles combattent sans relâche les trotskys-

tes portugais (6) que dépend l'avenir de la révolution prolétarienne au Portugal.

Jacques MEYRAND
Le 5 mai 1975

(6) *Informations Ouvrières* n° 702 du 30 avril, rapporte comment les militants du PCP accueillent, lors des meetings électoraux, les tracts des trotskystes portugais à voter PC-PS pour un gouvernement Soarès-Cunhal sans ministres capitalistes : « *C'est cela qu'il nous faut. Donnez m'en un paquet, je vais les porter au siège de mon parti. C'est cela qu'il nous faut.* » Ce mouvement critique des militants à l'égard de leurs dirigeants est gros des crises internes qui dégageront, demain, les forces pour la construction du parti révolutionnaire. Mais les masses et les militants doivent encore faire l'expérience de la politique des dirigeants du PS et du PCP avant de pouvoir se regrouper sur une politique de classe indépendante et sur un programme d'action à même de les armer pour la conquête du pouvoir.

**IL FAUT LIRE ET ETUDIER SUR
LA REVOLUTION PROLETARIENNE AU PORTUGAL :**

- « 25 avril : la dictature fasciste s'effondre à Lisbonne, **PROBLEMES DE LA REVOLUTION PORTUGAISE** ». (Documents de l'OCI numéro 3.) Editions SELIO, 142 pages, 8 francs.
- La brochure de l'OCI d'avril 1975 : « Comment sauver le Portugal et les masses laborieuses de la catastrophe économique ? ». Supplément à « I.O. », 16 pages, 1 franc.
- Un album de 115 photos commentées « **PORTUGAL, L'AN 1** » Edité par « Informations ouvrières ». Prix : 20 francs.

Tous ces documents sont en vente à la SELIO.

Le prolétariat allemand et la révolution européenne

par François FORGUE

INTRODUCTION : NI MIRACLE, NI MYSTÈRE

En décembre 1973, un an environ après le triomphe du SPD, le parti social-démocrate allemand, aux élections fédérales, le journal de la City, « L'Economist » s'interrogeait sur l'avenir de la République fédérale. Et il concluait son enquête en disant simplement qu'il « **était temps de se poser des questions** ». Car, expliquait-il, « **l'Allemagne occidentale d'aujourd'hui présente un mystère compact, une contradiction entre le calme et la fermentation, avec la silhouette instable de Willy Brandt au centre** » (« L'Economist », 1^{er} décembre 1973).

Depuis, les événements qui se sont déroulés permettraient sans aucun doute à « L'Economist » de répondre aux questions qu'il se posait. Avant d'être présentée comme la terre du mystère, l'Allemagne occidentale le fut comme le pays du « **miracle** ». Miracle économique d'abord qui, à partir des ruines de 1945, fait naître la plus forte puissance industrielle d'Europe. Miracle social qui fait du patronat et des syndicats « **qui ne font**

pas que revendiquer », des partenaires sociaux. Miracle politique enfin qui faisait communier un parti socialiste « **responsable** » et une démocratie chrétienne « **moderne** » dans le respect des mêmes valeurs, assurant un fonctionnement sans heurts des institutions parlementaires... Mythologie déjà bien éculée mais qu'un simple coup d'œil à l'actualité achève de vider de toute réalité.

Willy Brandt n'est plus chancelier. Mais sa chute par quoi se solde « l'instabilité » dont parlait déjà « L'Economist » n'est pas due à un échec parlementaire ou à un désaveu électoral. Elle est le résultat d'une machination policière et l'expression d'une crise politique profonde où se combinent — cet article y reviendra — des données de politique intérieure et de politique internationale.

Brandt reste pourtant le principal dirigeant du SPD, le parti qui est l'axe et le support de la coalition gouvernementale présente. Mais Helmut Schmidt, promu chef de gouverne-

ment, ne parvient pas à unifier autour de sa politique le SPD dont les cadres et les militants voient le capital électoral s'effriter au fur et à mesure que se succèdent les élections régionales (1).

Mais la crise politique ne touche pas que le SPD : « Je voudrais bien savoir combien il y a de sympathisants des criminels Bader-Meinhof dans les groupes parlementaires sociaux-démocrates et libéraux. Il y en a tout un tas... Parler de solidarité de tous les démocrates est une stupidité. Nous devons dire que le SPD et le FDP abandonnent l'Etat aux gangsters politiques et aux criminels et qu'il n'y a pas la moindre différence entre ces bandits. Et si nous arrivions au pouvoir, nous ferions en sorte qu'aucun bandit n'ose ouvrir sa gueule en Allemagne pour le reste du siècle. »

Quel est l'irresponsable qui lance cette proclamation ? Nul autre que Joseph Strauss, le principal homme d'Etat de la démocratie-chrétienne, parlant à une assemblée des militants de son parti bavarois en novembre 1974. Mais ces propos devaient rester « privés » et l'embarras des dirigeants du Parti démocrate chrétien est grand devant le fait qu'ils ont été révélés. A travers les outrances de Strauss et le silence gêné des autres responsables du plus grand parti de la bourgeoisie allemande, c'est l'incertitude et le désarroi de celle-ci qui s'affirment.

Et pourtant, à sa manière, Strauss pose la véritable question. La bourgeoisie allemande peut-elle aujourd'hui continuer à payer le prix nécessaire au maintien d'un gouvernement dirigé par la social-démocratie ? Mais à l'inverse, peut-elle affronter directement la classe ouvrière et ses organisations ?

(1) Dans les conclusions de cet article, on revient sur la signification de ces élections régionales et du coup d'arrêt donné en Rhénanie-Westphalie à la progression de la CDU.

Ce ne sont pas des questions que la bourgeoisie allemande soulève arbitrairement. Ce sont des questions qui s'imposent à elle. Comme le notait un spécialiste bourgeois des questions allemandes, A. Grosser : « La puissance allemande a créé pour la République fédérale un surcroît de vulnérabilité. Il suffit que la France investisse moins et consomme moins pour que les exportations allemandes vers ce principal client déclinent, ce qui accentue la crise en Allemagne » (« Le Monde », du 8 avril 1975). En d'autres termes, le mûrissement des conditions d'une crise économique mondiale trouve déjà en Allemagne une expression particulièrement intense. Le fait qu'il existe un million de chômeurs, que la production industrielle ait stagné en 1974 ne sont que les premières manifestations de cet état de choses. Le capitalisme allemand a essentiellement reconstruit sa puissance sur le terrain de l'exportation (comme l'observe un commentateur du « Journal de Genève », « L'Allemagne fédérale qui, jusqu'à maintenant, a peu investi à l'étranger, contrairement aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, est essentiellement dépendante de ses ventes à l'étranger et par conséquent de la conjoncture internationale »). Mais il ne s'agit pas là d'une donnée abstraitement économique. C'est l'expression des conditions politiques internationales dans lesquelles l'impérialisme allemand s'est reconstruit.

La perpétuation de la domination de classe de la bourgeoisie, la préservation de l'Etat bourgeois n'ont été assurées que sur la base de la division de l'Allemagne. L'Allemagne fédérale est une monstruosité. Le capitalisme allemand comprimé sur une surface équivalente à la moitié de la France, amputé de toute une fraction du territoire national, n'a pu reconstruire le plus puissant appareil industriel d'Europe qu'en liant directement sa « prospérité » à la course à l'exportation.

Aujourd'hui, les éléments de crise politique sont directement aggravés par les décisions de licenciements prises chez Volkswagen et qui frappent l'un des secteurs les plus concentrés du prolétariat allemand. Déjà, à Neckelshausen où se trouve l'une des usines menacées de liquidation, vingt mille métallos ont manifesté. La tension grandit dans les organisations syndicales dont les dirigeants ne peuvent simplement souscrire aux plans gouvernementaux établis en fonction des besoins urgents du capitalisme, et se réfracte au sein du SPD. Or, Volkswagen travaille à 70 % pour l'exportation, et, comme le note le « Financial Times » du 9 avril, « **la main-d'œuvre de Volkswagen est prise en état de crise mondiale de l'automobile en pleine dépression et la nécessité pour la compagnie de produire hors d'Allemagne pour rester compétitive** ».

Et c'est un autre pan de légende qui s'effondre. En Allemagne, comme ailleurs, par leurs luttes, les travailleurs ont imposé une amélioration de leurs conditions de vie et de travail, un ensemble de conquêtes, qui sont aujourd'hui un obstacle au fonctionnement même du système capitaliste. Et l'on en revient ainsi à la question gouvernementale. Le vice-président de la CDU, le parti démocrate-chrétien, Gerhard Stoltenberg, est présenté comme un candidat sérieux à la charge de chancelier, un rival modéré de « l'excessif » Strauss. Quel est son programme ? Il explique que la question centrale, c'est celle du trop grand poids sur l'économie des dépenses sociales : « **Est-ce qu'un gouvernement social-démocrate peut freiner ce développement ?... Certains pensent que sous la direction pragmatique de Schmidt, le gouvernement actuel a au moins une chance d'y arriver. D'autres, comme Stoltenberg pensent que seuls les chrétiens démocrates peuvent accomplir ce travail.** »

Ce « travail », c'est la remise en cause de toutes les conquêtes, de toutes les positions de la classe ouvrière ; mais la bourgeoisie allemande n'a nullement réalisé les conditions politiques indispensables à la mise en œuvre d'un tel programme.

Ainsi, il n'y a ni mystère, ni miracle. Les développements économiques, politiques et sociaux en Allemagne participent d'un développement général de la lutte des classes, de la crise historique du capitalisme.

Même si l'on en restait à cet examen superficiel de quelques aspects de l'actualité immédiate, une conclusion s'imposerait : à un degré donné, sous des formes particulières, les traits fondamentaux de la situation allemande sont ceux qui se dégagent d'une analyse de la phase présente de la lutte des classes en Europe : en Allemagne aussi le développement s'achemine de la « crise politique », c'est-à-dire de l'inadéquation du système de domination de la bourgeoisie, à la crise révolutionnaire. Mais cette constatation générale ne suffit nullement. Il faut aller plus loin.

La situation de l'Allemagne concentre les contradictions et les problèmes de l'Europe

Rejeter les légendes qui font de l'Allemagne un « ailleurs » inexplicable, ce n'est pas dissoudre la spécificité de la lutte des classes en Allemagne ni la réduire à la projection indifférenciée de la situation internationale.

Si le cours de la lutte des classes en Allemagne est à la fois une expression et une composante de l'unité internationale de la lutte des classes, c'est à travers les rapports concrets entre les classes en Allemagne que cette réalité s'exprime.

La situation spécifique de l'Allemagne tient d'abord à sa place centrale et ce n'est évidemment pas qu'une donnée géographique. Cela se

manifeste d'abord dans le poids du capitalisme allemand à l'échelle internationale (12 % des exportations mondiales proviennent d'Allemagne fédérale) et en particulier à l'échelle de l'Europe. A son corps défendant, l'impérialisme allemand est contraint de devenir le « banquier de l'Europe », de reprendre à son niveau le rôle de l'impérialisme américain et par là même de combiner de plus en plus à ses propres contradictions celles de ses partenaires et rivaux européens. Mais comme le remarque « Le Journal de Genève » que nous avons déjà cité : « ... **En définitive, si l'Allemagne fédérale peut, de par sa taille et son poids, influencer sur la vie de ses partenaires européens, il ne faut pas imaginer qu'à elle seule, elle puisse ou veuille tirer le continent de son marasme économique.** » Ce qui est par contre sous-entendu, c'est que le « marasme » du capitalisme allemand peut précipiter la catastrophe pour tout le continent.

Mais plus fondamentalement, c'est au niveau politique, ce « concentré de l'économie », que l'Allemagne occupe une place centrale : elle est la clé de voûte de l'équilibre social et politique en Europe.

Cet équilibre dont les fondements sont minés par les développements de la lutte de classes internationale et par la marche à la dislocation du marché mondial qui en est inséparable, repose avant tout sur la division de l'Europe. Cette division est essentielle au maintien de la domination de la bourgeoisie comme au règne politique des bureaucraties parasitaires dans les pays où le Capital a été exproprié. La division de l'Allemagne ne fait pas qu'exprimer physiquement, en quelque sorte, par la destruction de l'unité de la nation allemande, la division de l'Europe, elle en est le fondement indispensable par la division du plus puissant prolétariat d'Europe.

La division de l'Europe sépare des régimes dont les fondements sociaux

sont antagonistes. En Allemagne, c'est dans le cadre d'une même unité nationale forgée par l'histoire, qu'à l'Ouest et à l'Est existent des rapports de production différents. C'est une situation intenable. En Europe, la révolution prolétarienne est appelée à combiner la révolution sociale (là où la bourgeoisie demeure la classe dominante, où l'objectif est la destruction de l'Etat bourgeois) et la révolution politique contre le pouvoir de la caste bureaucratique. En Allemagne, révolution sociale et révolution politique tendent à fusionner dans le combat unique d'une même classe ouvrière.

En ce sens, les problèmes de la révolution prolétarienne en Allemagne concentrent les problèmes de la révolution en Europe. La dépendance, en quelque sorte mécanique, du capitalisme allemand à l'égard des marchés extérieurs souligne son intégration, plus grande que celle de tout autre capitalisme européen, au marché mondial et à la division internationale du travail. Mais elle exprime plus profondément le caractère international de la « question allemande ». Le développement de la lutte des classes en Allemagne aura une importance vitale pour le développement de la lutte des classes mondiales. Mais les problèmes que soulèvera la lutte du prolétariat allemand ne peuvent trouver de réponses qu'à l'échelle de la lutte des classes internationale. La crise révolutionnaire en Allemagne sonnerait le glas de la domination conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Mais la réalisation de la revendication démocratique de l'unité et de l'indépendance de l'Allemagne n'est pas une affaire allemande : elle est un mot d'ordre central de la révolution prolétarienne en Europe.

Aussi toutes les forces de la contre-révolution pèsent de tout leur poids pour prévenir le mûrissement d'une crise révolutionnaire en Allemagne. La division de l'Allemagne qui

a scellé la division de l'Europe a, en même temps, accumulé une charge explosive dans les fondements mêmes de l'ordre établi en Europe après 1945. Mais les conséquences de cette monstruosité réactionnaire demeurent : elles sont inscrites dans les rapports de force entre les classes en Allemagne, dans les rapports et les formes politiques à travers lesquels la lutte des classes s'est poursuivie. Elles constituent toujours une arme essentielle entre les mains de l'impérialisme et de la bureaucratie. Sans tenir compte de ce facteur, il n'est pas possible de comprendre à la fois l'intensité des problèmes politiques qui se posent dans toute l'Allemagne et les rythmes et les formes dans lesquels ils se développent.

Mais la ligne générale du mouvement est claire : si la révolution pro-

létarienne en Europe a commencé au Portugal, si demain elle peut se nouer en Espagne où tous les éléments d'une crise révolutionnaire ouverte s'approchent du point critique, c'est toujours en Allemagne que se trouve l'un de ses terrains les plus décisifs.

C'est cette affirmation qu'il s'agit de commencer à démontrer et à illustrer dans cet article, en particulier en reprenant certains aspects de l'histoire du prolétariat allemand depuis 1945, quitte à revenir dans un prochain article sur d'autres aspects, sur des éléments surgis des développements les plus récents, notamment sur les différenciations au sein du SPD, ainsi que sur l'unité des luttes de la classe ouvrière allemande, à l'Ouest et à l'Est du pays, et sur les problèmes de la lutte pour la construction du parti révolutionnaire en Allemagne.

I.- L'Allemagne, plaque tournante de la révolution en Europe

« Le tour que prendra le dénouement de la crise allemande réglera pour de très nombreuses années non seulement le destin de l'Allemagne (ce qui en soi est déjà beaucoup) mais aussi le destin de l'Europe et du monde entier », écrivait Trotsky en novembre 1931, dans un article intitulé, « La clé de la situation internationale est en Allemagne ».

Trotsky portait ce jugement sur la portée décisive de la lutte des classes en Allemagne alors qu'il engageait toutes ses forces dans le combat pour la réalisation du front unique ouvrier contre le nazisme, alors qu'il luttait sans répit contre la criminelle politique de la direction stalinienne de l'Internationale communiste.

Les événements qui devaient suivre la victoire de Hitler en 1933 allaient tragiquement confirmer ce ju-

gement. Comme le soulignent les « Notes pour des thèses sur la révolution européenne ».

« ... La tragédie allemande a été un tournant radical dans la lutte des classes en Europe. Le plus puissant prolétariat d'Europe était politiquement anéanti. Bien que déchiré par une crise sans précédent, le système impérialiste mondial se trouvait renforcé dans ses rapports avec le prolétariat. Les prolétariats d'Europe allaient subir une suite ininterrompue de défaites écrasantes, de l'Autriche à l'Espagne. La bureaucratie du Kremlin déchaînait en URSS une répression sans précédent, déportant, fusillant des millions d'hommes et de femmes, anéantissant la plupart des anciens bolcheviks et jusqu'aux cadres de l'Armée rouge... Désormais la solution impérialiste à la crise de la

société capitaliste — une nouvelle guerre impérialiste — devenait apollivable » (2).

Ce qui donne à la défaite du prolétariat allemand sa portée mondiale, c'est qu'elle signifie **« l'écrasement du prolétariat le plus puissant d'Europe par son rôle dans la production, son poids social et la force de ses organisations »** (Trotsky). Sa signification historique se manifeste dans le fait que le rôle tenu dans la préparation de cette défaite par l'Internationale communiste dégénérée, scelle le sort de cette dernière : elle passe — comme la Seconde Internationale après août 1914 — **« définitivement du côté de l'ordre bourgeois »**. C'est de la défaite de 1933 que surgit la nécessité de lutter pour de nouveaux partis révolutionnaires, pour la IV^e Internationale.

C'est à chaque moment crucial du développement de la lutte des classes depuis qu'a commencé **« l'époque des guerres et des révolutions »** que la situation en Allemagne a eu une importance décisive. A juste titre, Pierre Broué peut écrire dans la conclusion de son ouvrage **« Révolution en Allemagne »** (1917-1923), que **« le fiasco du Parti communiste allemand en 1923 allait marquer dans l'histoire de l'après-guerre un tournant décisif. A cette plaque tournante de l'Europe l'initiative repassait en effet dans les mains de la bourgeoisie qui n'allait plus s'en dessaisir. »** « Plaque tournante de la révolution en Europe » : à chaque étape l'Allemagne a tenu cette place.

Ce poids de la lutte des classes en Allemagne dans la détermination

du « destin de l'Europe et du monde » tient à la place du capitalisme allemand dans le développement général du capitalisme, à la place du mouvement ouvrier allemand dans l'histoire du mouvement ouvrier international.

Il suffit de se reporter à **L'impérialisme** de Lénine pour voir la place qu'y tient le capitalisme allemand, comme illustration du passage du capitalisme à son stade impérialiste. Tard venu, le capitalisme allemand prend appui pour son propre développement sur celui du capitalisme mondial. Il brûle les étapes et les caractéristiques de l'impérialisme (concentration de la production et du capital donnant naissance à des monopoles, fusion du capital industriel et du capital bancaire en un « capital financier », importance de l'exportation des capitaux) y atteignent vite la maturité. En 1870, l'Allemagne avait encore une économie à prédominance agricole ; en 1913 elle est devenue la première puissance industrielle d'Europe produisant près de 50 % des machines et de l'acier européens. Dans le même laps de temps, ses exportations ont quadruplé. Mais le stade impérialiste se caractérise aussi par l'achèvement du **« partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes »** (Lénine, « L'impérialisme »). Parti le dernier dans la course des grandes puissances impérialistes d'Europe, l'impérialisme allemand avait trouvé dans ce retard même le ressort de son dynamisme : mais simultanément il était confronté au fait que le partage des zones industriellement arriérées du globe était pratiquement achevé lorsqu'il entre en scène : c'est directement qu'il se heurte aux plus vieux impérialismes.

Comme le note Trotsky, **« plus s'affirme le caractère dynamique des forces productives en Allemagne, plus ces dernières étouffent dans le système étatique de l'Europe, semblable au système des cages d'une minable ménagerie provinciale. Chaque tour-**

(2) Les *Notes pour des thèses sur la révolution européenne* sont le document qui a servi de base à la récente conférence européenne, tenue à l'initiative du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Des extraits importants de ces notes ont été publiés dans un précédent numéro de *La Vérité* (n° 565, janvier 1975).

nant de la conjoncture place le capitalisme allemand devant les tâches qu'il s'était efforcé de résoudre au moyen de la guerre. Au moyen du gouvernement des Hohenzollern, la bourgeoisie allemande s'apprêtait à organiser l'Europe ». Auparavant, dans le même texte, Trotsky constatait que dans la crise de 1929, l'Allemagne apparaissait comme le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste, précisément parce que le capitalisme allemand était « le capitalisme le plus avancé dans une Europe sans issue ». (Et maintenant ?)

Et pourtant, ce « capitalisme le plus avancé » dans sa phase ascendante n'était pas doté des institutions typiques de la domination de classe de la bourgeoisie à cette étape : celles de la démocratie parlementaire. L'unité nationale, accomplie sous l'égide de Bismark en 1871, ne l'est pas sans limitations (prééminence de la Prusse et droits des gouvernements provinciaux) ; et le gouvernement impérial qui, jusqu'en 1918, exprime la centralisation au niveau de l'Etat national, constitue un régime qui n'est ni parlementaire, ni démocratique, bien qu'il intègre des institutions représentatives. La République de Weimar, née à l'époque de la décadence du capitalisme, directement surgie de la défaite de l'impérialisme allemand lors de sa première tentative d'unifier l'Europe sous son talon de fer, ne constitue en rien un achèvement « démocratique » de la révolution bourgeoise. Tout au contraire, elle est le sous-produit de la révolution prolétarienne avortée, marquée par les concessions que la bourgeoisie a été contrainte de consentir et elle constitue un régime éminemment instable.

C'est d'ailleurs l'analyse de la lutte des classes en Allemagne qui est à l'origine de la formulation par Marx des premiers éléments de la théorie de la révolution permanente. En 1848, lors du grand tournant historique de la révolution démocratique

bourgeoise à la révolution prolétarienne, la bourgeoisie allemande se montre incapable de faire face à ses tâches historiques : à la destruction des institutions politiques féodales, à la réalisation révolutionnaire de l'unité nationale. Par crainte du mouvement prolétarien en Allemagne et à l'échelle internationale, elle s'était rangée derrière la réaction monarchique et impériale.

Mais le développement du mouvement ouvrier en Allemagne ne devait pas dépendre du régime politique anachronique qui y subsistait comme héritage d'une révolution bourgeoise inachevée : il procéda du développement mondial du capitalisme, exprimé dans la croissance industrielle tumultueuse de l'Allemagne. C'est sur la base d'un prolétariat de plus en plus nombreux, de plus en plus concentré et de plus en plus organisé dans sa lutte contre l'exploitation, que le mouvement ouvrier allemand affirme sa puissance et insère, dans le cadre du régime bâtard des Hohenzollern, de solides éléments de « démocratie prolétarienne » (syndicats, coopératives, libérés et droits ouvriers).

Et c'est pourquoi, en 1892, considérant l'œuvre accomplie, F. Engels pouvait écrire : « Si la bourgeoisie allemande s'est montrée lamentablement dépourvue de capacité politique, de discipline, de courage, d'énergie et de persévérance, la classe ouvrière allemande a donné de nombreuses preuves de toutes ces qualités. Il y a près de quatre siècles, l'Allemagne fut le point de départ du premier soulèvement de la bourgeoisie européenne. Au point où en sont les choses, serait-il impossible que l'Allemagne soit encore le théâtre de la première grande victoire du prolétariat européen ? »

C'est à toute cette histoire qu'il faut relier le sursaut d'incrédulité de Lénine quand on lui apprend le vote des crédits de guerre par le groupe parlementaire du SPD. Pour Lénine,

le SPD était la colonne vertébrale de la Seconde Internationale : les débats théoriques en son sein (la lutte contre le révisionnisme, la question de la grève générale) sont les débats de l'Internationale. Et c'est d'ailleurs du sein du SPD lui-même que devaient se dégager les premiers appuis du du Parti bolchevique dans la lutte contre le social-patriotisme, dans la lutte pour la constitution de l'Internationale communiste...

Ces quelques points de repère du développement de la lutte des classes en Allemagne étaient nécessaires, non comme rappel historique, mais parce qu'ils sont liés aux problèmes politiques les plus immédiats. C'est cette histoire qui donne au prolétariat allemand sa place centrale dans la révolution en Europe : l'unité internationale de la lutte des classes n'est pas qu'unité dans l'espace, elle est aussi unité dans le temps exprimée dans la continuité du combat politique pour l'émancipation du prolétariat.

La défaite de 1933 qui va effectivement déterminer pour des années le destin de l'Europe et du monde n'efface pas le prolétariat allemand de la lutte des classes internationale. Elle aboutit à la destruction de ses organisations, de ses conquêtes, à l'extermination de ses cadres. Elle n'abolit pas la lutte des classes qui trouvera son expression consciente dans la lutte clandestine préservant la continuité politique du mouvement ouvrier. Elle n'annule pas l'importance stratégique pour la lutte mondiale du prolétariat du combat de la classe ouvrière allemande.

La classe ouvrière allemande et l'issue de la seconde guerre mondiale

En septembre 1944, **Quatrième Internationale**, la revue du mouvement trotskyste en Europe, écrivait

« Nous disons en ce moment décisif au prolétariat européen et mondial : sans la victoire de la révolution prolétarienne allemande, la victoire du prolétariat européen n'est ni concevable, ni possible. Pour aider le prolétariat allemand dans sa lutte contre Hitler, il faut briser le mur de haine qu'on veut élever entre lui et le prolétariat européen. Pour aider la révolution prolétarienne allemande, il faut dénoncer impitoyablement les proiets sanguinaires des impérialismes mondiaux, des charlatans « démocratiques », des traîtres stalinien et réformistes. Il faut rendre à l'internationalisme son véritable contenu : il faut fraterniser avec le prolétariat allemand contre la dictature d'Hitler aujourd'hui, contre la dictature de l'occupant « allié » demain. »

Le contenu véritable de l'internationalisme n'est pas déterminé ici par des considérations sentimentales, mais par la place du prolétariat allemand dans la crise révolutionnaire qui marque la fin de la seconde guerre mondiale. Alors que s'amorce la transformation de la seconde guerre impérialiste en guerre civile, alors que s'enfle la vague révolutionnaire qui va déferler sur toute l'Europe, une fois encore l'Allemagne est la « plaque tournante » de la révolution. Faire échec à la montée de la révolution prolétarienne en Europe, c'est avant tout faire échec à la révolution prolétarienne en Allemagne. C'est cet objectif qui est au centre des plans de la coalition des impérialismes vainqueurs et de la bureaucratie du Kremlin.

C'est en partant de cette situation révolutionnaire que s'explique la politique de l'impérialisme américain, de la coalition impérialiste victorieuse, de la bureaucratie du Kremlin. Cette politique, les « **Notes pour des thèses sur la révolution européenne** » la résumant ainsi :

« Eviter la victoire de la révolution prolétarienne en Europe exigeait de redonner vie et force aux vieilles

puissances impérialistes européennes et de reconstruire ou tout au moins de ressouder les vieux appareils d'Etat. La coopération politique de l'impérialisme américain, des bourgeoisies déliquiscentes d'Europe de l'Ouest et de la bureaucratie du Kremlin étaient indispensables : les crédits et le soutien économique des USA n'y auraient pas suffi, le rôle politique majeur revenait à la bureaucratie du Kremlin et à son appareil international. Les énormes sacrifices des ouvriers et paysans de l'URSS, victorieux de la bête nazie, ceux aussi des militants des PC européens, ont donné à la bureaucratie du Kremlin et à son appareil international, un prestige énorme, bien qu'usurpé, une influence gigantesque sur des millions d'ouvriers et de paysans d'Europe, donc une puissance politique prodigieuse. L'occupation de l'Europe de l'Est par les armées de l'URSS est une compensation nécessaire faite à la bureaucratie du Kremlin, d'autant que l'action de celle-ci fut immédiatement de contenir et de refouler les masses et de maintenir à bout de bras les vestiges des vieilles classes dirigeantes et les débris des anciens appareils d'Etat, tout en exerçant le pouvoir réel. »

La monstruosité réactionnaire constituée par les accords de Yalta et de Potsdam dépeçant l'Europe en fonction des besoins contre-révolutionnaires de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne trouvait son expression concentrée dans la division de l'Allemagne visant avant tout à disloquer la classe ouvrière allemande.

Dans la mesure où la dictature nazie se confondait avec l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, l'effondrement de l'hitlérisme aboutissait à la dislocation de cet appareil d'Etat, ouvrait la voie à la révolution prolétarienne. L'Etat bourgeois allemand disloqué, seule l'occupation militaire conjointe de toute l'Allemagne, l'action répressive de la bureaucratie du

Kremlin pouvaient contenir et faire refluer la classe ouvrière allemande. En 1944, la guerre est gagnée : les choix « militaires » sont fonction d'objectifs politiques. La politique qui s'exprime dans le plan Morgenthau (qui visait à faire de l'Allemagne démembreée, une réserve adrienne de l'Europe et qui restera jusqu'en 1945, l'expression officielle des buts de guerre américains) vise à pousser au désespoir les masses allemandes, à les contraindre à identifier leur sort à celui de l'Etat nazi. Le prolétariat allemand est alors victime de la conjonction de deux terreurs. La répression nazie qui s'acharnera jusqu'à la dernière minute sur les saboteurs et les déserteurs (l'appareil de répression sera préservé jusqu'au bout : il n'y aura pas de solution de continuité entre la disparition légale du pouvoir nazi — la capitulation du 8 mai 1945 — et l'occupation totale du territoire allemand par les forces des impérialismes alliés et par celles de la bureaucratie), d'une part. Et d'autre part, la terreur massive des ultimes bombardements ouvertement dirigés contre la population civile (Leipzig, Dresde) que prolonge le comportement des forces armées de la bureaucratie dans le territoire où elles pénètrent, mettant en pratique la formule du pluminif stalinien Ehrenbourg : « Il n'est de bon allemand que mort. » Pour brévenir la révolution prolétarienne en Allemagne, l'impérialisme et la bureaucratie visent à atomiser le prolétariat allemand.

La signification de la division de l'Allemagne

L'occupation militaire de l'Allemagne constitue un prélude à sa division telle qu'elle existe encore aujourd'hui. Elle démembré l'Allemagne en secteurs fractionnés selon l'implantation des troupes d'occupation. Elle fait régner, dans les quatre zones, un régime de dictature militaire, elle prend appui sur ce morcellement

pour interdire toute centralisation de la vie politique, elle est le cadre d'un pillage qui tend à vider l'industrie allemande de sa substance, elle assure les conditions d'une surexploitation des travailleurs. Rien dans le régime d'occupation n'est, à un titre ou à un autre, progressif. Ce n'est pas elle qui permet la reprise d'une activité politique du mouvement ouvrier dans les secteurs occidentaux : ce sont les travailleurs allemands qui s'organisent malgré elle et contre elle. Ce ne sont pas les forces armées de la bureaucratie qui, dans « leur » zone, exproprient les capitalistes, mais les travailleurs qui, malgré elles et contre elles, tendent à assurer leur contrôle sur les entreprises.

Toutes les positions qu'occupera la classe ouvrière allemande c'est par son activité qu'elle les arrachera, comme composante de la vague révolutionnaire qui déferle sur l'Europe. L'occupation militaire dans le secteur oriental, comme dans les secteurs occidentaux, a pour fonction de contenir cette vague en Allemagne : son contenu est totalement contre-révolutionnaire. Dès 1945, la revendication démocratique du retrait inconditionnel de toutes les troupes d'occupation était un mot d'ordre central, non seulement d'une politique révolutionnaire en Allemagne, mais d'une politique révolutionnaire à l'échelle de l'Europe.

Si, à une première étape, l'occupation militaire pare à la menace constituée par l'existence d'un vide politique, c'est l'émergence de deux systèmes gouvernementaux, l'un projection directe de la bureaucratie du Kremlin dans sa zone d'occupation, l'autre dépendant des impérialismes vainqueurs et principalement de l'impérialisme américain, qui consacrent la division de l'Allemagne. C'est très tôt — dès 1947-1948 — qu'ils commencent à être mis en place, même si la proclamation formelle de l'exis-

tence de deux Etats date de 1949 (3).

Le caractère de cette division doit être précisé. L'occupation par ses forces militaires de l'Est de l'Europe, compensation nécessaire accordée à la bureaucratie, pour son rôle contre-révolutionnaire, avait été étendue à l'Est de l'Allemagne. Dans cette mesure, c'est dans les limites d'une partie du territoire national (« l'Allemagne de l'Ouest ») que se reconstruit l'Etat bourgeois. Mais il s'agit bien de l'Etat bourgeois de toute l'Allemagne et en ce sens de l'Etat national même si une fraction du pays échappe à son contrôle. En Allemagne, l'Etat bourgeois n'a pas été détruit, la bourgeoisie n'a pas été expropriée comme classe. Le rétablissement de l'Etat bourgeois allemand correspond aux nécessités d'ensemble de la préservation du système impérialiste mondial : le renflouement des vieilles puissances capitalistes d'Europe. Mais en Allemagne, ce renflouement se fait sur la base et dans le cadre de la division du pays. Comme le soulignent les « **Notes pour des thèses sur la révolution européenne** » que nous avons citées, un rôle politique majeur revenait à la bureaucratie du Kremlin pour assurer la division de l'Europe. Ce rôle, elle l'a tenu en Allemagne en prenant l'initiative de donner un caractère permanent à sa zone d'occupation, élément indispensable à la solidification de l'Allemagne de l'Ouest. La division de l'Allemagne est une mesure totalement réactionnaire. Clé de voûte de la division de l'Europe, elle a aussi le fondement de

(3) La République fédérale allemande (RFA) est formellement constituée par l'adoption d'une « loi fondamentale », le 8 mai 1949. La République démocratique allemande (RDA) naît officiellement le 30 mai de la même année sur la base d'une constitution qui affirme que « l'Allemagne est une République démocratique et indivisible ».

la restructuration de l'Etat bourgeois allemand. Elle a représenté l'expression concentrée de la riposte contre-révolutionnaire élaborée à Yalta et à Potsdam.

Que l'impérialisme soit la réaction sur toute la ligne, il n'en n'est pas de plus nette manifestation que le fait que la préservation de son « ordre » ait nécessité la remise en cause de l'un des derniers acquis de la période ascendante du capitalisme. L'unité allemande, que cette tentative de faire tourner en arrière la roue de l'histoire. Et il n'est pas de plus accablante vérification du rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, dont le sort est lié à celui de l'impérialisme, que la part décisive qu'elle y a pris.

Mais la division de l'Allemagne qui a été la condition nécessaire à l'établissement d'un équilibre instable en

Europe, marque cet équilibre. L'expropriation du Capital et des propriétaires fonciers à l'Est de l'Allemagne constitue une réalité qui ne peut être assimilée par l'Etat bourgeois allemand. Le prolétariat allemand cherche à rétablir son unité et par là-même pose la question de l'unité inconditionnelle de l'Allemagne comme l'un des mots d'ordre du combat pour la révolution prolétarienne dans toute l'Allemagne, comme l'un des mots d'ordre du combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

L'unité de l'Allemagne est le mot d'ordre le plus explosif, celui dont les conséquences sont les plus révolutionnaires pour l'Allemagne et pour l'Europe. L'unité et l'indépendance du peuple allemand constituent un objectif que le prolétariat doit faire sien (4).

II.- L'activité politique de la classe ouvrière allemande, composante de la montée révolutionnaire en Europe (1945-46)

La conception réactionnaire de la « culpabilité collective du peuple allemand », de l'identification de la nation allemande au nazisme, sous sa forme caricaturalement chauvine — et qui survit encore trente ans après la chute du troisième Reich — s'est toujours accompagnée d'une version plus sophistiquée, celle de « la passivité de la classe ouvrière allemande » — que de bonnes âmes déploreraient bien évidemment, mais où y faire ?

Désorganisée, démoralisée, elle aurait accepté le nazisme et aurait assisté à son effondrement comme à un événement extérieur. C'est là un mythe qui ne résiste pas à un examen, même rapide, des faits. Mais précisément, il faut en revenir aux faits pour combattre l'idéologie toujours présente selon laquelle la

classe ouvrière ne serait plus « révolutionnaire » : la plus nette des démonstrations en étant prétendument donnée par le fait que la principale classe ouvrière d'Europe n'aurait plus eu d'activité propre.

Certes, la victoire du nazisme ouvrait une ère de réaction triomphante qui n'allait pas être sans effets sur

(4) Dans les limites de cet article, il n'est pas possible de reprendre la discussion d'ensemble sur la question de l'unité de l'Allemagne : il est nécessaire de se reporter aux *Notes pour des thèses...* (*La Vérité*, n° 565, janvier 1975) et à l'article de Jean-Jacques Marie, *La question nationale et les pays de l'Est* paru dans le même numéro, ainsi qu'à la réponse du camarade Stéphane Just, à l'issue de la discussion sur la conférence européenne (*La Vérité*, n° 566, mars 1975).

la classe ouvrière qui était isolée et dont les organisations étaient brisées. Mais il ne fut pas suffisant de mettre hors la loi, partis ouvriers et syndicats : la dictature devait chercher à détruire physiquement le mouvement ouvrier, exterminer ses cadres. La répression prend des proportions gigantesques qui témoignent de la résistance de la classe ouvrière, même disloquée et atomisée. Les camps de concentration, c'est d'abord pour les antifascistes allemands qu'ils sont construits ; plus d'un million d'entre eux — et en majorité des militants ouvriers — y seront enfermés. Mais, dans les conditions de la pire terreur, de perfectionnement de la machine policière, d'isolement, de soutien accordé par la bourgeoisie mondiale à Hitler, la lutte illégale continue. Par exemple en 1936 — année où des grèves éclateront dans la Ruhr — trois ans donc après l'instauration du régime fasciste, après trois ans de répression forcée, les archives de la Gestapo font état de 12 000 arrestations nouvelles pour distribution de tracts socialistes ou communistes ou participation à des réunions illégales.

Le travail accompli en direction des ouvriers allemands par l'organisation trotskyste en France (5) témoigne non seulement de la fidélité pratique à l'internationalisme prolétarien des sections de la Quatrième Internationale, mais aussi du fait que la fraternisation prolétarienne rencontrait un terrain favorable. Il n'y a jamais eu d'interruption complète de l'activité ouvrière organisée, de l'activité révolutionnaire dans la classe ouvrière allemande.

Mais que s'est-il passé lorsque la catastrophe militaire a ouvert la voie de la liquidation du régime nazi, les

masses sont-elles alors restées passives ?

Tout au contraire, on peut résumer ce qui s'est passé alors comme une parfaite illustration de la formule de Trotsky dans **Défense du Marxisme** sur la « **tendance instinctive du prolétariat à reconstruire la société sur des bases communistes** ». Pour comprendre la forme de ce mouvement, il faut rappeler qu'il n'y a pas à proprement parler de « **vacance du pouvoir** », comme en Italie en 1943, par exemple. La machine de terreur nazie continue à tourner jusqu'à la dernière minute, remplacée aussitôt par les forces occupantes. L'Allemagne de 1945 n'est pas qu'un champ de ruines : elle compte six millions de morts et de prisonniers, et dix millions d'hommes et de femmes sont chassés de Prusse orientale, de Silésie, des territoires sudètes. Les conditions élémentaires de toute existence sociale sont menacées.

Dans ces conditions, s'il y a lieu de s'étonner, ce n'est pas de la prétendue absence du prolétariat allemand au rendez-vous de la révolution, c'est du degré d'activité politique qu'il déploie malgré tout.

C'est tout d'abord, avant même la disparition du régime nazi, la tendance à reconstruire les organisations ouvrières, à développer une activité consciente : les groupes politiques naissant sur une base locale et se réclamant du communisme et du socialisme se multiplient. C'est ainsi que, dans un article de la revue **Quatrième Internationale** de juin 1946, Ernest Germain signale l'existence de mouvements insurrectionnels à Hambourg dès 1943, l'explosion de véritables « guerres civiles locales » entre soldats et SS, la saisie par les paysans du Mecklenbourg des terres des propriétaires fonciers avant l'arrivée de l'armée russe, la publication de nombreux journaux clandestins.

Mais c'est surtout, à l'Ouest comme à l'Est, comme le prévoyait

(5) Voir à ce sujet *Quelques enseignements de notre histoire*, supplément à *La Vérité*, juin 1970.

le programme de transition (6), le sur-
gissement de comités d'usine, le
mouvement vers les soviets, la classe
ouvrière tendant à occuper le terrain
laissé libre par la dislocation de
l'Etat nazi, par la mise en place de
ses propres organes de classe.

La situation est parfaitement résumée par un article du journal conservateur anglais *L'Economist* en date du 26 mars 1946 : « Dans la zone russe de l'Allemagne comme ailleurs, l'écroulement du nazisme fut suivi par des démonstrations d'un esprit socialement révolutionnaire : les ouvriers occupèrent leurs usines et réglèrent leurs comptes avec les directeurs nazis et nazifiés. La même chose arriva dans la Ruhr. »

La précision, « comme ailleurs », donnée par le journaliste est importante car elle écarte l'idée fautive d'une histoire particulière de la classe ouvrière d'Europe orientale. Là pourtant le vide fut plus grand : capitalistes et propriétaires fonciers prenaient la fuite. Comme le note B. Sarel dans *La classe ouvrière d'Allemagne orientale* : « Pour une minorité ouvrière relativement importante, la chute du nazisme, l'arrivée de l'Armée rouge représentaient l'occasion unique de réaliser le socialisme. Des groupes communistes ou socialistes, des comités de l'Allemagne libre se reformaient clandestinement ; ainsi, à Berlin, le parti communiste révolutionnaire dans le quartier de Charlottenbourg, le parti communiste internationaliste dans le quartier de Wilmersdorf, ailleurs le parti commu-

(6) « (...) Dès que le mouvement prendra un quelconque caractère de masse, les mots d'ordre transitoires se mêleront aux mots d'ordre démocratiques : les comités d'usines surgiront, il faut le penser, avant que les vieux bonzes se soient mis de leurs bureaux à l'édification des syndicats ; les soviets couvriront l'Allemagne avant que se soit réunie à Weimar une nouvelle Assemblée constituante. » (Programme de transition, p. 34.)

niste allemand. A l'approche des troupes soviétiques, le drapeau rouge réapparaissait de-ci de-là, dans les quartiers ouvriers, pavant ce qui restait de maisons. » (7)

Ce sera le premier acte de l'Armée « rouge », que d'arracher ces drapeaux et surtout de s'attaquer à ce qu'ils symbolisaient : la volonté des travailleurs de s'organiser comme classe, la constitution d'organismes qui, embryonnairement, sont les éléments d'un nouveau pouvoir, celui de la classe ouvrière. Il n'est pas vrai que la bureaucratie du Kremlin commence alors un processus d'expropriation dans le secteur qu'elle contrôle. Elle se trouve placée devant une situation de fait : capitalistes et propriétaires fonciers, directeurs nazis, ont pris la fuite. Ce sont les travailleurs qui remettent en marche la production en s'en assurant le contrôle par la reconstitution des comités d'entreprise (Betriebsrate) tels qu'ils existaient avant 1933. La bureaucratie riposte par le démantèlement et par le pillage et en imposant des directeurs nommés par des autorités directement dépendantes du haut-commandement soviétique. Et, en novembre 1948, alors que se cristallise la division de l'Allemagne, avant de parachever dans le cadre de cette division l'étatisation de l'industrie, la bureaucratie du Kremlin liquide les comités d'usine : une conférence syndicale en prononce la dissolution.

C'est le même mouvement qui a lieu dans les secteurs occidentaux. C'est ainsi que P. Waline dans *Cinquante ans de rapports entre patrons et ouvriers en Allemagne* constate que : « Dans l'usine redevenue centre de leur vie, le vrai pouvoir était souvent aux mains de leurs (des ouvriers) porte-parole, conseils ou comités d'entreprise, hommes de

(7) Benno Sarel, *La classe ouvrière d'Allemagne orientale*, Editions ouvrières.

confiance (Obleute), et cette situation révolutionnaire se prolonge assez longtemps dans les usines de la Ruhr et de Rhénanie.» (8)

Aujourd'hui, le mouvement de la révolution portugaise, la constitution des commissions de délégués élus permet de saisir le contenu du mouvement qui se dessinait en Allemagne en 1945 : la classe ouvrière formait des comités, des formes d'organisation pré-soviétiques, prenait le contrôle de la production, tendait à « réorganiser la société sur des bases communistes ». C'est au plus haut niveau que le prolétariat allemand renouait avec ses traditions révolutionnaires.

Mais ce mouvement n'a pu se centraliser à l'échelle nationale, trouver une expression politique lui correspondant. Le démembrement de l'Allemagne, assuré à travers l'occupation quadripartite, jouait ainsi pleinement son rôle contre-révolutionnaire, relayé sur le plan du mouvement ouvrier lui-même par la politique des dirigeants réformistes et stalinien.

À l'Est, le mouvement fut brisé par la répression bureaucratique qui interdit d'emblée toute expression autonome de la classe ouvrière. À l'Ouest, il fut dévoyé et finalement étouffé. La « co-gestion » qui devait être utilisée comme un moyen pernicieux de collaboration des classes, comme le cadre de tentatives visant à remettre en cause l'indépendance syndicale, ne résulte pas d'une initiative de la bourgeoisie : elle est l'héritage bâtard de cette période, constitué après que, par la division du pays la bureaucratie du Kremlin, l'impérialisme et leurs auxiliaires aient privé le prolétariat allemand de toute perspective politique. L'élément de dualité de pouvoir que constitue le contrôle ouvrier ne peut se maintenir que pour autant que la dualité de

pouvoir s'étend aux autres domaines de la vie politique et sociale. Et toute situation de « dualité de pouvoir » est elle-même transitoire : elle se solde nécessairement par l'affirmation d'un pouvoir unique, au profit de l'une des classes antagonistes. Or, très tôt, à l'abri de l'occupation militaire et sur la base de la division de l'Allemagne, l'Etat bourgeois se rétablit.

La classe ouvrière allemande reconstruit ses organisations

Dans le mouvement même qui fait surgir les comités d'usine, la classe ouvrière reforme ses organisations, retrouve le chemin de ses organisations traditionnelles. La rapidité avec laquelle resurgissent des organisations syndicales, frappe les représentants des forces d'occupation alliées. Comme le dit Waline, en dépit des proclamations sur la liberté syndicale, « **c'est un succès qui inquiète** ». Comme par génération spontanée, à l'échelon des villes, des organisations se constituent immédiatement, sont parfois en place quand arrivent les troupes américaines ou anglaises. Dans les trois secteurs occidentaux, les entraves administratives et policières à la constitution des syndicats sont multiples : règles légales de constitution extrêmement strictes, autorisation préalable, interdiction de coordination des organisations à l'échelle de l'Allemagne et même des secteurs occidentaux (ce n'est qu'en juin 1946 que sera obtenu le droit de fonder des fédérations). Et pourtant, dès la fin de 1946 on comptait 2 730 000 syndiqués et en 1949, avant même la formation du DGB, pour toute l'Allemagne occidentale, plus de cinq millions de syndiqués.

Dans le secteur oriental, le mouvement de reconstruction des organisations syndicales est aussi impétueux. Mais très vite la bureaucratie du

(8) P. Waline, *Cinquante ans de rapports entre patrons et ouvriers en Allemagne*, tome II (Armand Colin).

Kremlin les contrôle étroitement par un appareil bureaucratique central qui leur interdit toute activité revendicative. Cependant, jusqu'en 1948, l'aspiration à unifier l'organisation syndicale au niveau national s'exprimera dans des rencontres entre des délégations des directions syndicales des secteurs occidentaux et la fédération mise en place dans le secteur russe, la FDG.

Dès 1946, les premières grèves ont lieu dans la métallurgie contre le blocage des salaires et en mars 1947, des grèves éclatent à Düsseldorf, à Hagen, sous le mot d'ordre : « **Pas de nourriture, pas de travail.** »

Parallèlement, le SPD, le parti socialiste, se reconstruit comme le parti de masse de la classe ouvrière allemande. En 1946, il rassemble 800 000 membres. C'est un nombre d'adhérents qu'il ne retrouvera et dépassera qu'à partir de la montée de la classe ouvrière en 1969. Et, comme le remarque un journaliste : « **Cet afflux ne doit rien à l'opportunisme. Car le parti de Kurt Schumacher n'a pas de « situations » à offrir, de prébendes à distribuer. Tout simplement le régime hitlérien n'avait pas réussi, pendant les douze années de son règne, à atomiser totalement le passé.** » (9) Formulation restrictive qui fausse la simple réalité : les masses affluent vers leurs organisations traditionnelles, la dictature fasciste n'a pu briser la continuité du mouvement ouvrier organisé. La politique de la direction Schumacher (K. Schumacher lui-même vient de passer des années dans les camps de concentration nazis) s'adapte partiellement aux aspirations des masses.

Dans une étude publiée par *Internationale Arbeiter Korrespondenz*, la revue des trotskystes d'Allemagne, il a été rappelé sur quelle politique le SPD s'était reconstruit, politique que

l'actuelle direction cache soigneusement aux membres du SPD. La déclaration finale du congrès du SPD tenu en 1946 proclamait notamment :

« **L'Allemagne actuelle n'est plus capable de supporter une économie capitaliste privée, basée sur le profit... Les rapports de propriété existants ne correspondent plus aux autres conditions sociales et aux besoins sociaux. Ils sont devenus le principal obstacle au redressement et au progrès... La social-démocratie aspire à une économie socialiste...** »

Sur la question de l'indépendance et de l'unité de l'Allemagne, il était dit dans la même déclaration :

« **De même que la démocratie n'est pas assurée sans la libération économique de l'homme, de même elle est tout aussi impossible sans la liberté nationale du peuple. La social-démocratie allemande exige le maintien de l'Allemagne comme un ensemble national, étatique et économique. De même que les socialistes de tous les pays défendent l'indépendance du pays, de même fait la social-démocratie allemande. Mais elle sait que l'époque de la souveraineté illimitée des Etats isolés est terminée. Ce ne sont pas des parties de l'Allemagne qui doivent être internationalisées mais toute l'Europe qui doit l'être. La social-démocratie allemande aspire aux Etats-Unis socialistes d'Europe, à une fédération démocratique et socialiste des Etats européens. Elle veut une Allemagne socialiste dans une Europe socialiste.** »

Il serait bien sûr radicalement erroné de tirer de ces citations la conclusion que la direction du SPD s'orientait alors vers une politique révolutionnaire, qu'elle brisait ses liens avec la bourgeoisie. Le SPD reste un parti social-démocrate, un parti de collaboration des classes qui, s'il proclame qu'il « aspire » au socialisme, reste déterminé par ses liens de subordination à l'ordre bourgeois. Mais elles montrent dans quelles conditions le SPD a réaffirmé son

(9) Gérard Sandoz, *La gauche allemande* (Julliard).

hégémonie sur la classe ouvrière allemande. C'est en se réclamant — même abstraitement — de la lutte des classes, du marxisme, de la nécessité de transformer les rapports de propriété. C'est aussi en se refusant à parler un langage de vaincu car le SPD n'identifie pas la défaite du nazisme à une défaite de la classe ouvrière ou du peuple allemand. Défendant le droit du peuple allemand à disposer de lui-même, il n'apparaît pas directement associé au démembrement du pays, comme les staliniens, qui, de plus, endossent la responsabilité du sort fait à la population allemande en général dans la zone occupée par les forces du Kremlin.

La politique stalinienne en Allemagne après 1945

De plus, alors que le SPD parle d'une solution socialiste aux problèmes de l'Allemagne, les porte-parole du stalinisme expliquent quant à eux que l'Allemagne doit d'abord connaître un long purgatoire démocratique pour expier les péchés du nazisme.

Cependant, le parti communiste allemand (le KPD) renaît aussi : comme une force minoritaire dans le mouvement ouvrier certes, mais non négligeable à une première étape. Quand Trotsky expliquait, au lendemain de la victoire de Hitler : « **La classe ouvrière allemande se relèvera, le stalinisme jamais** » (10), il signifiait que le sort historique du KPD était scellé, non que la bureaucratie stalinienne n'aurait en aucun cas aucune influence sur la classe ouvrière

allemande. L'histoire a d'ailleurs contresigné son verdict : le parti stalinien qui se reforme ne peut retrouver — et de loin — la stature du KPD d'avant 1933. Mais la réduction en quelques années à des proportions infimes de l'influence du parti communiste allemand, son incapacité à apparaître comme un facteur politique à l'échelle de la République Fédérale, n'est pas que le résultat automatique de son ignominieuse faillite en 1933. Elle est le résultat de la politique contre-révolutionnaire ouverte du stalinisme, de son rôle dans la division de l'Allemagne, du caractère flagrant d'agent inconditionnel de cette politique du PC allemand...

L'un des traits de la reconstitution du mouvement ouvrier en Allemagne en 1945 c'est l'existence d'une profonde aspiration à l'unité. De multiples initiatives locales, des groupes de militants socialistes et communistes posent plus ou moins confusément la question d'un seul parti ouvrier, démocratique, ouvert aux différentes tendances. Mais le stalinisme est incapable de s'appuyer sur cette tendance car il œuvre à la division de l'Allemagne comme condition de la rupture de l'unité, dans le cadre national du prolétariat allemand, et, pour parvenir à la division du pays, il s'attaque sur tous les terrains, à l'unité du mouvement ouvrier.

Concrètement, dans la zone qui est soumise à son contrôle militaire, cette politique de la bureaucratie s'exprime par l'emploi des moyens de la répression contre la reconstitution du SDP — ce secteur comprend certaines des forteresses traditionnelles de la social-démocratie — et par l'organisation d'une fusion bureaucratique et forcée entre le SPD et le PC allemand.

En agissant ainsi, ce n'est pas le réformisme que frappe la bureaucratie stalinienne : au contraire, elle en fait le **seul parti** de la classe ou-

(10) Léon Trotsky, « La tragédie du prolétariat allemand », reproduit dans *Comment vaincre le fascisme ?* (Buchet-Chastel).

vrière allemande. C'est à l'organisation indépendante de classe qu'elle s'attaque.

La bureaucratie stalinienne essaye d'étendre l'opération à tout Berlin qui, on le sait, est administré conjointement par les quatre puissances occupantes. Mais là, la direction du SPD parvient à imposer une consultation démocratique de ses adhérents. Dans le secteur soviétique de la ville, l'armée d'occupation interdit le scrutin, tant la bureaucratie était convaincue que le résultat lui serait défavorable. Dans les trois secteurs occidentaux, le résultat fut le suivant :

A la question : « **Es-tu pour une alliance des deux partis qui assure un travail commun et exclut un combat fratricide ?** », il y eut 62 % de OUI. A la question : « **Es-tu pour une fusion immédiate des deux partis ?** », il y eut 82 % de NON.

La constitution bureaucratique d'un « parti unique » en zone russe est une des premières mesures qui donnent, au-delà de l'occupation militaire, un fondement politique à la division de l'Allemagne. Dans une partie du pays, les expressions nationales du mouvement ouvrier, comme mouvement indépendant de classe, sont détruites. En même temps qu'elle étayait la division de l'Allemagne, cette mesure portait un coup terrible à la profonde aspiration à l'unité de classe, au front unique, du prolétariat allemand. La politique de la bureaucratie du Kremlin, la répression policière à l'Est, la destruction des organisations indépendantes de la classe ouvrière, SPD et syndicats, la déportation massive des populations de Prusse Orientale, de Silésie, des Sudètes, la division de l'Allemagne, liquidaient politiquement le parti de la bureaucratie stalinienne en Allemagne et consacraient le SPD

comme le seul parti du prolétariat allemand. Mais le rôle déterminant et ouvertement réactionnaire de la bureaucratie stalinienne n'allait pas seulement faire du SPD le seul cadre politique d'organisation de la classe ouvrière allemande. Elle lui permettait de jouer pleinement le rôle de parti ouvrier bourgeois, c'est-à-dire d'œuvrer à la reconstitution de l'Etat bourgeois allemand dans les zones occidentales en le présentant comme la seule garantie du maintien des libertés démocratiques et ouvrières reconquises.

S'il était indispensable de placer au centre de cet article un examen de la période 1945-1947, c'est bien évidemment parce qu'il n'est pas possible d'analyser les développements actuels sans d'abord revenir sur les conditions dans lesquelles la classe ouvrière allemande a reconstitué ses organisations, sans analyser le cadre politique qu'elle s'est donné et qui demeure encore.

Mais il était non moins indispensable de montrer qu'avant même qu'elle ait reconstitué ses forces sur le terrain économique (les luttes politiques que nous avons évoquées se déroulent alors que la politique des puissances victorieuses est de limiter la capacité de production de l'Allemagne à 50 % de celle de 1938, que les démontages d'usines se poursuivent, que sévit une grave crise alimentaire), la classe ouvrière allemande avait développé un ample mouvement politique qui participait pleinement de la vague révolutionnaire internationale, déferlant avec une force particulière sur l'Europe.

La vérité sur la lutte du prolétariat allemand ne relève pas que de l'histoire : elle est un enjeu des luttes politiques présentes à l'échelle du monde et particulièrement de l'Europe.

III.- La lutte de classes dans l'Allemagne divisée

La division de l'Allemagne a commencé par l'occupation militaire et le fractionnement en secteurs. Elle est consolidée par les mesures politiques de la bureaucratie dans son secteur. Elle trouve sa forme cristallisée dans la constitution de deux Etats en 1949 : la République Fédérale Allemande dans les anciens secteurs occidentaux, la République Démocratique Allemande à l'Est.

La constitution de la RDA ne procède pas du mouvement d'expropriation commencé en 1945 à l'initiative des masses travailleuses. Elle représente la formation d'un appareil d'Etat totalement artificiel, projection directe de la bureaucratie du Kremlin, reposant sur ses forces militaires, et elle s'inscrit dans le cadre de la politique d'ensemble de la bureaucratie resserrant son contrôle sur l'Europe de l'Est, face à la contre-offensive de l'impérialisme que sa propre politique a nourrie.

C'est également dans ce cadre que s'inscrit la fondation de la République Fédérale. L'octroi d'une « souveraineté limitée » à un Etat dont les pouvoirs ne s'étendent qu'à une partie de l'Allemagne relève d'une décision politique de l'impérialisme américain. L'acte de naissance « de facto » de la République Fédérale précède d'ailleurs de près d'un an sa proclamation formelle. Cet acte, c'est la réforme monétaire opérée en juin 1948 dans les secteurs occidentaux (une nouvelle unité monétaire est créée, le Deutschmark, les Reichmarks sont échangés au taux de 10 RM pour 1 DM), point de départ de la renaissance économique par la liquidation brutale de toute une partie du capital fictif, par une faillite monétaire officiellement organisée.

De cette réforme monétaire, un économiste bourgeois écrit : « **La réforme laisse dans son sillage un cortège de souffrances et de victimes. Un gouvernement allemand responsable devant une assemblée élue aurait-il trouvé l'audace d'en assumer la responsabilité ? On peut en douter. La chirurgie monétaire est de celles auxquelles les gouvernements démocratiques recourent le moins volontiers** » (J.-F. Poncet, « La politique économique de l'Allemagne occidentale ») (11). Comme le note justement H. Abosch, dans « L'Allemagne sans miracle », « **l'acte de naissance de la République de Bonn fut une mesure monétaire prise par l'étranger en l'absence de toute souveraineté allemande** » (12).

D'ailleurs la constitution proprement dite de la République fédérale, la « loi fondamentale » de mai 1949 n'est pas élaborée par une véritable assemblée constituante, mais par une assemblée élue au suffrage indirect à partir des assemblées régionales, elles-mêmes élues sous le contrôle des forces d'occupation. C'est à juste titre que Schumacher peut apostropher le vieux réactionnaire Konrad Adenauer, promu chef du nouvel Etat, en le traitant de « **chancelier des Alliés** ». Et, y compris sur le plan juridique, la « loi fondamentale » reste subordonnée au statut d'occupation.

Ce serait pourtant une erreur que de considérer que les deux Etats de l'Allemagne divisée sont, en quelque sorte, dans une situation symétrique. La République fédérale est une mons-

(11) J.-F. Poncet, *La politique économique de l'Allemagne occidentale* (Sirey).

(12) H. Abosch, *L'Allemagne sans miracle* (Julliard).

truosité, certes. Mais elle est la forme monstrueuse que prend la reconstitution de l'Etat bourgeois en Allemagne et, en ce sens, de l'Etat national allemand — même si une fraction du territoire national échappe à sa juridiction. L'Etat bourgeois en Allemagne n'a pas été détruit, la bourgeoisie comme classe n'a pas été expropriée. L'Etat de la République fédérale s'appuie sur les rapports de classe existants en Allemagne, sur les rapports de production qui restent nationalement dominants : même monstrueux, il n'est pas artificiel, il trouve ses racines dans le développement historique de la nation allemande. Cette constatation n'entraîne ni louange ni blâme. C'est à travers ses traits les plus réactionnaires — et notamment les liens étroits qui l'unissent à son prédécesseur, le III^e Reich — que s'affirme la continuité de l'Etat bourgeois. Son caractère monstrueux, anormal (manifesté en particulier dans sa souveraineté limitée) intègre, en quelque sorte, l'existence de l'Allemagne de l'Est : la division de l'Allemagne a été la condition de la préservation de l'Etat bourgeois et le rôle actif joué par la bureaucratie stalinienne dans l'établissement et la consécration de cette division a été sa contribution cruciale à la remise sur pied de l'Etat bourgeois en Allemagne, rendu par ailleurs possible par le soutien politique et économique de l'impérialisme américain.

Les bases de ce que l'on a fausement appelé le « miracle allemand » n'ont rien de miraculeux. L'ampleur des destructions faisait de la simple reconstitution du potentiel industriel un « appel d'air » pour l'accumulation de capitaux. Le niveau de vie extrêmement bas, l'afflux de millions de travailleurs chassés des terres annexées, le flot constant de réfugiés venant de l'Est allaient permettre de maintenir, pendant plusieurs années, les salaires au plus bas niveau d'Europe. Comme le note J.-F. Poncelet : « De la stabilité des salaires et de

l'écart prix-salaires découleront en effet pour les entreprises des bénéfices considérables » (ouvrage cité, page 73). Mais surtout, l'Allemagne concentre les contradictions de l'Europe d'après-guerre. En fonction des nécessités de la lutte des classes internationale, l'impérialisme dut renflouer les bourgeoisies d'Europe, et au premier chef l'ancien vaincu...

Le dynamisme de l'économie allemande trouvera d'ailleurs, à une première étape, un champ à sa mesure dans le développement du parasitisme sur lequel se fonde la restructuration du marché mondial. C'est directement insérée dans la croissance fantastique de la production d'armements que l'impérialisme allemand retrouve sa place majeure en Europe. « La guerre de Corée sera une véritable fontaine de Jouvence » explique H. Abosch, et J.-F. Poncelet précise : « A une demande mondiale brusquement gonflée par le réarmement, les industries des pays occidentaux, absorbées elles-mêmes par l'effort de défense ne peuvent suffire. Pour l'industrie allemande dont les prix sont restés relativement stables, et qui dispose de capacités inutilisées, l'occasion est unique. »

Dépendant, dans les limites de l'Etat mutilé que constitue la République fédérale, la classe ouvrière ayant préalablement reconstitué ses organisations, retrouve sa pleine stature « économique » si l'on peut dire, objective. En 1951, année faste pour le patronat, « année de la guerre de Corée et du coup de fouet qu'elle donne à la production dans tous les pays industriels... les syndicats arguant des bénéfices patronaux réclament une politique des salaires active et obtiennent des hausses de salaires qui alarment le gouvernement » (P. Waline, « Cinquante ans de rapports entre patrons et ouvriers »). C'est en 1951 qu'éclate la grève des métaux en Hesse, où les piquets de grève affrontent la police. Les mouvements se succèdent : grèves dans

la sidérurgie, le textile, le bâtiment, et surtout en 1953 la grande grève ces chantiers navals de Brême, paralysés pendant six semaines.

Mais 1953, c'est avant tout la grève insurrectionnelle de Berlin-Est, en juin, qui gagne tout le secteur soviétique. Juin 1953 n'est pas un combat de la classe ouvrière d'Allemagne orientale, c'est une des grandes pages de l'histoire révolutionnaire du prolétariat allemand.

C'est la révolution politique qui commence...

Pour la bureaucratie du Kremlin, la RDA n'est pas une « démocratie populaire » comme les autres. L'Etat-croupion de Pankov reste une carte à jouer dans le cadre d'une négociation planétaire avec l'impérialisme. En même temps, l'URSS utilise l'économie avancée de l'Allemagne orientale comme un moyen de compenser ses propres faiblesses économiques. La RDA doit acquitter de lourdes réparations, les démontages d'usines se poursuivent, et la classe ouvrière, dans cette mesure, voit ses conditions de vie et de travail se détériorer. Elle résiste, au niveau de l'entreprise, contre les normes de plus en plus écrasantes qui lui sont imposées et parfois cette résistance trouve une expression jusque dans les sommets bureaucratiques. Dans son livre « La classe ouvrière d'Allemagne orientale », B. Sarel donne pour exemple le fait suivant :

« Dans le bâtiment, la situation est en même temps meilleure et plus tendue qu'ailleurs. Les ouvriers du bâtiment sont mieux payés que la plupart de leurs collègues et cela parce qu'ils sont particulièrement combattifs, parce que l'ancienne tradition syndicale a aussi imprégné de son esprit la nouvelle organisation constituée en 1945. Rudolph Kirchner, membre du Conseil confédéral attaque en 1950 la direction du bâtiment, dont un des di-

rigeants a proclamé : « Nous n'avons plus aucun droit. Nous n'avons plus de vraies conventions collectives. Nous avons aujourd'hui des ordonnances comme sous le fascisme. » Et Rudolph Kirchner de commenter : « Lorsque l'on parle ainsi, on ne sait plus où commence et où finit le gauchisme et le trotskysme. »

C'est dans le bâtiment que devait s'amorcer l'explosion de juin 1953 — précédée d'ailleurs par des grèves des travailleurs du bâtiment de Berlin-Ouest qui arrachent des augmentations de salaires. Si le déclenchement du mouvement s'appuie ainsi concrètement sur l'unité historiquement forgée de la classe ouvrière allemande, il s'inscrit aussi dans la crise qui ravage les sommets de la bureaucratie du Kremlin et qu'a révélée et accentuée la disparition de Staline. Cette crise trouve ses répercussions dans l'appareil bureaucratique est-allemand, celui du SED. Des promesses de « libéralisation » sont faites, mais en même temps les normes de travail sont augmentées, ce qui constitue une véritable provocation.

La grève commence le 16 juin sur les chantiers géants de la Stalin-allée. C'est une grève contre l'augmentation des normes. Puis une manifestation est décidée : par milliers, les travailleurs convergent vers la Maison des Ministères. Le ministre de l'industrie lourde, Selbmann, tente de parlementer. Il est hué et un manifestant s'écrie : « **Ce que tu vois ici c'est une révolte populaire.** » Les manifestants décident alors de retourner vers les quartiers ouvriers. Ils se scindent en plusieurs colonnes, entonnent le vieux chant socialiste, « **Marchons au pas camarades.** » Le mot d'ordre est : « **Grève générale pour demain.** »

Le 17 juin, la grève se généralise, elle est très vite totale dans la métallurgie. Les manifestations se multiplient et s'étendent aux grandes villes industrielles de Saxe. Le 17 juin à

13 heures, le haut-commandement russe proclame l'état de siège. Les chars entrent en action. Ce qui était devenu une insurrection est écrasé dans le sang. Mais en vingt-quatre heures les comités de grève ont commencé à s'organiser, parfois pris en main les fonctions d'administration. Ils ont commencé à définir une plate-forme résumée dans la déclaration du comité de grève de Bitterfield :

« Au prétendu gouvernement d'Allemagne démocratique, à Berlin-Pankow, nous, ouvriers de la région de Bitterfield, exigeons de vous :

1) Retrait immédiat du prétendu gouvernement d'Allemagne démocratique qui s'est porté au pouvoir par des manœuvres électorales.

2) Formation d'un gouvernement provisoire constitué d'ouvriers progressistes. »

3) Autorisation de tous les grands partis démocratiques d'Allemagne de l'Ouest.

4) Elections libres et secrètes au plus tard dans les quatre mois qui viennent.

5) Libération de tous les emprisonnés politiques.

6) Suppression immédiate des frontières de la zone et retrait des « vopos » (police du régime).

7) Normalisation immédiate du niveau de vie social.

8) Dissolution de la prétendue « armée nationale ».

9) Aucune répression contre un seul gréviste »

Le caractère éphémère de l'insurrection de Berlin-Est ne doit pas masquer sa signification historique. On peut, à son sujet, sans exagération, paraphraser Goethe qui, au soir de Valmy, disait : « De ce jour, de cette heure date une ère nouvelle. » L'insurrection de Berlin-Est est le premier anneau de la chaîne de soulèvements prolétariens qui feront trem-

bler les gouvernements des bureaucraties parasitaires en Pologne et en Hongrie en 1956, à Prague en 1968, en Pologne à nouveau en 1970. C'est l'ère de la révolution politique qui commence. C'est-à-dire que la perspective tracée dans le programme de fondation de la IV^e Internationale, celle de la « révolution politique », du soulèvement du prolétariat, opposant et substituant à la dictature de la bureaucratie parasitaire les organes de son propre pouvoir, les conseils, les comités ouvriers, se matérialise. Révolution politique car elle ne vise pas à remettre en cause les rapports de propriété, héritage ou prolongement de la révolution d'Octobre, mais révolution politique dont le contenu social est clair : il s'agit, là où le capital a été exproprié, de l'expression particulière de la lutte de la classe ouvrière internationale pour le socialisme.

La révolution politique fait partie de la révolution prolétarienne internationale. Après juin 1953, la menace mortelle de la révolution prolétarienne se présente directement pour la bureaucratie qui a usurpé le pouvoir politique sur la base des défaites de la classe ouvrière mondiale, non seulement sous la forme de la révolution sociale dans d'autres pays, mais aussi sous celle de l'action révolutionnaire des travailleurs dans les pays qu'elle contrôle. Cette combinaison de la révolution sociale et de la révolution politique qui marque la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie et dont le théâtre est avant tout l'Europe, est l'un des traits essentiels de la période qui trouve son plein développement à partir de 1968.

Que le point de départ en ait été l'Allemagne témoigne de la vitalité politique du prolétariat allemand, mais souligne aussi que c'est en Allemagne que se concentre la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie.

Enseignements et conséquences de juin 1953

Le gouvernement bourgeois de l'Allemagne de l'Ouest et la direction du SPD assistent, impassibles, à l'écrasement de l'insurrection. C'est que le mouvement révolutionnaire de juin 1953 remettait en cause les bases mêmes sur lesquelles reposait l'Etat bourgeois. L'unification de l'Allemagne aurait sonné le glas de la domination de la bourgeoisie en Allemagne comme la fin du règne de la bureaucratie. Tout l'équilibre politique et social du continent aurait été remis en question. Le mouvement révolutionnaire de juin 1953 démontrait que ce qui avait été l'arme la plus efficace de l'action contre-révolutionnaire combinée de l'impérialisme et de la bureaucratie — la division de l'Allemagne — constituait en même temps — du fait de l'existence et de l'action du prolétariat allemand comme classe — la plus menaçante des charges explosives déposée dans les fondations de « l'ordre » rétabli après la seconde guerre mondiale. Juin 1953 manifeste donc que la crise combinée de l'impérialisme et de la bureaucratie trouve son point d'extrême concentration en Allemagne et souligne le caractère révolutionnaire du mot d'ordre de l'unification de l'Allemagne.

L'une des premières conclusions qui se dégage de l'insurrection de juin 1953, c'est à quel point, sans la présence des troupes d'occupation, le gouvernement de l'Allemagne de l'Est n'a aucune base. Au bout de vingt-quatre heures de grève générale, il apparaît absolument sans défense, isolé de tout soutien social, tandis que l'appareil lui-même se disloque et se désagrège. A juste titre, B. Sarrel constate que « la tendance la plus marquante, le 17 juin, aurait entraîné le remplacement du système du pouvoir par

un régime des conseils ». Mais l'avant-garde ouvrière qui tend à définir un programme est amenée à combiner des mots d'ordre relevant de la question du gouvernement ouvrier avec des mots d'ordre démocratiques. Et ces mots d'ordre, parce qu'ils concernent nécessairement la question de l'unité allemande, impliquent la destruction de la RDA en tant que telle.

Autorisation des partis démocratiques d'Allemagne de l'Ouest, élections libres, suppression de la frontière de la zone, dissolution des forces armées de la RDA : tels sont certains des mots d'ordre du comité de grève de Bitterfeld. Ils ont en commun de refuser le cadre de la RDA comme élément même provisoire d'une solution conforme aux intérêts de la classe ouvrière. En mettant en avant la revendication démocratique de l'autorisation, dans la partie du pays où ils sont interdits, des partis existants en Allemagne, c'est avant tout leur droit à reconstituer leurs organisations de classe et en particulier le SPD, parti du prolétariat allemand — et non parti des ouvriers de l'Allemagne de l'Ouest — que revendiquent les travailleurs de Berlin-Est. Ce faisant, ils s'attaquent à ce qui fonde la RDA comme Etat séparé, c'est-à-dire la division de l'Allemagne comme moyen de la division de la classe ouvrière.

L'appareil d'Etat qui scelle par en haut l'existence de la « République démocratique allemande » n'est en effet pas identifiable aux conquêtes de la classe ouvrière allemande tout entière constituée par l'expropriation du capital à l'Est du pays. Sa fonction n'est pas la défense de ces conquêtes, mais le maintien de la division réactionnaire de l'Allemagne. Ces conquêtes de la classe ouvrière sont limitées (et on ne peut en apprécier la portée isolément de l'ensemble de la lutte de la classe ouvrière), mais elles ne sont pas artificielles :

elles procèdent du mouvement d'ensemble du prolétariat allemand et se rattachent à celles de la révolution d'Octobre.

La RDA est contradictoire aux rapports de propriété issus de l'expropriation des capitalistes et des propriétaires terriens, contradictoire aux bases d'une économie planifiée qui ne peuvent prendre leur pleine dimension qu'à l'échelle de l'Allemagne. La défense des conquêtes limitées constituées par l'expropriation des capitalistes dans une partie de l'Allemagne est indiscutablement une tâche du prolétariat. Mais cette défense ne peut s'assurer isolément de la lutte des classes internationale et de la lutte d'ensemble de la classe ouvrière d'Allemagne. Le prolétariat allemand ne peut assurer cette tâche qu'en combattant pour la révolution prolétarienne en Allemagne qui implique son combat pour l'unité.

Dans le cas de la République fédérale, Etat national bourgeois et cadre de l'activité du SPD, la question se pose différemment. La perspective du gouvernement ouvrier s'y matérialise dans un mot d'ordre qui prend appui sur les rapports existants entre le SPD et la classe ouvrière : gouvernement du seul SPD, sans alliance avec les libéraux ou toute autre formation de la bourgeoisie. Pas plus qu'en France le gouvernement PS-PCF sans représentants des partis bourgeois n'est identifiable au gouvernement ouvrier, au gouvernement qui s'attaquerait — en s'appuyant sur les masses mobilisées — aux institutions de l'Etat bourgeois et aux fondements de la domination capitaliste, un gouvernement du seul SPD n'est identifiable à un tel gouvernement ouvrier. Mais ce mot d'ordre, parce qu'il met la question de la rupture avec la bourgeoisie au premier plan et qu'il la formule au niveau gouvernemental dans des termes correspondant aux formes politiques dans lesquelles le mouvement ouvrier est organisé en

Allemagne, ouvre la voie de la lutte pour un gouvernement ouvrier.

Gouvernement du seul SPD en République fédérale, gouvernement ouvrier pour toute l'Allemagne : telles sont les réponses politiques que les révolutionnaires mettent en avant. En même temps, ils ne font pas de la réalisation de ces mots d'ordre un « préalable » à l'unification de l'Allemagne. Ils se prononcent inconditionnellement pour l'unité et l'indépendance de l'Allemagne. Et le droit du peuple allemand à disposer de lui-même serait un leurre s'il ne signifiait pas son droit à porter au pouvoir le gouvernement de son choix : le peuple allemand a droit au gouvernement de son choix, les révolutionnaires combattent pour un gouvernement ouvrier de toute l'Allemagne. Comme l'expliquait Stéphane Just dans sa réponse, lors de la Conférence européenne des organisations luttant pour la reconstruction de la IV^e Internationale :

« L'unité et l'indépendance de l'Allemagne s'identifient à l'unité et à l'indépendance du plus puissant prolétariat d'Europe. (...) Voilà pourquoi nous sommes inconditionnellement pour. L'unité et l'indépendance de l'Allemagne sont indispensables au prolétariat allemand pour s'ériger en classe nationale dirigeante, devenir lui-même la nation. L'unité et l'indépendance nationale de l'Allemagne précéderont-elles ou résulteront-elles de la révolution prolétarienne en Allemagne ? Dans tous les cas, c'est une nécessité historique. » (« La Vérité », n° 566, page 55.)

Ainsi, ne pas se contenter de dire que l'Allemagne est divisée, mais situer par rapport à la question nationale — reposée par la barbarie impérialiste avec le concours de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin — la place précise des deux Etats n'est pas un exercice académique : c'est une nécessité liée à la définition des mots d'ordre indispensables au combat pour la construc-

tion du parti révolutionnaire en Allemagne.

**

Avant d'aller plus loin, il est nécessaire d'en venir aux conséquences de l'écrasement de juin 1953 et d'aborder rapidement, à partir de là, les formes politiques prises ensuite par la lutte des classes. En Allemagne de l'Est, la bureaucratie combinait répression et concessions. L'URSS renonce aux réparations. Les normes sont modifiées, les salaires les plus bas réévalués, des investissements transférés dans le secteur de la consommation. Mais la brutale répression du soulèvement est un coup porté à toute la classe ouvrière allemande. Elle semble donner un caractère inexorable à la division. Et surtout elle permet à la bourgeoisie, avec le concours des dirigeants du SPD, d'enfermer la classe ouvrière allemande dans la fausse alternative « capitalisme ou socialisme ». C'est là un facteur essentiel dans la manière dont la lutte des classes sera, pendant des années, modelée en Allemagne. Le SPD, qui se prononçait encore, dans son congrès de 1952, pour la réunification de l'Allemagne, sans reprivatisation de ce qui avait été nationalisé à l'Est du pays, peut faire valoir que la division de l'Allemagne est un « moindre mal », dans la mesure où elle garantit les libertés démocratiques indispensables.

C'est dans ce contexte — en tenant compte du rôle joué par le stalinisme — que s'éclaire l'orientation de plus en plus réactionnaire de la politique des directions du SPD et du DGB, leurs tentatives pour enchaîner les travailleurs à leur propre exploitation au nom de la « co-gestion », la diffusion de l'idéologie des « partenaires sociaux ».

La classe ouvrière allemande recule politiquement et ce recul s'exprime dans la dégénérescence encore plus accentuée du SPD,

dans son alignement servile sur les besoins de la bourgeoisie et sur son idéologie. Dans ses manifestes électoraux, il gomme de plus en plus toute référence, même formelle, au socialisme. Son ambition proclamée, c'est de faire aussi bien, s'il se retrouve au gouvernement, que la démocratie chrétienne. Pareille politique ne peut que renforcer les positions de la CDU, et la participation gouvernementale reste un mirage, tandis que les gouvernements réactionnaires d'Adenauer et d'Erhardt édictent des lois répressives, font régner une sorte d'ordre moral.

Ce recul sera accentué à partir de 1956 par l'écrasement de la révolution hongroise des conseils, seule défaite majeure subie par la classe ouvrière depuis la guerre, défaite dont l'instrument a été le stalinisme mais le bénéficiaire l'impérialisme qui contre-attaque alors sur tous les terrains. C'est donc dans une phase généralisée de retour en force de la réaction que ce recul trouve son expression politique la plus profonde dans l'adoption par le SPD, à son congrès de Bad-Godesberg, d'un nouveau programme qui le définit comme un « parti du peuple » et non plus comme un parti de la classe ouvrière. C'est en 1959, un an après l'instauration en France de la V^e République...

La période qui va de 1959 à 1969 n'est pas pour autant une sorte de « traversée du désert » ou de page blanche du point de vue de la lutte des classes. On souligne fréquemment qu'il s'est agi d'une décennie sans grands mouvements sociaux. Mais on oublie de dire que souvent, pour éviter la grève, les patrons cèdent plus qu'ils ne cédaient dans la période précédente. C'est ainsi qu'en 1961, le représentant du patronat allemand, le docteur Raymond, déclarait avec amertume : « Le plein emploi a pour conséquence de déplacer l'équilibre des forces dans une mesure presque excessive en faveur

des syndicats. Les chances de succès semblent plus de leur côté et l'idée d'une explication dans un esprit de conciliation semble bannie. » (Cité par Waline, **Cinquante ans de rapports entre patrons et ouvriers.**)

Et, de plus, il y aura de puissants mouvements : la grève des métallurgistes du Schleswig-Holstein en 1957, qui dure 114 jours et où, par deux fois, les propositions patronales, même lorsqu'elles ont l'aval de la direction syndicale, sont rejetées par les grévistes ; la grève de la métallurgie dans le Wurtemberg en 1963, la lutte contre les lois sur l'état d'urgence, de nouvelles grèves dans la métallurgie : toute une activité, tout un processus de mûrissement qui prépare la remontée ouvrière et qui explique que, dès 1967, la bourgeoisie allemande n'ait pu continuer à gouverner à l'aide de ses seuls partis. Il lui a fallu faire entrer le SPD au gouvernement. Certes, si la direction du SPD accepte de collaborer avec la démocratie chrétienne dans ce qu'on a appelé la « grande coalition », c'est au compte des intérêts de la bourgeoisie. Mais la bourgeoisie et ses partis ne se sont résignés à cette solution que parce qu'ils ne maîtrisaient plus la situation...

Encore une fois sur la place du SPD

La « théorie » de la passivité du prolétariat allemand a trouvé un corollaire dans l'affirmation selon laquelle la classe ouvrière serait dépourvue de toute organisation politique (à moins que l'on réserve ce rôle à la minuscule agence de la bureaucratie stalinienne en Allemagne, le DKP, ce qui est la position d'un groupe appelé « Bureau socialiste », lié au « Secrétariat unifié » de Mandel et Krivine). Pour ces gens qui considèrent que la classe ouvrière française est « spontanément stali-

nienne », la classe ouvrière allemande serait non seulement « spontanément réformiste », mais spontanément « bourgeoise » puisqu'elle s'organise, dans sa masse, au sein et autour d'un parti qui ne relèverait plus du mouvement ouvrier. Le SPD serait un parti bourgeois...

A moins de définir ainsi tous les partis réformistes, il faudrait montrer en quoi le SPD est qualitativement différent des autres organisations social-démocrates. Ni la politique de collaboration de classes, ni la participation à des gouvernements bourgeois ne permettent de le distinguer ni des autres partis de la II^e Internationale, ni, soit dit en passant, des partis stalinien.

Certes, au congrès de Bad-Godesberg, le SPD a adopté un programme dont le préambule déclare :

« Le socialisme démocratique qui, en Europe, trouve ses racines dans l'éthique chrétienne, dans l'humanisme et dans la philosophie classique ne prétend pas proclamer des vérités dernières. (...) Le Parti social-démocrate d'Allemagne est le parti de la liberté de l'esprit. Il constitue une communauté d'hommes qui viennent de différentes directions de croyance et de pensée. Leur accord repose sur des valeurs morales communes et sur des buts politiques identiques. Le Parti social-démocrate vise à établir un système de vie dans l'esprit de ces valeurs. »

S'il existe par ailleurs de vagues allusions aux maux de l'économie de profit dans ce programme, il n'est pas fait mention de la lutte des classes ni même des intérêts spécifiques de la classe ouvrière. Il ne faut pas négliger la portée de ce programme : ce n'est pas un document formel. C'est un coup porté au combat de la classe ouvrière allemande, à son organisation comme classe ; il accroît les difficultés politiques auxquelles les travailleurs allemands et leur avant-garde doivent faire face pour dégager les voies

de leur lutte contre la bourgeoisie et son Etat. Mais modifie-t-il la nature du SPD ?

La nature de classe d'un parti est déterminée par une série de facteurs : sa place dans la lutte des classes, ses rapports avec la classe ouvrière, son programme, même si son orientation lui est contraire. En ce sens, l'adoption du programme de Bad-Godesberg marque une « pointe avancée » dans une offensive contre le caractère ouvrier du SPD et donc contre l'indépendance de classe du prolétariat allemand. Mais pour apprécier les limites de cette offensive, il faut revenir sur le caractère politique du SPD. Il ne suffit pas de le définir comme un parti ouvrier bien qu'il faille commencer par la question de sa nature de classe. C'est un parti social-démocrate passé définitivement du côté de l'ordre bourgeois, un parti ouvrier-bourgeois. C'est historiquement le parti de la classe ouvrière allemande, celui qu'ont défendu les travailleurs qui ont fait échouer le putsch de Von Kapp, le parti des milliers et des milliers de militants morts dans les camps d'Hitler. C'est aussi le parti de Noske et de Scheidemann, de ceux qui portent la responsabilité de l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, de ceux qui ont pactisé avec les généraux réactionnaires contre l'avant-garde de la classe ouvrière allemande. En d'autres termes, c'est l'un de ces partis dont on peut dire qu'ils sont **« contradictoires dans leur nature et dans leurs fonctions. Ils sont nés des luttes de la classe ouvrière, ils la représentent politiquement et, de ce point de vue, la constituent comme classe. Ils sont liés à la société bourgeoise, véhiculant une politique bourgeoise à l'intérieur de la classe ouvrière. La bourgeoisie les charge de la protéger contre la classe ouvrière »** (Stéphane Just, *Défense du trotskysme*).

Le programme de Bad-Godesberg

marque une étape dans la décomposition politique de la social-démocratie allemande et internationale. La nature de classe du SPD est elle-même l'un des enjeux de la lutte des classes. Mais l'adoption du programme de Bad-Godesberg ne suffit pas à liquider le SPD comme parti ouvrier. L'un des plus chauds partisans de ce programme, H. Schmidt, l'actuel chancelier, devait déclarer lors des élections de novembre 1972 : **« Depuis 109 ans qu'elle existe, la social-démocratie s'est identifiée avec les intérêts des travailleurs ; en fin de compte, le SPD et les syndicats viennent d'une seule racine, le mouvement ouvrier. »** Simple proclamation électorale ? Non, Schmidt était amené à reconnaître que le SPD ne pouvait exister comme parti politique qu'en fonction de ses positions dans la classe ouvrière, en fonction de l'existence d'un mouvement ouvrier indépendant, d'une organisation indépendante de la classe ouvrière. Le SPD, en tout état de cause, ne pourrait pacifiquement se « muer » en un nouveau parti bourgeois. Il n'y a pas de place objective pour une telle formation. La liquidation du SPD comme parti de la classe ouvrière signifierait sa dislocation et est inséparable de la remise en cause des positions occupées par le mouvement ouvrier sur tous les terrains.

Les limites de la portée du programme de Bad-Godesberg ont, en définitive, été données par les rapports de force entre les classes, par l'activité de la classe ouvrière allemande.

Le niveau atteint par cette activité dans les dernières années, l'acuité croissante des conflits de classes mettent plus que jamais au centre d'une politique révolutionnaire en Allemagne le mot d'ordre du gouvernement SPD homogène en Allemagne occidentale, comme perspective nourrissant la mobilisation de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son Etat et, par là même, comme élément

d'approfondissement du processus de différenciation au sein du SPD, à travers lequel se révèlent les

premiers signes précurseurs d'affrontements sévères avec l'appareil dirigeant.

IV.- Mûrissement de la crise en Allemagne : mûrissement de la crise en Europe

Willy Brandt fut l'un des artisans de l'adoption du programme de Bad-Godesberg. Lorsque se posa, fin 1966, la question de la formation de la « grande coalition », c'est-à-dire l'entrée de ministres du SPD dans un gouvernement dirigé par la CDU, il fut parmi les plus actifs partisans de cette collaboration gouvernementale avec les représentants les plus réactionnaires du capital. Devenu chancelier, il fut présenté par la presse comme le type même de l'homme d'Etat occidental... Aujourd'hui, un an après sa chute, un journal à grand tirage s'inquiète et dénonce : Willy Brandt retourne à ses erreurs de jeunesse, allusion au fait que l'ex-chancelier appartint pendant un temps à une organisation qui se réclamait de la révolution socialiste...

Willy Brandt aurait-il soudain changé ? La question n'est pas là. Ce qu'il est nécessaire d'apprécier, c'est ce qui a changé en Allemagne dans ces dernières années.

La montée politique de la classe ouvrière

En 1967, avec la formation de la « grande coalition » s'achève le règne sans partage de la démocratie chrétienne. Tout d'abord, il peut paraître que cette solution gouvernementale répond parfaitement aux besoins de la classe dominante. Fondamentalement, la même politique qu'auparavant est poursuivie et c'est le temps de « l'action concertée » :

sous l'égide du gouvernement, patronat et dirigeants syndicaux se « concertent » par rapport à « leurs intérêts communs ». Pourtant, c'est le premier grand craquement dans la « prospérité » ouest-allemande, la récession de 1966-1967 qui est à l'origine de la « grande coalition ». Le simple fait qu'il ait fallu associer le SPD au gouvernement est un signe d'instabilité...

La lutte des classes en Allemagne, non seulement n'est pas séparable de la lutte des classes internationale, mais les problèmes de la lutte des classes — en particulier tels qu'ils se manifestent en Europe — tendent à trouver une expression concentrée en Allemagne. C'est ce que cet article a tenté de démontrer. Comment donc s'est exprimée en Allemagne la période ouverte en 1968, « période qui se caractérise par la venue à maturité de toutes les tendances de l'impérialisme » (« Notes pour des thèses sur la révolution européenne ») ?

L'un des traits de la grève générale de mai-juin 1968 en France, c'est le rôle annonciateur du mouvement d'ensemble de la classe ouvrière qu'y joue la jeunesse, en particulier la jeunesse étudiante. Mais l'irruption de la jeunesse sur la scène politique en France, dans les premiers jours de mai, avait été précédée par de puissantes manifestations d'étudiants et de jeunes en Allemagne. A Berlin, le 11 avril, un attentat a lieu contre Rudi Dutschke, l'un des dirigeants du SDS (ancienne organisation étudiante du SPD qui en avait

été exclue). Les manifestations dépassent vite le stade de la « simple réaction ». Elles gagnent en nombre et en intensité et touchent toutes les grandes villes d'Allemagne occidentale. La jeunesse est alors isolée, à la fois par la politique de la direction du SPD et du DGB et par la politique petite-bourgeoise des éphémères dirigeants du mouvement pour qui les étudiants deviennent une « avant-garde » susceptible de se substituer à la classe ouvrière...

À la différence de la France, le lien entre l'explosion de colère de la jeunesse et la mobilisation de la classe ouvrière ne sera pas immédiat. Ce n'est qu'après plusieurs mois de maturation que s'amorcera la montée de la classe ouvrière. Les premiers signes en seront la résistance de plus en plus nette que rencontre la pratique de « l'action concertée » dans les congrès syndicaux. Il faut que l'appareil pèse de tout son poids pour éviter qu'elle soit condamnée sans ambage au congrès national du syndicat des métaux à la fin de 1968. Et, en mai 1969, c'est le secrétaire du DGB pour la région Rhénanie-Palatinat, Julius Lehlbach, qui parle des dangers de voir le syndicat devenir une « **institution quasi officielle, assez proche du front du travail hitlérien** » et qui se prononce pour que le syndicat « **soit une organisation de résistance des travailleurs** ».

L'automne 1969 est marqué par une importante vague de grèves, en particulier dans la sidérurgie de la Ruhr. Grèves importantes par leur ampleur mais surtout par la manière dont elles se déroulent. L'été est une période de négociations pour le renouvellement des conventions collectives. Dans la métallurgie, le patronat et la direction de la Fédération des métaux (l'IG Metall) tombent d'accord sur une augmentation de 8%. Mais le 2 septembre, les 3 000 ouvriers des aciéries Hoesch de Dortmund entrent en grève, réclamant une aug-

mentation horaire immédiate. Puis la grève s'étend comme une traînée de poudre aux entreprises métallurgiques de la Ruhr, gagne le Nord (Brême) et la Sarre. Les ouvriers des hauts fourneaux se joignent au mouvement, ainsi que les mineurs de la Sarre et de la Ruhr qui désignent un comité de grève qui mènera la négociation. Vers le 10 septembre, il y a plus de 40 000 grévistes. En hâte, le patronat négocie : les syndicats réclament d'abord 14% d'augmentation. Le 12 septembre, l'accord se fait sur 12% auxquels s'ajoutent des augmentations arrachées directement au patronat dans toute une série d'entreprises sidérurgiques.

Le plus important, c'est que dans la foulée de ces grèves se déroulent les élections au Parlement de la République fédérale allemande. Ces élections marquent la fin de la « grande coalition ». Le SPD passe de 39,3% des voix à 42,7, tandis que le CDU régresse de 47,6% à 46,1%. Le SPD forme alors un gouvernement avec le parti libéral : c'est ce que l'on appellera la « petite coalition » et Willy Brandt devient chancelier.

Il ne s'agit pas d'un épisode électoral ou d'un changement d'équipe ministérielle. À l'automne 1969, c'est un tournant politique décisif qui se prend. Pour la première fois depuis la fondation de la République fédérale, le grand parti de la bourgeoisie, l'Union démocrate-chrétienne, est éliminée du gouvernement. Si, du point de vue de classe, la coalition avec le parti libéral a fondamentalement le même contenu que celle qui existait précédemment avec le CDU et que s'y exprime pareillement la politique de collaboration de classes du SPD, les rapports politiques y sont profondément différents. C'est le SPD qui est la direction du gouvernement. Pour les masses, le nouveau gouvernement, le gouvernement Brandt, est un gouvernement dont le SPD est responsable, même s'il doit

tenir compte d'un partenaire nécessaire à sa majorité parlementaire.

Le gouvernement Brandt est constitué alors que s'exerce une forte poussée de la classe ouvrière, qu'un processus de radicalisation est entamé dans ses rangs. Dans son mouvement en avant, la classe ouvrière a utilisé tous les moyens à sa disposition. La grève, à travers laquelle les travailleurs cherchent à assurer leur contrôle sur leurs propres organisations, contraignent les responsables des organisations syndicales à faire jouer à celles-ci, dans certaines limites, le rôle « **d'organisation de résistance des travailleurs** » qui est le leur et dont parlait le dirigeant syndical Lehlbach quelques mois auparavant. Naturellement, les commentateurs n'ont pas manqué alors d'expliquer que ces grèves « sauvages » coûteraient cher électoralement au SPD. C'est le contraire qui s'est produit : la montée des votes pour le SPD est particulièrement forte dans les régions à forte concentration industrielle. Le mouvement en avant de la classe cristallisé dans les grèves spontanées de la sidérurgie se prolonge sur le terrain électoral. Les masses travailleuses se regroupent autour du SPD, le poussent en avant, en quelque sorte. C'est la mobilisation de la classe ouvrière qui place le SPD dans une situation où se pose concrètement la question d'un gouvernement du seul parti social-démocrate.

Mobilisation qui ne fait que commencer et qui intègre d'immenses illusions. Illusions dans le SPD, exprimées dans la popularité de Brandt, illusions sur la signification de la participation des libéraux au gouvernement. Mais à travers ces illusions, avec elles et en contradiction avec elles, ce qui se matérialise, c'est le mouvement de millions d'hommes pour en finir avec le règne de la bourgeoisie. Et déjà leur mouvement a créé une situation où se dégage une perspective politique dont ils

peuvent se saisir pour formuler au niveau du gouvernement, c'est-à-dire du pouvoir d'Etat, cette aspiration : que le parti qu'ils chargent de leurs aspirations gouverne.

Participant de la montée à l'échelle mondiale du prolétariat qu'amorce 1968, la classe ouvrière allemande s'est mise en mouvement. Le premier pas qu'elle franchit est certes limité. Mais dans cette Allemagne divisée dont nous avons souligné la place politique centrale, dans ce cœur de l'Europe où se rejoignent la lutte de la classe ouvrière pour renverser le capitalisme et la lutte de cette même classe pour balayer la bureaucratie, commencée en juin 1953 à Berlin, ce premier pas a une importance immense.

La montée de la classe ouvrière allemande va se poursuivre. Parfois ce sera, sur le terrain de la lutte pour les revendications, la mobilisation de tout un secteur de la classe ouvrière exprimant la combativité de celle-ci dans son ensemble. Parfois on aura une impression de calme : le mouvement de la classe ouvrière « s'intériorisera », mûrira politiquement. Parfois ce sera une offensive politique ouverte comme lorsque la réaction cherchera, en 1972, à provoquer la chute du gouvernement Brandt ou lors des élections générales de novembre 1972. Mais l'initiative restera et reste aux masses.

Dans les cinq dernières années, du fait de l'action de la classe ouvrière, le climat politique change considérablement en Allemagne fédérale et d'abord au niveau du mouvement ouvrier lui-même. C'est dans le Parti social-démocrate lui-même ou autour de lui une floraison de publications, en particulier de journaux édités par des groupes de jeunes, c'est, malgré les efforts de l'appareil, une atmosphère de discussion. C'est au sein du SPD une différenciation encore inachevée, l'émergence d'une aile gauche — qui se

situé totalement, à cette étape, dans le cadre du réformisme — première réfraction au sein de l'organisation politique de la classe ouvrière allemande de la profonde radicalisation en cours au sein de la classe elle-même.

« Capitalisme et stalinisme, ou socialisme »

La montée de la classe ouvrière qui s'amorce nettement à partir de 1969 va franchir une nouvelle étape. C'est la grève des métallurgistes de novembre 1971 qui concentre en un puissant mouvement la volonté de toute la classe ouvrière. C'est un conflit qui concerne les quatre millions de métallurgistes bien que la direction nationale du syndicat des métaux ne donne l'ordre de grève que pour les 550 000 travailleurs du Sud-Ouest (le Bade-Wurtemberg). Massivement, les travailleurs ratifient l'ordre de grève : la grève sera totale et Stuttgart sera le théâtre d'une puissante manifestation. Certes, en définitive, l'augmentation de salaires arrachée correspondra au chiffre mis en avant par le gouvernement qui se pose en arbitre entre les travailleurs et le patronat (7,5 % au lieu des 11 % réclamés par les syndicats). Mais l'essentiel est dans ce qu'admet, à sa manière, l'hebdomadaire libéral « Die Zeit » le 17 décembre 1971 :

« La raison profonde de ce conflit, ce n'était pas la lutte pour tant ou tant pour cent ; la raison profonde c'était une épreuve de force résultant de prémisses différents de part et d'autre. (...) Aujourd'hui, la lutte ouvrière contient en germe la destruction de la vie économique. »

Ce qu'explique « Die Zeit » en fait, c'est que l'équilibre social est rompu, que les rapports entre les classes atteignent un point critique. Si ce point est atteint en Allemagne, c'est tout « l'ordre » européen qui est menacé...

La classe ouvrière prolonge la grève des métallos par sa mobilisation politique en avril 1972. A l'occasion du débat sur la ratification du traité avec l'Est, la CDU menace de renverser le gouvernement Brandt. Aussitôt, c'est dans la rue, par la manifestation, que dans toutes les grandes villes industrielles, les travailleurs se dressent pour empêcher le retour au pouvoir de la CDU.

Elle prolonge la grève des métallos par le triomphe électoral du SPD en novembre 1972. La campagne électorale fut dure, intense. Le CDU proclama ouvertement : « **Le socialisme, voilà l'ennemi** » ; le SPD fut contraint de s'appuyer plus directement que jamais sur les syndicats. Pour la première fois, le SPD obtint 46 % des suffrages. Et, dès le lendemain de la victoire électorale, des grèves éclatent — avec l'appui des délégués — dans différents secteurs, pour la satisfaction des revendications. Les exigences des travailleurs se font plus pressantes et la question de la rupture de la coalition avec le parti libéral commence à être posée. Un an plus tard, c'est le secrétaire de la confédération syndicale, le DGB, Veter, qui déclare :

« Si nous devons respecter loyalement les accords de coalition gouvernementale, il n'est néanmoins pas possible de tolérer que le partenaire minoritaire de la coalition impose son diktat. (...) Jusqu'ici, nous, syndicalistes sociaux-démocrates, avons le sentiment d'avoir toujours derrière nous le bloc soudé du parti. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, trop souvent nous tendons la main et ne trouvons que le vide. »

Aidée par la direction réformiste, la bourgeoisie, utilisant la politique contre-révolutionnaire du stalinisme, interdisait à la classe ouvrière allemande une perspective politique indépendante en l'enfermant dans le faux dilemme « capitalisme ou stalinisme ». Et le stalinisme, pour les travailleurs allemands, c'était la réalité de la

division de l'Allemagne, la « République démocratique allemande » dont la faillite s'était manifestée dans la mesure sans précédent de la construction du mur de Berlin.

Par sa lutte organisée, la classe ouvrière tendait à lever cet obstacle, à dégager une perspective propre à la classe ouvrière. L'alternative véritable se dévoilait : ou le capitalisme ET le stalinisme — l'Allemagne divisée par la domination conjointe du capitalisme et de la bureaucratie du Kremlin — ou le socialisme, garant de l'unité de l'Allemagne dans une Europe socialiste, comme l'avait affirmé le SPD en 1946. C'était cela le point critique, cela la menace de « **destruction de la vie économique** » dont parlait « Die Zeit ». Et cette menace comptait autant pour l'Est que pour l'Ouest. A travers la situation particulière de l'Allemagne, elle remettait en cause tout l'équilibre social et politique de l'Europe.

Objectivement, la place centrale de l'Allemagne en Europe est évidente. Mais à partir du moment où cette position centrale commençait à se transcrire dans l'action consciente du prolétariat allemand, l'Allemagne n'était plus seulement le lieu géométrique, politiquement parlant, des contradictions qui déchirent l'Europe : elle tendait à devenir le centre de la montée révolutionnaire du prolétariat en Europe. Elle redevenait, plainement, la « plaque tournante » de la révolution prolétarienne en Europe.

A partir de là, la crise politique en Allemagne même ne pouvait que s'approfondir.

Des contradictions intenable

La chute de Brandt est un moment de cette crise politique. Que le prétexte en ait été la présence dans son entourage d'un agent de l'Allemagne de l'Est — fait connu depuis

longtemps d'ailleurs par les services de sécurité de Bonn — est secondaire. Ce qui importe, c'est que l'impérialisme américain, les milieux dirigeants de l'impérialisme allemand et la bureaucratie du Kremlin se sont trouvés d'accord pour l'éliminer, car ils le jugeaient incapable de maîtriser les forces tendant vers une explosion sociale et politique. Ce n'est pas, bien évidemment, une question de capacités personnelles. Il s'agit des conditions dans lesquelles il est venu au pouvoir. Et, en définitive, la logique de cette manœuvre, c'est la remise en cause du gouvernement à direction social-démocrate lui-même.

Brandt avait lié son nom à une politique de « normalisation » des relations politiques de l'Allemagne fédérale avec l'URSS, ce qui impliquait une régularisation des relations entre les « deux Allemagnes ». Dans cette activité diplomatique qui le conduisit à Moscou, à Varsovie, en Allemagne de l'Est, Brandt agissait dans le cadre de la coopération contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin dont l'Europe est à la fois le théâtre principal et le terrain le plus difficile. C'était bien une Europe « normalisée » qu'il s'agissait d'obtenir. La « sécurité européenne » dont parlent les diplomates de Moscou, c'est la sécurité des gouvernements en place en Europe, de ceux de la bureaucratie et de ceux de la bourgeoisie. Cet objectif exigeait la consécration, la solidification de la division de l'Allemagne. C'est cela le contenu réactionnaire des accords passés d'Etat à Etat entre l'Allemagne fédérale et la RDA de 1971 à 1973.

Mais la situation paradoxale de la bourgeoisie allemande, c'est qu'elle ne peut renoncer à se présenter comme défenseur de l'unité de la nation sans renoncer à s'affirmer comme classe dominante. Aucun gouvernement allemand ne peut franchir ce pas. Et Brandt ne pouvait

que présenter un traité qui consacrait la division de l'Allemagne comme un moyen permettant, à terme, de meilleures conditions pour la réunification.

Et, dans la mesure où il était, en même temps, le dirigeant du parti que la classe ouvrière allemande comme telle reconnaît comme son parti, les masses, du fait de leurs illusions, prenaient cette argumentation « au sérieux ». Lorsqu'il se rendit en Allemagne, la bureaucratie ne put empêcher des manifestations d'enthousiasme à son égard, qui allaient au dirigeant du SPD. Dès que, comme éléments des accords, une certaine libéralisation des voyages entre l'Est et l'Ouest prit place, c'est un véritable mouvement de masse qui manifesta la profondeur et le caractère immédiat de l'aspiration à l'unité. Dans des conditions dominées par la remontée du prolétariat allemand, de tels phénomènes étaient explosifs.

Lorsque Willy Brandt fut triomphalement reporté à la tête du gouvernement en 1972, le mandat qui lui était confié par la bourgeoisie, c'était d'utiliser la victoire électorale du SPD comme un moyen de paix sociale. Mais de ce gouvernement qu'ils considéraient dans une large mesure comme le leur, les travailleurs exigeaient la satisfaction de leurs revendications. Et c'était, en février 1974, la grève générale de vingt-quatre heures des travailleurs de la fonction publique contre le blocage des salaires, parlant comme le dit un journaliste allemand « **le langage primitif de la lutte des classes** ». Et c'était, posée par les travailleurs, la question de la rupture de la coalition : « **Willy, chasse Genscher** (ministre libéral de l'Intérieur) » était le mot d'ordre inscrit sur les banderoles des grévistes.

De même, le développement des relations diplomatiques avec la RDA mettait au premier plan des préoccupations des masses des mots d'ordre comme : « **A bas le mur de**

Berlin ! Libre communication entre l'Allemagne de l'Ouest et celle de l'Est ! Liberté de constituer et d'adhérer au parti de son choix, à l'Ouest comme à l'Est ! Liberté de constituer des syndicats communs ! Liberté de presse !... »

C'est cela la crise politique. Mais en Allemagne, elle touche au point où se concentrent toutes les contradictions de l'impérialisme et de la bureaucratie.

**

La chute de Brandt n'a rien réglé. La logique de la politique suivie par Schmidt, celle d'une adaptation de plus en plus étroite aux besoins du capital allemand qui, de façon immédiate, sont contradictoires avec toutes les conquêtes de la classe ouvrière allemande, est la même sur le terrain de l'action gouvernementale que celle que codifie idéologiquement le programme de Bad-Godesberg : c'est une attaque contre le caractère ouvrier du SPD. Mais encore une fois, les limites de cette attaque sont données par les rapports de force entre les classes. Et, dans cette mesure, la venue au pouvoir de Schmidt est un élément de maturation au sein de la classe ouvrière, un élément qui ne peut qu'approfondir la différenciation au sein du SPD comme expression de la contradiction opposant les aspirations et les intérêts des travailleurs à la politique de l'appareil social-démocrate.

Certes, ce n'est pas un processus unilatéral : la politique de Schmidt a déjà provoqué une série d'échecs électoraux du SPD, à Hambourg, en Hesse, dans la Rhénanie, etc. Toute une fraction de la petite bourgeoisie se détourne du SPD parce qu'il ne lui offre aucune perspective et une fraction de la classe ouvrière ne trouve, à cette étape, d'autre forme à son opposition, à son refus devant la capitulation face à la bourgeoisie, que l'abstention. Mais les forces

vives de la classe ouvrière ne sont pas entamées, pas plus que ses réflexes de classe.

Il a suffi que Strauss, imprudemment, révèle un instant le véritable visage du régime qui correspondrait aux besoins de la bourgeoisie pour qu'électoralement la tendance s'inverse. Les récentes élections en Rhénanie-Westphalie, bastion industriel, ont donné un net coup d'arrêt à la progression de la démocratie chrétienne.

La situation resté ouverte, marquée par l'initiative que le prolétariat n'a pas perdue. La crise et le désarroi de la bourgeoisie vont en s'approfondissant. Il serait vain, à cette étape, de spéculer sur les rythmes et les formes. Mais la ligne générale qui se dégage est claire : c'est à des combats décisifs pour l'avenir même de l'humanité que se prépare le prolétariat allemand et que doivent le préparer les révolutionnaires dans leur action pour la construction du parti révolutionnaire, section allemande de la IV^e Internationale.

Il y a cent trente ans, le jeune Karl Marx, qui était engagé dans la voie de la rupture avec l'extrême-gauche de la petite bourgeoisie et avec l'idéalisme hégélien, écrivait une **Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel,**

texte resté fameux notamment à cause de ses passages sur la religion. Dans ce texte, Marx commençait à définir le rôle révolutionnaire du prolétariat, en utilisant encore un langage hégélien. Et, dans le même mouvement, il était amené à poser les premiers fondements de la théorie de la révolution permanente : l'incapacité de la bourgeoisie allemande à faire face à ses tâches faisait que seul le prolétariat pourrait accomplir la révolution démocratique. Ainsi, le contenu dépassait la forme encore limitée dans laquelle s'exprimait la pensée de Marx. Il écrivait :
« En Allemagne, s'émanciper du Moyen Age n'est possible que si l'on s'émancipe en même temps des dépeçements partiels du Moyen Age. En Allemagne, aucune forme de servitude ne peut être brisée sans briser toute forme de servitude. L'Allemagne, qui va au fond des choses, ne peut faire de révolution sans faire de révolution de fond en comble. »

Aujourd'hui, dans les conditions particulières que lui a fixées le développement mondial de la lutte des classes, c'est à cette tâche que le prolétariat allemand a à faire face, la **« révolution de fond en comble »**...

François FORGUE.

Militants, sympathisants,

La Sélio

VOTRE LIBRAIRIE...

Société d'Edition, Librairie, Informations Ouvrières

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

CCP 31.697.97 La Source - 45

Fond important de tous les classiques politiques, sociaux et économiques.

COMPTE RENDU

"La guerre et la révolution"

de Léon Trotsky

Le 11 août 1914, à l'heure où déferle sur l'Europe entière la vague du chauvinisme, alors que les dirigeants de la social-démocratie internationale, les dirigeants anarcho-sindicalistes et anarchistes se rallient au pas cadencé à leur bourgeoisie nationale — à l'exception du Parti bolchevique et de quelques groupes isolés —, Trotsky écrit dans son journal intime :

« On ne pourra pas recommencer le socialisme. La Troisième Internationale sera l'héritière de l'esprit de la Première, mais avec les modifications apportées par les conquêtes de la Deuxième. Les années qui viennent verront l'époque de la révolution sociale. »

Ainsi, au début même de la guerre impérialiste qui semble tout emporter et marque la faillite historique de la social-démocratie, alors que les dirigeants révolutionnaires qui résistent se comptent sur les doigts, Trotsky affirme la nécessité histo-

rique d'une nouvelle Internationale et le caractère prochain et inéluctable de la révolution prolétarienne.

Ce sont là deux éléments essentiels du même pronostic politique qui amènent Lénine un peu plus tard à proclamer au nom du Parti bolchevique :

« L'Internationale prolétarienne n'est pas morte et ne mourra pas. En dépit des obstacles, les masses ouvrières créeront une nouvelle Internationale. » (28 septembre.)

« La Deuxième Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme et vive la Troisième Internationale débarrassée non seulement des transfuges (comme le souhaite le Goloss), mais aussi de l'opportunisme ! » (1^{er} novembre 1914.)

Conjonction qui ne suffit pas à engendrer un accord complet, loin de là, entre Lénine et Trotsky, mais par rapport à la frontière que trace, dans le sang, la lutte des classes,

ils se retrouvent du même côté et cela présage et annonce l'accord beaucoup plus profond qui liera Lénine et Trotsky, sans qu'ils le sachent d'abord, sur l'analyse de la révolution russe.

En quoi consistent les désaccords ? Ils s'expriment avec une particulière acuité dans le contenu des deux journaux que dirigent alors Trotsky (*Nache Slovo*) et Lénine (*Le Social-Démocrate*). Trotsky les résume ainsi dans l'introduction qu'il rédige à ce volume en 1919 :

« Il y avait trois points de désaccords (...) entre les deux journaux. Ces trois points concernaient le défaitisme, le combat pour la paix et le caractère de la révolution grandissante en Russie. Nache Slovo refusait le défaitisme. Le Social-Démocrate dénonçait le slogan : « La lutte pour la paix », craignant que celui-ci ne cache des tendances pacifistes et lui opposait la guerre civile. Pour finir, Nache Slovo pensait que l'objectif du parti était la prise du pouvoir au nom de la révolution socialiste. Le Social-Démocrate tenait pour la dictature « démocratique ouvrière et paysanne. » Et Trotsky conclut : « La révolution de février balaya ces différences. »

Ce ne fut pas tout à fait aussi simple, sur un point en particulier, que Trotsky ne signale pas ici : celui de « l'unité » et du parti. Jusqu'en 1917, Trotsky était partisan de la reconstruction d'un parti large rassemblant tous les socialistes hostiles à la guerre impérialiste, le parti de Zimmerwald, si l'on veut. Lénine voulait rassembler dans le parti et l'Internationale une avant-garde rassemblée sur l'orientation de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, sans accord possible dans une même organisation avec de simples artisans de la paix, c'est-à-dire du retour au

statu quo ante... Nuance, mais d'importance.

On voit dans ces deux volumes tous les moments de la discussion âpre qui se mène sur ces problèmes, étroitement imbriquée à une activité politique et journalistique qui amène Trotsky à toucher à tous les problèmes auxquels il se trouve de près ou de loin confronté.

L'activité qu'il déploie à partir de son expulsion d'Autriche et son arrivée en France après un bref séjour en Suisse en novembre 1915 amène Trotsky à jouer un rôle hors de pair pendant la première guerre impérialiste : dirigeant d'un quotidien en langue russe à Paris de janvier 1915 à octobre 1916 (date de son expulsion de France par le gouvernement français), participant à la conférence de Zimmerwald et rédacteur de son manifeste adopté à l'unanimité, animateur de l'aile internationaliste du mouvement ouvrier français dont il est le véritable pourvoyeur idéologique, voire l'organisateur.

Les deux volumes de *La guerre et la révolution* (1), publiés par « Archives et documents » et qui rassemblent la majorité des textes publiés par Trotsky d'août 1914 à février 1917, nous retracent cette activité multiple dans sa riche diversité : journal intime d'août 1914, programme de paix de mai 1917, brochure *La guerre et l'Internationale*, éditée d'abord en allemand et qui lui valut une condamnation à huit mois de prison par un tribunal militaire allemand, articles sur la vie politique française et russe dans lesquels il analyse avec une extrême précision les soubresauts de la couche politique qui dirige les deux pays, la Russie et la France ; articles où, de son lointain exil aux USA, armé de la théorie de la révolution permanente, il élabore à de menus

(1) Publié par Archives et Documents. Editions Têtes de feuilles. En vente à la Séléo 75 F.

détails près la même analyse de la révolution russe de février que Lénine à Zurich — et il est le seul, absolument le seul, à le faire avec lui —, en même temps qu'il dégage les prémisses de la domination des Etats-Unis sur l'Europe bourgeoise de demain.

On pourrait dresser une liste impressionnante des analyses et des aperçus par lesquels Trotsky dégage du chaos des événements et de leur forme trompeuse les tendances sous-jacentes du développement de l'histoire. En même temps, on doit faire une constatation : si ce torrent d'articles constitue l'une des plus remarquables introductions à l'analyse de la guerre impérialiste, de la lutte des classes et de la vie politique en France et en Russie, du devenir du capitalisme américain, il manque quelque chose à ce faisceau. Il y manque un ouvrage de la même dimension que *Bilan et perspectives*, il y manque l'ouvrage qui constitue le fondement objectif des analyses de *Bilan et perspectives*, c'est-à-dire de la révolution permanente, en bref il y manque un ouvrage écrit par un autre, il y manque *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, qui donne réellement à la révolution permanente toute son envergure. Tout autant que les événements mêmes de la révolution russe, le rapprochement entre Lénine et Trotsky est dessiné dans le fait que Lénine écrive cet ouvrage en 1917 ; il sera complété lorsque Lénine et Trotsky feront de la révolution de février une analyse identique ; il sera parachevé lorsque Trotsky abandonnera ses illusions sur le parti large des socialistes antibolchevistes et se ralliera au Parti bolchevique...

On trouve bien les linéaments rapides d'une analyse de l'impérialisme qui annonce celle que fera Lénine, et ce au début de *La guerre et l'Internationale*, lorsque Trotsky souligne :

« Le fondement de la guerre actuelle est la révolte des forces productives nourries par le capitalisme contre l'Etat national, qui est la forme actuelle de leur exploitation. Le globe terrestre tout entier, la terre ferme comme la mer, la surface comme les profondeurs, sont déjà devenus l'arène d'une économie mondiale dont les parties sont étroitement dépendantes les unes des autres. C'est le capitalisme qui a accompli ce travail. Mais il pousse aussi les Etats capitalistes à combattre pour la sujétion de cette économie mondiale aux intérêts et aux profits de chaque bourgeoisie nationale. La politique de l'impérialisme témoigne avant tout que l'ancien Etat national qui fut créé au cours des révolutions et des guerres de 1789-1815, 1848-1859, 1864-1866 et 1870 se survit à lui-même et apparaît comme une entrave insupportable au développement des forces productives. La guerre de 1914 signifie d'abord l'effondrement de l'Etat national en tant qu'espace économique autonome » (2).

Mais ce ne sont là que de brefs aperçus, bien loin de l'analyse précise et détaillée que fait Lénine de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, qui fonde le caractère international de la révolution russe à venir...

Cela n'empêche pas Trotsky, s'appuyant sur la théorie de la révolution permanente, de saisir d'emblée le sens et le dynamisme de la révolution de février 1917. De New York où il est exilé avec une vaste colonie russe, il écrit dès le 4 mars :

« La révolution en Russie n'est que le prélude à la révolte prolétarienne dans toute l'Europe et dans le monde entier. »

(2) Je ne reprends pas ici le texte français de *La guerre et l'Internationale* publié dans le volume. Il est truffé d'erreurs, de faux-sens, voire, comme pour la première phrase, de purs et simples contresens.

Le 6 mars, sous le titre, *Le conflit grandissant*, alors que presque tous les dirigeants bolchéviques en Russie communient dans le soutien critique au gouvernement provisoire bourgeois du prince Lvov, le Spinola sans monocle et en civil de l'époque, Trotsky écrit :

« Un conflit entre les forces de la révolution à la tête desquelles se trouve le prolétariat urbain et le libéralisme antirévolutionnaire est inévitable. (...) Le prolétariat doit dès maintenant opposer ses organismes de combat à ceux du gouvernement provisoire. Dans cette lutte, le prolétariat groupant autour de lui les masses laborieuses doit avoir comme but essentiel la prise du pouvoir. Seul un gouvernement prolétarien a la volonté et la capacité, même pendant les préparatifs de la Constituante, de procéder à une épuration radicale et démocratique dans le pays, de réformer l'armée, d'en faire une milice révolutionnaire et de montrer aux paysans que leur salut ne peut venir que d'un régime ouvrier révolutionnaire. »

Le lendemain il souligne que le changement de régime politique ne change pas la nature de la guerre impérialiste. Le surlendemain, il analyse l'importance de la question agraire (l'aspiration de la masse paysanne à arracher la terre au seigneur), question agraire que la bourgeoisie ne peut pas régler, et conclut à la nécessité de remplacer « le gouvernement libéralo-impérialiste par

un gouvernement ouvrier révolutionnaire s'appuyant directement sur le prolétariat et attirant à lui les populations des campagnes ».

Voilà pourquoi un mois plus tard, lorsque Trotsky regagnera la Russie sur un bateau norvégien, la police britannique s'emparera de lui pour l'interner, en expliquant aux passagers du bateau étonnés de cette étrange manière de respecter l'*habeas corpus* et les libertés individuelles : « *C'est un terrible socialiste !* »

Voilà pourquoi Trotsky et Lénine devaient inévitablement se retrouver au moment même où Lénine, voyant la majorité écrasante des cadres dirigeants de son parti partisans du soutien critique au gouvernement bourgeois de Lvov, envisageait la création d'un nouveau parti (« *Fondons un parti communiste prolétarien ; les meilleurs partisans du bolchévisme en ont déjà créé les éléments* », écrit-il le 9 avril).

Voilà pourquoi aussi sept mois plus tard Trotsky, président du Soviet de Petrograd, mènera avec Lénine le Parti bolchevique et le prolétariat russe à la conquête du pouvoir.

Et voilà pourquoi la bureaucratie stalinienne, organiquement hostile à la révolution prolétarienne mondiale qui marquerait sa fin, s'attache avec tant de soin à caricaturer l'activité de Trotsky pendant ces années préparatoires à la révolution d'Octobre 1917.

Jean-Jacques MARIE.

ABONNEZ-VOUS SANS TARDER A

LA VÉRITÉ

CCP Michel RENAUDIE, n° 30 040 74 - 45 La Source

(Voir tarifs page 2 de la couverture)

SOMMAIRE

Au Vietnam : retentissante défaite de l'impérialisme, une victoire de la révolution mondiale, par Stéphane Just	p. 1
Une année de lutte politique de l'OCI, par Marc Lacaze	p. 14
La signification politique des élections aux CROUS, par Michel Lancret	p. 33
La marche à la révolution prolétarienne et la politique des PC européens, par César Corte	p. 52
Un an de révolution prolétarienne au Portugal, par Jacques Meyrand ..	p. 75
Le prolétariat allemand et la révolution européenne, par François Forgeue ..	p. 92
 Compte rendu	
Léon Trotsky : « La guerre et la révolution » (J.J. Marie)	p. 125



Prix du numéro : 6 F